

# RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2025



**OCP**

[www.ocpgroup.ma](http://www.ocpgroup.ma)

# ÉTATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2025



<b>Chiffres clés et faits marquants de l'exercice</b>	<b>3</b>
CHIFFRES CLÉS	3
FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	3
ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	4
<b>États financiers consolidés</b>	<b>5</b>
<b>Notes annexes aux états financiers consolidés</b>	<b>11</b>
NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES	11
NOTE 2 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	12
NOTE 3 - INFORMATION SECTORIELLE	14
NOTE 4 - DONNÉES OPÉRATIONNELLES	17
NOTE 5 - CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL	26
NOTE 6 - PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES	30
NOTE 7 - AUTRES ÉLÉMENTS OPÉRATIONNELS	33
NOTE 8 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	35
NOTE 9 - PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS	42
NOTE 10 - INSTRUMENTS FINANCIERS, ENDETTEMENT NET ET COÛT NET DE FINANCEMENT	45
NOTE 11 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	52
NOTE 12 - CAPITAUX PROPRES, DIVIDENDES ET RÉSULTAT PAR ACTION	55
NOTE 13 - RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES	56
<b>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2025</b>	<b>57</b>

### Chiffres clés

Les résultats financiers d'OCP pour les années 2024 et 2025 sont synthétisés dans les indicateurs clés présentés ci-dessus.

(En millions de dirhams)	Annexe	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Produits des activités ordinaires</b>	4.1.1.2	<b>113 943</b>	<b>96 989</b>
Résultats des co-entreprises	6.1	739	700
<b>EBITDA</b>		<b>43 198</b>	<b>39 068</b>
Résultat opérationnel récurrent		35 394	29 395
Coût de l'endettement financier net	10.1.5	(4 074)	(3 082)
<b>Résultat net de la période - part du Groupe</b>		<b>17 656</b>	<b>20 466</b>
Capitaux propres consolidés - part du Groupe		137 010	127 563
Endettement financier net		119 118	98 685
Investissements opérationnels		(34 084)	(43 588)
<b>Résultat net de base et dilué par action (en dirhams)</b>	12.3	<b>206,43</b>	<b>240,49</b>
<b>Dividende par action (en dirhams)</b>	12.2	<b>90,50</b>	<b>87,49</b>

### Faits marquants de l'exercice

#### Renforcement de la structure financière du groupe OCP

- Émission obligataire internationale de 1,75 milliard de dollars (avril 2025), en deux tranches de 750 millions de dollars avec une maturité de 5 ans et 1 milliard de dollars à échéance longue de 10 ans.
- Émission obligataire additionnelle (« Tap Issue ») de 300 millions de dollars en février 2025, liée à l'emprunt international de 2 milliards de dollars réalisé en mai 2024.
- Confirmation de la notation investment Grade (Baa3, perspective stable - Moody's) en avril 2025, reflétant la solidité du profil de crédit du Groupe.

#### Partenariats stratégiques et financement durable

- Signature d'un accord de financement de 350 millions d'euros avec l'Agence Française de Développement (AFD) pour soutenir le programme d'investissement vert d'un montant total de 13 milliards de dollars sur la période 2023-2027.
  - Objectifs : 100% énergies propres et eau non conventionnelle d'ici 2027, développement de l'hydrogène et de l'ammoniac verts, neutralité carbone à horizon 2040.
  - Lancement par Innovx en avril 2025 de la plateforme MAVA pour le financement de chaînes de valeur agricoles en Afrique.
- Levée de 6 Mds MAD par OCP Green Water avec CDG Capital afin de financer l'expansion des capacités de dessalement, visant une production annuelle de 630 Mm<sup>3</sup> d'ici 2030 pour couvrir les besoins industriels du Groupe et contribuer à l'approvisionnement urbain et agricole.

#### Transfert des actifs vers OCP Nutricrops S.A – Complément

En décembre 2025, OCP S.A. a procédé à un complément de transfert d'actifs Engrais au profit d'OCP Nutricrops S.A pour 1,8 milliards de dirhams.

### Transferts des projets SP2M vers les MFCs

OCP S.A. a procédé au transfert des actifs du Strategic Program Mzinda-Meskala SP2M vers les 3 MFCs- Mzinda Fertilizers Companies créées en décembre 2025 pour 3,2 milliards de dirhams. Ces trois entités sont détenues à 100% par OCP NUTRICROPS SA et ont pour objectif de porter le développement industriel du bassin de Mzinda.

### Création de OCP Specialty Products & Solutions S.A., filiale dédiée à la chimie de spécialité

En décembre 2025, OCP a obtenu l'autorisation du Gouvernement pour la création d'OCP Specialty Products & Solutions S.A. (OCP SPS S.A.), filiale regroupant les activités existantes de la Strategic Business Unit Specialty Products & Solutions (SPS).

OCP SPS S.A. a pour vocation d'accélérer la croissance dans les métiers des phosphates de spécialité et leurs dérivés à travers la consolidation et le développement d'un portefeuille de produits et solutions à forte valeur ajoutée, incluant notamment les sels industriels dérivés de l'acide phosphorique purifié, les solutions de nutrition animale et végétale de précision ainsi que la valorisation des coproduits issus de la chaîne de valeur du phosphate.

## Événements postérieurs à la clôture

Depuis la clôture de l'exercice, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient se sont accrues à la suite des développements récents impliquant les États-Unis et l'Iran. À la date d'arrêt des états financiers, le Groupe n'a pas constaté de perturbation opérationnelle significative liée à ces événements.

Le Groupe continue de suivre attentivement l'évolution de la situation. OCP bénéficie d'un approvisionnement diversifié pour ses intrants stratégiques ainsi que d'une flexibilité opérationnelle qui contribuent à limiter son exposition à d'éventuelles perturbations des chaînes d'approvisionnement. En conséquence, aucun ajustement des états financiers n'a été comptabilisé à ce titre.

## Compte de résultat consolidé de l'exercice

(En millions de dirhams)	Annexe	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits des activités ordinaires	4.1.1.2	113 943	96 989
Production stockée	4.2.4	2 350	2 171
Achats consommés	4.2.2	(44 146)	(36 476)
Charges externes	4.2.2	(12 017)	(11 399)
Charges de personnel	5.1	(15 669)	(13 059)
Impôts et taxes		(435)	(407)
Résultats des co-entreprises	6.1	739	700
Résultat de change sur dettes et créances opérationnelles		(1 828)	119
Autres produits et charges récurrents		261	432
<b>EBITDA</b>		<b>43 198</b>	<b>39 068</b>
Amortissements et pertes de valeur	8.4 - 9.2	(7 804)	(9 673)
<b>Résultat opérationnel récurrent</b>		<b>35 394</b>	<b>29 395</b>
Autres produits et charges non récurrents	7.2	(3792)	(1 564)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>31 602</b>	<b>27 831</b>
Coût d'endettement financier brut		(4 472)	(3 510)
Produits financiers des placements		399	428
<b>Coût d'endettement financier net</b>	10.1.5	<b>(4 074)</b>	<b>(3 082)</b>
Résultat de change sur dettes et créances financières	10.2.3	3 757	(71)
Autres produits et charges financiers	10.2.3	(80)	1 089
<b>Résultat financier</b>		<b>(397)</b>	<b>(2 063)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>31 205</b>	<b>25 768</b>
Impôts sur résultat	11.2 - 11.3	(12 732)	(4 863)
<b>Résultat net de la période</b>		<b>18 473</b>	<b>20 906</b>
Résultat net part du Groupe		17 656	20 466
Résultat net part des intérêts ne donnant pas le contrôle		817	440
<b>Résultat de base et dilué par action en dirhams</b>		<b>206,43</b>	<b>240,49</b>

## État du résultat global consolidé

(En millions de dirhams)	Annexe	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Résultat net</b>		<b>18 473</b>	<b>20 906</b>
Ecart actuariel	5.3.3	(645)	(1 022)
Impôts		201	319
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>		<b>(443)</b>	<b>(703)</b>
Ecart de conversion		(266)	(83)
Quotes part de gains et pertes comptabilisés en capitaux propres (variation CFH)*	4.1.4	157	(41)
Impôts		(55)	14
<b>Éléments recyclables en résultat</b>		<b>(164)</b>	<b>(109)</b>
<b>Produits et charges de la période comptabilisés directement dans les capitaux propres</b>		<b>(608)</b>	<b>(813)</b>
<b>Résultat global consolidé</b>		<b>17 866</b>	<b>20 093</b>
<i>Dont part du Groupe</i>		<i>17 048</i>	<i>19 653</i>
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		<i>817</i>	<i>440</i>

(<sup>1</sup>) La part efficace de la couverture de flux de trésorerie relative à l'emprunt obligataire USD échéance octobre 2025 avait été comptabilisée en autres éléments du résultat global (OCI) et cumulée en réserves de couverture. À l'échéance de la dette en octobre 2025, la relation de couverture a pris fin. Conformément à IFRS 9, le montant cumulé en réserves de couverture de 461 millions de dirhams a été intégralement recyclé en chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2025.

## État de la situation financière consolidée

(En millions de dirhams)	Annexe	31 décembre 2025	31 décembre 2024
<b>ACTIF</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie & Équivalents de trésorerie	10.1.3.1	15 564	15 873
Actifs financiers de trésorerie	10.1.3.2	7	12
Stocks	4.2.4	30 238	22 911
Créances clients	4.1.2.2	17 916	20 275
Autres actifs courants	7.3	44 375	48 267
<b>Total actifs courants</b>		<b>108 101</b>	<b>107 338</b>
<b>Actifs non courants</b>			
Actifs financiers non courants	10.2.2	8 496	4 841
Participation dans les co-entreprises	6.1	8 456	8 433
Actifs d'impôt différé	11.4	317	180
Immobilisations corporelles	8.2	209 146	177 808
Immobilisations incorporelles	8.3	9 321	7 535
<b>Total actifs non courants</b>		<b>235 736</b>	<b>198 795</b>
<b>Total Actif</b>		<b>343 837</b>	<b>306 133</b>

## États financiers consolidés

(En millions de dirhams)	Annexe	31 décembre 2025	31 décembre 2024
<b>PASSIF</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Emprunts et dettes financières courants	10.1.2.1 - 10.1.2.2	23 173	34 678
Provisions courantes	9.3	2 069	805
Dettes commerciales	4.2.5	30 244	30 979
Autres passifs courants	7.4	22 167	16 199
<b>Total passifs courants</b>		<b>77 652</b>	<b>82 661</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Emprunts et dettes financières non courants	10.1.2.1 - 10.1.2.2	111 518	79 894
Provisions non courantes pour avantages au personnel	9.3	4 981	4 800
Autres provisions non courantes	9.3	1 771	4 088
Passifs d'impôt différé	11.4	6 749	4 271
Autres passifs non courants		25	11
<b>Total passifs non courants</b>		<b>125 043</b>	<b>93 064</b>
<b>Capitaux propres part du groupe</b>			
Capital social	12.1	8 288	8 288
Primes liées au capital		18 698	18 698
Réserves consolidées - part Groupe		92 368	80 111
Résultat net - part Groupe		17 656	20 466
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>137 010</b>	<b>127 563</b>
Part des intérêts ne donnant pas droit au contrôle		4 132	2 845
<b>Total Capitaux propres</b>		<b>141 141</b>	<b>130 408</b>
<b>Total passif et capitaux propres</b>		<b>343 837</b>	<b>306 133</b>

## Variation des capitaux propres consolidés

(En millions de dirhams)	Capital social	Primes liées au capital	Écart actuariel <sup>(1)</sup>	Titres super subordonnés	Autres réserves consolidées
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>	<b>8 288</b>	<b>18 698</b>	<b>(4 173)</b>	<b>12 444</b>	<b>68 355</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2023					14 369
<b>Résultat global consolidé de l'exercice 2024</b>			<b>(703)</b>		
Titres super subordonnés					
Coupons titres super subordonnés				(711)	
Variation de périmètre					(1 397)
Dividendes versés					(7 186)
Autres					153
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>	<b>8 288</b>	<b>18 698</b>	<b>(4 876)</b>	<b>11 734</b>	<b>74 293</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2024					20 466
<b>Résultat global consolidé de l'exercice 2025</b>			<b>(443)</b>		
Emission titres super subordonnés					
Coupons titres super subordonnés				(699)	
Variation de périmètre					88
Dividendes versés					(7 434)
Autres					490
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2025</b>	<b>8 288</b>	<b>18 698</b>	<b>(5 319)</b>	<b>11 035</b>	<b>87 903</b>

<sup>(1)</sup> Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision, déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement selon la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Les hypothèses actuarielles sont revues sur un rythme annuel. Les différences liées aux changements d'hypothèses actuarielles et les ajustements liés à l'expérience constituent des écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres non recyclables conformément aux dispositions de la norme IAS 19 révisée.

<b>Écart de conversion</b>	<b>Actifs financiers réévalués à la juste valeur par capitaux propres <sup>(2)</sup></b>	<b>Quotes part de gains et pertes comptabilisés en capitaux propres (variation CFH) <sup>(3)</sup></b>	<b>Résultat net</b>	<b>Total capitaux propres Part Groupe</b>	<b>Part des intérêts ne donnant pas droit au contrôle</b>	<b>Total capitaux propres</b>
<b>(381)</b>	<b>(521)</b>	<b>(29)</b>	<b>14 369</b>	<b>117 051</b>	<b>2 880</b>	<b>119 930</b>
			(14 369)			
<b>(83)</b>		<b>(27)</b>	<b>20 466</b>	<b>19 653</b>	<b>440</b>	<b>20 093</b>
				(711)		(711)
				(1 397)	(318)	(1 715)
				(7 186)	(186)	(7 373)
				153	30	183
<b>(464)</b>	<b>(521)</b>	<b>(55)</b>	<b>20 466</b>	<b>127 563</b>	<b>2 845</b>	<b>130 408</b>
			(20 466)	-		
<b>(266)</b>		<b>102</b>	<b>17 656</b>	<b>17 048</b>	<b>817</b>	<b>17 866</b>
				-		
				(699)		(699)
				88	1 002	1 090
				(7 434)	(701)	(8 135)
		(47)		444	168	612
<b>(730)</b>	<b>(521)</b>		<b>17 656</b>	<b>137 010</b>	<b>4 132</b>	<b>141 141</b>

<sup>(2)</sup> Moins-value latente représentant la dépréciation de la participation du Groupe dans Heringer.

<sup>(3)</sup> Le Groupe avait mis en place une couverture de change qualifiée de couverture de flux de trésorerie. La part efficace était comptabilisée en OCI. La relation de couverture ayant été dénouée au 31 décembre 2025, le stock cumulé en réserves de couverture a été intégralement recyclé en chiffre d'affaires..

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En millions de dirhams)	Annexe	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>EBITDA</b>		<b>43 198</b>	<b>39 068</b>
Subventions et dons accordés		(1 293)	(1 323)
Autres charges non courantes des exercices antérieurs	7.1	(10)	(162)
Autres charges et produits non courants		(1 892)	(108)
Résultats des co-entreprises		(739)	(700)
Autres		(1 879)	(5)
<b>Marge brute d'autofinancement</b>		<b>37 384</b>	<b>36 770</b>
<b>Incidence de la variation du BFR</b>		<b>(11 915)</b>	<b>(9 405)</b>
<i>Stocks</i>		(6 017)	(2 834)
<i>Créances commerciales</i>		(17)	780
<i>Dettes commerciales fournisseurs</i>		1 886	(3 181)
<i>Autres actifs et passifs courants</i>		(7 767)	(4 171)
Impôts versés		(6 292)	(562)
<b>Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle</b>		<b>19 177</b>	<b>26 804</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(34 084)	(43 588)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		186	114
Placements financiers nets		319	(108)
Incidence des variations de périmètre*		4 551	(1 549)
Prime de remboursement des obligations		(286)	
Acquisition d'actifs financiers		(983)	(336)
Dividende reçus		442	486
<b>Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(29 856)</b>	<b>(44 981)</b>
Emission d'emprunts		44 192	50 310
Remboursement d'emprunts		(20 348)	(17 168)
Coupons TSDI		(699)	(711)
Intérêts financiers nets versés		(4 707)	(3 644)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe	12.2	(7 433)	(7 186)
Dividendes payés aux minoritaires		(201)	(186)
<b>Total Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>10 804</b>	<b>21 415</b>
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		(435)	(7)
<b>Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>(309)</b>	<b>3 229</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		15 873	12 644
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		15 564	15 873
<b>Variation de la trésorerie nette</b>		<b>(309)</b>	<b>3 229</b>

(\*) Dont 4,5 milliards relatif à l'intégration de la trésorerie de JESA et JESA BI.

## Note 1 - Principes comptables

### 1.1. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés du Groupe OCP sont établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne à la date de clôture.

Conformément à la loi n°43-12 relative à l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2012, ainsi qu'à la circulaire AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, telle que modifiée et complétée par la circulaire AMMC n°02/20 du 22 décembre 2020, le Groupe établit, fait certifier et publie ses états financiers consolidés dans le respect des obligations réglementaires applicables aux émetteurs faisant appel public à l'épargne.

La monnaie de présentation des comptes consolidés est le dirham marocain.

Les comptes consolidés du Groupe OCP au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 mars 2026.

Les principes comptables retenus au 31 décembre 2025 sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2024. Les nouvelles normes et amendements devenus obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ont été appliqués par le Groupe. Leur application n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

### 1.2. NORMES ET AMENDEMENTS APPLICABLES À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025

Les états financiers consolidés du Groupe intègrent les normes, amendements et interprétations IFRS adoptés par l'Union européenne et dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Les principaux amendements applicables pour la première fois sur l'exercice 2025 sont les suivants :

#### **Amendement à IAS 21 : Absence d'échangeabilité (« Lack of Exchangeability »).**

Cet amendement précise les modalités de détermination du taux de change à utiliser lorsqu'une monnaie n'est pas échangeable et introduit des exigences d'information supplémentaires visant à améliorer la transparence relative aux jugements exercés et aux estimations retenues.

L'application de cet amendement n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2025.

#### **Normes et amendements publiés mais non encore applicables**

Conformément à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs », le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et adoptés par l'Union européenne dont l'application n'est pas encore obligatoire au 31 décembre 2025.

Le Groupe analyse actuellement les impacts potentiels de ces nouvelles dispositions sur ses états financiers futurs.

## Note 2 - Périmètre de consolidation

### 2.1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Entité	Pays d'implantation	Devise	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
			Méthode de consolidation	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% d'intérêt
<b>Activité Industrielle-Mine</b>						
<b>OCP SA - Holding</b>	<b>Maroc</b>	<b>MAD</b>	<b>Mère (IG)</b>	<b>100,00</b>	<b>Mère (IG)</b>	<b>100,00</b>
Phosboucrââ	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Activité industrielle - Chimie</b>						
Nutricrops	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Jorf Fertilizer Company I - JFC I	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Jorf Fertilizer Company II - JFC II	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
KOFERT (ex JFC III)	Maroc	MAD	IG	50,00	IG	50,00
Jorf Fertilizer Company IV - JFC IV	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Jorf Fertilizer Company V - JFC V	Maroc	MAD	IG	60,00	IG	60,00
Mzinda Fertilizers Company I - MFCI *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Mzinda Fertilizers Company II - MFCII *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Mzinda Fertilizers Company III- MFCIII *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Euro Maroc Phosphore - EMA	Maroc	MAD	ME	33,33	ME	33,33
Indo Maroc Phosphore - IMA	Maroc	MAD	ME	33,33	ME	33,33
Pakistan Maroc Phosphore - PMP	Maroc	MAD	ME	50,00	ME	50,00
Paradeep Phosphates Ltd. - PPL	Inde	INR	ME	25,11	ME	28,05
Fertinagro Biotech	Espagne	EUR	ME	20,00	ME	20,00
OCP Fertinagro Advanced solutions - OFAS	Maroc	MAD	ME	50,00	ME	50,00
Groupe PRAYON	Belgique	EUR	ME	50,00	ME	50,00
South East European Fertilizer Company - SEEFCO	Roumanie	USD	ME	50,00	ME	50,00
Global Feed SLU *	Espagne	EUR	IG	75,00		
<b>Trading</b>						
OCP AFRICA	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
OCP Fertilizantes	Brésil	USD	IG	100,00	IG	100,00
OCP North America	Etats-Unis	USD	IG	100,00	IG	100,00
SAFTCO	Suisse	USD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Energie</b>						
OCP Green Energy - OCPGE	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
OCP Green Water - OCPGW	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Ingénierie et consulting</b>						
Dupont Ocp Operations Consulting - DOOC	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Jacobs Engineering - JESA	Maroc	MAD	IG	50,00	ME	50,00
JESA Building & Infrastructure	Maroc	MAD	IG	50,00	ME	50,00
JESA International *	Maroc	MAD	IG	50,00		
JESA Technologies *	Etats-Unis	USD	IG	50,00		
OCP Solutions	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
TEAL Technology & Services - TTS	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
VALYANS	Maroc	MAD	ME	22,00	ME	22,00
<b>Fondations</b>						
Fondation OCP	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Fondation Phosboucrââ	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Ecosystème UM6P</b>						
Association pour la Promotion de l'Enseignement d'Excellence - APEE	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
BIDRA Innovation Ventures Fund	Etats-Unis	USD	IG	100,00	IG	100,00
Fluoralpha	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Foncière Endowment 1 - FE1	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Health Care City Building Company - HCCBC	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
INNOV'X	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Mining Operations Lab - MOL	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique - UM6P	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique Endowment Holding - UM6PEH	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique France - UM6PF	France	EUR	IG	100,00	IG	100,00
Univéristé MED6 polytechnique Paris - UM6PP	France	EUR	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique HOSPITAL - UM6PH	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique Ventures - UM6P Ventures	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
PARK X *	Maroc	MAD	IG	100,00		
HYDROJEEL *	Maroc	MAD	IG	100,00		
NOVAGREEN *	Maroc	MAD	IG	100,00		
URANEXT *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Phosphate Valley Technology - PVT *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Atlas Clous Services - ACS *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Tourba *	Maroc	MAD	IG	100,00		
<b>Hôtellerie</b>						
OCP Hospitality	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Maghreb Hospitality Company SA - MHC	Maroc	MAD	IG	84,13	IG	84,13
Société Foncière de la Lagune - SFL	Maroc	MAD	IG	71,84	IG	68,81
Société La Mamounia - SLM	Maroc	MAD	IG	65,56	IG	65,56
Société Palais Jamaï - SPJ	Maroc	MAD	IG	84,13	IG	84,13
Société de Gestion de l'Hôtel Michlifén	Maroc	MAD	IG	67,3	IG	67,3
Société du Michlifén et Golf	Maroc	MAD	IG	84,13	IG	84,13
Société Hotelière de Benguérir	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Développement urbain</b>						
Société d'Aménagement et de Développement Vert - SADV	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Société d'Aménagement et de Développement de Mazagan - SAEDM	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Autres</b>						
OCP Innovation Fund For Agriculture - OIFFA	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
OCP International	Pays-Bas	USD	IG	100,00	IG	100,00
Société de Transports Régionaux - SOTREG	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Compagnie Marocaine de Transport et d'Affretements Maritimes - COMATAM	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Centre d'Études et de Recherches des Phosphates Minéraux - CERPHOS	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
3A Innovation Center Limited *	Hong Kong	HKD	ME	50,00		
FT Jorf Industrial Water Desalination - FTJWJD *	Maroc	MAD	IG	100,00		

\* Entités entrantes.

### 2.2. VARIATIONS DU PÉRIMÈTRE

Le périmètre de consolidation du Groupe a connu les variations suivantes :

- Création des Mzinda Fertilizers Company I, Mzinda Fertilizers Company II et Mzinda Fertilizers Company III (collectivement « MFCs ») sont trois entités créées dans le cadre du développement du complexe industriel de Mzinda, porté par OCP Nutricrops au Maroc. Implantées dans la région de Mzinda, province de Youssoufia, ces sociétés ont été structurées avec des périmètres juridiques distincts afin de porter les différents volets du projet (construction, détention d'actifs industriels, production d'engrais et financement), permettant ainsi une organisation opérationnelle et financière optimisée du complexe.
- L'intégration de Global Feed SLU, entité spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'ingrédients pour l'alimentation animale, à travers l'acquisition de 25% supplémentaire des titres, ramenant ainsi la participation du Groupe OCP à 75%. Cette opération permettant à ce dernier de renforcer sa position dans le secteur mondial de l'alimentation animale.
- L'intégration à 100% dans le périmètre de consolidation des filiales INNOVX suivantes :
  - PARK X, entité dédiée à la gestion des parcs industriels ;
  - HYDROJEEL qui a pour objectif la production de l'hydrogène vert à grande échelle, de l'ammoniaque propre et d'autres dérivés ;
  - NOVAGREEN qui assure la fabrication et la commercialisation de panneaux solaires et de composants photovoltaïque ;
  - URANEXT, dont l'activité est la production, stockage, transport et commercialisation du concentré d'uranium ;
  - Phosphate Valley Technology – PVT, entité qui se charge de la Conception, fabrication et maintenance d'équipements industriels de haute technologie ;
  - TOURBA, il s'agit d'une entreprise spécialisée dans le développement de projets de carbon farming et de solutions technologiques de séquestration du carbone en agriculture, visant à accompagner les exploitations vers des pratiques durables tout en générant des crédits carbone.
- Intégration dans le périmètre de consolidation de ATLAS Cloud, cette entité offre un marketplace de services technologiques (computing, stockage, IA, IoT) pour accompagner la transformation numérique des entreprises locales.
- Intégration dans le périmètre de consolidation de JESA Technologies, cette entité est spécialisée dans les technologies et solutions techniques pour l'industrie du phosphate.
- Intégration globale de JESA : Au cours de l'exercice 2025, le Groupe a procédé à une réévaluation du mode de consolidation de JESA. À l'issue de cette analyse, il a été conclu que les critères de contrôle au sens d'IFRS 10 étaient réunis. En conséquence, JESA est consolidée par intégration globale à compter du 1er janvier 2025. Les états financiers consolidés de l'exercice 2025 intègrent ainsi JESA sur l'ensemble de la période, avec constatation d'intérêts ne conférant pas le contrôle à hauteur de 50 %.

Cette décision s'appuie sur les éléments suivants :

- Une dépendance économique structurelle de JESA vis-à-vis d'OCP, représentant plus de 97 % de son chiffre d'affaires en 2024 ;
- Une exposition économique significative d'OCP aux rendements variables de la JV.

Ce changement de méthode vise à mieux refléter la substance économique du lien de contrôle, conformément au principe de prééminence de la substance sur la forme tel que défini dans le Cadre conceptuel des IFRS et mis en œuvre par la norme IFRS 10 – États financiers consolidés.

- L'intégration globale à 50% dans le périmètre de consolidation de JESA International spécialisée dans l'ingénierie et la gestion de projets (conception, approvisionnement, construction et gestion d'actifs).

- L'intégration dans le périmètre de consolidation de 3A Innovation Center, une société créée dans le cadre d'un partenariat entre le Groupe OCP et le groupe chinois Forbon, détenue à 50% par OCP S.A., dans le but de développer des activités d'innovation et technologiques.
- L'intégration globale à 100% dans le périmètre de consolidation du Fond de Titrisation Jorf Industrial Water Dessalination pour la gestion de la dette OCP Green Water.

### Note 3 - Information sectorielle

#### Principes généraux

Conformément à la norme IFRS 8 – Operating Segments, l'information sectorielle du Groupe est présentée selon l'« approche de management », c'est-à-dire sur la base des informations financières internes régulièrement examinées par le Chief Operating Decision Maker (CODM) aux fins d'allocation des ressources et d'évaluation de la performance.

Les segments opérationnels correspondent ainsi aux composantes du Groupe pour lesquelles des informations financières distinctes sont disponibles et font l'objet d'un suivi régulier par le management.

#### Organisation du Groupe

L'organisation du Groupe s'est structurée autour de **Strategic Business Units (SBUs)**, visant à renforcer l'autonomie opérationnelle, la responsabilisation et la performance de ses activités, les SBUs sont les suivantes :

- **Mining**
- **Manufacturing**
- **Rock Solutions**
- **Specialty Products & Solutions**
- **Nutricrops** (filiale détenue à 100% d'OCP S.A.)
- **UM6P** (filiale à 100% de la Fondation OCP)

Ces SBUs constituent les plateformes opérationnelles à travers lesquelles le Groupe déploie ses activités industrielles, commerciales, technologiques et stratégiques

- **Programme Stratégique Mzinda-Meskala**

Le Programme Stratégique Mzinda-Meskala constitue un programme d'investissement structurant visant le développement des capacités industrielles du Groupe. Indicateur de performance suivi par SBU.

Dans le cadre du reporting interne examiné par le CODM :

- **Le principal indicateur de performance analysé au niveau des SBUs est le chiffre d'affaires**

Les revenus sont suivis par SBU afin d'évaluer la dynamique commerciale et l'activité opérationnelle de chaque unité stratégique.

En revanche, les indicateurs financiers suivants :

- EBITDA
- Résultat opérationnel
- Résultat net
- Total des actifs
- Endettement et structure financière

Sont principalement pilotés, analysés et gérés au niveau central du Groupe, notamment au sein de la structure Corporate.

En conséquence, ces indicateurs ne sont pas présentés par SBU dans la présente information sectorielle, conformément aux dispositions d'IFRS 8 qui imposent la publication des mesures effectivement examinées par le CODM pour l'évaluation des segments.

### Mesure du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par SBU comprend :

- Les revenus réalisés avec des clients externes ;
- Les transactions intra-groupe, incluant les flux intra-SBU et inter-SBU.

Les principes de reconnaissance du chiffre d'affaires sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés établis conformément aux normes IFRS.

La présentation sectorielle inclut ainsi :

1. Le chiffre d'affaires par SBU
2. Une ligne distincte relative aux transactions intra-groupe (intra-SBU et inter-SBU)
3. Une ligne d'éliminations intra-groupe
4. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe

### Structure de présentation

(En millions de dirhams)	Nutricrops		Rock		SPS		Manufacturing		Mining		Corporate et Autres		Eliminations intragroupes		Total	
	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024
Chiffre d'affaires	81 388	69 330	36 201	31 135	12 682	14 440	9 686	12 892	97	1 039	26 787	23 865	(52 898)	(55 712)	113 943	96 989

Le chiffre d'affaires réalisé courant l'exercice 2025 est en hausse de 17,5% par rapport à l'exercice 2024. Cette hausse est principalement observée au niveau de la SBU Nutricrops et Rock.

En effet, une augmentation de 17,4% a été enregistrée au niveau de la SBU Nutricrops, grâce notamment à une forte demande en engrais sur le marché indien durant l'exercice 2025.

La SBU Rock enregistre courant 2025 une hausse de 16,3% par rapport à 2024, et ce essentiellement suite à la hausse des volumes à l'export en Europe, en Asie principalement chez la joint-venture Paradeep Phosphates Limited- PPL en Inde.

### Gouvernance financière

Le modèle retenu reflète :

- Une **décentralisation opérationnelle** pour la génération des revenus au niveau des SBUs ;
- Une **centralisation du pilotage financier stratégique** au niveau Groupe.

Cette organisation permet d'assurer :

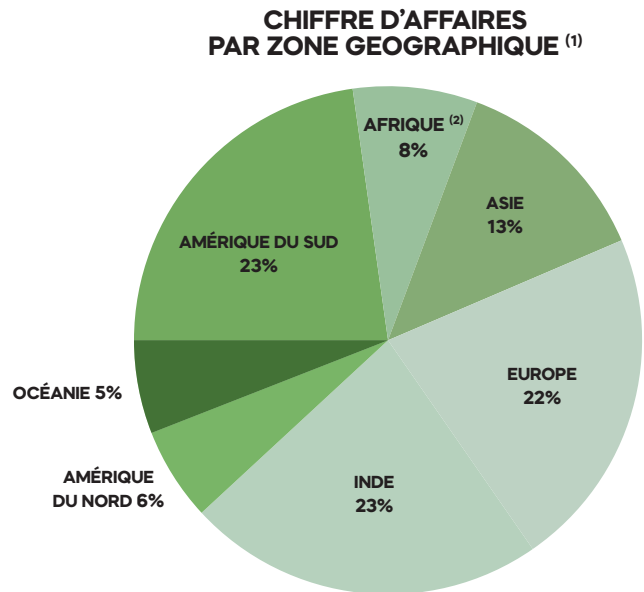
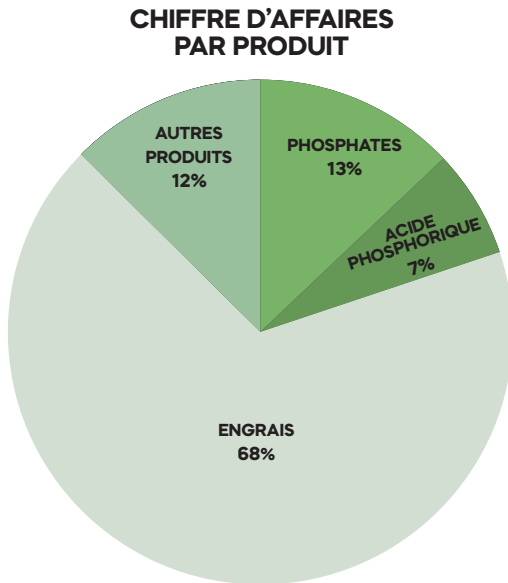
- La cohérence financière consolidée ;
- La discipline en matière d'allocation du capital ;
- Une gestion centralisée des risques et des équilibres financiers.

### Produits des activités ordinaires par produit et par zone géographique

En 2025, les produits des activités ordinaires s'élèvent à 113 943 millions de dirhams, en hausse de 17,5% par rapport à l'exercice 2024.

A noter par ailleurs que 98% de l'actif consolidé est situé au Maroc.

La ventilation du chiffre d'affaires consolidé par produit et par zone géographique réalisé courant l'exercice 2025 est détaillée comme suit :



<sup>(1)</sup> Chiffre d'affaires Roche, Acide et Engrais.

<sup>(2)</sup> Inclut les ventes sur le marché local.

Le Groupe réalise son chiffre d'affaires avec une clientèle diversifiée. Aucun client ne réalise à lui seul une part dépassant 6 % du chiffre d'affaires consolidé.

## Note 4 - Données opérationnelles

### 4.1. REVENUS D'EXPLOITATION

#### 4.1.1 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

##### 4.1.1.1 TRAITEMENT COMPTABLE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits provenant de la vente de biens sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des retours et ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités. Les ventes sont comptabilisées lorsqu'il y a transfert à l'acheteur du contrôle du bien, et que le montant peut être raisonnablement estimé. Ce transfert de contrôle s'effectue à la livraison de la marchandise pour les ventes locales et selon l'incoterm pour les ventes à l'export :

- **Les ventes réalisées en mode FOB (Free on Board)** : Le transfert de contrôle s'effectue lorsque la marchandise est placée à bord du navire au port d'embarquement. Il s'agit pour l'essentiel des ventes réalisées dans l'activité minière.
- **Les ventes réalisées en mode CFR (Cost and Freight)** : L'OCP assume de plus les frais de transport jusqu'au port de destination et les frais de chargement, les formalités d'export et paie les droits et taxes liés.

##### 4.1.1.2 ANALYSE PAR FAMILLE DE PRODUITS

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
Phosphates	14 805	9 874
Acide Phosphorique	7 957	9 348
Engrais	76 996	66 946
Autres produits	14 185	10 821
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>113 943</b>	<b>96 989</b>

(En millions de dirhams)	Phosphates		Acide Phosphorique		Engrais	
	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Principaux marchés</b>						
Ventes locales	4 728	1 290	2 084	2 350	1 543	1 156
Amérique du Sud	2 278	3 014	1 293	1 000	17 762	19 199
Europe	3 102	3 009	3 662	4 499	13 130	12 351
Afrique		3			7 609	9 671
Amérique du Nord			53		5 227	6 058
Inde	2 923	861	776	1 404	16 988	8 093
Asie	1 526	1 545	89	96	10 333	6 573
Océanie	248	152			4 403	3 845
<b>Total</b>	<b>14 805</b>	<b>9 874</b>	<b>7 957</b>	<b>9 348</b>	<b>76 996</b>	<b>66 946</b>

(En millions de dirhams)	Phosphates		Acide Phosphorique		Engrais	
	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>35 998</b>	<b>29 063</b>	<b>10 826</b>	<b>10 276</b>	<b>92 871</b>	<b>86 089</b>
Hors Groupe	7 407	8 584	4 964	7 094	73 797	66 946
Joint-ventures	7 398	1 290	2 992	2 255	3 199	
Autres intragroupes	21 193	19 189	2 869	928	15 875	19 143
<b>Eliminations</b>	<b>21 193</b>	<b>19 189</b>	<b>2 869</b>	<b>928</b>	<b>15 875</b>	<b>19 143</b>
<b>Total</b>	<b>14 805</b>	<b>9 874</b>	<b>7 957</b>	<b>9 348</b>	<b>76 996</b>	<b>66 946</b>

Le chiffre d'affaires réalisé courant l'exercice 2025 est en hausse de 17,5% par rapport à l'exercice 2024.

**- Les ventes de Phosphates affichent une hausse de 49,9% entre l'exercice 2025 et l'exercice 2024.**

Cette augmentation découle principalement de la hausse des volumes à l'export dans la majorité des régions notamment en Europe, en Asie principalement chez la joint-venture Paradeep Phosphates Limited- PPL en Inde suite à la reprise des ventes après la consommation des stocks constitués en 2023, et en Amérique Latine avec la hausse de production chez les industriels dans un contexte favorable de la demande.

Au niveau local, la hausse des volumes vendus s'explique par les approvisionnements effectués par les joint-ventures Pakistan Maroc Phosphore-PMP et Indo Maroc Phosphore- IMACID suite à la consommation des stocks constitués par ces deux entités en 2023.

Les prix à l'export de la Roche s'affichent à \$161/T FOB courant l'exercice 2025 contre \$158/T courant l'exercice 2024, soit une hausse de 2,0%.

**- Les ventes d'acide phosphorique ont enregistré une baisse de -14,9% entre l'exercice 2025 et l'exercice 2024, soit - 1,4 milliards de dirhams.**

Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse des volumes exportés vers l'Asie, notamment en Inde, ainsi que vers l'Europe, principalement en Turquie et en Belgique. Cette baisse a été partiellement compensée par la hausse des volumes sur le marché local suite à la hausse des approvisionnements en acide prétraité d'EMAPHOS.

Les prix de vente à l'export de l'acide phosphorique ont enregistré une hausse de +23,1% passant de \$959/T FOB courant l'exercice 2024 à \$1 180/T FOB courant l'exercice 2025, expliquée essentiellement par la hausse des prix des intrants.

**- Les ventes d'engrais ont enregistré une progression de 10,1 milliards de dirhams entre l'exercice 2024 et 2025, soit une hausse de +15%.**

La croissance des ventes sur ce segment s'explique par une forte demande en engrais sur le marché indien durant l'exercice 2025 soutenue par des besoins de restockage importants en début d'année et par des politiques gouvernementales favorables, en ligne avec les accords signés avec OCP pour l'augmentation des importations de DAP et de TSP. Cette hausse a été partiellement absorbée par une baisse des volumes en Afrique et en Amérique latine où la demande a été impactée négativement par la hausse des prix.

Par ailleurs, la hausse des prix des engrais à l'export a également contribué à cette croissance, tirée par l'augmentation des prix du soufre et par une demande mondiale excédant l'offre suite notamment au retrait de l'offre chinoise, entraînant ainsi une pression haussière sur les prix.

Le prix des engrais sur le marché international est passé de \$538/T courant l'exercice 2024 à \$625/T courant l'exercice 2025.

**- Autres produits.**

Les autres produits concernent principalement l'activité de fret et la vente des autres produits accessoires, tels que le soufre liquide, l'urée, le nitrate d'ammonium, le chlorure de potassium, etc. Cette ligne s'élève à 14,2 milliards de dirhams au cours de l'exercice 2025, contre 10,8 milliards de dirhams enregistrés en 2024, soit une hausse de 3,4 milliards de dirhams due principalement à la hausse des ventes du soufre, ainsi qu'à l'intégration du chiffre d'affaires de JESA suite au changement de sa méthode de consolidation rétroactivement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Dans ce contexte de tensions géopolitiques au Moyen Orient, le Groupe n'a pas constaté de retards significatifs dans ses livraisons ni de perturbations affectant ses opérations commerciales. Les ajustements logistiques observés récemment ont principalement été liés à des conditions météorologiques défavorables ayant ponctuellement affecté certaines opérations portuaires.

Dans l'hypothèse d'une prolongation de ces tensions, d'éventuels effets pourraient se manifester principalement via les conditions logistiques sur certaines routes maritimes ou, plus largement, via l'évolution de l'équilibre offre-demande sur les marchés des intrants et des fertilisants. De tels éléments pourraient entraîner des décalages ponctuels dans le calendrier des expéditions, sans impact significatif attendu à ce stade sur le chiffre d'affaires du Groupe. Par ailleurs, aucun impact matériel n'est anticipé sur le besoin en fonds de roulement, dont l'évolution demeure principalement liée aux facteurs habituels du cycle d'exploitation du Groupe.

**4.1.2 CRÉANCES CLIENTS****4.1.2.1 TRAITEMENT COMPTABLE DES CRÉANCES CLIENTS**

Cette catégorie inclut les créances d'exploitation, les dépôts et cautionnements. Les créances clients sont comptabilisées lorsque le Groupe dispose d'un droit inconditionnel à recevoir une contrepartie, généralement à la date de facturation, consécutivement à la reconnaissance du chiffre d'affaires conformément à IFRS. Lors de la comptabilisation initiale, les créances sont inscrites au bilan à leur juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. A la date de clôture, ces actifs sont évalués selon la méthode du coût amorti. En cas de survenance d'un évènement de crédit, une perte de valeur est constituée sur la base d'une estimation individuelle qui tient compte du risque de non recouvrement.

**4.1.2.2 ANALYSE DES CRÉANCES CLIENTS**

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Créances clients facturées	19 734	21 998
Provisions - créances clients	(1 818)	(1 723)
<b>Créances clients nettes</b>	<b>17 916</b>	<b>20 275</b>

Les créances clients affichent une baisse de 2,4 milliards de dirhams entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025, soit -11,6%, essentiellement grâce aux opérations de factoring effectuées en fin d'année.

Le tableau de réconciliation des provisions sur créances clients se présente comme suit :

(En millions de dirhams)	Dépréciations au 1 <sup>er</sup> janvier	Dotations nettes	Effets de change et autres variations	Dépréciations au 31 décembre
<b>2025</b>	1 723	635	(540)	1 818
<b>2024</b>	1 638	88	(3)	1 723

### 4.1.3 LES CONTRATS DE CONCESSION (IFRIC 12)

#### **Contrat de concession entre OCP Green Water et les Régies de Safi, d'EL Jadida et de Casablanca**

La sécurisation de l'approvisionnement en eau représente un enjeu stratégique majeur tant pour le Royaume du Maroc que pour le Groupe OCP, dans un contexte de stress hydrique persistant, particulièrement marqué dans le bassin d'Oum-Er-Rbia. Afin d'y répondre, un partenariat stratégique a été établi en 2022 entre l'État marocain et le Groupe OCP, avec pour objectif de contribuer à la gestion de la crise hydrique nationale et à la préservation durable des ressources en eau. Dans ce cadre, et compte tenu de l'urgence ainsi que de l'intérêt général attachés à la prévention du risque de pénurie, les autorités publiques ont décidé de lancer un programme mutualisé de dessalement d'eau de mer avec pour objectif d'alimenter en eau potable les périmètres de distribution d'eau potable gérés par les Régies de Safi et d'El Jadida et de subvenir, également, aux besoins industriels d'OCP.

Le Plan d'Urgence a été structuré en deux phases successives :

- Phase 1: production et livraison progressive de 85 millions de m<sup>3</sup> par an sur la période 2023-2025 ;
- Phase 2: production et livraison de 110 millions de m<sup>3</sup> par an à compter de 2026.

Dans ce contexte, un contrat de concession a été conclu en juillet 2023 entre OCP Green Water et le Ministère de l'Équipement et de l'Eau. Ce contrat prévoit la mise en service progressive de quatre unités de dessalement implantées à Jorf Lasfar et à Safi, permettant d'atteindre les capacités prévues au titre des phases 1 et 2 du programme et de sécuriser la livraison de 45 Mm<sup>3</sup>/an d'eau potable destinée à la Régie d'El jadida et 30Mm<sup>3</sup>/an d'eau potable destinée à la Régie de Safi à horizon 2026.

Ce chantier constitue la continuité de la stratégie de « neutralité eau » du Groupe lancée depuis 2008, en promouvant l'usage exclusif d'eaux non conventionnelles (dessalement et eaux usées traitées) pour ses activités industrielles.

Dans la continuité de ce modèle partenarial, OCP Green Water a étendu ses interventions au périmètre de Casablanca Sud. Ainsi, une unité de dessalement dédiée a été mise en service en octobre 2024 sur le site de Jorf Lasfar, avec une capacité initiale de 20 millions de m<sup>3</sup> par an, portée à 60 millions de m<sup>3</sup> par an dès décembre 2024. Cette montée en puissance contribue désormais à couvrir plus du quart des besoins en eau potable de Casablanca Sud, illustrant le rôle structurant du Groupe dans le renforcement de la résilience hydrique nationale.

En 2025, l'ensemble de ces réalisations démontre la capacité d'OCP Green Water à concevoir et déployer des solutions hydriques à grande échelle, et marque une étape majeure : l'atteinte de l'autonomie du Groupe OCP pour 100% de ses besoins en eau industriel issue de sources non conventionnelles. Cette dynamique s'inscrit dans l'ambition de poursuivre la montée en puissance d'ici 2027 et de contribuer durablement à la sécurité hydrique nationale.

#### **Aspect normatif propre à la concession – IFRIC12**

L'État marocain en tant que concédant qui régleme les services de production et de distribution de l'eau potable concède à OCP Green Water le droit de dessaler les eaux de mer pour produire et fournir de l'eau potable aux Régies de Safi et d'El Jadida, et de l'eau industrielle au Groupe OCP.

Les actifs déployés dans le cadre du plan d'urgence de Safi-El Jadida et du projet de Casablanca Sud totalisent 6 milliards de dirhams.

#### **Traitement comptable**

En application de l'IFRIC 12 – Accords de concession de services, étant donné que l'État garantit l'achat de volumes précis d'eau potable, et que les biens de retour, composés principalement d'unités de dessalement, doivent être utilisés tout au long de leur durée de vie économique, les actifs industriels produisant de l'eau potable pour les régies

sont comptabilisés en actifs financiers « opérationnels » portant intérêt. Ces créances financières sont comptabilisées au coût amorti et recouvrées en fonction des loyers perçus du concédant. Le produit calculé sur la base du taux d'intérêt effectif est comptabilisé en produits des activités annexes.

### 4.1.4 GESTION DU RISQUE DE CHANGE ET DU RISQUE DE CRÉDIT

#### RISQUE DE CHANGE SUR LES FLUX D'EXPLOITATION

L'exposition au risque de change du Groupe résulte essentiellement de la réalisation d'une grande partie de ses flux d'exploitation dans des devises différentes de la devise de tenue de compte du Groupe (MAD), le dollar pour l'essentiel et l'euro. Le groupe OCP couvre ses flux en devises via la couverture naturelle (recettes en devises-dépenses en devises) et cède le reliquat sur le marché par des opérations spot.

#### RISQUE DE CHANGE SUR LES FLUX DE FINANCEMENT

##### Mise en place et dénouement d'une comptabilité de couverture des taux de change

Le Groupe avait mis en place une relation de couverture de flux de trésorerie afin de couvrir le risque de change associé à la dette obligataire USD échéance octobre 2025. La part efficace était comptabilisée en OCI et cumulée en réserves de couverture. À l'échéance de la dette, la relation de couverture a pris fin et le montant cumulé en réserves de couverture a été intégralement recyclé en résultat financier en 2025.

#### RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle notamment du risque de contrepartie client, dans l'éventualité que ces derniers soient dans l'incapacité de s'acquitter de leurs engagements dans les conditions convenues ou à l'encaissement des créances, du risque banque et politique.

Le groupe OCP est présent dans plus d'une cinquantaine de pays dans le monde. Son chiffre d'affaires est principalement réalisé à l'export. OCP compte parmi ses clients de grands groupes internationaux qui sont en relation d'affaires avec le Groupe depuis plusieurs années.

La gestion du risque de crédit s'appuie sur les éléments suivants :

- OCP a une politique de couverture globale du risque crédit qui repose sur des évaluations périodiques de la solvabilité de ses clients et contreparties et un monitoring permanent du risque de crédit.
- Le Groupe réalise un suivi très actif des créances clients, des risques de contreparties. Le suivi est aussi permanent et rigoureux avec des relances préventives et en cas de dépassement d'échéances.
- Des reportings et indicateurs de suivi sont mensuellement produits pour apprécier la performance de paiement des clients et contreparties.

Le Groupe applique une politique préventive notamment en ayant recours à l'assurance-crédit et d'autres formes de garanties et couvertures applicable au poste client fournies par des institutions financières de premier plan, ainsi qu'à travers la mise en place d'un programme de cession des créances sans recours auprès d'établissements bancaires et factoring de renom.

## 4.2. ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES

### 4.2.1 TRAITEMENT COMPTABLE DES CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation sont les dépenses inhérentes au cycle d'exploitation d'une entreprise. Elles désignent les dépenses indispensables à la création de richesses produite par l'entreprise. Les principales charges d'exploitation sont généralement les consommations des matières premières, des matières et fournitures consommables et

non stockables, les achats de prestations de services, les consommations externes, les frais de personnel (cf. Note5 : charges et avantages au personnel) et les impôts et taxes.

Conformément au principe de rattachement des charges aux produits, les produits et les charges sont rattachés directement les uns aux autres et comptabilisé dans le même exercice.

### 4.2.2 ANALYSE DES ACHATS CONSOMMÉS ET DES CHARGES EXTERNES

#### Achats consommés :

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Achats revendus de M/ses</b>	<b>(4 500)</b>	<b>(3 683)</b>
<b>Achats de matières premières</b>	<b>(27 735)</b>	<b>(22 732)</b>
Soufre	(16 238)	(8 344)
Ammoniaque	(7 836)	(8 609)
Acide Sulfurique	(1 991)	(2 364)
KCL	(811)	(813)
Autres matières premières	(860)	(2 603)
<b>Consommations énergétiques</b>	<b>(4 229)</b>	<b>(3 753)</b>
Energie électrique	(2 283)	(1 783)
Fuel	(1 298)	(1 223)
Gasoil	(541)	(645)
Gaz de chauffe	(95)	(87)
Gazoline	(9)	(10)
Vapeur et autres	(4)	(6)
<b>Pièce de rechange</b>	<b>(602)</b>	<b>(868)</b>
<b>Achat de travaux, étude et prestations de services</b>	<b>(4 001)</b>	<b>(3 419)</b>
<b>Fourniture d'eau</b>	<b>(58)</b>	<b>(68)</b>
<b>Matières auxiliaires et autres achats</b>	<b>(3 021)</b>	<b>(1 953)</b>
<b>Achats consommés de matières et fournitures</b>	<b>(44 146)</b>	<b>(36 476)</b>

#### Matières premières

Les achats de matières premières ont enregistré une augmentation de 22,0% entre l'exercice 2025 et l'exercice 2024, principalement due à un effet compensé entre la hausse des prix notamment du soufre et de l'acide sulfurique, et la baisse des volumes consommés pour l'ammoniaque et l'acide sulfurique.

En effet, les achats de soufre ont augmenté de 7,9 milliards de dirhams en raison de la hausse des cours à la tonne qui ont plus que doublé en passant de \$113/T CFR courant l'exercice 2024 à \$229/T CFR courant l'exercice 2025, et ce suivant la dynamique du marché mondial du soufre, fortement impacté par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui ont perturbé les chaînes logistiques et réduit la disponibilité de l'offre. Cette hausse a été accentuée par un niveau plus élevé des volumes consommés en corrélation avec la hausse de la production d'acide sulfurique.

Les consommations d'ammoniaque, quant à elles, ont enregistré une baisse de 773 millions de dirhams, due à la diminution des volumes suite à la baisse de la production des Engrais à base d'azote, et ce malgré une hausse des prix (\$494/T CFR en 2025 comparé à \$472/T CFR en 2024).

Par ailleurs, les consommations d'acide sulfurique ont également enregistré une baisse de 373 millions de dirhams, expliqué par une baisse des volumes consommés partiellement compensée par une augmentation du prix à la tonne de \$112T CFR courant l'exercice 2024 à \$151T CFR courant l'exercice 2025.

Les autres matières enregistrent une baisse de 1,8 milliards de dirhams, ce poste correspond principalement aux achats d'acide phosphorique auprès des JVs pour répondre aux besoins de Nutricrops. Ces achats sont refacturés à Nutricrops dans le cadre du contrat de manufacturing.

### Energie

Les consommations énergétiques s'élèvent à 4,2 milliards de dirhams courant l'exercice 2025, en hausse de 13% par rapport à l'exercice 2024. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des volumes consommés de l'électricité et du fuel.

### Prestations de services

Les prestations de services ont enregistré une hausse de 582 millions de dirhams courant l'exercice 2025 par rapport à l'exercice 2024. Cette évolution s'explique principalement par le lancement des produits de spécialité, et les prestations de Sustainability, ainsi que des évolutions de l'écosystème UM6P sur les activités académiques, scientifiques et technologiques avec la digitalisation des contenus et services pédagogiques, ainsi que l'augmentation de l'activité chez l'entité MOL, filiale de l'UM6P en charge de l'exploitation minière innovante, avec le développement de son périmètre de prestations.

### Charges externes :

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
Transport	(5 441)	(5 389)
<i>Transport ONCF sur ventes</i>	(1 243)	(1 120)
<i>Transport maritime sur ventes-Fret</i>	(3 437)	(3 621)
<i>Transport phosphates par camions</i>	(495)	(463)
<i>Transport du personnel</i>	(155)	(105)
<i>Autres transports d'exploitation</i>	(110)	(81)
Consulting et honoraires	(1 237)	(703)
Cotisations et dons	(902)	(595)
Entretiens et réparations	(945)	(1 839)
Locations et charges locatives	(393)	(257)
Primes d'assurances	(345)	(366)
Publicité, publications et relations publiques	(316)	(334)
Frais postaux et de télécommunications	(188)	(184)
Études, analyse, recherches et documentation	(11)	(36)
Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	(531)	(460)
Autres charges externes	(1 707)	(1 235)
<b>Charges externes</b>	<b>(12 017)</b>	<b>(11 399)</b>

Les charges externes au cours de l'exercice 2025 se sont établies à 12,0 milliards de dirhams, enregistrant une hausse de 5,4% par rapport à l'exercice 2024. Cette augmentation est d'abord observée sur le poste du consulting et honoraires suite à un recours plus important au consulting pour les différentes initiatives stratégiques du Groupe, ainsi que pour le marketing et le lancement de nouveaux produits. Et sur le poste des cotisations et dons principalement chez la Fondation OCP sur le portefeuille national relatif à l'éducation, soutien R&D et l'innovation sociale.

La hausse des charges externes courant l'exercice 2025 a été atténuée par la baisse des charges d'Entretiens et réparations suite à l'intégration globale de JESA en 2025. En effet, les prestations de maintenance réalisées par ladite filiale, auparavant comptabilisées comme charges Hors groupe, sont désormais éliminées en consolidation en tant que flux intragroupe.

### 4.2.3 GESTION DES RISQUES LIÉS AUX MATIÈRES PREMIÈRES

#### Approvisionnement en soufre

En 2025, le marché du soufre a enregistré une forte hausse des prix, ceux-ci passant d'environ 165 \$/t FOB au début de l'année à près de 520 \$/t FOB Moyen-Orient en décembre.

Au premier trimestre 2025, la hausse de la demande en provenance d'Indonésie, portée par la montée en puissance de nouveaux projets consommateurs, est entrée en concurrence avec les acheteurs chinois qui sécurisaient activement des volumes de soufre en amont de la saison d'épandage printanier des engrais, soutenue par la volonté continue du gouvernement de maximiser la production d'engrais. Ce resserrement de la disponibilité a soutenu la hausse des prix. En particulier, entre la mi-février et la fin avril, les prix ont bondi d'environ 65%, passant de 173 \$/t à 288 \$/t FOB Moyen-Orient. De mai à juillet, le marché s'est stabilisé et a connu une légère correction à la baisse, les prix s'établissant autour de 258 \$/t CFR fin juillet. Cette évolution s'explique par une consommation saisonnièrement plus faible de soufre en Chine et par une attitude d'achat plus prudente des acheteurs indonésiens. De la mi-août à décembre, le marché a enregistré une hausse rapide des prix, passant de 264 \$/t à 520 \$/t, principalement sous l'effet d'un resserrement de l'offre. En particulier, l'offre du quatrième trimestre est estimée en baisse d'environ 1,0 Mt en raison de l'absence de volumes russes à la suite d'arrêts de production et de maintenances imprévues au Moyen-Orient. Cette situation a été aggravée par l'absence de volumes supplémentaires provenant des stocks du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Iran, qui avaient été épuisés, réduisant la capacité du marché à compenser le déficit. Parallèlement, la demande indonésienne est restée soutenue, appuyée par des prix élevés du cobalt, ce qui a permis de compenser la hausse des coûts du soufre dans la structure globale des coûts.

OCP est parvenu à sécuriser un approvisionnement compétitif en soufre grâce à une gestion optimisée des contrats à long terme conclus directement avec les principaux producteurs, à une gestion proactive des stocks et à une stratégie efficace d'achat de soufre en lumps (« Crush lump Sulphur »).

#### Approvisionnement en ammoniac

Le marché de l'ammoniac a été orienté à la baisse au premier semestre en raison d'une offre abondante, puis ferme au second semestre à la suite d'une série d'arrêts de production. Au S1 2025, le marché de l'ammoniac a été sous pression, soutenu par une production record aux États-Unis et une production algérienne robuste par rapport aux années précédentes, ce qui a tiré les prix occidentaux vers le bas jusqu'à atteindre la parité avec les coûts de production européens et a incité les acheteurs européens à absorber des volumes supplémentaires. En conséquence, le prix CFR Tampa s'est établi à 392 \$/t en juin, en baisse de 146 \$/t par rapport au niveau de janvier 2025. À l'est de Suez, les prix ont été globalement faibles au premier trimestre en raison d'une production stable au Moyen-Orient et de faibles importations chinoises, avant de se stabiliser au deuxième trimestre à la suite de la maintenance chez Ma'aden et de perturbations d'approvisionnement en Iran et en Égypte dans le contexte de la crise au Moyen-Orient, soutenues par une forte demande indienne liée à la campagne Kharif.

Au second semestre 2025, des arrêts imprévus chez Ma'aden, une disponibilité limitée sur le marché spot en Afrique du Nord et la fermeture de quatre usines de Nutrien à Trinité, combinés à la demande saisonnière d'engrais aux États-Unis, en Inde et en Europe, ont entraîné une hausse des prix. En décembre 2025, les prix CFR Tampa ont atteint 650 \$/t, contre 392 \$/t en juin. Le Groupe a réussi à sécuriser un approvisionnement compétitif en ammoniac grâce à des contrats à long terme, un portefeuille diversifié et des capacités logistiques stratégiques, ce qui a permis d'atténuer l'impact de la crise en mer Rouge.

Etant donné que le Groupe s'approvisionne auprès d'un portefeuille diversifié de fournisseurs internationaux. À la date d'arrêt, aucune perturbation significative d'approvisionnement ou de logistique n'a été constatée au vu des événements relatifs à la guerre au Moyen Orient.

L'ammoniac bénéficie d'une base d'approvisionnement géographiquement diversifiée, tandis que le soufre présente une exposition plus importante au Golfe, région clé pour les flux mondiaux. Dans un scénario de tensions prolongées, les principaux risques porteraient sur la fluidité logistique, la disponibilité marginale de certains flux et la volatilité des prix.

Le Groupe bénéficie toutefois d'un positionnement solide grâce à la diversification de ses sources, à des relations commerciales durables avec un large panel de fournisseurs, à son poids d'acheteur sur ces marchés et à une flexibilité industrielle renforcée par sa stratégie produit. Dans ce contexte, aucun impact commercial ou opérationnel significatif n'est constaté à ce stade.

### 4.2.4 STOCKS

#### 4.2.4.1 TRAITEMENT COMPTABLE DES STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût de revient et de la valeur nette de réalisation.

Le coût de revient des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Il comprend les coûts d'acquisition des stocks, les coûts de production ou de transformation et les autres coûts encourus pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondée sur la capacité normale de production.

Lors de la vente, les stocks sont comptabilisés en charge en résultat opérationnel courant à la même date que le produit correspondant.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Les charges incorporables excluent spécifiquement la quote-part correspondant à la sous-activité.

#### 4.2.4.2 ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES STOCKS ET DE LA PRODUCTION STOCKÉE

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025			31 décembre 2024		
	Valeur Brute	Dépréciation	Net	Valeur Brute	Dépréciation	Net
Matières et fournitures consommables	11 003	(1 560)	9 443	7 127	(1 531)	5 596
Produits d'en-cours	11 253	(349)	10 905	9 643	(313)	9 331
Produits finis	9 924	(33)	9 891	8 113	(129)	7 985
<b>Total des stocks</b>	<b>32 180</b>	<b>(1 942)</b>	<b>30 238</b>	<b>24 884</b>	<b>(1 973)</b>	<b>22 911</b>

Le stock de matières et fournitures consommables est essentiellement composé de pièces de rechange non stratégiques pour les installations. Étant donné que la durée de vie de ces pièces est courte, elles ne sont pas considérées comme des immobilisations. Chaque année, le risque d'obsolescence des pièces est examiné pour évaluer si une dépréciation est nécessaire afin de prendre en compte une perte de valeur potentielle.

Le total des stocks à fin décembre 2025 s'élève à 30,2 milliards de dirhams, soit une augmentation de 32,0% par rapport à fin décembre 2024. Ceci s'explique par la hausse des volumes d'engrais et de roche, accompagnée d'une augmentation des prix de matières premières particulièrement le soufre.

### 4.2.5 DETTES COMMERCIALES

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Dettes fournisseurs	26 611	14 439
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	3 633	16 540
<b>Dettes commerciales</b>	<b>30 244</b>	<b>30 979</b>

Les dettes commerciales comprennent les dettes fournisseurs ainsi que les dettes relatives à l'acquisition d'immobilisations. Ce poste est en quasi-stagnation par rapport à l'exercice 2024.

## Note 5 - Charges et avantages au personnel

### 5.1. CHARGES DE PERSONNEL

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
Salaires, traitements et charges sociales liées	(13 339)	(11 033)
Avantages retraite et couverture médicale	(2 131)	(1 559)
Autres avantages au personnel	(199)	(467)
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>(15 669)</b>	<b>(13 059)</b>

Les charges de personnel pour l'exercice 2025 s'élèvent à 15,7 milliards de dirhams, en hausse de 20,0% par rapport à 2024. Cette évolution s'explique particulièrement par un effet périmètre suite à l'intégration de JESA et l'extension du périmètre de plusieurs entités de l'écosystème UM6P, et aussi par l'accroissement des éléments de la masse salariale lié au protocole d'accord signé fin 2024 et à l'impact des promotions et de l'évolution de carrière.

### 5.2. EFFECTIF

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Personnel Hors cadre	13 231	7 799
Personnel Techniciens, Agents de maîtrise et Cadres Administratifs	9 577	8 566
Personnel Ouvriers et Employés	4 368	5 966
<b>Effectif</b>	<b>27 176</b>	<b>22 331</b>

### 5.3. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES

#### 5.3.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES RÉGIMES EXISTANT AU SEIN DU GROUPE ET TRAITEMENT COMPTABLE

Le groupe OCP dispose de trois types d'avantages :

- Les régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation du groupe OCP se limite au versement d'une cotisation ne comportant aucun engagement de l'employeur sur le niveau de prestations fournies par le Régime Collectif d'Allocation de Retraite-RCAR. Les cotisations sont comptabilisées en charges au cours de la période pendant laquelle les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les montants pris en charge sur l'exercice au titre des autres régimes à cotisations définies s'élèvent à 963 millions de dirhams en 2025 contre 856 millions de dirhams en 2024.
- Les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies regroupent l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi pour lesquels le groupe OCP est engagé sur un niveau de prestations. Ils comprennent notamment : l'allocation décès et la couverture médicale post-emploi du personnel de l'OCP.
- En ce qui concerne les indemnités de fin de carrière, cet avantage postérieure à l'emploi a fait objet d'une externalisation vers un organisme d'assurance externe sous format d'un produit retraite complémentaire à cotisation définie depuis 2023. Le montant global de la cotisation y afférente en 2025 s'élève à 127 millions de dirhams contre 79 millions de dirhams en 2024.
- Les autres avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Sont notamment concernées les régimes fermés propre assureur concernant la garantie décès-invalidité et la convention des accidents de travail. L'obligation au titre des autres avantages à long terme est évaluée selon une méthode d'évaluation actuarielle similaire à celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision, déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement selon la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Les hypothèses actuarielles sont revues sur un rythme annuel. Les différences liées aux changements d'hypothèses actuarielles et les ajustements liés à l'expérience (effet des différences constatées entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit) constituent des écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres non recyclables conformément aux dispositions de la norme IAS 19 révisée et apparaissent dans la colonne « Ecart actuariel » dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

### 5.3.2 PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES UTILISÉES

L'ensemble des engagements à prestations définies a été calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
<b>Taux d'actualisation</b>		
Retraite	3,83%	4,04%
Plans médicaux	3,77%	3,96%
<b>Taux attendus d'augmentation des salaires</b>	<b>5,10%</b>	<b>5,10%</b>
<b>Taux d'évolution des coûts médicaux</b>	<b>2,00%</b>	<b>2,00%</b>

Les taux d'actualisation retenus sont obtenus par référence aux taux de rendement des obligations émises par l'Etat marocain auxquels une prime de risque de base est ajoutée pour estimer les taux de rendement des obligations des entreprises de premières catégories de maturité équivalente à la durée des régimes.

La courbe de consommation médicale prise en charge dans le cadre du calcul de l'engagement correspond à la courbe de consommation médicale moyenne par âge estimée en 2024 à partir de l'historique des dépenses médicales sur les années de 2017 à 2023.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'externalisation du régime maladie vers l'AMO, OCP avait maintenu l'année 2027 comme année de basculement.

Le Groupe a maintenu également le taux d'inflation médicale réévalué en 2020 sur la base de l'historique de la dépense de la période 2017 à 2019 avec un back test de validation de la valeur retenue sur l'historique de 2020 à 2023.

Le Groupe a retenu 5% pour le taux de prise en charge des enfants sur la base de l'historique de 2020 à 2023.

Le Groupe a retenu un taux de frais de gestion de 3% avant AMO et de 8% après AMO sur la base de l'historique de 2020 à 2023 ; correspondant à la reprise d'une part de ses engagements sociaux relatifs à certaines catégories de frais de gestion.

La réévaluation à la hausse du taux d'actualisation relatif aux plans médicaux a eu un effet diminutif sur les engagements sociaux relatifs aux plans médicaux.

## 5.3.3 ENGAGEMENTS LIÉS AUX PASSIFS SOCIAUX

(En millions de dirhams)	Avantages postérieurs à l'emploi				Autres avantages à long terme	Total des avantages au personnel
	Complément de retraite	Plans médicaux	Allocation forfaitaire de départ à la retraite	Total des avantages postérieurs à l'emploi		
<b>Engagements nets comptabilisés au 31 décembre 2023</b>	<b>472</b>	<b>3 967</b>		<b>4 439</b>	<b>102</b>	<b>4 544</b>
Prestations payées	(14)	(1 013)		(1 026)	(102)	(1 128)
Coût des services	1	42		43		43
Charges liée à l'actualisation des engagements	24	195		219		219
Externalisation et LSF						
Pertes ou (gains) actuariels de la période	68	953		1 022		1 022
Cotisations		81		81		81
Autres variations	20			20		20
<b>Engagements nets comptabilisés au 31 décembre 2024</b>	<b>572</b>	<b>4 226</b>		<b>4 798</b>		<b>4 800</b>
Prestations payées	(12)	(719)		(731)		(731)
Coût des services	1	57		59		59
Charges liée à l'actualisation des engagements	23	167		191	2	193
Externalisation et LSF						
Pertes ou (gains) actuariels de la période	74	570		645		645
Cotisations		82		82		82
Autres variations	(64)			(64)		(64)
<b>Engagements nets comptabilisés au 31 décembre 2025</b>	<b>594</b>	<b>4 384</b>		<b>4 978</b>	<b>2</b>	<b>4 981</b>

## 5.3.4 ANALYSE DE SENSIBILITÉ AUX HYPOTHÈSES RETENUES DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES ET DES AUTRES AVANTAGES À LONG TERME COMPTABILISÉS

« (en % de l'élément mesuré) Analyse de sensibilité à +1% »	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Allocation décès	Plans médicaux	Allocation décès	Plans médicaux
<b>Taux d'actualisation</b>				
Impact sur la valeur actuelle des engagements bruts au 31 décembre	-14%	-11%	-14%	-11%
<b>Taux d'évolution des couts médicaux</b>				
Impact sur la valeur actuelle des engagements bruts au 31 décembre		18%		16%

« (en % de l'élément mesuré) Analyse de sensibilité à -1% »	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Allocation décès	Plans médicaux	Complément de retraite	Plans médicaux
<b>Taux d'actualisation</b>				
Impact sur la valeur actuelle des engagements bruts au 31 décembre	18%	15%	18%	14%
<b>Taux d'évolution des coûts médicaux</b>				
Impact sur la valeur actuelle des engagements bruts au 31 décembre		-14%		-13%

#### 5.4. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Les Dirigeants regroupent le Président directeur général, les Directeurs généraux adjoints, les Executive Vice-Présidents, les séniors Vice-Présidents et Vice-Présidents du groupe ainsi que les conseillers du Président directeur général.

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Avantages du personnel à court terme	156	147
Avantages postérieurs à l'emploi	26	29
<b>Total des rémunérations perçues par les dirigeants</b>	<b>182</b>	<b>176</b>

## Note 6 - Participations dans les co-entreprises et entreprises associées

### 6.1. ANALYSE DES PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations du Groupe dans les coentreprises et les entreprises associées sont analysées comme suit :

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Paradeep Phosphates Limited - PPL	1 867	1 453
Groupe Prayon	3 187	3 236
Pakistan Maroc Phosphore - PMP	1 052	1 171
Euro Maroc Phosphore - EMA	512	544
Indo Maroc Phosphore - IMA	602	593
Fertinagro Biotech	794	693
OCP Fertinagro Advanced Solutions - OFAS	321	246
Autres <sup>(1)</sup>	120	498
<b>Participation dans les co-entreprises</b>	<b>8 456</b>	<b>8 434</b>

<sup>(1)</sup> Inclut 3AINNOV, Valyans, SEEFCO et I JV Multipurpose Industrial Platform Limited- MIPL détenue par OCP AFRICA.

Le résultat des coentreprises et les entreprises associées est analysé comme suit :

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
Paradeep Phosphates Limited - PPL	305	138
Groupe PRAYON	(21)	149
Pakistan Maroc Phosphore - PMP	181	198
Euro Maroc Phosphore - EMA	(31)	(2)
Indo Maroc Phosphore - IMA	142	114
Fertinagro Biotech	94	48
OCP Fertinagro Advanced Solution - OFAS	58	42
Autres	11	13
<b>Résultat des co-entreprises</b>	<b>739</b>	<b>700</b>

Le Groupe OCP a reçu des dividendes de ses coentreprises et entreprises associées au titre de l'exercice 2025, le détail ces dividendes est le suivant :

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
Pakistan Maroc Phosphore - PMP	300	125
Indo Maroc Phosphore - IMA	133	167
JACOBS ENGINEERING - JESA *		84
South East Europe Fertilizer Company SA - SEEF		1
Groupe PRAYON	16	86
<b>Dividendes reçus des co-entreprises</b>	<b>449</b>	<b>463</b>

<sup>(\*)</sup> À compter de décembre 2025, le Groupe a modifié la méthode de consolidation de JESA ; celle-ci est désormais intégrée globalement.

## 6.2. BILANS ET COMPTES DE RÉSULTAT DES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

La note ci-après détaille les lignes à 100% du bilan et du compte de résultat des co-entreprises et entreprises associées consolidées :

### Bilan

(En millions de dirhams)	PRAYON	EMAPHOS	IMACID	PMP	PPL	Autres
<b>ACTIF</b>						
<b>Actifs courants</b>						
Trésorerie & Equivalents de trésorerie	714	31	147	187	378	1 495
Actifs financiers de trésorerie		1			943	1
Stocks	3 768	673	429	266	4 492	1 375
Créances clients	745	268	931	945	4 620	1 616
Créances d'impôt exigible		105		10		
Autres actifs courants	227	396	1 330	913	1 493	183
<b>Total actifs courants</b>	<b>5 454</b>	<b>1 474</b>	<b>2 837</b>	<b>2 320</b>	<b>11 926</b>	<b>4 670</b>
<b>Actifs non courants</b>						
Actifs financiers non courants	238				137	5
Participation dans les Entreprises mises en équivalence	1 635				7	536
Titres de participation	29					1
Actifs d'impôt différé	33					52
Immobilisations corporelles	3 443	1 285	453	610	6 161	1 785
Immobilisations incorporelles	318	315	60	37	206	259
<b>Total actifs non courants</b>	<b>5 698</b>	<b>1 600</b>	<b>513</b>	<b>647</b>	<b>6 511</b>	<b>2 638</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>11 151</b>	<b>3 074</b>	<b>3 350</b>	<b>2 967</b>	<b>18 437</b>	<b>7 308</b>

(En millions de dirhams)	PRAYON	EMAPHOS	IMACID	PMP	PPL	Autres
<b>PASSIF</b>						
<b>Passifs courants</b>						
Emprunts et dettes financières courants	2 252	14			6 072	460
Provisions courantes	10		(8)		107	10
Dettes commerciales	1 552	423	1 253	850	3 722	1 039
Dettes d'impôt exigible	26				40	
Autres passifs courants	483	4	103	6	542	89
<b>Total passifs courants</b>	<b>4 323</b>	<b>442</b>	<b>1 348</b>	<b>856</b>	<b>10 483</b>	<b>1 598</b>
<b>Passifs non courants</b>						
Emprunts et dettes financières non courants	793	987	150		829	1 025
Provisions non courantes pour avantages au personnel	194					12
Autres provisions non courantes					52	
Passifs d'impôt différé	243				337	18
Autres passifs non courants						5
<b>Total passifs non courants</b>	<b>1 230</b>	<b>987</b>	<b>150</b>		<b>1 218</b>	<b>1 060</b>
Capital social	533	347	620	800	1 055	1 099
Primes d'émission, de fusion et d'apport		110				
Réserves	5 106	1 195	244	957	4 607	2 868
Report à nouveau			562			98
Résultat net de la période	(41)	(6)	426	354	1 074	586
<b>Total capitaux propres</b>	<b>5 598</b>	<b>1 645</b>	<b>1 852</b>	<b>2 111</b>	<b>6 736</b>	<b>4 650</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>11 151</b>	<b>3 074</b>	<b>3 350</b>	<b>2 967</b>	<b>18 437</b>	<b>7 308</b>

## Compte de résultat

(En millions de dirhams)	PRAYON	EMAPHOS	IMACID	PMP	PPL	Autres
Produits des activités ordinaires	11 001	2 295	4 969	4 631	22 283	4 854
Productions stockée	402	(17)	8	2		101
Achats consommés de matières et fournitures	(6 778)	(1 907)	(3 623)	(3 426)	(16 375)	(2 872)
Charges externes	(2 211)	(127)	(507)	(508)		(670)
Charges de Personnel	(1 666)	(9)		(9)	(340)	(546)
Impôts et taxes		(2)	(2)	(2)		(1)
Résultats des co-entreprises	41					
Résultat de change sur dettes et créances opérationnelles		(18)	(31)	(54)		
Autres produits et charges opérationnels	(94)	(1)	(17)	(24)	(3 201)	6
<b>EBITDA</b>	<b>696</b>	<b>213</b>	<b>797</b>	<b>610</b>	<b>2 367</b>	<b>870</b>
Amortissements et provisions d'exploitation	(505)	(184)	(84)	(43)	(365)	(183)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>191</b>	<b>30</b>	<b>713</b>	<b>567</b>	<b>2 002</b>	<b>688</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants		12	(40)	(35)	(45)	(13)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>191</b>	<b>42</b>	<b>672</b>	<b>532</b>	<b>1 957</b>	<b>675</b>
Coût d'endettement financier net		(40)	26	28		(23)
Résultat de change sur dettes et créances financières		(2)	(22)	(21)		
Autres produits et charges financières	(165)		(13)		(510)	63
<b>Résultat financier</b>	<b>(165)</b>	<b>(42)</b>	<b>(9)</b>	<b>7</b>	<b>(510)</b>	<b>40</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>26</b>		<b>663</b>	<b>538</b>	<b>1 447</b>	<b>715</b>
Impôts sur les bénéfices	(67)	(6)	(237)	(184)	(373)	(129)
<b>Résultat net de la période</b>	<b>(41)</b>	<b>(6)</b>	<b>426</b>	<b>354</b>	<b>1 074</b>	<b>586</b>

## 6.3. PRÉSTATIONS FOURNIES PAR OCP AUX CO-ENTREPRISES

OCP fournit à ses co-entreprises des prestations diverses qui se résument essentiellement comme suit :

## 6.3.1 FOURNITURE DE PHOSPHATE ET D'ACIDE PHOSPHORIQUE

La livraison de phosphate entre OCP et ses co-entreprises est régie par des dispositions contractuelles. Celles-ci concernent notamment les informations liées à :

- La qualité de la Roche définie en fonction des spécifications annuelles exprimées par la co-entreprise annuellement ;
- Au prix facturé aux co-entreprises qui correspond à la moyenne des prix marché à l'export sur l'année. Cette formule de détermination du prix est identique pour toutes les co-entreprises ;
- Et autres modalités liées à la facturation et au paiement.

Au titre de ces transactions, OCP a enregistré des ventes des phosphates auprès des co-entreprises pour 7 398 millions de dirhams en 2025 contre 1 756 millions de dirhams en 2024.

Par ailleurs, OCP fournit de l'acide phosphorique à ses co-entreprises EMAPHOS, IMACID, PAKISTAN MAROC PHOSPHORE (PMP), FERTINAGRO, Paradeep Phosphates Limited (PPL) et PRAYON. Au titre de ces ventes, OCP a enregistré un chiffre d'affaires de 3 101 millions de dirhams en 2025 contre 4 006 millions de dirhams en 2024.

## 6.3.2 FOURNITURE DES SERVICES ET UTILITÉS

Les services et utilités fournis par OCP à ses co-entreprises basées sur la plateforme de Jorf Lasfar concernent principalement l'utilisation des infrastructures du site de Jorf Lasfar, la fourniture d'utilités (soufre liquide, eau, vapeur etc.) nécessaires à l'exploitation industrielle, le savoir-faire du personnel de l'OCP, les services de maintenance des installations et équipements et les services de manutention, et enfin les services de location de matériels de stockage.

### 6.3.3 CONTRATS DE BAIL

OCP a signé des contrats de bail avec les co-entreprises locales basées sur la plateforme de Jorf Lasfar. Les loyers sont payables sur une base mensuelle et révisés en fonction des modalités fixées dans les contrats.

### 6.3.4 CONVENTION FINANCIÈRES

OCP a conclu des conventions de cash pooling avec certaines co-entreprises (Indo Maroc Phosphore-IMACID, Euro Maroc Phosphore-EMAPHOS, Pakistan Maroc Phosphore-PMP...).

### 6.3.5 AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE

OCP fournit également des services de Marketing (commercialisation des produits fabriqués par la joint-venture) et d'affrètement à certaines de ses co-entreprises.

## Note 7 – Autres éléments opérationnels

### 7.1. TRAITEMENT COMPTABLE DES AUTRES ÉLÉMENTS OPÉRATIONNELS

Les autres éléments opérationnels comprennent principalement les impôts et taxes, les résultats de change sur dettes et créances opérationnelles et les autres produits et charges opérationnels non récurrents.

Les éléments non récurrents sont des éléments (charges et produits) qui ont peu de valeur prédictive du fait de leur nature, fréquence et/ou importance relative. Ces charges et produits concernent :

- Les pertes de valeur sur immobilisations corporelles (cf. Note 8.1.3 « tests de dépréciations et pertes de valeur »), le cas échéant, les reprises de pertes de valeur sur actifs incorporels, étant générées par un événement qui modifie de manière substantielle la rentabilité économique de produits concernés ;
- Les plus et moins-values de cessions d'activités ;
- Les produits de réévaluation de participations antérieurement détenues dans des activités dont le Groupe prend le contrôle ;
- D'autres éléments inhabituels et matériels dont la nature n'est pas directement liée à l'exploitation courante.

### 7.2. ANALYSE DES AUTRES ÉLÉMENTS OPÉRATIONNELS

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat de cession des immobilisations	(6)	87
Subventions accordées, dons et libéralités	(1 298)	(1 323)
Cohésion sociale	(595)	(61)
Autres	(1 894)	(267)
<b>Autres produits et charges opérationnels non récurrents</b>	<b>(3 792)</b>	<b>(1 564)</b>

Le poste des autres produits et charges opérationnels non récurrents affiche une perte de 3,8 milliards de dirhams courant l'exercice 2025, une dégradation de 2,2 milliards de dirhams par rapport à l'exercice 2024.

Cette variation s'explique essentiellement par la constatation de la charge du contrôle fiscal pour 1,6 milliards de dirhams ainsi que l'augmentation de la cohésion sociale pour 595 millions de dirhams du fait de la hausse de la base imposable qui correspond au résultat fiscal de l'exercice N-1.

## 7.3. AUTRES ACTIFS COURANTS

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025			31 décembre 2024		
	Valeur Brute	Dépréciation	Net	Valeur Brute	Dépréciation	Net
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	14 458		14 458	27 401		27 401
Organismes sociaux	459	(36)	423	454	(36)	418
État (hors impôt sur les sociétés)	22 612		22 612	14 785		14 785
Créances d'impôt exigible	4 279		4 279	3 384		3 384
Autres débiteurs	2 630	(27)	2 603	2 314	(34)	2 279
<b>Total des autres actifs courants</b>	<b>44 438</b>	<b>(64)</b>	<b>44 375</b>	<b>48 337</b>	<b>(70)</b>	<b>48 267</b>

La ligne « Etat hors impôt sur les sociétés » regroupe principalement la TVA récupérable, le crédit de TVA, la taxe sur l'exploitation minière et d'autres impôts et taxes.

La baisse enregistrée est due principalement à la baisse des avances fournisseurs suite à l'élimination des avances JESA en intragroupe après le changement de sa méthode de consolidation, ainsi que la clôture de plusieurs commandes fournisseurs relatives aux investissements. Cette baisse a été compensée partiellement par la hausse du crédit de TVA de 6,4 milliards de dirhams.

L'échéancier de ces créances d'impôts et taxes au 31 décembre 2025 est détaillé dans le tableau suivant :

(En millions de dirhams)	Total	Non échu	Echus		
			<30 Jours	30 - 120 Jours	> 120 Jours
État, TVA	4 243	3 626	282	318	16
Crédit de TVA-Part courante	16 901	8 503	400	183	7 815
Etat, autres impôts et taxes	1 468	847	96	263	261
<b>Total</b>	<b>22 612</b>	<b>12 977</b>	<b>778</b>	<b>763</b>	<b>8 092</b>

## 7.4. AUTRES PASSIFS COURANTS

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Clients créditeurs, avances et acomptes	2 562	4 813
État-TVA	4 429	2 665
Dettes sociales	3 123	2 280
Dettes d'impôt exigible	8 020	3 247
Autres créditeurs	4 032	3 194
<b>Autres passifs courants</b>	<b>22 167</b>	<b>16 199</b>

Le poste « Autres passifs courants » affiche une hausse de 6,0 milliards de dirhams entre fin 2024 et fin 2025. Cette variation est principalement expliquée par une hausse de la dette fiscale de 4,8 milliards de dirhams.

## Note 8 – Immobilisations corporelles et incorporelles

### 8.1 TRAITEMENT COMPTABLE DES IMMOBILISATIONS

#### 8.1.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

##### Évaluation et durée d'utilité des actifs opérationnels

Les contrôleurs de matériels et les responsables de la maintenance des axes Nord, Centre et Phosboucrââ identifient les durées d'utilité des différentes catégories d'immobilisations (immobilisations principales et composants). Ces durées correspondent aux durées potentielles d'utilisation technique. Les durées d'utilité et les méthodes d'amortissement sont examinées à la clôture de chaque exercice comptable et ajustées prospectivement, si nécessaire.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition, de production ou d'entrée dans le Groupe, diminué des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Les coûts d'emprunt encourus pendant la phase de construction d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Les interventions de maintenance courante sont comptabilisées en frais d'entretien si la fréquence de renouvellement de cette maintenance en volume est annuelle. La remise en état partielle ou totale d'un ou plusieurs composants relève du gros entretien. Elle est comptabilisée en immobilisation et la valeur nette comptable remplacée est sortie du bilan.

##### Amortissements

En l'application de l'approche par composants, le Groupe utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ses composants a une durée d'utilité différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur les durées d'utilité correspondant aux durées techniques suivantes :

<i>Immobilisations corporelles</i>	<i>Durées</i>
Terrains	10 à 30 ans
Constructions	15 à 60 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 30 ans
Matériel de transport	5 à 30 ans
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	3 à 30 ans

Les durées d'utilité sont examinées à la clôture de chaque exercice comptable et ajustées prospectivement si nécessaire.

##### Contrats de location

Le Groupe applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 la norme IFRS 16 « contrat de location » selon la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée ». Avec l'application de cette nouvelle norme, le Groupe OCP comptabilise désormais l'ensemble de ses contrats de location au bilan, à l'exception des contrats d'une durée inférieure à 12 mois ou de ceux portant sur des biens d'une valeur unitaire à neuf inférieure à 5000 dollars.

À la date de transition, le Groupe n'a pas modifié la valeur des actifs et passifs liés aux contrats de location qualifiés de location-financement selon IAS 17. Les actifs ont été reclassés en droit d'usage et les dettes de location-financement sont désormais présentées avec les dettes de location.

##### Coûts d'emprunt

Les frais financiers associés au financement de l'acquisition et de la construction d'installations identifiées, et encourus pendant la période de construction, font partie intégrante du coût de l'actif conformément à la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt ».

A ce titre, le groupe OCP a capitalisé les coûts d'emprunt pour 1 567 millions de dirhams au cours de l'exercice 2025, contre 1 128 millions de dirhams au cours de l'exercice 2024.

### 8.1.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

#### Évaluation initiale et ultérieure

Les immobilisations incorporelles sont composées des brevets, licences, logiciels et des frais de recherche et développement. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur. Les dépenses ainsi portées à l'actif comprennent les dépenses de matériel et de services, les frais liés au personnel directement affectés à la production et à la préparation de certains logiciels en vue de leur utilisation et les coûts d'emprunts lorsque les conditions d'éligibilité sont satisfaites.

Les dépenses engagées pendant la phase de développement sont immobilisées dès lors que les critères de reconnaissance d'un actif tels qu'édictees par la norme IAS 38 sont remplis : faisabilité technique, intention d'achever l'immobilisation et de l'utiliser ou de la vendre, probabilité d'avantages économiques futurs, disponibilité de ressources, capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses de développement. Les dépenses encourues pendant la phase de recherche ne sont pas immobilisées mais comptabilisées en charges.

#### Amortissements

Les immobilisations incorporelles se composent essentiellement des logiciels et sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité qui s'étale de 1 an à 5 ans.

#### Dépenses de développement

La phase de développement commence dès lors que la faisabilité économique du gisement est démontrée et qu'une décision concernant son développement est prise. Seules les dépenses engagées avant la phase de production et pour le développement du gisement sont capitalisées. Les dépenses de développement visant à maintenir la production existante sont comptabilisées en charges.

#### Écart d'acquisition

Suite à l'intégration du palier Maghreb Hospitality Company-MHC en juillet 2021, un nouvel écart d'acquisition a été calculé pour l'entité Société La Mamounia, d'un montant de 2 546 millions de dirhams. Le Groupe a mené un travail de valorisation de cette acquisition et a affecté 1 886 millions de dirhams du goodwill à la prestigieuse marque la Mamounia.

En décembre 2022, le Groupe OCP a souscrit seul à l'augmentation de capital de la Société Foncière de la Lagune-SFL, ce qui a porté sa participation dans cette entité à 81,79%. Cette prise de contrôle a généré un goodwill de 296 millions de dirhams, qui a été déprécié à 100% par mesure de prudence.

En décembre 2023, le Groupe OCP a porté sa participation dans la SAEDM à 100%, générant un écart de réévaluation brute de 2 101 millions de dirhams, principalement lié à la valorisation des terrains nus et aménagés. Après l'affectation de cet écart, un goodwill de 1 042 millions de dirhams a été comptabilisé. Ce goodwill reflète la vision stratégique à long terme du Groupe OCP et son rôle de premier moteur dans le développement de cette nouvelle ville. Le projet, qui s'étend sur 30 à 50 ans, vise à poser les bases d'un dynamisme économique et urbain durable, tout en attirant d'autres investisseurs pour les phases futures. Conformément à la norme IAS 36, ce goodwill fera l'objet d'un test de dépréciation annuel conformément à la norme IAS 36 – dépréciation d'actifs.

### 8.1.3 TESTS DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR

#### Évaluation retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser.

Une unité génératrice de trésorerie (UGT) est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Compte tenu de l'activité du Groupe, les principales unités génératrices de trésorerie identifiées sont : Mining, Manufacturing, Rock Solutions, Nutricrops, Speciality Products & Solutions et l'UM6P.

Les tests de dépréciation des actifs immobilisés suivent les règles suivantes :

- Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéterminée font l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an.
- Les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'il existe un indice de perte de valeurs, lesquels sont définis ci-après :
  - Diminution importante de la valeur de marché de l'actif,
  - Obsolescence ou dégradation physique de l'actif,
  - Changements importants négatifs dans l'utilisation passée ou prévue d'un actif,
  - Changement important dans l'environnement technologique, économique ou juridique,
  - Augmentation des taux d'intérêt ou des taux de rendement pouvant affecter la valeur d'utilité.

Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à la valeur nette comptable des actifs qui lui sont rattachés. La valeur recouvrable d'une UGT est la plus élevée de sa juste valeur nette des coûts de cession et de sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie prévisionnels qu'elle génère, tels que résultant du budget et du plan stratégique approuvé par le Conseil d'administration, augmenté de sa valeur de sortie à la fin de sa durée de vie prévue.

**En conséquence, en prenant en compte la performance du groupe enregistrée en 2025, aucune perte de valeur significative n'a été constatée au 31 décembre 2025.**

## 8.2. VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(En millions de dirhams)	31 décembre 2024	Aquisitions	Dotations	Diminutions / Reprises	Écart de conversion	Variation de périmètre et autres	31 décembre 2025
<b>Valeur Brute :</b>							
Terrains	9 705	59				(26)	9 736
Constructions	99 535	4 024		(19)	9	5 163	108 712
Installations techniques, matériel et outillage	111 362	6 231		(794)	2	6 059	122 859
Matériel de transport	820	118		(8)	4	134	1 067
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	5 632	494		(35)	(6)	540	6 625
Droit d'usage des immobilisations corporelles	5 291	151		(9)	(3)	(732)	4 697
Autres immobilisations corporelles	44 540	30 019		(243)		(13 147)	61 170
<b>Total valeur brute</b>	<b>276 884</b>	<b>41 096</b>		<b>(1 108)</b>	<b>5</b>	<b>(2 009)</b>	<b>314 867</b>
<b>Amortissements :</b>							
Terrains	(1 221)		(16)			(185)	(1 422)
Constructions	(20 895)		(1 909)	20	8	1 570	(21 191)
Installations techniques, matériel et outillage	(67 272)		(4 646)	750	1	(848)	(72 014)
Matériel de transport	(811)		(22)	6		7	(820)
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	(2 735)		(555)	38	1	(162)	(3 414)
Droit d'usage des immobilisations corporelles	(3 337)		(267)		5	656	(2 943)
Autres immobilisations corporelles	(2 663)		(521)				(3 184)
<b>Pertes de valeur :</b>							
Terrains	(139)						(139)
Constructions	(2)		(462)		(11)		(475)
<b>Total amortissements et pertes de valeur</b>	<b>(99 076)</b>		<b>(8 513)</b>	<b>815</b>	<b>2</b>	<b>1 036</b>	<b>(105 720)</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>177 808</b>	<b>41 096</b>	<b>(8 513)</b>	<b>(293)</b>	<b>7</b>	<b>(972)</b>	<b>209 146</b>

(En millions de dirhams)	31 décembre 2023	Aquisitions	Dotations	Diminutions / Reprises	Écart de conversion	Variation de périmètre et autres	31 décembre 2024
<b>Valeur Brute :</b>							
Terrains	8 975	662			(11)	79	9 705
Constructions	85 117	12 705		(29)	(6)	1 748	99 535
Installations techniques, matériel et outillage	107 850	496		(385)	(4)	3 404	111 362
Matériel de transport	917	17		(109)		(5)	820
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	4 767	891		(63)	(2)	39	5 632
Droit d'usage des immobilisations corporelles	4 623	110		(9)	1	565	5 291
Autres immobilisations corporelles	32 055	19 016		(9)		(6 521)	44 540
<b>Total valeur brute</b>	<b>244 305</b>	<b>33 896</b>		<b>(605)</b>	<b>(22)</b>	<b>(691)</b>	<b>276 884</b>
<b>Amortissements :</b>							
Terrains	(1 199)		(22)				(1 221)
Constructions	(18 965)		(1 938)	31	1	(25)	(20 895)
Installations techniques, matériel et outillage	(63 117)		(4 548)	512	2	(120)	(67 272)
Matériel de transport	(895)		(29)	109		3	(811)
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	(2 477)		(364)	52	1	52	(2 735)
Droit d'usage des immobilisations corporelles	(2 992)		(312)		(1)	(32)	(3 337)
Autres immobilisations corporelles	(2 605)		(334)	30		246	(2 663)
<b>Pertes de valeur :</b>							
Terrains	(169)			24		6	(139)
Constructions	(2)						(2)
<b>Total amortissements et pertes de valeur</b>	<b>(92 421)</b>		<b>(7 546)</b>	<b>758</b>	<b>2</b>	<b>130</b>	<b>(99 076)</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>151 884</b>	<b>33 896</b>	<b>(7 546)</b>	<b>154</b>	<b>(20)</b>	<b>(561)</b>	<b>177 808</b>

Les principales réalisations relatives au développement industriel durant l'exercice 2025 s'inscrivent dans la continuité du nouveau programme d'investissement lancé pour la période 2023-2027, et portent sur les projets suivants :

### Strategic Program Mzinda-Meskala

- Le programme vise le développement de l'axe Mzinda-Safi, afin d'atteindre une capacité annuelle de 15 millions de tonnes de Roche, 3 millions de tonne d'acide phosphorique et 8.4 millions de tonnes d'engrais à l'horizon 2030, ainsi que l'axe Meskala-Essaouira, afin d'atteindre une capacité annuelle de 25 millions de tonnes de Roche, 1 million de tonne d'acide phosphorique et 2 millions de tonnes d'engrais à l'horizon 2030.

Ce programme a connu les avancées suivantes au cours de l'exercice 2025 :

- Travaux de construction avancés de l'ensemble des sites et mobilisations des contractants généraux ;
- Concrétisation de la convention OCP/ONCF pour assurer la logistique du programme dans sa première phase entre Mzinda et Safi ;
- Suite à la création en décembre 2025 de Mzinda Fertilizers Company 1,2 et 3 (MFCs), un transfert des actifs du programme Mzinda destinés au développement de l'activité Engrais a été effectué de OCP SA vers ces 3 nouvelles entités pour un total de 3,2 milliards de MA.

### Programme eau

#### • Pour l'eau industrielle :

- Mise en service du projet Pipeline d'eau dessalée reliant Jorf Lasfar à Khouribga en juillet 2025 et atteinte d'autonomie du site de Khouribga en octobre 2025 ;
- Livraison et début de pose des conduites du projet pipeline d'eau reliant Safi à Gantour (S2G) en novembre 2025 ;
- Mise en service du projet Stations d'Épuration-STEP de Fquih Ben Saleh en mars 2025 ;
- Mise en service du projet adduction STEP Marrakech vers le site de Benguérir en juin 2025 et vers le site de Youssoufia en octobre 2025 permettant l'autonomie du site de Gantour.

#### • Pour l'eau potable :

- Démarrage progressif d'une capacité additionnelle de 8 Mm<sup>3</sup>/an entre le troisième et le quatrième 2025 dans le cadre du projet du dessalement Plan d'urgence Phase 2 Safi.

### Programme énergie

- Injection du premier kWh solaire à Benguérir en septembre 2024 et à Khouribga en mi-janvier 2025 ;
- Achèvement de la mise en production des trois fermes solaires de la phase 1 totalisant 202 MW à Benguérir, Fom Tizi et Oulad Farès à Khouribga ;
- Injection pleine puissance de la centrale photovoltaïque Khouribga Ouled Fares en juin et à Fom Tizi en novembre assurant la couverture du site de Khouribga durant les heures pleines.

### Augmentation de capacité

#### + Complexe chimique de Jorf Lasfar :

##### • Programme TSP HUB

- Mise en service en 2025 des deux lignes de la phase 1 d'une capacité de 500 KT par an.
- Lancement des travaux de terrassement et livraison des premiers équipements pour les deux lignes de 1 MT par an de la phase 2 ; Adaptation de 4 unités industrielles existantes des JFCs au TSP, 3 sont finalisés et la quatrième en cours .

## Notes annexes aux états financiers consolidés

- Mise en service en mars 2025 d'une unité de traitement d'acide phosphorique d'une capacité 1500 T  $P_2O_5/j$ , intégrant la technologie de co-cristallisation, permettant une meilleure filtration et une réduction des pertes de  $P_2O_5$ .

### + Site de Laâyoune :

Le site de Laayoune a enregistré des avancées notables dans plusieurs projets notamment la laverie avec une capacité prévue de 3 millions de tonnes par an, les travaux de construction sont en phase finale 94%. A noter également un avancement global à 94% des travaux d'infrastructures du nouveau port de Laayoune.

### + Site de Benguérir:

Démarrage de la nouvelle laverie de Benguérir (capacité 3 Mt/an) en juin 2025, avec une mise en service en cours de stabilisation et une finalisation prévue au premier trimestre 2026.

## 8.3. VARIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En millions de dirhams)	31 décembre 2024	Acquisitions	Dotations	Diminutions / Reprises	Variation de périmètre et Autres	31 décembre 2025
<b>Valeur Brute :</b>						
Goodwill	1 998					1 998
Immobilisations en recherche et développement	331	16			36	383
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	2 196	123		(1)	205	2 524
Licences et Logiciels	3 080	213			4	3 297
Fond commercial	223					223
Autres immobilisations incorporelles	2 929	2 440		(408)	(20)	4 940
<b>Total valeur brute</b>	<b>10 756</b>	<b>2 793</b>		<b>(408)</b>	<b>225</b>	<b>13 365</b>
<b>Amortissements :</b>						
Amortissement des immobilisations en recherche et développement	(282)		(14)		4	(291)
Amortissement des brevets, marques, droits et valeurs similaires	(238)		(68)	13	(77)	(370)
Amortissement des licences et logiciels	(759)		(309)		(45)	(1 112)
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	(1 647)		(297)		(30)	(1 975)
<b>Pertes de valeur :</b>						
Dépréciation Goodwill	(296)					(296)
<b>Total amortissements et pertes de valeur</b>	<b>(3 222)</b>		<b>(688)</b>	<b>13</b>	<b>(148)</b>	<b>(4 044)</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>7 535</b>	<b>2 793</b>	<b>(688)</b>	<b>(395)</b>	<b>78</b>	<b>9 321</b>

## Notes annexes aux états financiers consolidés

(En millions de dirhams)	31 décembre 2023	Acquisitions	Dotations	Diminutions / Reprises	Variation de périmètre et Autres	31 décembre 2024
<b>Valeur Brute :</b>						
Goodwill	3 021				(1 024)	1 998
Immobilisations en recherche et développement	328	6		(9)	7	331
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	2 206	29		11	(49)	2 196
Licences et Logiciels	2 408	1		(3)	673	3 080
Fond commercial	223					223
Autres immobilisations incorporelles	1 567	2 333		(4)	(968)	2 929
<b>Total valeur brute</b>	<b>9 753</b>	<b>2 368</b>		<b>(5)</b>	<b>(1 360)</b>	<b>10 756</b>
<b>Amortissements :</b>						
Amortissement des immobilisations en recherche et développement	(260)		(27)	5		(282)
Amortissement des brevets, marques, droits et valeurs similaires	(228)		(30)	(8)	28	(238)
Amortissement des licences et logiciels	(433)		(330)	3	1	(759)
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	(1 340)		(385)		77	(1 647)
<b>Pertes de valeur :</b>						
Dépréciation Goodwill	(296)					(296)
<b>Total amortissements et pertes de valeur</b>	<b>(2 557)</b>		<b>(771)</b>		<b>106</b>	<b>(3 222)</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>7 197</b>	<b>2 368</b>	<b>(771)</b>	<b>(4)</b>	<b>(1 254)</b>	<b>7 535</b>

### 8.4. DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Dotations nettes aux amortissements</b>	<b>(8 615)</b>	<b>(8 164)</b>

Les dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations enregistrées au cours de l'exercice 2025 affichent une hausse de 5,5% par rapport à l'exercice 2024 particulièrement visible sur les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles suite à la mise en service de nouveaux projets industriels.

## Note 9 – Provisions et passifs éventuels

### 9.1. TRAITEMENT COMPTABLE DES PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un évènement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une obligation est qualifiée d'implicite lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

- Il a été indiqué aux tiers, par des pratiques passées, par une politique affichée ou par une déclaration récente suffisamment explicite, que le Groupe assumera certaines responsabilités ;
- Le Groupe a créé chez les tiers une attente fondée qu'il assumera ces responsabilités.

### 9.2. DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Dotations nettes aux provisions</b>	<b>812</b>	<b>(1 509)</b>

Les dotations nettes aux provisions pour l'exercice 2025 s'élèvent à 812 millions de dirhams. La variation par rapport à 2024 s'explique essentiellement par la constatation courant 2024 de la provision pour risque fiscal pour 1 588 millions de dirhams, et la reprise courant 2025 des provisions constituées dans le cadre du dénouement des litiges fournisseurs.

### 9.3. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges courantes et non courantes se détaillent comme suit :

(En millions de dirhams)	31 décembre 2024	Dotations	REPRISES		Autres variations	31 décembre 2025
			Utilisées	Non utilisées		
<b>Provisions non courantes</b>	<b>8 889</b>	<b>24</b>	<b>(2 338)</b>		<b>179</b>	<b>6 752</b>
Provisions pour avantages au personnel	4 800				181	4 981
Provisions pour réhabilitation des sites	432	12	(16)			429
Autres provisions non courantes	3 656	12	(2 322)		(2)	1 342
<b>Provisions courantes</b>	<b>805</b>	<b>1 187</b>	<b>(202)</b>		<b>279</b>	<b>2 069</b>
Autres provisions courantes	805	1 187	(202)		279	2 069
<b>Total des provisions</b>	<b>9 694</b>	<b>1 210</b>	<b>(2 540)</b>		<b>458</b>	<b>8 821</b>

#### Evaluation des provisions pour avantage au personnel

Les provisions pour avantages au personnel couvrent les avantages relatifs à l'allocation décès, les plans médicaux, l'allocation forfaitaire de départ à la retraite et autres avantages à long terme. Le détail de ces avantages est développé dans la note 5 « charges et avantages au personnel ».

#### Évaluation des provisions de réhabilitation des sites

La réhabilitation des sols miniers fait partie intégrante de la politique de développement durable de l'OCP. Le groupe anticipe ainsi la réhabilitation des terrains dès le début de l'extraction. Sa démarche prévoit de récupérer la terre végétale et de la stocker pendant l'exploitation de la mine. Par la suite, à la fin de l'exploitation, ces déblais sont utilisés pour créer un terrain régulier et préparer les sols à une utilisation agricole. Le groupe en profite également pour initier des activités agricoles et forestières profitables aux communautés. Cette démarche, repose sur

l'implication, dès l'amorce du projet, des populations locales ainsi que des autorités et associations ou organismes concernés. En plus de respecter les particularités des sols et des conditions climatiques locales, les cultures et les activités introduites se font au regard des savoir-faire locaux. L'ancienne mine de Khouribga atteste de l'intérêt de cette démarche.

### NOTE SUR L'ENVIRONNEMENT

#### Risques environnementaux :

##### *Gouvernance des risques environnementaux*

Le Conseil d'administration assure la direction stratégique et garantit le suivi, tandis que le comité d'audit, risques et sujets ESG aide à contrôler les opérations et examine les données financières et extra-financières (ESG), y compris les informations sur les risques liés au climat. Ces organes supervisent l'équipe de gestion des risques dans la compréhension des risques principaux pour l'entreprise, y compris les risques environnementaux et liés au climat, et considèrent les risques et opportunités liés au climat lors de la surveillance de la stratégie de l'entité. La Stratégie de Durabilité « Vers 2040 » du Groupe OCP intègre le climat dans la stratégie commerciale et imprègne toute l'organisation, étant continuellement supervisée par le Conseil et les Comités. La responsabilité et la reddition de compte en matière de gestion des risques sont intégrées à tous les niveaux de l'organisation.

##### *Engagement du Groupe*

Le Groupe OCP s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre, avec un objectif de neutralité dans les trois scopes d'ici 2040. Des processus de gouvernance, des contrôles et des procédures ont été mis en place pour surveiller, gérer et atténuer les risques et les opportunités liés au climat. Des revues annuelles des enjeux environnementaux et climatiques sont effectuées, et les risques liés à l'environnement et au climat sont intégrés dans les plans de gestion de chaque ligne de métier selon les normes ISO 31000 et COSO et en alignement avec les recommandations du cadre TCFD dont le groupe est supporteur depuis 2021.

##### *Stratégie et réponse du Groupe aux changements climatiques*

L'OCP a mis en place une stratégie pour faire face aux risques et opportunités liés au climat. Cette stratégie consiste à identifier et actualiser les risques et opportunités significatifs qui pourraient affecter son modèle économique, sa stratégie et ses flux de trésorerie à court, moyen et long terme. Les risques prioritaires identifiés comprennent l'impact sur les revenus résultant des changements de la demande en engrais dans les principales régions clientes de l'OCP en raison des conditions météorologiques extrêmes, l'exposition à la tarification du carbone et aux litiges impliquant les parties prenantes du groupe OCP en amont et en aval, le risque le plus crucial étant lié aux émissions de N<sub>2</sub>O en aval. De plus, le non-respect des objectifs de réduction des émissions de carbone par l'OCP aggraverait l'impact des risques climatiques liés aux émissions opérationnelles par rapport à un scénario dans lequel l'OCP prendrait des mesures pour réduire ces émissions.

Les opportunités pourraient se présenter pour l'expansion de la gamme de produits globale de l'OCP vers l'ammoniaque vert et des volumes plus élevés de TSP vert en fonction de la prime de marché, de la demande croissante en produits verts et de la disponibilité de l'hydrogène vert. Les scénarios climatiques prévoient une baisse des rendements des cultures qui pourrait entraîner une perte de revenus annuels importante pour le groupe OCP. Pour atténuer ces risques, le Groupe OCP a pour objectif de rendre sa stratégie globale actuelle et prospective plus résiliente aux changements climatiques. Pour ce faire, il vise à décarboniser ses opérations et contribuer à la décarbonation de sa chaîne de valeur, ce qui peut réduire les risques climatiques et générer des avantages économiques importants dans les années à venir grâce au renforcement de la résilience du groupe face au changement climatique et à l'expansion du portefeuille de proposition de valeur notamment à travers la production de produits verts et le support du fermier dans l'adoption des bonnes pratiques de l'agriculture durable et régénérative (comme les 4Rs).

OCP a élaboré une stratégie de transition vers une faible émission de carbone qui inclut le déploiement de l'innovation pour atténuer les risques climatiques, telles que l'utilisation de solutions d'énergie durable, la gestion de l'énergie en temps réel, l'optimisation intelligente des flux énergétiques, la capacité de cogénération, des accords d'achat d'énergie éolienne, la cartographie du potentiel solaire des sites, le développement de technologies de séchage propre, le projet «Green mining» et l'étude de la mobilité verte. Le groupe OCP s'engage à atteindre la neutralité carbone d'ici 2040 et à promouvoir le développement durable.

Pour répondre à la crise de l'eau, le groupe OCP a développé un programme d'eau basé sur les principes de l'économie circulaire. Ce programme comprend une évaluation approfondie des risques de pénurie d'eau et l'utilisation de sources d'eau non-conventionnelles pour annuler les prélèvements en eau douce à zéro depuis fin 2025. Le groupe a également accéléré son programme d'eau en 2021 avec des mesures exceptionnelles déployées depuis l'année 2022 pour faire face à la pénurie d'eau.

Sur le volet matières premières du scope 3, le Groupe OCP prévoit de remplacer l'ammoniaque importé, produit à partir de combustibles fossiles, par de l'ammoniaque vert produit à partir d'énergies renouvelables au Maroc. L'UM6P, en partenariat avec OCP, construit une unité pilote pour la recherche et la production exclusive d'ammoniaque vert. Le programme d'ammoniaque vert d'OCP prévoit la production d'un total de 3 millions de tonnes p.a. à moyen/long terme. Ce projet intégré (renouvelables, dessalement, électrolyse, Haber-Bosch, infrastructures...) se base sur des ressources de renouvelables de très haute qualité et vise une utilisation de sa production pour la décarbonation de la production d'engrais et une commercialisation sur les marchés internationaux.

Par rapport à l'utilisation des engrais, OCP souhaite également promouvoir une agriculture durable et régénérative en soutenant les petits exploitants et en développant des programmes utilisant des technologies de pointe. Ils ont également lancé un programme d'agriculture carbone visant à augmenter le stockage du carbone dans le sol et la végétation grâce à des changements dans les pratiques agricoles et l'utilisation des terres.

Le phosphate joue un rôle clé dans la séquestration du carbone dans les sols en favorisant le développement racinaire et la biomasse végétale, ce qui augmente les apports de matière organique et stabilise le carbone dans les horizons profonds. En améliorant la fertilité des sols et l'efficacité d'utilisation des nutriments, il contribue à accroître durablement les rendements agricoles, réduisant ainsi la pression sur les terres marginales et la déforestation. À ce titre, une fertilisation phosphatée raisonnée soutient la sécurité alimentaire mondiale tout en renforçant la résilience des systèmes agricoles face au changement climatique.

### 9.4. PASSIFS ÉVENTUELS

Les passifs éventuels se rapportent à des garanties bancaires et autres éléments survenant dans le cadre habituel des activités du Groupe. Le groupe OCP n'anticipe pas que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs.

### 9.5. ENGAGEMENTS DONNÉS

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Lettres de crédit	4 849	142
Droits et engagements divers	3 993	1 990
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>8 842</b>	<b>2 132</b>

## Note 10 – Instruments financiers, endettement net et coût net de financement

### 10.1. ACTIFS FINANCIERS DE GESTION TRÉSORERIE, DETTES FINANCIÈRES, ENDETTEMENT NET ET COÛT NET DE FINANCEMENT

#### 10.1.1 DÉFINITIONS ET TRAITEMENT COMPTABLE

##### Dettes financières

Les dettes financières comprennent les emprunts et dettes financiers et les découverts bancaires. Ils sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant qui permettra d'éteindre l'obligation associée, nette des coûts liés. Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts calculés au taux d'intérêt effectif, sont comptabilisés au poste « Coût de l'endettement financier brut » sur la durée de la dette financière.

Les actifs et passifs financiers sont qualifiés de courant lorsque l'échéance des flux de trésorerie attendus de l'instrument est inférieure à un an.

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme (échéance inférieure à trois mois) classés dans cette catégorie dès lors que les critères suivants sont remplis :

- Très liquides,
- Facilement convertibles en un montant connu de trésorerie,
- Soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les placements à court terme correspondent pour l'essentiel à des SICAV de trésorerie évaluées à la juste valeur à la date de clôture et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

##### Actifs financiers de gestion de trésorerie

Les actifs financiers de trésorerie correspondent essentiellement à des dépôts à terme. Il s'agit des placements dont les conditions de maturité et de revenu sont déterminées lors de leur mise en place et que le Groupe a l'intention et les moyens de conserver jusqu'à leurs échéances. Ils sont évalués au coût amorti. La rémunération des dépôts à terme est comptabilisée en résultat financier.

##### Endettement net

L'endettement net s'entend comme la somme des dettes financières non courantes et courantes, moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers de trésorerie.

##### Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend le coût de l'endettement financier brut net des produits financiers des placements de trésorerie :

- *Le coût de l'endettement brut* : il inclut les charges d'intérêt calculées en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les coûts de remboursement anticipé d'emprunts ou d'annulation de lignes de crédit.
- *Les produits financiers des placements de trésorerie* : ils sont constitués des revenus de placements de trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs financiers de trésorerie

## 10.1.2 ANALYSE DES DETTES FINANCIÈRES

## 10.1.2.1 VENTILATION DES DETTES FINANCIÈRES PAR NATURE

Le tableau ci-après décrit la ventilation des dettes financières Groupe par nature :

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
<b>Dettes financières courantes</b>		
Crédits bancaires	22 947	28 458
Dettes issues des contrats de location	226	240
Emission obligataire		5 981
<b>Total dettes financières courantes</b>	<b>23 173</b>	<b>34 678</b>
<b>Dettes financiers non courantes</b>		
crédits bancaires	42 579	33 130
Emission obligataire	67 793	45 506
Dettes issues des contrats de location part plus d'un an	1 147	1 257
<b>Total dettes financières non courantes</b>	<b>111 518</b>	<b>79 893</b>
<b>Total dettes financiers</b>	<b>134 691</b>	<b>114 572</b>

## 10.1.2.2 ANALYSE DES DETTES FINANCIÈRES : TAUX ET MATURITÉS

Le tableau ci-après présente le total des emprunts analysés selon les taux d'intérêts, les maturités ainsi que les devises.

(En millions de dirhams)	Taux d'intérêts	Taux d'intérêt moyen pondéré	Maturité résiduelle moyenne pondérée	31 décembre 2025
<b>Crédits bancaires long terme part moins d'un an</b>				<b>22 947</b>
Libellé en USD	[0,75%-5,54%]	3,49%		339
Libellé en MAD	[3,00%-5,62%]	3,85%		4 241
Libellé en EUR	[0,63%-5,54%]	3,78%		2 581
Intérêts courus non échus				1 171
Autres Crédits				14 615
<b>Dettes issues des contrats de location</b>				
Libellé en MAD	[3,80%-5,70%]	4,97%		222
Libellé en EUR	1,95%	1,95%		4
<b>Total dettes financières courantes</b>				<b>23 173</b>
<b>Crédits bancaires long terme part plus d'un an</b>				<b>42 579</b>
Libellé en USD	[0,75%-5,54%]	4,64%	7	1 716
Libellé en MAD	[3,00%-5,62%]	3,97%	5	15 946
Libellé en EUR	[0,63%-5,54%]	3,39%	8	19 087
Autres Crédits				5 830
<b>Dettes issues des contrats de location</b>				
Libellé en MAD	[3,80%-5,70%]	4,87%	2	1 147
<b>Émission obligataire</b>				<b>67 793</b>
Libellé en USD	[3,75%-7,50%]	6,23%	9	54 793
Libellé en MAD	[3,75%-5,09%]	4,05%	16	13 000
<b>Total dettes financières non courantes</b>				<b>111 518</b>
<b>Total dettes financières</b>				<b>134 691</b>

## 10.1.2.3 ECHÉANCIER DES DETTES FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente l'échéancier des dettes financières au 31 décembre 2025 :

(En millions de dirhams)	< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	Total au 31 décembre 2025
Crédits bancaires et autres	22 947	28 488	14 091	65 525
Emprunts obligataires		14 678	53 115	67 793
Dettes IFRS 16	226	287	860	1 372
<b>Dettes à moyen et long terme</b>	<b>23 173</b>	<b>43 453</b>	<b>68 066</b>	<b>134 691</b>

## 10.1.3 ANALYSE DES ACTIFS FINANCIERS

## 10.1.3.1 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Trésorerie	7 167	7 367
Équivalents de trésorerie	8 397	8 507
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>15 564</b>	<b>15 873</b>

## 10.1.3.2 ECHÉANCIER DES ACTIFS FINANCIERS DE TRÉSORERIE

Le portefeuille de placement doit demeurer suffisamment liquide pour répondre aux besoins de financement générés par l'exploitation et les investissements du Groupe. À ce titre, le portefeuille de placement est réparti entre des instruments à horizon très court terme pour répondre aux besoins d'exploitation, et des instruments à horizon de placement de plus d'un mois dans le but d'améliorer les rendements et d'être en ligne avec les objectifs.

(En millions de dirhams)	0-1 mois	1-6 mois	6-12 mois	Plus d'un an	Total
OPCVM Monétaire	6 473	1 599			8 072
Dépôt à Terme		122	228		350
<b>Total</b>	<b>6 473</b>	<b>1 721</b>	228		<b>8 422</b>

**10.1.4 ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET**

<i>(En millions de dirhams)</i>	<i>31 décembre 2025</i>	<i>31 décembre 2024</i>
Crédits bancaires	60 626	56 023
Emprunts obligataires	67 793	51 114
Autres emprunts et dettes assimilées	4 899	5 938
<b>Endettement financier brut bancaire et obligataire</b>	<b>133 317</b>	<b>113 075</b>
Dettes financières issues des contrats de location IFRS 16	1 372	1 495
<b>Endettement financier divers</b>	<b>1 372</b>	<b>1 495</b>
Equivalents de trésorerie	8 397	8 507
Disponibilités	7 167	7 367
Actifs financiers de gestion de trésorerie	7	12
<b>Actifs financiers</b>	<b>15 571</b>	<b>15 885</b>
<b>Endettement financier net bancaire et obligataire</b>	<b>117 746</b>	<b>97 190</b>
<b>Endettement financier brut total</b>	<b>134 690</b>	<b>114 571</b>
<b>Endettement financier net total</b>	<b>119 118</b>	<b>98 685</b>

**10.1.5 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET**

Le coût de l'endettement financier net se détaille comme suit :

<i>(En millions de dirhams)</i>	<i>Exercice 2025</i>	<i>Exercice 2024</i>
Charges d'intérêt	(4 472)	(3 510)
<b>Coût d'endettement financier brut</b>	<b>(4 472)</b>	<b>(3 510)</b>
Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	183	202
Autres produits d'intérêts	216	226
<b>Produits financiers des placements</b>	<b>399</b>	<b>428</b>
<b>Coût d'endettement financier net</b>	<b>(4 074)</b>	<b>(3 082)</b>

Le coût d'endettement financier brut affiche une hausse de 992 millions de dirhams entre l'exercice 2025 et l'exercice 2024 sous l'effet de la hausse des charges d'intérêts due aux émissions effectuées en 2025.

**10.2. AUTRES ACTIFS FINANCIERS****10.2.1 DÉFINITIONS ET TRAITEMENTS COMPTABLES****Autres actifs financiers**

Les autres actifs financiers sont classés comme « Actifs financiers réévalués à la juste valeur par capitaux propres » et comprennent principalement les titres de participation non consolidés. Le Groupe a choisi d'évaluer ses actifs à la juste valeur en contrepartie des capitaux propres non recyclables.

**Autres produits et charges financiers**

Les autres revenus et charges financiers comprennent notamment les revenus sur les prêts et créances calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, les dividendes des entités non consolidées, le résultat de change sur les opérations de financement net de la partie efficace de la couverture des taux de change, la désactualisation des provisions et des créances et dettes, les pertes de valeurs et résultats sur actifs financiers.

## 10.2.2 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025			31 décembre 2024		
	Valeur Brute	Réévaluation	Net	Valeur Brute	Réévaluation	Net
Actifs financiers réévalués à la juste valeur par capitaux propres	2 088	(561)	1 528	1 646	(612)	1 034
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	17		17	17		17
Créances sur cession d'immobilisations	61	(5)	56	64	(5)	59
Autres créances financières	6 896	(1)	6 895	3 730	(1)	3 730
<b>Total des actifs financiers non courants</b>	<b>9 062</b>	<b>(566)</b>	<b>8 496</b>	<b>5 458</b>	<b>(617)</b>	<b>4 841</b>

Les actifs financiers réévalués à la juste valeur par capitaux propres correspondent aux titres non consolidés détenus par OCP S.A et ses filiales, notamment OCP International et l'UM6P.

La réévaluation concerne principalement la dépréciation des titres Heringer en raison de ses difficultés financières.

La ligne « Autres créances financières » comprend la créance financière constatée en application de l'IFRIC 12 (Cf. note 4.1.2).

## 10.2.3 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Les autres produits et charges financiers se détaillent comme suit :

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat de change sur opérations de financement	3 757	(71)
Décote créance relative au crédit de TVA	(35)	1 130
Autres	(45)	(40)
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>3 677</b>	<b>1 018</b>

Le gain de change net sur les emprunts s'élève à 3 757 millions de dirhams, expliqué par la baisse du taux de change MAD/\$ qui est passé de 10,11 au 31 décembre 2024 à 9,13 au 31 décembre 2025. L'impact total lié aux effets de change sur l'exercice est de 4 373 millions de dirhams, cet impact a été diminué par la couverture à hauteur de -617 millions de dirhams.

## 10.2.4 GESTION DES RISQUES

### 10.2.4.1 CERTAINES DISPOSITIONS ET TERMES CONTRACTUELS DE LA DETTE

Les contrats de financement du Groupe contiennent des termes standards du marché y compris l'engagement de disposer au moins d'une notation « Investment Grade ». Cet engagement est à respecter pour 6 institutions : KFW, Banque européenne d'investissement, Agence française de développement, la Banque islamique de développement, Banque africaine de développement.

### 10.2.4.2 RÉSERVES DE TRÉSORERIE

Afin d'honorer ses engagements, le Groupe OCP dispose de réserves de trésorerie mobilisables, constituées notamment de lignes de découverts et de crédits documentaires, assortis de cautions octroyées aux différentes entités du Groupe. Ces facilités représentent un encours global de 10,7 milliards de dirhams, incluant l'équivalent de 500 millions de dollars en MAD, activable sans autorisation préalable en cas de position courte de trésorerie.

Par ailleurs, le mécanisme de cash pooling bancaire multi-entités, déployé depuis 2015, confère une flexibilité accrue dans la gestion opérationnelle des flux de trésorerie et permet la mise en place de prêts et emprunts intragroupe entre entités centralisées et entité centralisatrice. Fondé sur un dispositif de Zero Balancing Account indirect, ce mécanisme repose sur une remise à zéro quotidienne des soldes et offre une vision consolidée de la position globale de trésorerie des entités intégrées au périmètre du cash pooling.

Enfin, le Groupe conserve la faculté d'activer, auprès de ses partenaires bancaires marocains, un mécanisme d'escompte sans recours des créances commerciales détenues, renforçant ainsi sa capacité de gestion et d'optimisation de la liquidité.

### 10.2.4.3 ENGAGEMENTS REÇUS

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Emprunts non utilisés	10 209	6 171
Autres engagements reçus sur contrats et marchés	5 963	15 962
<b>Total des engagements reçus</b>	<b>16 172</b>	<b>22 133</b>

Les autres engagements reçus sur contrats et marchés concernent les engagements reçus des fournisseurs relatifs aux avances versées dans le cadre des programmes industriels entrepris par le Groupe.

### 10.2.4.4 GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE

La sécurité du capital est un objectif majeur de la politique de placement du Groupe. Les excédents de trésorerie sont placés sur des supports à risque accepté et auprès de contreparties de qualité.

A ce titre, la Salle des marchés agit en conformité aux règles et procédures ci-après :

#### Pré-qualification des contreparties

Pré-qualifier les contreparties bancaires, émetteurs de dettes, sociétés de gestion et Organismes de placement collectif OPCVM auprès desquelles le groupe OCP est exposé directement ou indirectement.

La Salle des marchés est autorisée à traiter avec les contreparties bancaires dont la notation est supérieure à la notation requise minimale de trois crans en dessous de la notation S&P Fitch Ratings de la dette marocaine.

En ce qui concerne les émetteurs de dettes, la Salle des marchés est autorisée à traiter avec eux si les conditions ci-dessous sont satisfaites :

- Emission du Trésor Public : Bons du trésor de maturité résiduelle inférieure ou égale à deux ans. Des dérogations peuvent être octroyées par le Comité de Gestion pour toutes autres maturités au cas par cas ;
- Emission de dettes privées autres que les contreparties bancaires : Toute souscription doit être validée par le Comité de Gestion au cas par cas.

Enfin, la pré-qualification des OPCVM passe par les deux étapes suivantes :

- Choix de la société de gestion : La société gestionnaire doit avoir une notation de gestion minimale M2 selon l'échelle de notation Fitch ;
- Choix de l'OPCVM : L'investissement porte essentiellement sur les OPCVM à faible sensibilité et assez liquide pour permettre au groupe de gérer sa liquidité dans de meilleures conditions.

### Diversification des contreparties

Les contreparties auxquelles est exposé le groupe OCP sont diversifiées selon les règles prudentielles définies en interne.

### Fixation des limites par type d'instruments portés auprès d'une contrepartie

L'encours d'investissement direct auprès d'une contrepartie bancaire est classifié par type d'instruments et est plafonné via des limites déterminées en fonction de la qualité de signature de ladite contrepartie. Ces limites fixent :

- L'encours maximal autorisé auprès d'une contrepartie en pourcentage des fonds propres.
- L'encours auprès d'une contrepartie par type d'instrument qui ne dépassera pas un pourcentage de l'encours total du Groupe investit directement sur ce type d'instrument.
- L'encours auprès d'une contrepartie par type d'instrument qui ne dépassera pas un pourcentage de l'encours total de la contrepartie sur ce type d'instruments.

Par ailleurs, l'encours auprès d'un OPCVM est plafonné via des limites déterminées en fonction de la qualité de signature de la société de gestion et du dit OPCVM. Ces limites fixent l'encours maximal autorisé auprès d'un OPCVM en pourcentage de l'actif net et l'encours maximal autorisé auprès de la société de gestion.

Toute dérogation par rapport aux règles ci-dessous doit faire l'objet de validation par le Comité de Gestion.

### 10.2.4.5 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le portefeuille de placement doit demeurer suffisamment liquide pour répondre aux besoins de financement générés par l'exploitation et l'investissement du Groupe. A ce titre, il doit être composé d'instruments liquides, flexibles et disponibles.

La répartition des actifs investis entre les portefeuilles de placement est fonction des prévisions des flux de trésorerie et est comme suit :

- Instruments à horizon de placement très court-terme et de nature liquides, permettant de répondre aux besoins quotidiens d'exploitation ;
- Instruments à horizon de placement court terme, conformes aux paramètres de gestion du risque de contrepartie, permettant de générer un taux de rendement en ligne avec les objectifs de rendement de la politique de placement.

## Note 11 – Impôt sur le résultat

### 11.1. TRAITEMENT COMPTABLE DE L'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat comprend la charge (ou le produit) d'impôt exigible et la charge (ou le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat, sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres. Les taux d'imposition utilisés sont les taux votés ou quasiment votés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés selon l'approche bilancielle. Le Groupe applique la méthode du report variable. Le groupe OCP comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan à l'exception de l'écart d'acquisition.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles, nets des passifs d'impôts différés imputables, et les reports fiscaux déficitaires ne sont comptabilisés que s'il est probable qu'un profit futur, déterminé avec suffisamment de précision, soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité a :

- Un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ;
- L'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, sont présentés en net lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles.

A partir de 1er janvier 2019, l'interprétation IFRIC 23, Incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat, est venue compléter les dispositions d'IAS 12, Impôts sur le résultat, en précisant les modalités d'évaluation et de comptabilisation des incertitudes relatives aux impôts sur le résultat.

Les travaux menés par le Groupe ont identifié des impacts de première application qui ont été comptabilisés en capitaux propres.

### 11.2. ANALYSE DE LA CHARGE FISCALE

<i>(En millions de dirhams)</i>	<i>Exercice 2025</i>	<i>Exercice 2024</i>
Charge/produit impôt exigible	(10 401)	(3 576)
Charge/produit impôt différé	(2 331)	(1 287)
<b>Total de la charge</b>	<b>(12 732)</b>	<b>(4 863)</b>

**11.3. RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT TOTALE ET LA CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE**

L'évolution des impôts différés actifs et passifs est la suivante

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
+Résultat net - Part du groupe	17 656	20 466
+Résultat net - Part des minoritaires	817	440
-Quote-part de résultat net des sociétés mise en équivalence	(739)	(700)
+/- Impôt de la période	12 732	4 863
<b>Résultat comptable consolidé avant impôt</b>	<b>30 466</b>	<b>25 069</b>
+/- Différences permanentes	2 738	3 789
<b>= Résultat fiscal consolidé</b>	<b>33 204</b>	<b>28 857</b>
Taux d'imposition théorique	35,00%	35,00%
<b>= Impôt théorique</b>	<b>(11 622)</b>	<b>(10 100)</b>
Déficits fiscaux	(773)	458
Différence de taux d'impôt par rapport à au taux projeté de la mère (35%)	(683)	(143)
Filiales non soumises à l'impôt	321	4 109
Autres éléments	25	813
<b>= charges d'impôts de l'exercice</b>	<b>(12 732)</b>	<b>(4 863)</b>
<b>dont</b>		
<i>impôt exigible</i>	(10 401)	(3 576)
<i>impôt différé</i>	(2 331)	(1 287)

**11.4. IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS**

(En millions de dirhams)	31 décembre 2024	Mouvement de l'activité en résultat	Mouvement de l'activité hors résultat	31 décembre 2025
Impôts différés actifs bruts	180	138		317
Impôts différés actifs non appréhendés				
<b>Impôts différés actifs nets</b>	<b>180</b>	<b>138</b>		<b>317</b>
<b>Impôts différés passifs</b>	<b>4 271</b>	<b>2 468</b>	<b>10</b>	<b>6 749</b>

## Notes annexes aux états financiers consolidés

La ventilation par nature des impôts différés actifs et passifs est la suivante :

<i>(En millions de Dirhams)</i>	<b>31 décembre 2025</b>	<b>31 décembre 2024</b>
Différences temporaires	2 317	2 259
Elimination des résultats internes	1 530	1 174
Immobilisations incorporelles	(696)	(696)
Immobilisations corporelles	52	20
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat	49	49
Autres éléments de l'actif	71	58
Provisions pour avantages du personnel	1 619	1 617
Autres provisions	664	664
Autres éléments du passif	24	30
Déficits fiscaux reportables	520	520
Autres	(17)	(17)
Compensation	(5 816)	(5 498)
<b>Total des impôts différés actifs</b>	<b>317</b>	<b>180</b>

<i>(En millions de Dirhams)</i>	<b>31 décembre 2025</b>	<b>31 décembre 2024</b>
Différences temporaires	(1 134)	(1 020)
Elimination des résultats internes	(116)	(205)
Immobilisations incorporelles	661	580
Immobilisations corporelles	9 761	8 731
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat	102	102
Stocks	399	399
Autres éléments de l'actif	641	(57)
Autres provisions	705	(101)
Déficits fiscaux reportables	391	315
Autres	1 155	1 024
Compensation	(5 816)	(5 498)
<b>Total des impôts différés passifs</b>	<b>6 749</b>	<b>4 271</b>

## Note 12 – Capitaux propres, dividendes et résultat par action

### 12.1. CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2025, le capital social s'élève à 8 288 millions de dirhams. Il est composé de 82 875 000 actions de valeur nominale de 100 dirhams. 729 300 actions OCP sont détenues par sa filiale SADV.

(En nombres d'action)	Actions ordinaires
<b>En circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2025</b>	<b>82 875 000</b>
Emissions en numéraire sur l'exercice 2025	
<b>En circulation au 31 décembre 2025</b>	<b>82 875 000</b>
<b>Valeur nominale</b>	<b>100 Dirhams</b>

### 12.2. DIVIDENDES

Les dividendes versés sur le résultat de l'exercice 2024 pour 7 434 millions de dirhams correspondent à un dividende net par action de 90,50 dirhams.

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Montant du dividende (en millions de dirhams)	7 434	7 187
Montant du dividende par action (en dirhams)	90,50	87,49

### 12.3. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice diminué des actions propres.

	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Résultat net part du Groupe ajusté (en millions de dirhams)*</b>	<b>16 957</b>	<b>19 755</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	82 875 000	82 875 000
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	729 300	729 300
<b>Nombre d'actions pour le calcul du résultat</b>	<b>82 145 700</b>	<b>82 145 700</b>
<b>Résultat net de base et dilué par action (en dirhams)</b>	<b>206,43</b>	<b>240,49</b>

<sup>(1)</sup> En application de la norme IAS 33.19 et 12, le résultat net part du Groupe ajusté prend en compte le coût du coupon attribuable aux porteurs de titres subordonnés émis par le groupe OCP (-699 millions de dirhams).

## Note 13 – Relations avec les actionnaires

L'État marocain détient une part majoritaire de 94,12% dans l'OCP. Le groupe BCP détient quant à lui 5,00%, avec une participation directe ainsi que des participations à travers ses filiales Socinvest, Infra Maroc Capital et Prev Invest.SA. Les actionnaires perçoivent des dividendes annuels conformément à la politique de distribution de dividendes du Groupe. Les dividendes à verser sont proposés par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires. Leur montant dépend de plusieurs paramètres, notamment les bénéfices réalisés, les liquidités disponibles, la structure financière de la société, ainsi que d'autres éléments pertinents selon le Conseil d'administration.

En 2025, l'Etat marocain a reçu des dividendes nets d'impôts de 7,4 milliards de dirhams au titre du bénéfice distribuable de l'exercice 2024. Comme toutes les sociétés résidentes au Maroc, l'OCP est soumis à la réglementation fiscale en vigueur, qui impose le paiement de droits, taxes et impôts à l'Etat marocain.

Le tableau suivant présente les transactions réalisées avec l'Etat ou avec des entreprises sous contrôle étatique pour les exercices 2024 et 2025 :

(En millions de dirhams)	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Etat et entreprises sous le contrôle de l'Etat	BCP	Etat et entreprises sous le contrôle de l'Etat	BCP
Intérêts des placements	30	2	48	16
Coût d'utilités	1 638		2 518	
Autres charges d'exploitation	550		236	
Intérêts d'emprunts	26	99	69	172
Déductions des charges sociales	840		746	
Charges de transport ONCF	935		784	
Abonnement ONCF/cotisations forfaitaires	400		400	
Achats d'immobilisations et de stocks	927		467	

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Etat et entreprises sous le contrôle de l'Etat	BCP	Etat et entreprises sous le contrôle de l'Etat	BCP
Dettes Commerciales	399		237	
Acomptes en cours	84		46	
Autres créances et dettes (crédeurs)	82		369	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	896	582	766	574
Placements			1 000	
Emprunts	72	2 479	1 535	3 647



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca

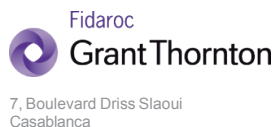


76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

**GROUPE OCP**

**RAPPORT D'AUDIT  
SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025**



Aux Actionnaires de la société

**OCP S.A.**

2, Rue Al Abtal - Hay Erraha - Immeuble OCP  
Casablanca

## **RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025**

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société OCP S.A. et de ses filiales (le « Groupe ») qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés contenant des informations significatives sur les méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de MMAD 141.141 dont un bénéfice net consolidé de MMAD 18.473.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2025, ainsi que sa performance financière consolidée et ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément au Code international de déontologie des professionnels comptables (y compris les normes internationales d'indépendance) publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA) et avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes lors de l'audit des états financiers consolidés de l'exercice 2025. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble, établis dans les conditions rappelées précédemment, et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.



7, Boulevard Driss Staoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

Questions clés de l'audit	Notre réponse
<b>Evaluation des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	
<p>Au 31 décembre 2025, les valeurs nettes comptables des immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent respectivement à MMAD 209.146 et MMAD 9.321 (soit 64% du total des actifs).</p> <p>Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition, de production ou d'entrée dans le Groupe, diminué des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût est augmenté des coûts d'emprunt encourus pendant la phase de construction des actifs concernés. Elles sont amorties selon les modalités définies en annexe. Leur durée d'utilité est réexaminée à chaque clôture pour que celle-ci reflète les durées d'utilisation prévues.</p> <p>Le Groupe procède à des tests de perte de valeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des actifs corporels à durée de vie déterminée lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels que définis dans les annexes.</li> <li>- au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéterminée.</li> </ul> <p>Ces actifs sont testés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) définies par le Groupe, sur la base de l'actualisation des flux de trésorerie futurs.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles est un point clé de l'audit en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du poids de ces actifs dans les comptes du Groupe, et de la poursuite par le Groupe de son programme d'investissements ;</li> <li>- du fait de l'impact significatif des dates de mise en service effectives sur les amortissements de la période et sur la valeur nette de l'immobilisation corporelle.</li> <li>- de l'importance des jugements et l'utilisation de l'estimation par la Direction dans :</li> </ul>	<p>Les travaux que nous avons effectués ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ prendre connaissance et tester l'efficacité des procédures de contrôle interne relatives à la comptabilisation des immobilisations incorporelles et corporelles, à la capitalisation des investissements et à la mise en service des immobilisations, à l'estimation de la durée d'utilité des actifs amortissables ainsi qu'à leur évaluation et leur dépréciation ;</li> <li>▪ tester l'efficacité des contrôles clés relatifs à ces procédures, en particulier ceux relatifs à la mise en service des immobilisations incorporelles et corporelles, à la durée et à la date de début de leur amortissement ;</li> <li>▪ nous avons également, sur la base d'échantillonnage, procédé à un examen des dates effectives de mise en service des immobilisations incorporelles et corporelles et de leurs durées d'amortissement en consultant la documentation disponible et en nous entretenant avec des chefs de projet ;</li> <li>▪ nous avons procédé à un examen critique de l'existence éventuelle d'indices de pertes de valeur au 31 décembre 2025 à travers l'analyse des indicateurs de production et de performance industrielle et commerciale par rapport aux capacités de production et aux performances historiques. Le Groupe n'a pas identifié durant l'exercice des indices de perte de valeur de ses immobilisations corporelles.</li> </ul>

- La définition des durées d'utilité retenues par composants ;
- La détermination des flux de trésorerie futurs actualisés, des taux d'actualisation et de croissance à long terme, utilisés pour les tests de dépréciation.

**Provision pour avantages au personnel**

Le Groupe dispose de plusieurs régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations et prestations définies.

Ces régimes comprennent notamment : l'allocation décès et la couverture médicale post-emploi.

La valeur actuarielle des avantages du personnel accumulés liés à ces engagements s'élève à MMAD 4.981 au 31 décembre 2025.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle de l'engagement selon la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte des hypothèses démographiques et financières et dont les hypothèses actuarielles sont revues sur un rythme annuel. Les différences liées aux changements d'hypothèses actuarielles et les ajustements liés à l'expérience constituent des écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres non recyclables conformément aux dispositions de la norme IAS 19 révisée.

L'évaluation des passifs des engagements au titre des avantages au personnel ainsi que de la charge actuarielle de l'exercice, requiert du jugement pour déterminer les hypothèses appropriées à retenir telles que les taux d'actualisation et d'inflation, la date prévisionnelle de basculement vers l'AMO (Assurance Maladie Obligatoire), le taux d'évolution des coûts médicaux, les futures augmentations de salaires, les tables de mortalité...

Il est à noter que le Groupe OCP a prévu le basculement du régime maladie vers l'AMO en 2027.

Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi appliqué par le Groupe.

Avec l'assistance de nos experts en actuariat, nos travaux ont notamment consisté à :

- procéder à un examen des principales hypothèses retenues, notamment les taux d'actualisation et d'inflation au regard des conditions de marché ;
- apprécier la cohérence des hypothèses relatives notamment aux évolutions de salaires et aux données démographiques (tables de mortalité, taux d'inflation des coûts médicaux) avec les spécificités des régimes et celles de l'entité ;
- examiner les calculs préparés par le Groupe, notamment ceux étayant la sensibilité de la dette aux variations du taux d'actualisation et aux variations du taux d'évolution des coûts médicaux ;
- analyser l'hypothèse relative au basculement du régime maladie vers l'AMO en 2027, au regard de l'évolution des textes réglementaires ;
- examiner, sur base de sondages, la correcte transcription dans le calcul des engagements effectué par le Groupe des données individuelles et des hypothèses actuarielles et démographiques retenues par la Direction ;



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

La variation de certaines de ces hypothèses pourrait avoir une incidence significative sur la détermination du passif comptabilisé ainsi que sur le résultat du Groupe. De ce fait, nous avons considéré l'évaluation de la provision pour avantages au personnel comme un point clé de l'audit.

- examiner la cohérence des analyses de sensibilité présentées notamment dans les notes de l'annexe aux états financiers consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux états financiers consolidés**

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers consolidés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à lui.

Il incombe aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière du Groupe.

### **Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou cumulées, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies les concernant par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les états financiers consolidés, et apprécions si les états financiers consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère ;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de Groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constatations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée lors de notre audit.



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

Parmi les points communiqués aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport d'audit parce que les conséquences négatives raisonnablement attendues de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public.

Casablanca, le 26 mars 2026

#### Les Auditeurs indépendants

#### FIDAROC GRANT THORNTON

  
FIDAROC GRANT THORNTON  
Membre Réseau Grant Thornton  
International  
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca  
Tél : 05 22 54 88 00 - Fax : 05 22 29 66 70

**Faïçal MEKOUAR**  
Associé

#### Forvis Mazars

  
forvis mazars  
76, Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia  
7<sup>ème</sup> Etage - Casablanca  
Tél. 05 22 42 34 23 

**Adnane LOUKILI**  
Associé



# ÉTATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2025





# Comptes consolidés au 31 décembre 2025 en normes comptables internationales IFRS

Le Groupe OCP publie ses comptes consolidés au 31 décembre 2025 selon le référentiel IFRS. Cette décision est conforme aux dispositions de la loi n°43-12 relative à l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2012, et à celles de la circulaire AMMC n°03/19 du 20 février 2019 telle que modifiée et complétée par la circulaire AMMC n°02/20 du 22 décembre 2020.

L'ensemble des états financiers consolidés et les notes annexes sont consultables sur le site internet suivant : <http://www.ocpgroup.ma/fr/investisseurs/resultats-financiers>

## Note 1 - Principes comptables

### 1.1 BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Conformément à la loi n°43-12 relative à l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2012, ainsi qu'à la circulaire AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, telle que modifiée et complétée par la circulaire AMMC n°02/20 du 22 décembre 2020, les états financiers consolidés du Groupe OCP sont établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne à la date de clôture.

La monnaie de présentation des comptes consolidés est le dirham marocain.

Les comptes consolidés du groupe OCP au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 mars 2026. Les principes comptables retenus au 31 décembre 2025 sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2024. Les nouvelles normes et amendements devenus obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ont été appliqués par le Groupe. Leur application n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

### 1.2 NORMES ET AMENDEMENTS APPLICABLES À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025

Les états financiers consolidés du Groupe intègrent les normes, amendements et interprétations IFRS adoptés par l'Union européenne et dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Les principaux amendements applicables pour la première fois sur l'exercice 2025 sont les suivants :

#### **Amendement à IAS 21 – Absence d'échangeabilité (« Lack of Exchangeability »)**

Cet amendement précise les modalités de détermination du taux de change à utiliser lorsqu'une monnaie n'est pas échangeable et introduit des exigences d'information supplémentaires visant à améliorer la transparence relative aux jugements exercés et aux estimations retenues.

L'application de cet amendement n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2025.

## **Normes et amendements publiés mais non encore applicables**

Conformément à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs », le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et adoptés par l'Union européenne dont l'application n'est pas encore obligatoire au 31 décembre 2025.

Le Groupe analyse actuellement les impacts potentiels de ces nouvelles dispositions sur ses états financiers futurs.

## **Note 2 - Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture**

### **2.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

#### **Renforcement de la structure financière du groupe OCP**

- Émission obligataire internationale d'un montant de 1,75 milliard de dollars en avril 2025, en deux tranches de 750 millions de dollars avec une maturité de 5 ans et de 1 milliard de dollars à échéance longue de 10 ans.
- Émission obligataire additionnelle (Tap Issue) de 300 millions de dollars en février 2025, liée à l'emprunt international de 2 milliards de dollars réalisé en mai 2024.
- Confirmation de la notation Investment Grade (Baa3, perspective stable – Moody's) en avril 2025, reflétant la solidité du profil de crédit du Groupe.

#### **Partenariats stratégiques et financement durable**

- Signature d'un accord de financement de 350 millions d'euros avec l'Agence Française de Développement (AFD) pour soutenir le programme d'investissement vert d'un montant total de 13 milliards de dollars sur la période 2023-2027.
  - Objectifs : 100 % énergies propres et eau non conventionnelle d'ici 2027, développement de l'hydrogène et de l'ammoniac verts, neutralité carbone à horizon 2040.
  - Lancement par INNOVX en avril 2025 de la plateforme MAVA pour le financement de chaînes de valeur agricoles en Afrique.
- Levée de 6 milliards de dirhams par OCP Green Water avec CDG Capital afin de financer l'expansion des capacités de dessalement, visant une production annuelle de 630 Mm<sup>3</sup> d'ici 2030 pour couvrir les besoins industriels du Groupe et contribuer à l'approvisionnement urbain et agricole.

#### **Transfert des actifs vers OCP Nutricrops S.A – Complément**

En décembre 2025, OCP S.A. a procédé à un complément de transfert d'actifs Engrais au profit d'OCP Nutricrops S.A pour 1,8 milliards de dirhams.

#### **Transferts des projets SP2M vers les MFCs**

OCP S.A. a procédé au transfert des actifs du Strategic Program Mzinda-Meskala SP2M vers les 3 MFCs- Mzinda Fertilizers Companies créées en décembre 2025 pour 3,2 milliards de dirhams. Ces trois entités sont détenues à 100% par OCP NUTRICROPS SA et ont pour objectif de porter le développement industriel du bassin de Mzinda.

**Création de OCP Specialty Products & Solutions S.A., filiale dédiée à la chimie de spécialité**

En décembre 2025, OCP a obtenu l'autorisation du Gouvernement pour la création d'OCP Specialty Products & Solutions S.A. (OCP SPS S.A.), filiale regroupant les activités existantes de la Strategic Business Unit Specialty Products & Solutions (SPS).

OCP SPS S.A. a pour vocation d'accélérer la croissance dans les métiers des phosphates de spécialité et leurs dérivés à travers la consolidation et le développement d'un portefeuille de produits et solutions à forte valeur ajoutée, incluant notamment les sels industriels dérivés de l'acide phosphorique purifié, les solutions de nutrition animale et végétale de précision ainsi que la valorisation des coproduits issus de la chaîne de valeur du phosphate.

**2.2 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE**

Depuis la clôture de l'exercice, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient se sont accrues à la suite des développements récents impliquant les États-Unis et l'Iran. À la date d'arrêté des états financiers, le Groupe n'a pas constaté de perturbation opérationnelle significative liée à ces événements.

Le Groupe continue de suivre attentivement l'évolution de la situation. OCP bénéficie d'un approvisionnement diversifié pour ses intrants stratégiques ainsi que d'une flexibilité opérationnelle qui contribuent à limiter son exposition à d'éventuelles perturbations des chaînes d'approvisionnement. En conséquence, aucun ajustement des états financiers n'a été comptabilisé à ce titre.

## Note 3 - États financiers consolidés

### 3.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE

<i>(En millions de dirhams)</i>	<i>Exercice 2025</i>	<i>Exercice 2024</i>
Produits des activités ordinaires	113 943	96 989
Production stockée	2 350	2 171
Achats consommés	(44 146)	(36 476)
Charges externes	(12 017)	(11 399)
Charges de personnel	(15 669)	(13 059)
Impôts et taxes	(435)	(407)
Résultats des co-entreprises	739	700
Résultat de change sur dettes et créances opérationnelles	(1 828)	119
Autres produits et charges récurrents	261	432
<b>EBITDA</b>	<b>43 198</b>	<b>39 068</b>
Amortissements et pertes de valeur	(7 804)	(9 673)
<b>Résultat opérationnel récurrent</b>	<b>35 394</b>	<b>29 395</b>
Autres produits et charges non récurrents	(3 792)	(1 564)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>31 602</b>	<b>27 831</b>
Coût d'endettement financier brut	(4 472)	(3 510)
Produits financiers des placements	399	428
<b>Coût d'endettement financier net</b>	<b>(4 074)</b>	<b>(3 082)</b>
Résultat de change sur dettes et créances financières	3 757	(71)
Autres produits et charges financiers	(80)	1 089
<b>Résultat financier</b>	<b>(397)</b>	<b>(2 063)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>31 205</b>	<b>25 768</b>
Impôts sur résultat	(12 732)	(4 863)
<b>Résultat net de la période</b>	<b>18 473</b>	<b>20 906</b>
Résultat net part du Groupe	17 656	20 466
Résultat net part des intérêts ne donnant pas le contrôle	817	440
<b>Résultat de base et dilué par action en dirhams</b>	<b>206,43</b>	<b>240,49</b>

**3.2 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ**

(En millions de dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Résultat net</b>	<b>18 473</b>	<b>20 906</b>
Écarts actuariels	(645)	(1 022)
Impôts	201	319
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>(443)</b>	<b>(703)</b>
Écarts de conversion	(266)	(83)
Quotes part de gains et pertes comptabilisés en capitaux propres (variation CFH)*	157	(41)
Impôts	(55)	14
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>(164)</b>	<b>(109)</b>
<b>Produits et charges de la période comptabilisés directement dans les capitaux propres</b>	<b>(608)</b>	<b>(813)</b>
<b>Résultat global consolidé</b>	<b>17 866</b>	<b>20 093</b>
<i>Dont part du Groupe</i>	17 048	19 653
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	817	440

(\*) La part efficace de la couverture de flux de trésorerie relative à l'emprunt obligataire USD échéance octobre 2025 avait été comptabilisée en autres éléments du résultat global (OCI) et cumulée en réserves de couverture. À l'échéance de la dette en octobre 2025, la relation de couverture a pris fin. Conformément à IFRS 9, le montant cumulé en réserves de couverture de 461 millions de dirhams a été intégralement recyclé en chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2025.

**3.3 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**

(En millions de dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie & Équivalents de trésorerie	15 564	15 873
Actifs financiers de trésorerie	7	12
Stocks	30 238	22 911
Créances clients	17 916	20 275
Autres actifs courants	44 375	48 267
<b>Total actifs courants</b>	<b>108 101</b>	<b>107 338</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Actifs financiers non courants	8 496	4 841
Participation dans les co-entreprises	8 456	8 433
Actifs d'impôt différé	317	180
Immobilisations corporelles	209 146	177 808
Immobilisations incorporelles	9 321	7 533
<b>Total actifs non courants</b>	<b>235 736</b>	<b>198 795</b>
<b>Total Actif</b>	<b>343 837</b>	<b>306 133</b>

## COMPTES CONSOLIDÉS - NORMES IFRS

<i>(En millions de dirhams)</i>	<b>31 décembre 2025</b>	<b>31 décembre 2024</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts et dettes financières courants	23 173	34 678
Provisions courantes	2 069	805
Dettes commerciales	30 244	30 979
Autres passifs courants	22 167	16 199
<b>Total passifs courants</b>	<b>77 652</b>	<b>82 661</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Emprunts et dettes financières non courants	111 518	79 894
Provisions non courantes pour avantages au personnel	4 981	4 800
Autres provisions non courantes	1 771	4 088
Passifs d'impôt différé	6 749	4 271
Autres passifs non courants	25	11
<b>Total passifs non courants</b>	<b>125 043</b>	<b>93 064</b>
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>		
Capital social	8 288	8 288
Primes liées au capital	18 698	18 698
Réserves consolidées - part Groupe	92 368	80 111
Résultat net - part Groupe	17 656	20 466
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>	<b>137 010</b>	<b>127 563</b>
Part des intérêts ne donnant pas droit au contrôle	4 132	2 845
<b>Total Capitaux propres</b>	<b>141 141</b>	<b>130 408</b>
<b>Total passif et capitaux propres</b>	<b>343 837</b>	<b>306 133</b>

**3.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS**

<i>(En millions de dirhams)</i>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
<b>EBITDA</b>	<b>43 198</b>	<b>39 068</b>
subventions et dons accordés	(1 293)	(1 323)
Autres charges non courantes des exercices antérieurs	(10)	(162)
Autres charges et produits non courants	(1 892)	(108)
Résultats des co-entreprises	(739)	(700)
Autres	(1 879)	(5)
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>37 384</b>	<b>36 770</b>
<b>Incidence de la variation du BFR</b>	<b>(11 915)</b>	<b>(9 405)</b>
<i>Stocks</i>	(6 017)	(2 834)
<i>Créances commerciales</i>	(17)	780
<i>Dettes commerciales - fournisseurs</i>	1 886	(3 181)
<i>Autres actifs et passifs courants</i>	(7 767)	(4 171)
Impôts versés	(6 292)	(562)
<b>Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle</b>	<b>19 177</b>	<b>26 804</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(34 084)	(43 588)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	186	114
Placements financiers nets	319	(108)
Incidence des variations de périmètre*	4 551	(1 549)
Prime de remboursement des obligations	(286)	
Acquisition d'actifs financiers	(983)	(336)
Dividendes reçus	442	486
<b>Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(29 856)</b>	<b>(44 981)</b>
Émission d'emprunts	44 192	50 310
Remboursement d'emprunts	(20 348)	(17 168)
Coupons TSDI	(699)	(711)
Intérêts financiers nets versés	(4 707)	(3 644)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe	(7 433)	(7 186)
Dividendes payés aux minoritaires	(201)	(186)
<b>Total Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>10 804</b>	<b>21 415</b>
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(435)	(7)
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(309)</b>	<b>3 229</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	15 873	12 644
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	15 564	15 873
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>(309)</b>	<b>3 229</b>

\* Dont 4,5 milliards de dirhams relatif à l'intégration de la trésorerie de JESA et JESA BI.

### 3.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En millions de dirhams)	Capital social	Primes liées au capital	Écart actuariel <sup>(1)</sup>	Dettes super subordonnés	Autres réserves consolidées
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>	<b>8 288</b>	<b>18 698</b>	<b>(4 173)</b>	<b>12 444</b>	<b>68 355</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2023					14 369
<b>Résultat global consolidé de l'exercice 2024</b>			<b>(703)</b>		
Emission titres super subordonnés					
Coupons titres super subordonnés				(711)	
Variation de périmètre					(1 397)
Dividendes versés					(7 186)
Autres					153
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>	<b>8 288</b>	<b>18 698</b>	<b>(4 876)</b>	<b>11 734</b>	<b>74 293</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2024					20 466
<b>Résultat global consolidé de l'exercice 2025</b>			<b>(443)</b>		
Emission titres super subordonnés					
Coupons titres super subordonnés				(699)	
Variation de périmètre					88
Dividendes versés					(7 434)
Autres					490
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2025</b>	<b>8 288</b>	<b>18 698</b>	<b>(5 319)</b>	<b>11 035</b>	<b>87 903</b>

<sup>(1)</sup> Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision, déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement selon la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Les hypothèses actuarielles sont revues sur un rythme annuel. Les différences liées aux changements d'hypothèses actuarielles et les ajustements liés à l'expérience constituent des écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres non recyclables conformément aux dispositions de la norme IAS 19 révisée.

Écart de conversion	Actifs réévalués à la juste valeur par capitaux propres <sup>(2)</sup>	Quotes part de gains et pertes comptabilisés en capitaux propres (variation CFH) <sup>(3)</sup>	Résultat net	Total capitaux propres Part Groupe	Part des intérêts ne donnant pas droit au contrôle	Total capitaux propres
<b>(381)</b>	<b>(521)</b>	<b>(29)</b>	<b>14 369</b>	<b>117 051</b>	<b>2 880</b>	<b>119 930</b>
			(14 369)			
<b>(83)</b>		<b>(27)</b>	<b>20 466</b>	<b>19 653</b>	<b>440</b>	<b>20 093</b>
				(711)		(711)
				(1 397)	(318)	(1 715)
				(7 186)	(186)	(7 373)
				153	30	183
<b>(464)</b>	<b>(521)</b>	<b>(55)</b>	<b>20 466</b>	<b>127 563</b>	<b>2 845</b>	<b>130 408</b>
			(20 466)			
<b>(266)</b>		<b>102</b>	<b>17 656</b>	<b>17 048</b>	<b>817</b>	<b>17 866</b>
				(699)		(699)
				88	1 002	1 090
				(7 434)	(701)	(8 135)
		(47)		444	168	612
<b>(730)</b>	<b>(521)</b>		<b>17 656</b>	<b>137 010</b>	<b>4 132</b>	<b>141 141</b>

<sup>(2)</sup> Moins-value latente représentant la dépréciation de la participation du Groupe dans Heringer.

<sup>(3)</sup> Le Groupe avait mis en place une couverture de change qualifiée de couverture de flux de trésorerie. La part efficace était comptabilisée en OCI. La relation de couverture ayant été dénouée au 31 décembre 2025, le stock cumulé en réserves de couverture a été intégralement recyclé en chiffre d'affaires.

## Note 4 - Périmètre de consolidation et variation du périmètre

### 4.1 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Entité	Pays d'implantation	Devise	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
			Méthode de consolidation	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% d'intérêt
<b>Activité industrielle-Mine</b>						
<b>OCP SA - Holding</b>	<b>Maroc</b>	<b>MAD</b>	<b>Mère (IG)</b>	<b>100,00</b>	<b>Mère (IG)</b>	<b>100,00</b>
Phosboucraâ	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Activité industrielle - Chimie</b>						
Nutricrops	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Jorf Fertilizer Company I - JFC I	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Jorf Fertilizer Company II - JFC II	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
KOFERT (ex JFC III)	Maroc	MAD	IG	50,00	IG	50,00
Jorf Fertilizer Company IV - JFC IV	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Jorf Fertilizer Company V - JFC V	Maroc	MAD	IG	60,00	IG	60,00
Mzinda Fertilizers Company I - MFCI *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Mzinda Fertilizers Company II - MFCII *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Mzinda Fertilizers Company III- MFCIII *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Euro Maroc Phosphore - EMA	Maroc	MAD	ME	33,33	ME	33,33
Indo Maroc Phosphore - IMA	Maroc	MAD	ME	33,33	ME	33,33
Pakistan Maroc Phosphore - PMP	Maroc	MAD	ME	50,00	ME	50,00
Paradeep Phosphates Ltd, - PPL	Inde	INR	ME	28,05	ME	28,05
Fertinagro Biotech	Espagne	EUR	ME	20,00	ME	20,00
OCP Fertinagro Advanced solutions - OFAS	Maroc	MAD	ME	50,00	ME	50,00
Groupe PRAYON	Belgique	EUR	ME	50,00	ME	50,00
South East European Fertilizer Company - SEEFKO	Roumanie	USD	ME	50,00	ME	50,00
Global Feed SLU *	Espagne	EUR	IG	75,00		
<b>Trading</b>						
OCP AFRICA	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
OCP Fertilizantes	Brésil	USD	IG	100,00	IG	100,00
OCP North America	Etats-Unis	USD	IG	100,00	IG	100,00
SAFTCO	Suisse	USD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Energie</b>						
OCP Green Energy - OCPGE	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
OCP Green Water - OCPGW	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Ingénierie et consulting</b>						
Dupont Ocp Operations Consulting - DOOC	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Jacobs Engineering - JESA	Maroc	MAD	IG	50,00	ME	50,00
JESA Building & Infrastructure	Maroc	MAD	IG	50,00	ME	50,00
JESA International *	Maroc	MAD	IG	50,00		
JESA Technologies *	Etats-Unis	USD	IG	50,00		
OCP Solutions	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
TEAL Technology & Services - TTS	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
VALYANS	Maroc	MAD	ME	22,00	ME	22,00
<b>Fondations</b>						
Fondation OCP	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Fondation Phosboucraâ	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Ecosystème UM6P</b>						
Association pour la Promotion de l'Enseignement d'Excellence - APEE	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
BIDRA Innovation Ventures Fund	Etats-Unis	USD	IG	100,00	IG	100,00
Fluoralpha	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Foncière Endowment 1 - FE1	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Health Care City Building Company - HCCBC	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
INNOV'X	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Mining Operations Lab - MOL	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique - UM6P	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique Endowment Holding - UM6PEH	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique France - UM6PF	France	EUR	IG	100,00	IG	100,00
Univéristé MED6 polytechnique Paris - UM6PP	France	EUR	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique HOSPITAL - UM6PH	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Université MED6 polytechnique Ventures - UM6P Ventures	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
PARK X *	Maroc	MAD	IG	100,00		
HYDROJEEL *	Maroc	MAD	IG	100,00		
NOVAGREEN *	Maroc	MAD	IG	100,00		
URANEXT *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Phosphate Valley Technology - PVT *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Atlas Cloud Services - ACS *	Maroc	MAD	IG	100,00		
Tourba *	Maroc	MAD	IG	100,00		
<b>Hôtellerie</b>						
OCP Hospitality	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Maghreb Hospitality Company SA - MHC	Maroc	MAD	IG	84,13	IG	84,13
Société Foncière de la Lagune - SFL	Maroc	MAD	IG	71,84	IG	68,81
Société La Mamounia - SLM	Maroc	MAD	IG	65,56	IG	65,56
Société Palais Jamai - SPJ	Maroc	MAD	IG	84,13	IG	84,13
Société de Gestion de l'Hôtel Michlifén	Maroc	MAD	IG	67,30	IG	67,30
Société du Michlifén et Golf	Maroc	MAD	IG	84,13	IG	84,13
Société Hotelière de Benguérir	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Développement urbain</b>						
Société d'Aménagement et de Développement Vert - SADV	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Société d'Aménagement et de Développement de Mazagan - SAEDM	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
<b>Autres</b>						
OCP Innovation Fund For Agriculture - OIFFA	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
OCP International	Pays-Bas	USD	IG	100,00	IG	100,00
Société de Transports Régionaux - SOTREG	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Compagnie Marocaine de Transport et d'Affrètements Maritimes - COMATAM	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
Centre d'Études et de Recherches des Phosphates Minéraux - CERPHOS	Maroc	MAD	IG	100,00	IG	100,00
3A Innovation Center Limited *	Hong Kong	HKD	ME	50,00		
FT Jorf Industrial Water Desalination - FTJIWD *	Maroc	MAD	IG	100,00		

\* Entités entrantes

## 4.2 VARIATION DU PÉRIMÈTRE

Le périmètre de consolidation du Groupe a connu les variations suivantes :

- Création des Mzinda Fertilizers Company I, Mzinda Fertilizers Company II et Mzinda Fertilizers Company III (collectivement « MFCs ») sont trois entités créées dans le cadre du développement du complexe industriel de Mzinda, porté par OCP Nutricrops au Maroc. Implantées dans la région de Mzinda, province de Youssoufia, ces sociétés ont été structurées avec des périmètres juridiques distincts afin de porter les différents volets du projet (construction, détention d'actifs industriels, production d'engrais et financement), permettant ainsi une organisation opérationnelle et financière optimisée du complexe.
- L'intégration de Global Feed SLU, entité spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'ingrédients pour l'alimentation animale, à travers l'acquisition de 25% supplémentaire des titres, ramenant ainsi la participation du Groupe OCP à 75%. Cette opération permettant à ce dernier de renforcer sa position dans le secteur mondial de l'alimentation animale.
- L'intégration à 100% dans le périmètre de consolidation des filiales INNOVX suivantes :
  - PARK X, entité dédiée à la gestion des parcs industriels ;
  - HYDROJEEL qui a pour objectif la production de l'hydrogène vert à grande échelle, de l'ammoniaque propre et d'autres dérivés ;
  - NOVAGREEN qui assure la fabrication et la commercialisation de panneaux solaires et de composants photovoltaïque ;
  - URANEXT, dont l'activité est la production, stockage, transport et commercialisation du concentré d'uranium ;
  - Phosphate Valley Technology – PVT, entité qui se charge de la Conception, fabrication et maintenance d'équipements industriels de haute technologie ;
  - TOURBA, il s'agit d'une entreprise spécialisée dans le développement de projets de carbon farming et de solutions technologiques de séquestration du carbone en agriculture, visant à accompagner les exploitations vers des pratiques durables tout en générant des crédits carbone.
- Intégration globale de JESA : Au cours de l'exercice 2025, le Groupe a procédé à une réévaluation du mode de consolidation de JESA. À l'issue de cette analyse, il a été conclu que les critères de contrôle au sens d'IFRS 10 étaient réunis. En conséquence, JESA est consolidée par intégration globale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les états financiers consolidés de l'exercice 2025 intègrent ainsi JESA sur l'ensemble de la période, avec constatation d'intérêts ne conférant pas le contrôle à hauteur de 50%.

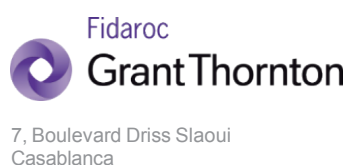
Cette décision s'appuie sur les éléments suivants :

- Une dépendance économique structurelle de JESA vis-à-vis d'OCP, représentant plus de 97% de son chiffre d'affaires en 2024 ;
- Une exposition économique significative d'OCP aux rendements variables de la JV.

Ce changement de méthode vise à mieux refléter la substance économique du lien de contrôle, conformément au principe de prééminence de la substance sur la forme tel que défini dans le Cadre conceptuel des IFRS et mis en œuvre par la norme IFRS 10 – États financiers consolidés.

- L'intégration globale à 50% dans le périmètre de consolidation de JESA International spécialisée dans l'ingénierie et la gestion de projets (conception, approvisionnement, construction et gestion d'actifs).

- Intégration dans le périmètre de consolidation de JESA Technologies, cette entité est spécialisée dans les technologies et solutions techniques pour l'industrie du phosphate.
- Intégration dans le périmètre de consolidation de Atlas Cloud Services, cette entité offre un marketplace de services technologiques (computing, stockage, IA, IoT) pour accompagner la transformation numérique des entreprises locales.
- L'intégration dans le périmètre de consolidation de 3A Innovation Center, une société créée dans le cadre d'un partenariat entre le Groupe OCP et le groupe chinois Forbon, détenue à 50% par OCP S.A., dans le but de développer des activités d'innovation et technologiques.
- L'intégration globale à 100% dans le périmètre de consolidation du Fond de Titrisation Jorf Industrial Water Dessalination pour la gestion de la dette OCP Green Water.



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

**GROUPE OCP**

**RAPPORT D'AUDIT  
SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025**



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

Aux Actionnaires de la société

**OCP S.A.**

2, Rue Al Abtal - Hay Erraha - Immeuble OCP  
Casablanca

**RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025**

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société OCP S.A. et de ses filiales (le « Groupe ») qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés contenant des informations significatives sur les méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de MMAD 141.141 dont un bénéfice net consolidé de MMAD 18.473.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2025, ainsi que sa performance financière consolidée et ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément au Code international de déontologie des professionnels comptables (y compris les normes internationales d'indépendance) publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA) et avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes lors de l'audit des états financiers consolidés de l'exercice 2025. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble, établis dans les conditions rappelées précédemment, et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

Questions clés de l'audit	Notre réponse
<b>Evaluation des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	
<p>Au 31 décembre 2025, les valeurs nettes comptables des immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent respectivement à MMAD 209.146 et MMAD 9.321 (soit 64% du total des actifs).</p> <p>Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition, de production ou d'entrée dans le Groupe, diminué des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût est augmenté des coûts d'emprunt encourus pendant la phase de construction des actifs concernés. Elles sont amorties selon les modalités définies en annexe. Leur durée d'utilité est réexaminée à chaque clôture pour que celle-ci reflète les durées d'utilisation prévues.</p> <p>Le Groupe procède à des tests de perte de valeur:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des actifs corporels à durée de vie déterminée lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels que définis dans les annexes.</li> <li>- au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéterminée.</li> </ul> <p>Ces actifs sont testés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) définies par le Groupe, sur la base de l'actualisation des flux de trésorerie futurs.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles est un point clé de l'audit en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du poids de ces actifs dans les comptes du Groupe, et de la poursuite par le Groupe de son programme d'investissements ;</li> <li>- du fait de l'impact significatif des dates de mise en service effectives sur les amortissements de la période et sur la valeur nette de l'immobilisation corporelle.</li> <li>- de l'importance des jugements et l'utilisation de l'estimation par la Direction dans :</li> </ul>	<p>Les travaux que nous avons effectués ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ prendre connaissance et tester l'efficacité des procédures de contrôle interne relatives à la comptabilisation des immobilisations incorporelles et corporelles, à la capitalisation des investissements et à la mise en service des immobilisations, à l'estimation de la durée d'utilité des actifs amortissables ainsi qu'à leur évaluation et leur dépréciation ;</li> <li>▪ tester l'efficacité des contrôles clés relatifs à ces procédures, en particulier ceux relatifs à la mise en service des immobilisations incorporelles et corporelles, à la durée et à la date de début de leur amortissement ;</li> <li>▪ nous avons également, sur la base d'échantillonnage, procédé à un examen des dates effectives de mise en service des immobilisations incorporelles et corporelles et de leurs durées d'amortissement en consultant la documentation disponible et en nous entretenant avec des chefs de projet ;</li> <li>▪ nous avons procédé à un examen critique de l'existence éventuelle d'indices de pertes de valeur au 31 décembre 2025 à travers l'analyse des indicateurs de production et de performance industrielle et commerciale par rapport aux capacités de production et aux performances historiques. Le Groupe n'a pas identifié durant l'exercice des indices de perte de valeur de ses immobilisations corporelles.</li> </ul>

- La définition des durées d'utilité retenues par composants ;
- La détermination des flux de trésorerie futurs actualisés, des taux d'actualisation et de croissance à long terme, utilisés pour les tests de dépréciation.

**Provision pour avantages au personnel**

Le Groupe dispose de plusieurs régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations et prestations définies.

Ces régimes comprennent notamment : l'allocation décès et la couverture médicale post-emploi.

La valeur actuarielle des avantages du personnel accumulés liés à ces engagements s'élève à MMAD 4.981 au 31 décembre 2025.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle de l'engagement selon la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte des hypothèses démographiques et financières et dont les hypothèses actuarielles sont revues sur un rythme annuel. Les différences liées aux changements d'hypothèses actuarielles et les ajustements liés à l'expérience constituent des écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres non recyclables conformément aux dispositions de la norme IAS 19 révisée.

L'évaluation des passifs des engagements au titre des avantages au personnel ainsi que de la charge actuarielle de l'exercice, requiert du jugement pour déterminer les hypothèses appropriées à retenir telles que les taux d'actualisation et d'inflation, la date prévisionnelle de basculement vers l'AMO (Assurance Maladie Obligatoire), le taux d'évolution des coûts médicaux, les futures augmentations de salaires, les tables de mortalité...

Il est à noter que le Groupe OCP a prévu le basculement du régime maladie vers l'AMO en 2027.

Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi appliqué par le Groupe.

Avec l'assistance de nos experts en actuariat, nos travaux ont notamment consisté à :

- procéder à un examen des principales hypothèses retenues, notamment les taux d'actualisation et d'inflation au regard des conditions de marché ;
- apprécier la cohérence des hypothèses relatives notamment aux évolutions de salaires et aux données démographiques (tables de mortalité, taux d'inflation des coûts médicaux) avec les spécificités des régimes et celles de l'entité ;
- examiner les calculs préparés par le Groupe, notamment ceux étayant la sensibilité de la dette aux variations du taux d'actualisation et aux variations du taux d'évolution des coûts médicaux ;
- analyser l'hypothèse relative au basculement du régime maladie vers l'AMO en 2027, au regard de l'évolution des textes réglementaires ;
- examiner, sur base de sondages, la correcte transcription dans le calcul des engagements effectué par le Groupe des données individuelles et des hypothèses actuarielles et démographiques retenues par la Direction ;



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

<p>La variation de certaines de ces hypothèses pourrait avoir une incidence significative sur la détermination du passif comptabilisé ainsi que sur le résultat du Groupe. De ce fait, nous avons considéré l'évaluation de la provision pour avantages au personnel comme un point clé de l'audit.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ examiner la cohérence des analyses de sensibilité présentées notamment dans les notes de l'annexe aux états financiers consolidés.</li> </ul>
---	--

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux états financiers consolidés**

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers consolidés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à lui.

Il incombe aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière du Groupe.

**Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou cumulées, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies les concernant par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les états financiers consolidés, et apprécions si les états financiers consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère ;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de Groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constatations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée lors de notre audit.



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

Parmi les points communiqués aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport d'audit parce que les conséquences négatives raisonnablement attendues de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public.

Casablanca, le 26 mars 2026

#### Les Auditeurs indépendants

**FIDAROC GRANT THORNTON**

**FIDAROC GRANT THORNTON**  
Membre Réseau Grant Thornton  
International  
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca  
Tél : 05 22 54 36 00 - Fax : 05 22 29 66 70

**Faiçal MEKOUAR**  
Associé

**Forvis Mazars**

**forvis mazars**  
76, Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia  
7<sup>ème</sup> Etage - Casablanca  
Tél. 05 22 42 34 23

**Adnane LOUKILI**  
Associé

**BILAN (ACTIF)**

(En Dirhams)	31 décembre 2025			31 décembre 2024
	Brut	Amortissements et provisions	Net	
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)</b>	<b>11 753 154 815</b>	<b>9 843 912 378</b>	<b>1 909 242 438</b>	<b>1 709 803 839</b>
Frais préliminaires				22 176 753
Charges à répartir sur plusieurs exercices	10 685 630 082	9 620 489 724	1 065 140 358	1 062 550 338
Primes de remboursement des obligations	1 067 524 733	223 422 653	844 102 080	625 076 747
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>8 898 120 035</b>	<b>3 151 151 461</b>	<b>5 746 968 574</b>	<b>4 496 181 185</b>
Immobilisations en recherche et développement	304 452 438	287 341 991	17 110 447	36 128 708
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	1 411 903 058	1 115 046 325	296 856 733	448 697 252
Fonds commercial	1 100 648 153		1 100 648 153	1 100 648 153
Autres immobilisations incorporelles	6 081 116 385	1 748 763 145	4 332 353 240	2 910 707 072
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>136 377 993 649</b>	<b>72 010 390 156</b>	<b>64 367 603 493</b>	<b>56 194 897 641</b>
Terrains	3 749 704 922	1 260 497 344	2 489 207 579	2 541 744 473
Constructions	25 874 988 611	15 607 771 098	10 267 217 513	11 114 387 839
Installations techniques matériel et outillage	57 372 164 251	50 558 516 137	6 813 648 114	8 617 824 192
Matériel de transport	383 577 726	365 425 836	18 151 890	18 882 575
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	1 788 562 122	1 587 672 011	200 890 110	164 613 422
Autres immobilisations corporelles	13 635 007 069	2 630 507 730	11 004 499 340	9 921 954 001
Immobilisations corporelles en cours	33 573 988 948		33 573 988 948	23 815 491 139
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)</b>	<b>61 331 645 200</b>	<b>2 154 663 819</b>	<b>59 176 981 381</b>	<b>49 695 514 793</b>
Prêts immobilisés	288 863 960	26 000	288 837 960	298 476 610
Autres créances financières	136 829 063	464 060	136 365 002	130 085 941
Titres de participation	60 905 952 177	2 154 173 758	58 751 778 419	49 266 952 242
Autres titres immobilisés				
<b>ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (E)</b>	<b>1 179 941 630</b>		<b>1 179 941 630</b>	<b>3 266 275 702</b>
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes de financement	1 179 941 630		1 179 941 630	3 266 275 702
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>219 540 855 330</b>	<b>87 160 117 813</b>	<b>132 380 737 516</b>	<b>115 362 673 159</b>
<b>STOCKS (F)</b>	<b>11 646 235 490</b>	<b>2 201 701 508</b>	<b>9 444 533 983</b>	<b>7 276 182 405</b>
Marchandises	94 323		94 323	
Matières et fournitures consommables	3 838 611 564	1 830 212 970	2 008 398 594	1 262 116 589
Produits en cours				5 438 137 118
Produits intermédiaires et produits résiduels	6 364 496 808	346 155 942	6 018 340 866	12 543 950
Produits finis	1 443 032 796	25 332 596	1 417 700 201	563 384 748
<b>CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>74 099 870 034</b>	<b>1 580 594 268</b>	<b>72 519 275 766</b>	<b>81 568 296 306</b>
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	13 352 097 720		13 352 097 720	16 023 774 466
Clients et comptes rattachés	15 482 669 123	1 538 774 347	13 943 894 777	22 139 073 527
Personnel	23 230 612	1 029 231	22 201 382	51 598 921
Organismes sociaux	2 300 594 183	36 260 656	2 264 333 527	1 916 519 418
État (Comptes d'impôts et taxes)	4 236 769 852		4 236 769 852	5 933 489 897
Autres débiteurs	38 564 183 495	4 530 035	38 559 653 460	35 371 831 150
Comptes de régularisation, Actif	140 325 049		140 325 049	132 008 927
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>	<b>3 657 586 086</b>		<b>3 657 586 086</b>	<b>5 177 058 785</b>
<b>ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (I)</b>	<b>46 123 304</b>		<b>46 123 304</b>	<b>167 442 809</b>
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>89 449 814 915</b>	<b>3 782 295 776</b>	<b>85 667 519 139</b>	<b>94 188 980 305</b>
<b>TRÉSORERIE-ACTIF</b>	<b>903 368 931</b>		<b>903 368 931</b>	<b>692 932 477</b>
Chèques et valeurs à encaisser	51 775 965		51 775 965	14 897 669
Banques, TG et CCP	850 887 651		850 887 651	677 445 912
Caisses, régies d'avances et accreditifs	705 315		705 315	588 896
<b>TOTAL III</b>	<b>903 368 931</b>		<b>903 368 931</b>	<b>692 932 477</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)</b>	<b>309 894 039 175</b>	<b>90 942 413 589</b>	<b>218 951 625 586</b>	<b>210 244 585 942</b>

**BILAN (PASSIF)**

(En Dirhams)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital fonds de dotation <sup>(1)</sup>	8 287 500 000	8 287 500 000
Moins: actionnaires capital souscrit non appelé capital appelé dont versé		
Prime d'émission de fusion d'apport	18 697 810 117	18 697 810 117
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	828 750 000	828 750 000
Autres réserves	12 883 485 000	25 701 710 000
Report à nouveau <sup>(2)</sup>	3 688	5 654
Résultats nets en instance d'affectation <sup>(2)</sup>		
Résultat net de l'exercice	10 691 798 639	-5 318 039 467
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>51 389 347 444</b>	<b>48 197 736 305</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>	<b>109 158 260 678</b>	<b>100 115 797 765</b>
Emprunts obligataires	76 139 035 872	67 064 684 222
Crédits gouvernementaux et crédits acheteurs		
Crédits financiers	33 019 224 806	33 051 113 543
<b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</b>	<b>6 243 538 240</b>	<b>6 564 422 774</b>
Provisions pour risques	835 802 258	1 333 377 175
Provisions pour charges	429 105 971	432 559 944
Engagements Sociaux	4 978 630 010	4 798 485 655
<b>ECARTS DE CONVERSION-PASSIF (E)</b>	<b>2 731 470 331</b>	<b>375 694 096</b>
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement	2 731 470 331	375 694 096
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>169 522 616 692</b>	<b>155 253 650 940</b>
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>39 921 220 557</b>	<b>38 167 229 905</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	16 514 476 839	21 116 545 881
Clients créditeurs avances et acomptes	2 686 360 856	3 393 574 309
Personnel	569 492 075	536 584 261
Organismes sociaux	2 114 582 878	1 931 352 063
Etat - Impôt et taxes	4 633 452 795	1 098 860 254
Comptes d'associés		
Autres créanciers	12 374 959 740	9 308 532 317
Comptes de régularisation-passif	1 027 895 375	781 780 821
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	<b>1 429 323 939</b>	<b>2 597 385 892</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION-PASSIF (H)</b>	<b>18 166 177</b>	<b>234 700 345</b>
<b>TOTAL II (F+G+H)</b>	<b>41 368 710 673</b>	<b>40 999 316 142</b>
<b>TRESORERIE-PASSIF</b>		
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie	8 000 000 000	13 950 000 000
Banques (soldes créditeurs)	60 298 221	41 618 860
<b>TOTAL III</b>	<b>8 060 298 221</b>	<b>13 991 618 860</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>218 951 625 586</b>	<b>210 244 585 942</b>

<sup>(1)</sup> capital personnel débiteur

<sup>(2)</sup> bénéficiaire (+) déficitaire (-)

**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES**

(En Dirhams)	Opérations		TOTALS décembre 2025 3=2+1	Exercice 2024
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Ventes de marchandises (en l'état)				5 854 214 577
Ventes de biens & services produits	55 685 296 042	-21 448 159	55 663 847 884	51 052 113 260
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>55 685 296 042</b>	<b>-21 448 159</b>	<b>55 663 847 884</b>	<b>56 906 327 838</b>
Variation de stocks de produits (+-) <sup>(1)</sup>	1 459 282 002		1 459 282 002	-480 434 546
Immobilisations produites par l'Ese pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation transferts de charges	1 386 370 580	108 776 069	1 495 146 649	1 378 933 140
<b>TOTAL I</b>	<b>58 530 948 625</b>	<b>87 327 910</b>	<b>58 618 276 535</b>	<b>57 804 826 432</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats revendus de marchandises <sup>(2)</sup>				5 812 239 892
Achats consommés de matières et fournitures <sup>(2)</sup>	13 342 499 392	185 085 127	13 527 584 519	11 795 917 912
Autres charges externes	10 202 755 684	-40 316 702	10 162 438 982	19 577 113 313
Impôts et taxes	237 717 405	11 760	237 729 165	244 458 144
Charges de personnel	11 195 951 943	17 933 927	11 213 885 869	10 193 863 206
Autres charges d'exploitation	28 568 613		28 568 613	
Dotations d'exploitation	6 547 278 438	-452 995 970	6 094 282 468	7 004 250 514
<b>TOTAL II</b>	<b>41 554 771 475</b>	<b>-290 281 858</b>	<b>41 264 489 616</b>	<b>54 627 842 981</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION III (I-II)</b>			<b>17 353 786 919</b>	<b>3 176 983 450</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	4 498 780 497		4 498 780 497	462 725 712
Gains de change	910 595 567		910 595 567	560 444 219
Intérêts et autres produits financiers	1 774 889 109		1 774 889 109	1 587 884 750
Reprises financières; transferts de charges	1 240 058 765		1 240 058 765	2 102 126 524
<b>TOTAL IV</b>	<b>8 424 323 939</b>		<b>8 424 323 939</b>	<b>4 713 181 204</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
Charges d'intérêts	5 858 348 941	-2 005 490	5 856 343 451	4 780 026 222
Pertes de change	772 058 861		772 058 861	2 332 173 670
Autres charges financières	173 969	19 999	193 968	10 311
Dotations financières	1 247 648 152		1 247 648 152	1 309 657 389
<b>TOTAL V</b>	<b>7 878 229 923</b>	<b>-1 985 491</b>	<b>7 876 244 432</b>	<b>8 421 867 592</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER VI (IV-V)</b>			<b>548 079 506</b>	<b>-3 708 686 388</b>
<b>RÉSULTAT COURANT VII (III+VI)</b>			<b>17 901 866 425</b>	<b>-531 702 937</b>
<b>PRODUITS NON COURANTS</b>				
Produits des cessions d'immobilisations	5 636 756 905		5 636 756 905	33 687 740 392
Subventions d'équilibre				
Reprises sur subventions d'investissement				
Autres produits non courants	170 132 556	114 672 643	284 805 200	921 241 126
Reprises non courantes; transferts de charges	2 368 210 852		2 368 210 852	308 085 987
<b>TOTAL VIII</b>	<b>8 175 100 313</b>	<b>114 672 643</b>	<b>8 289 772 956</b>	<b>34 917 067 505</b>
<b>CHARGES NON COURANTES</b>				
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	5 179 934 775		5 179 934 775	33 087 022 615
Subventions accordées	948 198 189	9 234 451	957 432 641	1 715 343 116
Autres charges non courantes	2 676 745 609	891 794	2 677 637 403	2 378 268 983
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	462 715 497		462 715 497	1 669 997 831
<b>TOTAL IX</b>	<b>9 267 594 071</b>	<b>10 126 245</b>	<b>9 277 720 316</b>	<b>38 850 632 546</b>
<b>RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>			<b>-987 947 360</b>	<b>-3 933 565 041</b>
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)</b>			<b>16 913 919 066</b>	<b>-4 465 267 978</b>
<b>IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS XII</b>			<b>6 222 120 427</b>	<b>852 771 489</b>
<b>RÉSULTAT NET (XI-XII)</b>			<b>10 691 798 639</b>	<b>-5 318 039 467</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)</b>			<b>75 332 373 430</b>	<b>97 435 075 141</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)</b>			<b>64 640 574 792</b>	<b>102 753 114 608</b>
<b>RÉSULTAT NET (total des produits-total des charges)</b>			<b>10 691 798 639</b>	<b>-5 318 039 467</b>

<sup>(1)</sup> Variation de stock : Stock final - stok initial, augmentation (+), diminution (-)

<sup>(2)</sup> Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks

## ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G )

### I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T.F.R)

(En Dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
1- Ventes de Marchandises (en l'état)		5 854 214 577
2- Achats revendus de marchandises		5 812 239 892
<b>I-MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT (1-2)</b>		<b>41 974 686</b>
<b>II-PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3+4+5)</b>	<b>57 123 129 886</b>	<b>50 571 678 714</b>
3- Ventes de Biens et services produits	55 663 847 884	51 052 113 260
4- Variation stocks de produits	1 459 282 002	-480 434 546
5- Immobilisations et articles codifiés produits par l'entreprise pour elle-même		
<b>III-CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6+7)</b>	<b>23 690 023 501</b>	<b>31 373 031 226</b>
6- Achats consommés de matières et fournitures	13 527 584 519	11 795 917 912
7- Autres charges externes	10 162 438 982	19 577 113 313
<b>IV-VALEUR AJOUTÉE (I+II-III)</b>	<b>33 433 106 385</b>	<b>19 240 622 174</b>
+ Subventions d'exploitation		
- Impôts et taxes	237 729 165	244 458 144
- Charges de Personnel	11 213 885 869	10 193 863 206
<b>V-EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)</b>	<b>21 981 491 351</b>	<b>8 802 300 824</b>
+ Autres produits d'exploitation		
- Autres charges d'exploitation	28 568 613	
+ Reprises d'exploitation et transferts de charges	1 495 146 649	1 378 933 140
- Dotations d'exploitation	6 094 282 468	7 004 250 514
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ OU -)</b>	<b>17 353 786 919</b>	<b>3 176 983 450</b>
<b>+ RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>548 079 506</b>	<b>-3 708 686 388</b>
<b>RÉSULTAT COURANT (+OU-)</b>	<b>17 901 866 425</b>	<b>-531 702 937</b>
<b>+ RÉSULTAT NON COURANT</b>	<b>-987 947 360</b>	<b>-3 933 565 041</b>
<b>VI-IMPÔT SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>6 222 120 427</b>	<b>852 771 489</b>
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ OU -)</b>	<b>10 691 798 639</b>	<b>-5 318 039 467</b>

### II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT

(En Dirhams)	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>10 691 798 639</b>	<b>-5 318 039 467</b>
Bénéfice +	10 691 798 639	
Perte -		-5 318 039 467
+ Dotations d'exploitation <sup>(1)</sup>	4 938 524 039	6 605 881 075
+ Dotations financières <sup>(1)</sup>	1 201 524 848	1 142 214 580
+ Dotations non courantes <sup>(1)</sup>	22 854 613	62 587 399
- Reprises d'exploitation <sup>(2)</sup>	617 099	
- Reprises financières <sup>(2)</sup>	563 812 535	1 486 372 180
- Reprises non courantes <sup>(2)(3)</sup>	437 166 973	560 573 142
- Produits des cessions d'immobilisations	5 636 756 905	33 687 740 392
+ Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations sorties	5 179 934 775	33 087 022 615
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F)</b>	<b>15 396 283 401</b>	<b>-155 019 511</b>
- Distribution de bénéfices	7 500 187 500	7 250 733 750
<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>7 896 095 901</b>	<b>-7 405 753 261</b>

#### (1) A l'exclusion des dotations :

- D'exploitation relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie;
- Financières relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie;
- Non courantes relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie;

#### (2) A l'exclusion des reprises :

- D'exploitation relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie;
- Financières relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie;
- Non courantes relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

#### (3) Y compris reprises sur subventions d'investissement

## TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

### I- SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

(En Dirhams)	Exercice 2025 a	Exercice 2024 b	Variation a - b	
			Emplois	Ressources
Fonds de roulement fonctionnel (A)	37 141 879 176	39 890 977 781	2 749 098 605	
Besoin de financement global (B)	44 298 808 466	53 189 664 164		8 890 855 697
<b>TRÉSORERIE NETTE (actif-passif) = (A - B)</b>	<b>-7 156 929 290</b>	<b>-13 298 686 382</b>	<b>6 141 757 092</b>	

### II- EMPLOIS ET RESSOURCES

(En Dirhams)	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
<b>I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>				
Autofinancement (A)		7 896 095 901	7 405 753 261	
Cessions et réductions d'immobilisations (B)		5 640 116 493		33 687 740 392
Augmentation des capitaux propres et provisions durables (C)		622 926 629		1 363 176 740
Augmentation des dettes de financement (D)		25 336 053 459		35 406 581 800
<b>TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>		<b>39 495 192 483</b>	<b>7 405 753 261</b>	<b>70 457 498 932</b>
<b>II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>				
Acquisitions et augmentations d'immobilisations (E)	29 206 673 576		40 210 484 400	
Remboursement des capitaux propres (F)				
Provisions durables pour risques et charges (G)	442 782 274		1 229 672 291	
Remboursement des dettes de financement (H)	11 851 480 239		10 455 324 551	
Emplois en non valeurs (I)	743 354 998		747 250 259	
<b>TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H+I)</b>	<b>42 244 291 088</b>		<b>52 642 731 500</b>	
<b>III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B F G)</b>				
		<b>8 890 855 697</b>	<b>23 564 608 245</b>	
<b>IV VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>				
	<b>6 141 757 092</b>			<b>13 155 594 075</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>48 386 048 180</b>	<b>48 386 048 180</b>	<b>83 613 093 006</b>	<b>83 613 093 006</b>

## TABLEAU DES PROVISIONS

(En Dirhams)	Montant Début période	Dotations			Part patronale part salariale capitalisation et virement	Reprises			Palements et régularisations	Montant fin période
		D'exploitation	Financières	Non courantes		D'exploitation	Financières	Non courantes		
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 605 650 648		706 276 119			48 497 487				2 263 429 280
2 Provisions règlementées										
3 Provisions durables pour risques & charges	6 564 422 774		428 598 520	22 854 613	622 926 629	515 315 048	437 166 973	442 782 274		6 243 538 240
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>8 170 073 422</b>		<b>1 134 874 639</b>	<b>22 854 613</b>	<b>622 926 629</b>	<b>563 812 535</b>	<b>437 166 973</b>	<b>442 782 274</b>		<b>8 506 967 520</b>
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	3 717 149 135	696 364 981		416 360		631 634 701				3 782 295 776
5 Provisions pour risques & charges :										
Provisions pour pertes de change	167 442 809		46 123 304				167 442 809			46 123 304
Provisions pour risques et charges	2 429 943 083	459 393 448		439 444 525		45 245 791		1 900 334 630		1 383 200 635
6 Provisions pour dépréciation des comptes trésorerie										
<b>SOUS TOTAL (B)</b>	<b>6 314 535 027</b>	<b>1 155 758 429</b>	<b>46 123 304</b>	<b>439 860 885</b>		<b>676 880 491</b>	<b>167 442 809</b>	<b>1 900 334 630</b>		<b>5 211 619 715</b>
<b>TOTAL (A+B)</b>	<b>14 484 608 449</b>	<b>1 155 758 429</b>	<b>1 180 997 943</b>	<b>462 715 497</b>	<b>622 926 629</b>	<b>676 880 491</b>	<b>731 255 344</b>	<b>2 337 501 603</b>	<b>442 782 274</b>	<b>13 718 587 235</b>

## ÉTAT DES DÉROGATIONS (ÉTAT A2)

Indication des dérogations	Justification des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
<b>I/ DÉROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX :</b>		
Principe de spécialisation des exercices	Conformément à l'avis numéro 27 du CNC en date du 27 septembre 2023, les cotisations au « Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc » institué par le décret n°2.23.811 du 11 septembre 2023 ont fait l'objet d'étalement en charges à répartir sur plusieurs exercices.	Comptabilisation de 1 milliards MAD en charges à répartir en 2023 et comptabilisation d'un amortissement de 1/5 <sup>ème</sup> en dotations d'exploitation pour un montant de 200 Millions MAD au titre de 2025.
<b>II/ DÉROGATIONS AUX METHODES D'ÉVALUATION :</b>		<b>NEANT</b>
<b>III/ DÉROGATIONS AUX RÈGLES D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE</b>		<b>NEANT</b>

## ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Nature des changements	Justification des changements	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
<b>I/ CHANGEMENTS AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION :</b>		<b>NEANT</b>
Aucun changement		
<b>II/ CHANGEMENTS AFFECTANT LES RÈGLES DE PRÉSENTATION :</b>		<b>NEANT</b>
Aucun changement		

## TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

(En Dirhams)	Montant brut		Augmentation				Diminution		Montant brut
	Début exercice	Acquisition	Prod. de l'entreprise p/elle même	Virement	Cession	Retrait	Virement	Fin d'exercice	
Immobilisations en non-valeurs (A)	11 078 253 791	756 430 008				-68 453 973	-13 075 010	11 753 154 815	
Immobilisations incorporelles (B)	7 064 584 289	1 987 974 166		243 707 356	-398 145 776			8 898 120 035	
Immobilisations corporelles (C)	124 572 819 185	17 063 018 591			-4 780 988 573	-246 223 208	-230 632 346	136 377 993 649	
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>142 715 657 265</b>	<b>19 807 422 764</b>		<b>243 707 356</b>	<b>-5 179 134 350</b>	<b>-314 677 181</b>	<b>-243 707 356</b>	<b>157 029 268 499</b>	

**TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATIONS**

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Devise	Capital social (En devise)	Participation (en %)	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur Comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produit inscrit au CPC de l'exercice
								Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
<b>* SOCIÉTÉS MAROCAINES</b>											
Phosboucraâ	MINES	MAD	1 000 000 000	100	1 398 960 000		1 398 960 000	31/12/2025	7 421 998 570	839 061 287	
OCP NUTRICROPS S.A	CHIMIE	MAD	31 300 145 000	100	31 300 145 000		31 300 145 000	31/12/2025	35 356 488 366	2 377 680 783	3 500 000 000
OCP SPS S.A	CHIMIE	MAD	500 000 000	100	125 000 000		125 000 000				
Euro Maroc Phosphore - EMA	CHIMIE	MAD	346 500 000	33	115 500 000		115 500 000	31/12/2025	1 540 554 479	-38 739 628	
Indo Maroc Phosphore - IMA	CHIMIE	MAD	619 998 000	33	206 666 000		206 666 000	31/12/2025	1 713 733 709	447 414 208	133 299 570
PAKISTAN MAROC PHOSPHORE - PMP	CHIMIE	MAD	800 000 000	50	400 000 000		400 000 000	31/12/2025	1 943 520 498	380 446 865	300 000 000
OCP FERTINAGRO ADVANCED SOLUTIONS	ENGRAIS/SERVICES	MAD	398 474 200	50	199 237 100		199 237 100	31/12/2025	642 268 006	116 696 330	
OCP AFRICA	ENGRAIS/SERVICES	MAD	2 402 810 200	100	2 486 926 400	123 304 600	2 363 621 800	31/12/2025	2 376 826 954	40 667 659	
OCP GREEN ENERGY	ENERGIES RENOUVELABLES	MAD	600 000 000	100	600 000 000		600 000 000	31/12/2025	571 604 818	4 231 264	
OCP GREEN WATER	TRAITEMENT DES EAUX	MAD	7 668 683 800	100	7 668 683 800		7 668 683 800	31/12/2025	7 079 363 907	-293 203 101	
DUPONT OCP OPERATIONS CONSULTING - DOOC	CONSEIL	MAD	50 000 000	100	40 448 059		40 448 059	31/12/2025	78 273 260	17 399 170	
JACOBS ENGINEERING S.A - JESA	ENGINEERING	MAD	45 000 000	50	22 500 000		22 500 000	31/12/2025	1 106 633 458	537 938 985	500 001 750
OCP SOLUTIONS	CONSEIL	MAD	20 000 000	100	67 055 913		67 055 913	31/12/2025	88 001 452	13 247 356	
TEAL TECHNOLOGY & SERVICES - TTS	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION/SERVICES	MAD	15 000 000	100	27 365 812		27 365 812	31/12/2025	77 468 452	22 446 836	29 588 527
OCP HOSPITALITY	HÔTELLERIE / SERVICES	MAD	5 405 167 700	100	5 420 361 443	1 329 010 806	4 091 350 637	31/12/2025	4 090 229 979	-688 957 522	
SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE MAZAGAN - SAEDM	PROMOTION IMMOBILIERE	MAD	1 608 382 000	100	2 917 377 722		2 917 377 722	31/12/2025	1 559 839 757	6 737 764	
OCP INNOVATION FUND FOR AGRICULTURE - OIFFA	FONDS D'INVESTISSEMENT	MAD	3 605 000 000	100	3 605 000 000	36 723 513	3 568 276 487	31/12/2025	3 574 161 463	-12 099 105	
SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS RÉGIONAUX - SOTREG	TRANSPORT	MAD	56 000 000	100	225 000 000		225 000 000	31/12/2025	232 066 431	19 853 946	
COMPAGNIE MAROCAINE DE TRANSPORT ET D'AFFRÈTEMENTS MARITIMES - COMATAM	MARITIME	MAD	14 500 000	100	14 300 000		14 300 000	31/12/2025	68 262 051	29 646 941	20 010 000
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES DES PHOSPHATES MINÉRAUX (CERPHOS)	ÉTUDES	MAD	44 900 000	100	186 183 000	147 879 459	38 303 541	31/12/2025	37 773 643	-2 700 088	
OCP GLOBAL BUSINESS SERVICES	SERVICES	MAD	300 000	100	10 186 504		10 186 504				
FONDATION SOCIALE GROUPE OCP	SOCIAL	MAD	100 000	100	100 000		100 000				
OCP SPORT DEVELOPMENT	AUTRES	MAD	9 750 000	100	9 750 000		9 750 000				
S.E.P.K	AUTRES	MAD	35 000 000	12	4 200 000	4 200 000					
SIDETSA	AUTRES	MAD	6 100 000	25	1 525 000	1 525 000					
STOZ	AUTRES	MAD	1 000 000	35	350 000	350 000					
SCI DE LA MAISON D'ÉTUDIANTS DE PARIS	AUTRES	MAD	258 000	17	45 000	45 000					
<b>TOTAL (A)</b>					<b>57 052 866 753</b>	<b>1 643 038 378</b>	<b>55 409 828 375</b>				<b>4 482 899 847</b>
<b>* SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES</b>											
ZUARI MAROC PHOSPHATES PRIVATE LIMITED - ZMPPL	ENGRAIS	INR	3 596 324 560	50	585 870 176		585 870 176				
PRAYON S.A	CHIMIE	EUR	49 800 000	50	200 919 860		200 919 860	31/12/2025	201 212 KEUR	-14 314 KEUR	15 880 650
OCP INTERNATIONAL	BUREAU REPRESENTATION	USD	287 309 497	100	2 721 844 221	510 610 306	2 211 233 915	31/12/2025	211 516 KUSD	3 206 KUSD	
OCP NORTH AMERICA	BUREAU REPRESENTATION	USD	5 041 000	100	47 365 221		47 365 221	31/12/2025	46 532 KUSD	11 310 KUSD	
OCP DE ARGENTINA	BUREAU REPRESENTATION	ARS	5 000 000	92	8 811 552		8 811 552				
3A INNOVATION CENTER LIMITED	BUREAU REPRESENTATION	USD	10 000 000	50	49 958 000		49 958 000				
SEEFKO	BUREAU REPRESENTATION	USD	908 865	50	4 520 400		4 520 400	31/12/2025	4 817 KUSD	1 276 KUSD	
UM6P PARIS OFFICE ( UM6PP )	IMMOBILIER/SERVICES	EUR	30 420 914	5	18 076 919		18 076 919	31/12/2025	19 433 KEUR	22 KEUR	
SOCIÉTÉ TUNISIENNE DES ENGRAIS PULVÉRISÉS	AUTRES	DIN	35 000	1,40	602	602	-				
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT & D'AFFRÈTEMENT	MARITIME	EUR	84 500	100	524 472	524 472	-				
OCP RE	REASSURANCE	EUR	20 000 000	100	215 194 000		215 194 000				
<b>TOTAL (B)</b>					<b>3 853 085 425</b>	<b>511 135 381</b>	<b>3 341 950 044</b>				<b>15 880 650</b>
<b>TOTAL GENERAL (A+B)</b>					<b>60 905 952 177</b>	<b>2 154 173 758</b>	<b>58 751 778 419</b>				<b>4 498 780 497</b>

**TABLEAU DES CRÉANCES**

Créances	Total	Analyse par échéance			C/V des montants en devises	Autres analyses		
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées		Montants sur l'Etat et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par les effets
<b>CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>61 331 645 200</b>	<b>61 122 786 240</b>	<b>208 858 960</b>		<b>3 853 085 425</b>		<b>956 706</b>	
Prêts immobilisés	288 863 960	80 005 000	208 858 960					
Autres créances financières	136 829 063	136 829 063					956 706	
Titres de participation	60 905 952 177	60 905 952 177			3 853 085 425			
<b>CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>74 099 870 034</b>	<b>20 672 606 170</b>	<b>47 548 661 983</b>	<b>5 878 601 881</b>	<b>6 744 658 004</b>	<b>5 289 021 735</b>	<b>60 189 408 130</b>	<b>87 582 741</b>
Fournisseurs débiteurs, avances et acompte	13 352 097 720		13 352 097 720		2 232 705 635	84 231 066	8 159 060 132	
Clients, armateurs et comptes rattachés	15 482 669 123		9 883 012 345	5 599 656 778	4 475 327 124	286 221 044	11 952 445 573	87 582 741
Personnel	23 230 612		23 230 612		2 090 813			
Organismes sociaux	2 300 594 183		2 300 594 183			396 274 427	1 924 356 740	
État (impôts et taxes)	4 236 769 852		4 236 769 852			4 236 769 852		
Autres débiteurs	38 564 183 495	20 672 606 170	17 612 632 222	278 945 103	34 534 432	285 525 346	38 153 545 685	
Comptes de régularisation -Actif-	140 325 049		140 325 049					

**TABLEAU DES DETTES**

Dettes	Total	Analyse par échéance			C/V des montants en devises	Autres analyses		
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées		Montants sur l'Etat et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par les effets
<b>DETTES DE FINANCEMENT</b>	<b>109 158 260 678</b>	<b>97 732 240 864</b>	<b>11 426 019 814</b>		<b>80 095 291 031</b>	<b>71 785 784</b>	<b>2 479 482 342</b>	
Emprunts obligataires	76 139 035 872	71 139 035 872	5 000 000 000		56 139 035 872			
Autres dettes de financement	33 019 224 806	26 593 204 992	6 426 019 814		23 956 255 159	71 785 784	2 479 482 342	
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</b>	<b>39 921 220 558</b>		<b>38 214 047 952</b>	<b>1 707 172 606</b>	<b>5 505 843 938</b>	<b>6 101 767 095</b>	<b>22 186 231 273</b>	
Fournisseurs et comptes rattachés	16 514 476 839		14 807 304 233	1 707 172 606	3 878 854 142	396 291 024	8 325 037 620	
Clients, armateurs avances et acomptes	2 686 360 856		2 686 360 856		618 450 920		1 880 079 916	
Personnel	569 492 075		569 492 075		-286 074			
Organismes sociaux	2 114 582 878		2 114 582 878		-134 145	1 049 717 868	1 062 765 777	
État (impôts et taxes)	4 633 452 795		4 633 452 795		106 424	4 633 452 795		
Autres créanciers	12 374 959 740		12 374 959 740		240 181 751	22 305 407	10 897 222 516	
Comptes de régularisation -Passif-	1 027 895 375		1 027 895 375		768 670 919		21 125 444	

**MONTANTS DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES**

Tiers créditeurs ou tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature	Date et lieu d'inscription	Objet	Valeur comptable nette de la sûreté reçue à la date de clôture
<b>Sûretés données</b>					<b>NEANT</b>
<b>Sûretés reçues</b>					<b>NEANT</b>

## ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL (EN DIRHAMS)

Engagements donnés	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Engagement par signature auprès des banques	1 231 357 365	110 904 043
Avals et cautions : Cautions Bancaires	80 000 000	80 000 000
<b>TOTAL (1)</b>	<b>1 311 357 365</b>	<b>190 904 043</b>

Engagements reçus	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Engagement par signature : Emprunts garantis		
Engagement par signature des établissements financiers	6 592 227 587	6 170 556 552
Autres engagements et garanties reçues sur contrats et marchés	10 273 566 609	8 584 854 627
<b>TOTAL (2)</b>	<b>16 865 794 197</b>	<b>14 755 411 179</b>

## PASSIFS ÉVENTUELS

### Passifs éventuels

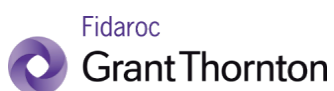
Conformément à la législation en vigueur, les exercices 2025 et 2024 ne sont pas encore prescrits, les déclarations fiscales de la société OCP SA relatives audit exercice peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration fiscale et de rappels éventuels.

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

### Événements postérieurs à la clôture

Depuis la clôture de l'exercice, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient se sont accrues à la suite des développements récents impliquant les États-Unis et l'Iran. À la date d'arrêté des états financiers, le Groupe n'a pas constaté de perturbation opérationnelle significative liée à ces événements.

Le Groupe continue de suivre attentivement l'évolution de la situation. OCP bénéficie d'un approvisionnement diversifié pour ses intrants stratégiques ainsi que d'une flexibilité opérationnelle qui contribuent à limiter son exposition à d'éventuelles perturbations des chaînes d'approvisionnement. En conséquence, aucun ajustement des états financiers n'a été comptabilisé à ce titre.



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

**OCP S.A.**

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025**



7, Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7<sup>ème</sup> étage  
Casablanca

Aux Actionnaires de la société

**OCP S.A.**

2, Rue Al Abtal - Hay Erraha - Immeuble OCP  
Casablanca

## **RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025**

### **Audit des états de synthèse**

#### **Opinion**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 28 juin 2024, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société OCP S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2025, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 51.389.347 dont un bénéfice net de KMAD 10.691.799.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société OCP S.A. au 31 décembre 2025 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clés de l'audit	Notre réponse
<b>Evaluation des immobilisations corporelles</b>	
<p>Au 31 décembre 2025, la valeur nette comptable des immobilisations corporelles s'élève à MMAD 64.368.</p> <p>Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition ou de production, diminué des amortissements et des dépréciations éventuelles. Ce coût est augmenté des coûts d'emprunt encourus pendant la phase de construction des actifs concernés.</p> <p>Les immobilisations sont amorties selon les modalités définies dans le paragraphe I.A.3 de l'état A.1.</p> <p>OCP S.A. procède à des tests de dépréciation des immobilisations corporelles sur la base de l'actualisation des flux de trésorerie futurs, lorsqu'il existe des indices de perte de valeur desdites immobilisations.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des immobilisations corporelles est un point clé de l'audit en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du poids de ces actifs dans les comptes de la société, et de la poursuite par la société de son programme d'investissements ;</li> <li>- du fait de l'impact significatif des dates de mise en service effectives sur les amortissements de la période et sur la valeur nette de l'immobilisation ;</li> <li>- du fait que l'évaluation des immobilisations corporelles requiert de la part de la Direction l'exercice de jugement et l'utilisation d'estimations dans : <ul style="list-style-type: none"> <li>o La définition des durées d'amortissement retenues par nature d'immobilisations ;</li> <li>o La détermination des flux de trésorerie futurs actualisés utilisés le cas échéant, pour les tests de dépréciation.</li> </ul> </li> </ul>	<p>Les travaux que nous avons effectués ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à la comptabilisation des immobilisations corporelles, à la capitalisation des investissements et à la mise en service des immobilisations, à l'estimation de la durée d'amortissement des actifs amortissables ainsi qu'à leur évaluation et leur dépréciation ;</li> <li>▪ tester l'efficacité des contrôles clés relatifs à ces procédures, en particulier ceux relatifs à la mise en service des immobilisations corporelles, à la durée et à la date de début de leur amortissement ;</li> <li>▪ nous avons également, sur la base d'échantillonnage, procédé à un examen des dates effectives de mise en service des immobilisations et de leurs durées d'amortissement en consultant la documentation disponible et en nous entretenant avec des chefs de projet ;</li> <li>▪ nous avons procédé à un examen critique de l'existence éventuelle d'indices de pertes de valeur au 31 décembre 2025 à travers l'analyse des indicateurs de production et de performance industrielle et commerciale par rapport aux capacités de production et aux performances historiques. La société n'a pas identifié durant l'exercice des indices de perte de valeur de ses immobilisations corporelles.</li> </ul>

<b>Provision pour avantages au personnel</b>	
<p>La société dispose de plusieurs régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations et prestations définies.</p> <p>Ces régimes comprennent notamment : l'allocation décès et la couverture médicale post-emploi.</p> <p>La valeur actuarielle des avantages du personnel accumulés liés à ces engagements s'élève à MMAD 4.979 au 31 décembre 2025.</p> <p>Les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle de l'engagement selon la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte des hypothèses démographiques et financières et dont les hypothèses actuarielles sont revues sur un rythme annuel.</p> <p>L'évaluation des passifs des engagements au titre des avantages au personnel ainsi que de la charge actuarielle de l'exercice, requiert du jugement pour déterminer les hypothèses appropriées à retenir telles que les taux d'actualisation et d'inflation, la date prévisionnelle de basculement vers l'AMO (Assurance Maladie Obligatoire), le taux d'évolution des coûts médicaux, les futures augmentations de salaires, les tables de mortalité, etc.</p> <p>Il est à noter que la société a prévu le basculement du régime maladie vers l'AMO en 2027.</p> <p>La variation de certaines de ces hypothèses pourrait avoir une incidence significative sur la détermination du passif comptabilisé ainsi que sur le résultat de la société. De ce fait, nous avons considéré l'évaluation de la provision pour avantages au personnel comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi appliqué par la société.</p> <p>Avec l'assistance de nos experts en actuariat, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- procéder à un examen des principales hypothèses retenues, notamment les taux d'actualisation et d'inflation au regard des conditions de marché ;</li> <li>- apprécier la cohérence des hypothèses relatives notamment aux évolutions de salaires et aux données démographiques (tables de mortalité, taux d'inflation des coûts médicaux) avec les spécificités des régimes et celles de l'entité ;</li> <li>- examiner les calculs préparés par la société, notamment ceux étayant la sensibilité de la dette aux variations du taux d'actualisation et aux variations du taux d'évolution des coûts médicaux ;</li> <li>- analyser l'hypothèse relative au basculement du régime maladie vers l'AMO en 1<sup>er</sup> janvier 2027, au regard de l'évolution des textes réglementaires ;</li> <li>- examiner, sur base de sondages, la correcte transcription dans le calcul des engagements effectué par la société des données individuelles et des hypothèses actuarielles et démographiques retenues par la Direction.</li> </ul>

**Evaluation des titres de participations**

Les titres de participation figurant au bilan de la société au 31 décembre 2025 s'élèvent à un montant net de MMAD 58.752.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition. Ces titres sont dépréciés lorsque la valeur comptabilisée à l'entrée dans le patrimoine est inférieure à celle de l'inventaire à la date de clôture de l'exercice.

Comme indiqué dans l'ETIC, la valeur d'inventaire est déterminée par la Direction en fonction du cours moyen du dernier mois s'il s'agit de titres cotés, de la valeur probable de négociation, de la valeur d'usage, ou de la valeur déterminée à partir de la situation financière de la participation.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Compte tenu du caractère significatif des titres de participation dans les comptes, de l'importance du jugement dans l'estimation de leurs valeurs d'inventaire, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de notre audit.

Nos travaux ont consisté à :

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :

- Examiner la concordance des capitaux propres retenus avec les comptes des entités correspondantes ainsi que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres.

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels :

- Obtenir les prévisions de flux de trésorerie d'exploitation des activités des entités concernées établies par la Direction ;
- Examiner les hypothèses retenues au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- Comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- Tester l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'inventaire retenues par la société ;
- Apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation.

**Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse**

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

#### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

#### Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance que la société OCP S.A. a procédé, au cours de l'exercice 2025 :

- À la création des sociétés suivantes :
  - OCP SPECIALTY PRODUCTS & SOLUTIONS « OCP SPS » S.A. pour un montant de capital social de MMAD 500 dont MMAD 125 libéré au 31 décembre 2025 ;
  - OCP RE pour un montant de capital social de 20 Millions d'Euros entièrement libéré au 31 décembre 2025.
- À la prise de participation pour 100 % du capital de OCP GLOBAL BUSINESS SERVICES « OCP GBS » S.A. pour un montant de MMAD 10.

Casablanca, le 26 mars 2026

#### Les Commissaires aux Comptes

**Fidaroc Grant Thornton**

**FIDAROC GRANT THORNTON**  
Membre Réseau Grant Thornton  
International  
7 Bd. Diridj S1601 Casablanca  
Tél : 05 22 54 46 00 - Fax : 05 22 29 66 70

**Faïçal MEKOUAR**  
Associé

**Forvis Mazars**

**forvis mazars**  
76, Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia  
7<sup>ème</sup> Etage - Casablanca  
Tél. 05 22 42 34 23 (18)

**Adnane LOUKILI**  
Associé

**NOTRE ENGAGEMENT:  
CONTRIBUER À ASSURER  
LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE  
MONDIALE TOUT EN LUTTANT  
CONTRE LE CHANGEMENT  
CLIMATIQUE.**



**OCP**





**I/ - PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE CORRECTION  
DE VALEURS SPECIFIQUES A L'ENTREPRISE AU 31/12/2025****A / ACTIF****1/ IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS**

Les immobilisations en non valeurs constituées par les frais d'acquisition des immobilisations représentent les dépenses occasionnées par l'acquisition des immobilisations corporelles ou incorporelles. Ce sont les droits de mutation et d'enregistrement, les frais d'interventions immobilières, les frais d'actes et de certificats.

La valeur d'entrée de ces éléments est comptabilisée hors taxes si la TVA est récupérable.

Elles sont amorties en totalité, dès le premier exercice comptable ou dans un délai maximum de cinq ans en fonction de leur nature et de l'importance de leur montant. Les éléments complètement amortis sont compensés avec les amortissements correspondants.

**2/ IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles représentent :

1. les frais d'études, de recherches et de développement, constitués par l'ensemble de travaux et de services entrepris dans le but d'accroître la somme des connaissances scientifiques et techniques, et d'introduire de nouvelles applications. Ils représentent les dépenses qui correspondent à l'activité réalisée par l'entreprise pour son propre compte.

Pour être portés à l'actif ces projets doivent être nettement individualisés, leur coût distinctement établi et ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale et financière.

2. les brevets, licences, logiciels et droits similaires correspondant à des dépenses faites pour l'obtention de l'avantage représenté par la protection accordée au bénéficiaire du droit d'utilisation.

La valeur d'entrée de ces immobilisations est enregistrée en comptabilité hors taxes si la TVA est récupérable.

Les immobilisations incorporelles relatives aux frais d'étude et de recherches sont amorties sur une durée de deux ans, celles relatives aux licences et logiciels informatiques leur durée d'amortissement s'étale sur 5 ans.

Les postes relatifs aux frais d'étude, de recherches et de développement, complètement amortis, cessent de figurer au bilan. Ils sont compensés au début de l'exercice suivant avec les amortissements correspondants.

### 3/ IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition, celles produites par l'Entreprise pour elle-même, à leur coût de production.

Ces coûts s'entendent hors TVA récupérable

Le coût d'acquisition est égal au prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de l'immobilisation. Ces frais recouvrent principalement les frais de transport, d'assurance, de transit, d'entrepôt, d'installation, de montage et les droits de douane.

La valeur d'acquisition des immobilisations payables en monnaies étrangères est convertie au Dirham au cours de change exprimé à la date de livraison.

Le coût de production des immobilisations réalisées par l'entreprise pour elle-même est égal au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes et indirectes de production.

Toutefois, dans le cas exceptionnel d'un délai d'acquisition supérieur à un an, les frais financiers spécifiques de préfinancement se rapportant à cette période sont inclus dans le coût d'acquisition de ces immobilisations.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur la valeur d'origine du bien (coût d'achat ou coût de réalisation) dès le premier jour du mois si la réception de l'immobilisation ou sa réalisation est effectuée avant le 16 du même mois, sinon, c'est le premier jour du mois qui suit la date de réception conforme) et ce, dans la limite des taux et durées indiqués par l'Administration Fiscale et admis par l'usage.

La méthode retenue est celle des amortissements linéaires. Les taux pratiqués sont fixés comme suit :

Terrains nus	0 %	
Terrains de gisement	3,33 à 20 %	(*)
Agencements et aménagements de terrains	10 %	
Autres terrains	3,33 %	(*)
Bâtiments industriels	5 %	
Bâtiments portuaires	5 %	
Bâtiments administratifs	5 %	
Voies de terre	5 %	
Voies de fer	5 %	
Agencements et aménagements des constructions	10 %	
Constructions pour logements du Personnel	4 %	
Constructions pour œuvres sociales	5 %	
Installations d'eau	10 %	
Installations l'électricité	10 %	
Installations de téléphone	10 %	
Autres installations techniques	10 %	
Outillage	20 %	
Matériel léger	10 %, 16,66 %, 20 %	
Gros matériel	10 %	
Matériel de transport	10 %, 20 %, 25 %	
Mobilier de bureau	10 %	
Matériel de bureau	20 %	
Matériel informatique léger	14,28 %	
Gros matériel informatique	10 %	
Appareils ménagers	20 %	
Matériel de sport et équipements audiovisuels	25 %	
Matériel médical	20 %	
Mobilier médical	10 %	
Œuvres d'art	0 %	

(\*) : le taux retenu dépend de la durée prévisionnelle d'exploitation du gisement.

Lors des retraits pour pertes, réformes ou cessions d'immobilisations corporelles, la valeur d'entrée des éléments sortis et les amortissements cumulés correspondants sont retirés des comptes.

#### **4/ IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Les immobilisations financières comprennent :

- les prêts immobilisés, qui à leur entrée dans le patrimoine, ont un délai de recouvrement supérieur à douze mois. Il s'agit essentiellement des prêts accordés au personnel dans le cadre de l'accession à la propriété et autres prêts à caractère social.
- les autres créances financières correspondant aux dépôts et cautionnements versés à des tiers à titre de garantie indisponible jusqu'à la réalisation ou d'une condition suspensive.
- les titres de participation dont la possession est utile à l'activité de l'entreprise notamment parce qu'elle permet d'exercer du contrôle ou de l'influence sur les sociétés émettrices.

#### **5/ PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES TITRES DE PARTICIPATION**

La provision pour dépréciation des titres de participation représente les moins-values constatées lors des comparaisons, entre leur valeur comptabilisée à l'entrée dans le patrimoine et celle de l'inventaire à la date de clôture de l'exercice.

La valeur actuelle des titres de participation est estimée en fonction du cours moyen du dernier mois s'ils sont cotés, de leur valeur probable de négociation, de leur valeur d'usage, ou de la valeur déterminée à partir de la situation financière de la filiale.

#### **6/ STOCKS**

##### **a) MATIERES ET FOURNITURES CODIFIEES**

Les stocks des matières et fournitures codifiées sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré (CMUP).

Le CMUP est calculé article par article après chaque entrée, au niveau de chaque Organisation Logistique (site).

La valorisation des entrées en stock est fonction des éléments suivants :

- Prix commande tenant compte :
  - des codes TVA
  - du taux de change
  - de la répartition des frais d'emballage, mise à FOB, ...
  - des formules de révision de prix.
- Montant des frais accessoires à l'achat calculé par article (transit, transport, ...)
- Montant de la douane calculé par article sur la base :
  - de la valeur d'achat de l'article (Achats à l'étranger)
  - du taux de la nomenclature douanière
  - de l'origine de la marchandise.

Lorsqu'il y a décalage entre la réception des matières et fournitures consommables et l'accusé de la facture correspondante (achats à payer) la valorisation des entrées en stock de ces biens est effectuée provisoirement sur la base du prix à la commande majoré d'un coefficient des frais d'approche.

A la fin de chaque exercice, une fois que les factures et provisions sont intégrées dans la

comptabilité, le Système d'Information procède, par Organisation Logistique et commande, à un rapprochement des valeurs des frais d'approche relatifs à la valorisation prévisionnelle avec les frais d'approche afin de dégager les écarts d'entrées qui seront répartis en les consommations et le stock pour mettre à jour le CMUP des articles concernés.

#### **b) PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS DE MATIERES ET FOURNITURES**

Les provisions pour dépréciation des stocks de matières et fournitures sont calculées, par Organisation logistique (site), sur la base de la valeur actuelle du stock (valeur d'inventaire).

Cette valeur résulte d'une estimation qui s'apprécie en fonction de l'utilité, de la nature des biens, de l'ancienneté et de l'obsolescence des matières et fournitures.

Ainsi, à la date d'arrêté des comptes de l'exercice, une provision pour dépréciation est constatée au titre du stock des articles consommables codifiés non mouvementés en entrée depuis un certain nombre d'années :

- 10 % : Articles non mouvementés depuis 2 ans ;
- 20 % : Articles non mouvementés depuis 3 ans ;
- 30 % : Articles non mouvementés depuis 4 ans ;
- 40 % : Articles non mouvementés depuis 5 ans ;
- 50 % : Articles non mouvementés depuis 6 ans ;
- 60 % : Articles non mouvementés depuis 7 ans ;
- 70 % : Articles non mouvementés depuis 8 ans ;
- 80 % : Articles non mouvementés depuis 9 ans ;
- 90 % : Articles non mouvementés depuis 10 ans ;
- 100 % : Articles non mouvementés depuis 11 et plus ainsi que les autres articles déclarés inutilisables.

#### **c) STOCKS DE PRODUITS (PHOSPHATES ET PRODUITS DERIVES)**

L'évaluation des stocks des encours et des produits finis est faite au coût de production (prix de revient). Les charges de production qui entrent dans la détermination du coût de production s'entendent des dépenses engagées par l'entreprise au cours des opérations de traitement et de manutention pour amener le produit dans l'état et à l'endroit où il se trouve.

**B/ PASSIF****PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

L'évaluation des provisions pour risques et charges établie dans le cadre du système propre assureur s'effectue comme suit :

**Barème propre assureur OCP**

T Y P E S	TAUX EN %	A S S I E T T E S
<b><u>ASSURANCE DE PERSONNES STATUTAIRES</u></b>		
<b><u>Personnel en activité</u></b>		
Accident de travail		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonds de majoration des rentes</li> <li>- Capital constitutif des rentes</li> </ul>		Conformément à la législation en vigueur
<b><u>Personnel retraité</u></b>		
1) Retraite		
<u>OS 800 du 29/03/1991</u>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Part patronale</li> <li>- Part salariale</li> </ul>	17,66 8,00	1.10 du TP + PFA + AF 1.10 du TP+ quote part PFA telle qu'elle est définie à l'article 40 de l'OS.
<u>OS 824 du 26/04/2001</u>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Part patronale</li> <li>- Part salariale</li> </ul>	18,72 8,50	1.10 du TP + PFA + AF 1,10 du TP+quote part PFA telle qu'elle est définie à l'article 41 de l'OS.
2) Maladie		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Part patronale (RJ, RM &amp; PH)</li> <li>- Part salariale (RJ, RM &amp; PH)</li> </ul>	9,00 3,00	Principal des pensions Principal des pensions

## Barème propre assureur

PRESTATIONS GARANTIES ET PERSONNEL COUVERT	TAUX EN %	ASSIETTES
<b><u>II CONTRIBUTIONS PATRONALES</u></b>		
1) Régime de remboursement des frais médicaux et produits pharmaceutiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Agents statutaires en activité</li> <li>- Personnel retraité</li> </ul>	12,60 9,00	Traitement professionnel. Principal des pensions.
2) Prestations servies aux agents statutaires en activité <ul style="list-style-type: none"> <li>- Allocations familiales</li> <li>- Indemnités journalières de maladie</li> <li>- Indemnités journalières en cas d'accident non régi par la législation sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</li> <li>- Indemnités journalières de maternité</li> <li>- Indemnités de naissance</li> <li>- Allocation décès</li> </ul>	20,00	Traitement professionnel

PRESTATIONS GARANTIES ET PERSONNEL COUVERT	TAUX EN %	ASSIETTES
3) Prestations servies en vertu de l'Ordre de Service <b>779</b> du 5 Avril 1985 <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Prestations à long terme               <ul style="list-style-type: none"> <li>* a/c du 01/03/1993.....</li> <li>* a/c du 01/03/1994.....</li> <li>* a/c du 01/03/1995 .....</li> <li>* a/c du 01/03/1996 .....</li> </ul> </li> <li>b) Prestations à court terme               <ul style="list-style-type: none"> <li>- Indemnités journalières de maladie</li> <li>- Indemnités journalières de maternité</li> <li>- Indemnités journalières de naissance</li> <li>- Indemnités journalières en cas d'accident non régi par législation sur les accidents</li> </ul> </li> </ul>	4,80 5,40 6,08 7,93  0,67	Totalité de la rémunération perçue par l'agent       Totalité de la rémunération perçue par l'agent, plafonnée à 6.000 DH

de travail et les maladies professionnelles - Allocations de décès		
c) Allocations familiales et aide sanitaire		
* a/c du 01/03/1993.....	9,40	Totalité, de la rémunération perçue par l'agent
* a/c du 01/03/1994.....	9,15	
* a/c du 01/03/1995 .....	8,87	
* a/c du 01/04/2002 .....	7,50	
* a/c du 01/09/2005 .....	6,50	
* a/c du 01/09/2007 .....	6	
<b>II/ COTISATIONS SALARIALES</b>		
1)-Pensions servies en vertu de :		
l'Ordre de Service <b>800</b> du 29 Mars 1991	8,00	1,10 du TP +quote part de la PFA telle qu'elle est définie à l'Article 40 de l'OS
l'Ordre de Service <b>824</b> du 26 Avril 2001	8,50	1,10 du TP + quote part de la PFA telle qu'elle est définie à l'Article 41 de l'OS
2) Régime de remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques du personnel retraité	3 ,00	Principal des pensions
(Note de Service 538 du 31 Décembre 1990 complétée par la Note 572 du 19 Octobre 1994)		
3) Prestations servies en vertu de l'Ordre de Service 779 du 5 Avril 1985		
a) Prestations à long terme		
* a/c du 01/03/1993.....	2,40	Totalité de la rémunération perçue par l'agent, plafonnée à 5.000 DH
* a/c du 01/03/1994.....	2,70	
* a/c du 01/03/1995 .....	3,04	
* a/c du 01/03/1996 .....	3,96	
b) Prestations à court terme	0,33	Totalité de la rémunération perçue par l'agent, plafonnée à 6.000 DH

## **II/ - METHODE D'EVALUATION ET DE DETERMINATION DES ECARTS DE CONVERSION**

### **1) - DETTES DE FINANCEMENT ET CREANCES IMMOBILISEES**

Lors de la réalisation, le montant initial exprimé en devises est converti et comptabilisé au Dirham au cours de change exprimé à la date de valeur.

Lors du règlement ou d'encaissement, la comparaison entre la contre-valeur du montant payé ou reçu et la contre-valeur historique, ou valeur de référence, entraîne la constatation d'une différence de change effective imputable aux charges financières ou aux produits financiers de l'exercice.

A la date de clôture de l'exercice, le montant des dettes de financement et des créances immobilisées libellées en monnaies étrangères est converti au Dirham sur la base du cours de change exprimé à cette date et est comparé à celui calculé au cours historique ou de référence inscrit dans les livres comptables.

Lorsque l'application du nouveau cours de change modifie la contre-valeur précédemment comptabilisée, les différences de change constatées par devise sont inscrites provisoirement aux comptes d'Écarts de conversion - Actif ou Passif.

Toutefois, lorsque les pertes latentes sont attachées à une opération affectant plusieurs exercices, l'entreprise peut dans des cas exceptionnels et sous la responsabilité expresse des dirigeants procéder à l'étalement de ces pertes. Le montant à provisionner correspond à la perte latente étalée linéairement sur l'exercice et sur la durée restant à courir.

Cet étalement ne peut être retenu que si la perte de change semble raisonnablement ne pas devoir être récurrente.

Les écritures ainsi comptabilisées sont contrepassées à l'ouverture des comptes de l'exercice suivant.

### **2) - CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT**

Les créances contractées en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées au Dirham à la date de facturation sur la base d'un cours moyen mensuel déterminé en fonction des cours de change exprimés durant le mois précédent. Ce cours moyen est corrigé éventuellement en fonction de l'évolution des cours de change.

Lors de l'encaissement de ces créances, les écarts constatés en Dirhams par rapport aux valeurs d'entrée, en raison de la variation des cours de change, constituent des pertes ou des gains de change définitifs à inscrire dans les charges financières ou les produits financiers de l'exercice.

A la clôture de l'exercice, les créances impayées exprimées en devises sont converties au Dirham sur la base du dernier cours de change. Lorsque l'application de ce taux de conversion a pour effet de modifier le montant précédemment converti et comptabilisé en Dirhams (valeur historique), les différences de change constatées sont inscrites provisoirement aux comptes d'Ecart de conversion - Actif ou Passif.

Les écritures ainsi comptabilisées sont contrepassées à l'ouverture des comptes de l'exercice suivant.

### **3) DETTES DU PASSIF CIRCULANT**

Les dettes du passif circulant réalisées en devises sont converties et comptabilisées au cours de change correspondant à la date de valeur de chaque opération.

A la clôture de l'exercice, le montant des dettes impayées exprimé en devises est converti au Dirham sur la base du dernier cours de change de cet exercice.

Lorsque l'application de ce nouveau cours a pour effet de modifier les montants en Dirhams précédemment déterminés, les différences de change dégagées sont inscrites provisoirement aux comptes d'Ecart de conversion - Actif ou Passif.

Les écritures ainsi comptabilisées sont contrepassées à l'ouverture des comptes de l'exercice suivant

### **4) TRESORERIE**

Les recettes et les dépenses réalisées en monnaies étrangères sont converties et enregistrées en comptabilité au cours de change correspondant à la date de valeur de chaque opération.

A la clôture de l'exercice, les liquidités en devises sont converties au Dirham sur la base du dernier cours de change. Les écarts de conversion constatés font l'objet de comptabilisation dans les comptes de charges ou de produits financiers.

## II/ Evaluation des engagements sociaux du Groupe OCP en matière de retraite et maladie

### Sommaire

- ▲ Rappel sur l'externalisation du régime interne de retraite.
- ▲ Description des régimes.
- ▲ Paramètres et hypothèses.
- ▲ Méthode d'évaluation des engagements.
- ▲ Analyse des engagements non couverts.

#### ▲ Rappel sur l'externalisation du régime interne de retraite

En 2008, une convention a été signée entre l'OCP et la CDG pour le transfert d'une première partie des prestations de retraite garanties par le régime interne de retraite OCP. Le montant de ce transfert a été évalué à environ 28 milliards de dirhams. Cette convention a traité aussi de la gestion pour le compte de l'OCP que la CNRA a pris en charge pour assurer le service des prestations non transférés au RCAR et garantis par l'OCP.

L'année 2010 a été marquée par la signature, avec la CDG, d'un avenant à ladite convention pour le transfert à la CNRA du reste des prestations garanties par le régime interne de retraite. Le montant de ce transfert est d'environ 7 milliard de dirhams.

Le dispositif de transfert, le périmètre et les modalités techniques définis dans la convention préservent les droits des pensionnés et des actifs, qui sont désormais affiliés au RCAR.

En 2014, le transfert des prestations retraite garanties par le régime interne de retraite de l'OCP a été achevé. Du coup, la seule prestation restant à la charge de l'OCP dans le cadre de son régime interne est l'Allocation Décès.

#### ▲ Description des régimes

##### ▲ Allocation Décès

Le régime interne de l'OCP garanti, en cas de décès d'un titulaire d'une pension principale de ce régime, le versement d'une allocation décès à ses ayants droit. Le montant de cette allocation est égal à trois fois le montant mensuel de la pension perçue par l'agent avec un minimum de 10 000 Dh.

##### ▲ Régime d'assurance maladie

Le régime d'assurance maladie assure au profit des retraités, des membres de leurs familles à charge ainsi qu'aux titulaires des pensions de réversion la couverture des risques maladie à travers le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques.

#### ▲ Paramètres et hypothèses

Les engagements sociaux sont calculés sur la base des paramètres et hypothèses actuarielles suivants :

- Table de mortalité pour la retraite et maladie : TMG-CIMR
- Taux d'inflation des frais médicaux : 2,00%
- Taux de revalorisation des prestations indexées : 2,75%
- Taux nominal d'actualisation de l'engagement Maladie : 3.77%

- Taux nominal d'actualisation de l'engagement AD : 3.83%
- Taux de turnover : 0% ; application du système de la coordination entre régimes de retraite

### ▲ Méthodes d'évaluation

L'évaluation de ces engagements sociaux au 31/12/2025 respecte la méthode de la « Projected Unit Crédit Method with Service Prorate », encore appelée méthode prospective avec calcul au prorata de l'ancienneté actuelle sur l'ancienneté au terme, en conformité avec les principes édictés par la norme IAS 19 révisée.

### ▲ Analyse des engagements non couverts

#### ■ Variation de la dette actuarielle (en DH)

	2025		
	RETRAITE	MALADIE	TOTAL
Engagement au 1/1 (-)	572 892 224	4 225 314 736	4 798 206 960
Charges liée à l'actualisation des engagements	23 144 846	167 322 464	190 467 309
Prestations payées, net de cotisations	76 442 730	616 206 077	692 648 806
Frais de gestion	0	20 937 642	20 937 642
Droits acquis sur la période	1 259 881	57 275 404	58 535 285
Ecart actuariel du passif	74 363 513	570 364 697	644 728 209
Engagement au 31/12 (+)	595 217 734	4 383 133 581	4 978 351 315

#### ■ Variation du Fonds de retraite et du Fonds d'assurance maladie

	2025		
	Régime Retraite	Régime Maladie	Total
FROP au 1/1	572 892 224	4 225 314 736	4 798 206 960
Cotisations au titre de l'exercice (CS )	0	81 715 337	81 715 337
Intérêts réalisés	16 957 610	125 069 316	142 026 926
Autres éléments (PP, Quote par CNSS ...)	4 557 096	245 309 436	249 866 532
Prestations payées	76 442 730	697 921 413	774 364 143
FROP au 31/12	517 964 201	3 979 487 412	4 497 451 612

#### ■ Analyses des engagements non couverts

	2025		
	Régime Retraite	Régime Maladie	Total
Engagement évalué au 31/12	595 217 734	4 383 133 581	4 978 351 315
FROP au 31/12	517 964 201	3 979 487 412	4 497 451 612
Solde au 31/12	77 253 533	403 646 170	480 899 703

Détail des non valeur :

Comptes	Intitulés	Montant
<b>211</b>	<b>FRAIS PRELIMINAIRES</b>	
2111	Frais de constitution	
2112	Frais Préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	
2114	Frais/Fusions,scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
<b>212</b>	<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices</b>	<b>10.685.630.082</b>
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	209.260.995
2125	Frais d'émission des emprunts	1.447.655.480
2128	Autres charges à répartir	9.028.713.608
<b>213</b>	<b>Primes de remboursement des obligations</b>	<b>1.067.524.733</b>
2130	Primes de remboursement des obligations	1.067.524.733
	<b>Total</b>	<b>11.753.154.815</b>

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

NATURE	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2		Amortissements sur immobilisations sorties 4	Reprises des amortissements 5	Amortissements exceptionnels 6	Régularisations	Cumul d'amortissement fin exercice 7=1+2+3-4-5+6
		de l'exercice 2	sur exercices antérieurs 3					
<b>IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS (A)</b>	<b>9.368.449.952</b>	<b>670.206.514</b>	<b>- 125.673.015</b>	<b>69.071.072</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 9.843.912.377,67</b>
.Frais préliminaires	-	-	-	-	-	-	-	-
.Autres Charges à répartir sur plusieurs exercices	9.143.417.238	603.556.305	- 125.666.719	817.099	-	-	-	9.620.489.725
.Primes de remboursement des obligations	225.032.714	66.650.209	- 6.297	68.253.973	-	-	-	223.422.653
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>2.568.403.105</b>	<b>552.188.704</b>	<b>30.559.652</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3.151.151.460,87</b>
.Immobilisation en recherche et développement	268.323.730	19.018.261	-	-	-	-	-	287.341.991
.Brevets, marques, droits et valeurs similaires	807.875.808	190.674.226	116.496.291	-	-	-	-	1.115.046.325
.Fonds commercial	-	-	-	-	-	-	-	-
.Autres immobilisations incorporelles	1.492.203.567	342.496.217	- 85.936.639	-	-	-	-	1.748.763.145
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>68.269.156.083</b>	<b>4.235.774.999</b>	<b>- 357.882.606</b>	<b>245.423.782</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>71.901.624.694,50</b>
.Terrains	1.233.489.431	27.007.913	-	-	-	-	-	1.260.497.344
.Constructions	14.836.000.141	1.005.739.108	90.335.687	18.908.392	-	-	305.395.447	15.607.771.098
.Installations techniques, matériel et outillage	48.097.575.161	2.235.470.446	143.563.447	211.362.330	-	-	293.269.413	50.558.516.137
.Matériel de transport	359.005.712	6.421.488	-	1.364	-	-	-	365.425.836
.Mobilier, matériel de bureau et aménagements	1.527.225.986	71.818.689	- 8.347.002	15.151.696	-	-	12.126.033	1.587.672.011
.Autres immobilisations corporelles	2.215.859.652	889.317.354	- 583.434.738	-	-	-	-	2.521.742.268
<b>TOTAL : (A+B+C)</b>	<b>80.206.009.139,88</b>	<b>5.458.170.218</b>	<b>- 452.995.970</b>	<b>314.494.855</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>84.896.688.533,04</b>

**TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS  
D'IMMOBILISATIONS**

EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
	211-212	1.228.498	817.099				
	213	68.253.973	68.253.973				
	221						
	222						
	228	398.145.776	-	398.145.776	433.978.896	39.184.297	3.351.177
	231						
	232	19.035.249	18.908.392	126.858	802.800	19.711.192	19.035.249
	233	252.124.870	211.362.330	40.762.540	43.754.619	214.699.565	211.707.486
	234	1.364	1.364	-	-	1.364	1.364
	235	15.203.576	15.151.696	51.880	-	11.752.960	11.804.841
	238	-	-	-	-	-	-
	239	4.740.846.721	-	4.740.846.721	5.158.218.978	540.972.879	123.600.622
	<b><u>Total général</u></b>	<b>5.494.840.029</b>	<b>314.494.855</b>	<b>5.179.933.775</b>	<b>5.636.755.293</b>	<b>826.322.258</b>	<b>369.500.740</b>

TABLEAU DES BIENS EN CREDIT-BAIL

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Rubriques	Date de la 1ère échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat HT	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exécutions précédentes des redevances	Montant des redevances	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations (Contrat n°)
							A moins d'un an	A plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Véhicule	31/08/2021	48 mois	534.242	4 ANS	585.948	0	0	0	5.342	0510910
Véhicule	31/08/2021	48 mois	374.637	4 ANS	340.853	0	0	0	3.746	0510920
Véhicule	15/01/2021	48 mois	374.637	4 ANS	410.896	70.043	0	0	3.746	0510930
Véhicule	15/09/2021	48 mois	407.017	4 ANS	435.222	86.937	0	0	4.070	0510940
Véhicule	15/09/2021	48 mois	407.017	4 ANS	435.222	86.937	0	0	4.070	0510890
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515210
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515220
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515230
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515240
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515250
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515260
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515270
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515280
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515290
Véhicule	20/12/2021	48 mois	138.472	4 ANS	136.649	40.625	0	0	1.385	0515300
Véhicule	05/03/2022	48 mois	549.992	4 ANS	498.745	176.028	29.199	0	5.500	0518330
Véhicule	05/05/2022	48 mois	584.114	4 ANS	498.530	186.949	61.826	0	5.841	0521950
Véhicule	25/05/2022	48 mois	363.821	4 ANS	310.514	116.443	38.509	0	3.638	0522320
Véhicule	20/06/2022	48 mois	634.175	4 ANS	524.342	202.971	83.774	0	6.342	0523820
Véhicule	15/07/2022	48 mois	413.821	4 ANS	331.114	132.445	65.495	0	4.138	0524630
Véhicule	10/08/2022	48 mois	589.134	4 ANS	455.676	188.556	108.611	0	5.891	0526060
Véhicule	31/07/2022	48 mois	589.134	4 ANS	471.389	188.556	93.242	0	5.891	0526070
Véhicule	20/08/2022	48 mois	455.404	4 ANS	352.240	145.754	83.957	0	4.554	0526920
Véhicule	20/08/2022	48 mois	455.404	4 ANS	352.240	145.754	83.957	0	4.554	0526930
Véhicule	20/09/2022	48 mois	584.658	4 ANS	436.620	187.123	122.989	0	5.847	0529470
Véhicule	31/10/2022	48 mois	1.712.799	4 ANS	1.233.428	456.825	0	0	17.128	0520370
Véhicule	05/02/2023	48 mois	96.000	4 ANS	58.890	30.725	30.007	2.552	960	0524120
Véhicule	05/02/2023	48 mois	359.518	4 ANS	220.542	115.065	112.376	9.559	3.595	0535480
Véhicule	05/02/2023	48 mois	359.518	4 ANS	220.542	115.065	112.376	9.559	3.595	0535500
Véhicule	25/04/2023	48 mois	2.023.627	4 ANS	1.133.427	647.672	628.546	160.898	20.236	0520400
Véhicule	20/02/2024	48 mois	525.755	4 ANS	159.982	174.526	159.143	182.929	5.258	0556900
Véhicule	01/05/2024	48 mois	341.184	4 ANS	75.505	113.257	101.812	145.080	3.412	0558520
Véhicule	15/05/2024	48 mois	341.184	4 ANS	75.505	113.257	101.812	145.080	3.412	0558530
Véhicule	01/05/2024	48 mois	341.184	4 ANS	75.505	113.257	101.812	145.080	3.412	0558540
Véhicule	25/06/2024	48 mois	1.790.257	4 ANS	346.664	594.280	531.724	806.964	17.903	0560750
Véhicule	10/10/2024	48 mois	521.498	4 ANS	43.278	173.113	151.982	287.678	5.215	0564910
Véhicule	10/01/2025	48 mois	358.684	4 ANS		119.066	103.057	224.557	3.587	0567430
Véhicule	10/01/2025	48 mois	448.873	4 ANS		149.005	128.970	281.021	4.489	0567450
Véhicule	25/04/2025	48 mois	621.830	4 ANS		154.814	184.690	280.292	6.218	0570480
Véhicule	30/06/2025	48 mois	386.205	4 ANS		74.784	108.366	288.790	3.862	0570980
<b>Totaux</b>			<b>18.930.040</b>		<b>11.449.308</b>	<b>5.465.462</b>	<b>3.328.229</b>	<b>2.970.038</b>	<b>189.300</b>	

DETAIL DES POSTES DU C.P.C.

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
711	<u>Ventes de marchandises</u>		
	Ventes de marchandises au Maroc		5.202.349.227
	Ventes de marchandises à l'étranger		651.865.350
	Reste du poste des ventes de marchandises		
712	<b>TOTAL</b>	-	<b>5.854.214.577</b>
	<u>Ventes des biens et services produits</u>		
	Ventes de biens et services produits au Maroc	30.392.535.729	26.225.118.688
	Ventes de biens et services produits à l'étranger	16.063.559.180	16.170.952.923
	Ventes de services au Maroc	7.881.369.621	7.318.321.959
	Ventes de services à l'étranger		
	Redevances pour brevets, marques, droits.....		
	Reste du poste des ventes et services produits	#REF!	1.337.719.690
	<b>TOTAL</b>	<b>#REF!</b>	<b>51.052.113.260</b>
	<u>Variation des stocks des biens produits</u>		
713	Variation des stocks des biens produits (+-)	513.362.803	-1.098.619.463
	Variation des stocks des produits intermédiaires (+-)		-539.557.076
	Variation des stocks des produits en cours (+-)	945.919.200	1.157.741.992
	<b>TOTAL</b>	<b>1.459.282.002</b>	<b>-480.434.546</b>
718	<u>Autres produits d'exploitation</u>		
	Jetons de présence reçus	-	-
	Reste du poste ( produits divers )	-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
719	<u>Reprises d'exploitation : transferts de charges</u>		
	Reprises	677.497.590	314.323.949
	Transferts de charges	817.649.058	1.064.609.192
	<b>TOTAL</b>	<b>1.495.146.649</b>	<b>1.378.933.141</b>
738	<u>INTERETS ET AUTRES PRODUITS FINANCIERS</u>		
7381	Intérêts et produits assimilés	388.714.184	303.995.621
7383	Revenus des créances rattachées à des participations	1.259.671.577	1.116.851.203
7385	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	123.935.200	161.688.947
	Reste du poste intérêts et autres produits financiers	2.568.148	5.348.978
	<b>TOTAL</b>	<b>1.774.889.109</b>	<b>1.587.884.750</b>

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

du 01/01/2025 au 31/12/2025

INTITULES	Montant	Montant
<b>I. RESULTAT COMPTABLE NET IMPOT</b>		
Bénéfice net	#REF!	
Perte nette		
<b>II. REINTEGRATIONS FISCALES</b>		
<i>1. Courantes</i>	<b>5.682.663.334,37</b>	
_ Provisions Dépréciation clients.	636.356.847,32	
_ Provision Rejets TVA,	464.604.181,40	
_ Provisions Dépréciation Imm Fin	706.276.119,18	
_ Rejet TVA CRNR	28.568.612,61	
_ Dotations non déductibles.	154.796.397,13	
_ Retraitement +V fusion OCP MP ( régime transitoire)	308.299.877,94	
_ charges Caisse de retraite et maladie.	229.157.833,00	
_ Charges sur exercices antérieurs	242.303.648,09	
_ Amortissement prime de Rembt des obligations	5.248.936,95	
_ Cotisations.	157.414.372,54	
_ Ecart de conversion - Passif 2025	2.749.636.508,21	
<i>2. Non courantes</i>	<b>9.642.514.523,97</b>	
_ IS/CM	5.903.565.136,00	
_ Rappel IS CF	318.555.291,00	
_ Rappel des autres impôts autres que IS	1.464.553.869,00	
_ Contribution sociale	137.789.810,00	
_ Subventions et dons	1.054.756.493,17	
_ autres charges non courantes	70.431.661,81	
_ Provision environnement	12.114.785,66	
_ Pénalité DDP T4 2024 - T1 2025 et T2 2025 et T3 2025	117.886.637,00	
_ Autres amendes et Pénalité	5.774.485,73	
_ Pénalité CF	117.225.470,00	
_ Autres Provisions non courantes	407.613.753,39	
_ Provisions organismes sociaux	416.360,00	
_ Provisions Pénalité DP T4 2025	31.830.771,21	
<b>II. DEDUCTIONS FISCALES</b>		
<i>1. Courantes</i>		<b>5.834.552.915,89</b>
_ Ecart de conversion passif cloture OCP 2024		610.394.440,88
_ Reprise provision rejet TVA		45.245.790,73
_ Reprise Provisions Dépréciation clients		631.634.700,71
_ Reprise Provisions Dépréciation Imm Financières		48.497.486,69
_ Revenus des titres de participation		4.498.780.496,88
_ charegs Caisse de retraite et maladie déjà réintégrées.		
<i>2. Non Courantes</i>		<b>1.951.823.370,09</b>
_ Reprise provision déjà réintégrée ( DDP T4 2024)		30.709.248,98
_ Reprise provision CF		1.900.334.630,00
_ Reprise provision environnement		15.568.758,07
_ Reprise provision suspens bancaires		5.210.733,04
<b>Total</b>	<b>#REF!</b>	<b>7.786.376.285,98</b>
<b>IV. RESULTAT BRUT FISCAL</b>		
Bénéfice brut si T1>T2 (A)	#REF!	
Déficit brut fiscal si T2>T1 (B)		
<b>V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C)</b>		<b>0,00</b>
<b>VI. RESULTAT NET FISCAL</b>		
Bénéfice net fiscal ( A - C )	#REF!	<b>0,00</b>
ou déficit net fiscal (B)		<b>0,00</b>
<b>VII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER.</b>		<b>0,00</b>

Coefficient export 58,81%  
Taux effectif #REF!

RESULTAT FISCAL	IS THEORIQUE TOTAL SELON BAREME PROPORTIONNEL	IS CORRESPONDANT AU CA LOCAL
#REF!	#REF!	#REF!

IS CORRESPONDANT AU CA EXPORT	<b>IS GLOBAL</b>
#REF!	<b>#REF!</b>

**Détermination du résultat courant après impôt**

I/ DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
<b>Résultat courant d'après CPC</b>	#REF!
Réintégrations sur opérations courantes	5.682.663.334
Déductions fiscales sur opérations courantes	5.834.552.916
<b>Résultat courant théoriquement imposable</b>	#REF!
Déductions des déficits fiscaux imputés	
Résultat théoriquement imposable	
Impôt théorique sur résultat courant ou cotisation minimale	#REF!
<b>Résultat courant après impôt</b>	#REF!
II/- INDICATION DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR LES DISPOSITIONS Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025	

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Du 01/01/2025 Au 31/12/2025

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations T V A de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
<b>A. T.V.A. Facturée</b>	<b>-619.665,57</b>	<b>3.212.477.577,24</b>	<b>3.211.857.911,67</b>	<b>0,00</b>
- TVA facturée	-619.665,57	3.212.477.577,24	3.211.857.911,67	0,00
<b>B. T.V.A. Récupérable</b>	<b>614.832.428,75</b>	<b>5.816.118.110,54</b>	<b>5.454.543.277,03</b>	<b>976.407.262,26</b>
- TVA récupérable / FG	307.616.667,23	5.225.783.132,20	4.865.733.227,95	667.666.571,48
- TVA récupérable /IMM	307.215.761,52	590.334.978,34	588.810.049,08	308.740.690,78
<b>A - B (- CREDIT TVA) (+TVA DUE)</b>	<b>-615.452.094,32</b>	<b>-2.603.640.533,30</b>	<b>-2.242.685.365,36</b>	<b>-976.407.262,26</b>

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital :8.287.500.000,00

EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

Nom,prénom des principaux associés (1) 1	Adresse 6	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale 9	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent 7	Exercice actuel 8		Souscrit 10	Appelé 11	Libéré 12
L'ETAT MAROCAIN		77.999.992	77.999.992	100			7.799.999.200
La Banque Centrale Populaire	101, Boulevard Zerktouni, Casablanca	84.315	84.315	100			8.431.500
S.A.D.V	Hay Erraha, rue Al Abtal, N° 2-4, Casablanca	729.300	729.300	100			72.930.000
Infra Maroc Capital	37, Bd Abdelatif Benkadour, Casablanca	2.471.130	2.471.130	100			247.113.000
SOCINVEST		681.538	681.538	100			68.153.800
PREV INVEST SA		908.717	908.717	100			90.871.700
M. Mostafa TERRAB	OCP SA -Hay Erraha, rue Al Abtal, N° 2-4, Casablanca	1	1	100			100
Mme BENALI LEILA	Ministère d'Energie, des Mines et du Développement Durable	1	1	100			100
Mme FETTAH NADIA	Ministère de l'Economie et des Finances	1	1	100			100
M. Ahmed El Bouari	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime	1	1	100			100
M. MEZZOUR RYAD	Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique	1	1	100			100
M. Abdelouafi Laffit	Ministère de l'Intérieur	1	1	100			100
M. Nasser Bourita	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	1	1	100			100
M. Abdellatif ZAGHNOUN	DG de l'Agence nationale de gestion stratégique des participations de l'Etat	1	1	100			100
		82.875.000	82.875.000				8.287.500.000

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

OCP SA  
 ETAT C3

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE  
 L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
<b>- SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE</b> CAPITAUX PROPRES PLUS CAPITAUX PROPRES ASSIMILES MOINS IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	58.599.532.341	46.487.932.467	#REF!
<b>- OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1. CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES	80.828.987.804	56.906.327.838	#REF!
2. RESULTAT AVANT IMPOTS	- 1.352.258.533	- 4.465.267.978	#REF!
3. IMPOTS SUR LES RESULTATS	208.635.947	852.771.489	#REF!
4. BENEFICES DISTRIBUES	9.301.061.250	7.250.733.750	#REF!
5. RESULTATS NON DISTRIBUES (MIS EN RESERVES OU EN INSTANCE D'AFFECTATION)			
<b>- RESULTAT PAR TITRE (P/LES SOCIETES PAR ACTIONS ET SARL)</b>			
. RESULTAT NET PAR ACTION OU PART SOCIALE	- 18,83	64,17	#REF!
. BENEFICES DISTRIBUES PAR ACTION OU PART SOCIALE	112,23	87,49	#REF!
<b>- PERSONNEL</b>			
. MONTANT DES SALAIRES ET PRIMES BRUTS DE L'EXERCICE	7.115.004.883	7.459.116.105	#REF!
. EFFECTIF MOYEN DES SALARIES EMPLOYES PENDANT L'EXERC.	15.446	15.284	15.358

ETAT D'AFFECTION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

	MONTANT		MONTANT
<b>A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B. AFFECTATION DES RESULTATS</b>	
.Report à nouveau	#REF!	. Réserve légale	
.Résultats nets des exercices antérieurs en instance d'affectation		. Autres réserves	#REF!
.Résultat net de l'exercice	#REF!	. Tantièmes	
Autres réserves	#REF!	. Dividendes	#REF!
.Autres Prélèvements		. Resultat net en instance d'affectation	
		. Report à nouveau	#REF!
<b>TOTAL A</b>	#REF!	<b>TOTAL B</b>	#REF!

OCP SA  
ETAT C4

TABLEAU DES OPERATIONS EN DEVISES  
COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE

du 01/01/2025 au 31/12/2025

NATURE	ENTREE CONTRE VALEUR EN DIRHAMS	SORTIE CONTRE VALEUR EN DIRHAMS
FINANCEMENT PERMANENT	25.336.053.459	
IMMOBILISATIONS BRUTES		2.556.651.083
RENTREES SUR IMMOBILISATIONS		
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT		6.671.813.530
PRODUITS	15.998.368.258	
CHARGES		6.474.300.569
<b>TOTAL DES ENTREES</b>	<b>41.334.421.717</b>	
<b>TOTAL DES SORTIES</b>		<b>15.702.765.182</b>
<b>BALANCE DEVISES</b>		<b>25.631.656.535</b>
<b>TOTAL</b>	<b>41.334.421.717</b>	<b>41.334.421.717</b>

En MAD	Fidaroc Grant Thornton	Forvis Mazars
	31/12/2025	31/12/2025
<b>Commissariat aux comptes, certifications, examen des comptes individuels et consolidés</b>	1.780.000,00	1.780.000,00
Commissariat aux comptes, certifications, examen des comptes individuels		
Commissariat aux comptes, certifications, examen des comptes consolidés		
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux compt</b>	830.000,00	830.000,00
<b>Autres prestations</b>	-	-
<b>Total</b>	<b>2.610.000,00</b>	<b>2.610.000,00</b>

**RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE**  
Exercice clos au 31 décembre 2025



# SOMMAIRE

Contexte de l'activité	03
Activité durant l'année 2025	07
Résultats de l'exercice 2025 d'OCP S.A	11



## CONTEXTE DE L'ACTIVITE



# SYNTHÈSE DE LA SITUATION DU MARCHÉ DE LA ROCHE EN 2025 (\*)

En 2025, le commerce mondial observé de la roche phosphatée s'est établi autour de 35,4 MT, à un niveau globalement stable par rapport à 2024 (≈35,2 MT), reflétant des dynamiques régionales contrastées entre la progression des importations en Asie et le rebond des flux vers l'Europe, compensés par des replis sur d'autres marchés.

En Inde, les importations ont poursuivi leur progression pour dépasser 11,2 MT. En Chine, les importations sont restées quasi stables autour de 1,7 MT. En Europe, la demande s'est redressée avec des importations atteignant environ 8,3 MT. Les importations en Amérique du Nord se sont maintenues à un niveau élevé autour de 3,4 MT.

Les prix de la roche OCP FOB Morocco se sont établis à 213 \$/t en 2025, en légère hausse par rapport à 2024, supérieurs aux prix de la concurrence.

L'offre en 2025 a été marquée par le renforcement des exportations du Moyen-Orient et d'Afrique.

## **Demande : dynamique soutenue en Asie et reprise des importations en Europe**

- **Inde** : Les importations de roche ont atteint ≈11,2 MT en 2025 (vs ≈10,7 MT en 2024), confirmant le rôle central de l'Inde pour soutenir la production domestique d'engrais phosphatés.
- **Chine** : Volumes en recul à ≈1,7 MT (vs ≈1,8 MT en 2024) avec une priorité accrue accordée à l'approvisionnement domestique.
- **Amériques** : Importations stables à ≈3,4 MT en Amérique du Nord. Au Brésil, volumes modérés autour de ≈1,4 MT.
- **Europe** : Rebond des importations à ≈8,34 MT (vs ≈8,03 MT en 2024). Montée en puissance des volumes en provenance du Maroc (≈2,16 MT), de la Jordanie (≈0,94 MT) et de l'Égypte (≈0,83 MT).

## **L'offre en 2025 marquée par le renforcement des exportations du Moyen Orient et de l'Afrique**

- **Russie** : Exports structurellement contraints. Les volumes vers l'Europe restent significatifs (≈1,24 MT) et largement concentrés sur des flux captifs.
- **Égypte** : Exports en nette progression à ≈7,4 MT (+0,9 MT vs 2024) portés par une diversification des débouchés asiatiques.
- **Jordanie** : Recul à ≈6,7 MT (vs ≈7,1 MT en 2024). Renforcement en Europe (≈0,94 MT vs ≈0,20 MT en 2024).
- **Algérie** : ≈1,6 MT, principalement orientées vers l'Europe.
- **Afrique du Sud** : ≈1,12 MT en hausse, vers l'Europe avec flux concentrés vers les Pays-Bas (≈0,61 MT) et la Lituanie (≈0,11 MT).

(\*) observations basées sur les données de trade marché arrêtées au 03/02/2026  
Source : GTA, données maritimes, Internal data.

## SYNTHÈSE DE LA SITUATION DU MARCHÉ DES ENGRAIS EN 2025 (1/2)

L'année 2025 a été marquée par une augmentation notable du commerce mondial d'engrais phosphatés malgré une forte augmentation des prix au 2ème et 3ème trimestres. Le niveau des imports/exports des DAP/MAP/TSP/NPs s'est établi à 43.6Mt (une croissance de ~3Mt par rapport à 2024) tandis que le prix des engrais a augmenté d'environ 20% et celui des cultures agricoles (Soja, Riz & blé) a baissé. Cette résilience s'explique par le retour en force de l'Inde avec des imports à 8.9Mt (+3.3Mt vs 2024), portée par une volonté gouvernementale forte de sécuriser l'approvisionnement même à des niveaux de prix élevé. La fin de 2025 est marquée par une augmentation des stocks en Inde.

### **LA DEMANDE : Une augmentation considérable +3Mt par rapport à 2024 :**

**Inde** : Rebond en import après 2024 difficile. Imports (DAP+NP+TSP) à 8.9 Mt (vs. 5.6 Mt en 2024), dont 1Mt TSP depuis le Maroc. Stocks DAP reconstitués : 2.0-2.4Mt en déc. 2025 (vs. 1.2Mt en déc. 2024). DAP CFR Inde moyen à 720\$/t (+133\$/t vs 2024), pic à \$810/t.

**Brésil** : Imports DAP/MAP/NPS/TSP à 8.4Mt (+1% par rapport à 2024). Afflux massif de NPs chinois à bas prix (2.5Mt vs. 0.7Mt en 2024), Ces NPs (type 8N-40P) ont permis aux exportateurs chinois de contourner les quotas d'exports du MAP et du DAP. Push TSP/TSP+ par OCP dans le marché (+0.3Mt).

**États-Unis** : Impact des barrières commerciales (Admin.Trump). Prix local Premium de ~100\$/t vs DAP India CFR sur S2. Imports à 1.9Mt, baisse de 39% vs 2024.

**Europe** : Baisse des imports de 0.2Mt. Affordabilité et taxes anti-fertilisants russes, facteurs majeurs limitant la consommation.

**Afrique** : Imports hors NPK +0.3Mt grâce à l'Éthiopie.

### **L'OFFRE : un accroissement notable pour répondre au rebond :**

**Chine** : Quotas plus faibles renforçant la politique protectionniste (DAP: 3.3Mt vs 4.9Mt, MAP: 1.4Mt vs 2.1Mt). Compensation via NPs. Exports totaux à 10Mt. Redémarrage en juin seulement (+2 mois retard vs 2024).

**Amérique du Nord** : Production US à 8.1Mt (niveau bas). Exports à 3.3Mt (vs 3.6Mt en 2024).

**Arabie Saoudite** : Exports à 6.5Mt (+0.8Mt DAP/MAP/NPS). Optimisation capacité (>100% utilisation).

**Russie** : Exports stables malgré taxes UE appliquées en juillet. Diversification vers Afrique (ventes à discount).

**Autres exportateurs** : montée en capacité d'Éti Bakir portant la Turquie à 460Kt d'exports (+120Kt vs 2024). Lifosa en Lituanie continue la reprise de ses opérations (+300Kt).

**OCP** : Record: 11.6 Mt DAP/MAP/NPS/TSP (+3% vs 2024). 12.4Mt avec NPK. TSP/TSP+ à 4.3Mt (+1.8Mt vs 2024).

**CONTEXTE DES PRIX** : DAP CFR Inde moyen à 720\$/t (+133\$/t vs 2024), pic à \$810/t. MAP Brésil CFR en croissance plus basse (afflux NP chinois). DAP FOB NOLA en inflation significative (barrières douanières Admin.Trump). Inflation soufre (~\$500/t) a créé un prix plancher.

## SYNTHÈSE DE LA SITUATION DU MARCHÉ DES ENGRAIS EN 2025 (2/2)

**LA DEMANDE :** Le marché a vu une continuité de reprise de demande d'engrais par rapport à 2024 (+1,7MT), malgré une affordability érodée et une situation économique délicate dans certaines régions :

- **Inde :** Le marché a vu l'introduction réussie du TSP pour la première fois à hauteur de 407kT. Cependant, la demande a été freinée cette année par un manque de produit (import 5,8 MT de DAP/MAP/NP/TSP vs 6,8 MT en moyenne durant les 5 dernières années). La pluviométrie a été au rendez-vous mais la consommation est restée plafonnée par manque de disponibilité du produit (DAP: 9,4 MT vs 11 MT en 2024). Les stocks de fin d'année ont atterri sur un des niveaux les plus bas historiquement (~ 1,2 MT vs 2,0 MT en 2024);
- **Océanie:** Les imports de l'Australie ont augmenté sensiblement pour atteindre 1,8MnT en 2025. Cette année, contrairement à 2024, les importateurs ont anticipé l'absence de l'offre chinoise au quatrième trimestre et ont assuré du volume depuis d'autres sources incluant le Maroc et l'Arabie saoudite;
- **Etats-Unis :** Le pays a connu une bonne augmentation de la demande en import en 2025 à l'issu des problèmes de production et à une hausse de la consommation. Celle-ci a augmenté grâce à des conditions météorologiques favorables et des economics du fermier encourageantes. Les imports ont augmenté de 14% en DAP-MAP-NP-TSP, pour atteindre environ 3,2 MT;
- **Brésil :** Les importations ont été plus basses au premier semestre par rapport à 2024 sur fond d'attentisme des acheteurs (3,0 MT vs 3,9 MT). Au troisième trimestre, cette tendance a été inversée avec des achats de volumes importants pour subvenir aux besoins des fermiers induisant également une augmentation des prix. L'année a fini en légère diminution des imports de 8,3 MT vs 8,5 MT en 2024;
- **Europe :** Une continuité de la reprise de la demande a permis une augmentation des imports en 2025, pour que les volumes retrouvent les niveaux de 2021. L'import de DAP-MAP-NP-TSP a augmenté de près de 20% pour atteindre 4,3 MT. Une sécheresse excessive en Europe de l'Est et des inondations en Europe centrale en troisième trimestre ont empêché une demande plus élevée;
- **Afrique :** Les imports du DAP/MAP/NPS/TSP en Afrique ont légèrement augmenté en 2025 (2,6MnT vs 2,4MnT en 2024).

**L'OFFRE :** Un retour limité des volumes chinois à partir du deuxième trimestre, et un retour progressif des exports de la Lituanie en troisième trimestre :

- **Chine :** Contrairement à l'année dernière, le premier trimestre a été marqué par de faibles volumes d'exports DAP/MAP (0,25MT vs 1,2MT). Le gouvernement chinois a resserré les quotas à l'export afin de stabiliser les prix et assurer une offre suffisante et compétitive pendant la saison domestique. Les exports de 2025 ont aussi été marqués par un changement du mix produit: moins de DAP/MAP (6,5MT vs 7,0MT), plus de NPS/SSP (3MT vs 1,7MT), et moins de TSP (0,6MT vs 0,8MT). Les volumes exportés sur l'année restent finalement stables par rapport à 2024 pour DAP-MAP-NP-TSP;
- **Amérique du Nord :** La production des phosphates aux États-Unis a subi plusieurs problèmes liés à un incendie au 2ème trimestre et une série d'ouragans à la fin du troisième trimestre, ceci a induit une baisse des exports qui se sont établis à 3,2MT DAP-MAP-NPS;
- **Arabie Saoudite :** Les exportations saoudiennes en DAP, MAP, NP et NPK sont en hausse de 8% par rapport à 2024, ce qui traduit la résolution des problèmes de production rencontrés auparavant, notamment à l'usine d'ammoniaque. Les volumes ont été relativement concentrés sur l'Inde, les États-Unis et le Brésil avec une augmentation significative des exports au Pakistan;
- **Russie :** Les exportations russes sont plutôt stables en cette année. Ces volumes ont été envoyés notamment vers le Brésil, l'Europe et l'Amérique Latine;
- **Lituanie:** L'entreprise Lifosa, filiale d'Eurochem, après avoir annoncé en juillet 2024 un arrêt des opérations, a repris partiellement ses activités de production et d'exports cette année. Ces derniers se sont concentrés sur le marché américain (et européen) avec l'intention d'une reprise complète en 2025;
- **OCP :** Dans ce contexte international, les exportations d'engrais DAP, MAP, NPS et TSP ont connu une augmentation de 10% vs 2024, totalisant près de 11,3 MT (ou 12,03MT en incluant les NPK), représentant une année record pour le Groupe OCP. Plus particulièrement, les exportations de TSP ont augmenté de 0,7 MT pour atteindre 2,5 MT.



# ACTIVITÉ DURANT L'ANNÉE 2025



## ACTIVITÉ DURANT L'ANNÉE 2025 (1/3)

### MARCHÉ DES PHOSPHATES ET SES DÉRIVÉS

L'année 2025 s'est inscrite dans un environnement international exigeant et volatil. Le Groupe OCP a confirmé la solidité de son modèle industriel et sa capacité à créer durablement de la valeur. Le chiffre d'affaires Engrais à l'exportation a atteint ~7,5 milliards de dollars (+21% vs 2024), avec une marge commerciale de 7,7 milliards de dollars (+15% vs 2024), dans un marché plus exigeant, avec une hausse des volumes exportés de +3%, passant de 8,9 MT P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> à 9.2 MT P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> en 2025.

Cette trajectoire illustre la capacité du Groupe à prioriser la valeur sur le volume et à renforcer la rentabilité de ses activités. L'exercice a été marqué par la consolidation de l'excellence industrielle et l'accélération de la transformation digitale (SAP Wave II).

En conjuguant performance économique, transformation technologique et engagement durable, OCP confirme en 2025 son ambition de consolider son leadership industriel mondial tout en contribuant à la souveraineté alimentaire.

- **ROCHE PHOSPHATÉE** : Exports +24% en volume (6,7MT vs 5,4MT en 2024) et +26% en CA vs 2024. Reconquête clients, contrats indexés, optimisation logistique. Prix moyen FOB Morocco à 213 \$/t, en légère hausse vs 2024, supérieur à la concurrence (Jordanie: 155\$/t, Pérou: 120\$/t, Égypte: 86\$/t, Algérie: 106\$/t).
- **ACIDE PHOSPHORIQUE (hors APS)** : CA +34%, volumes +7%. Forte hausse du prix ACP standard. Réallocation stratégique des volumes, priorisant les destinations à haute valeur ajoutée. OCP leader avec 36% de part de marché (vs 35% en 2024).
- **OCP NUTRICROPS - ENGRAIS** : Volume export record 12,38 MT. Marge +16%. CA à 7,53 M\$ (+21% vs 2024). DAP CFR Inde moyen à 720\$/t, (+133\$/t par rapport à 2024), pic à 810\$/t. ~32% de part de marché mondial.
- **ACIDES DE SPÉCIALITÉ** : +7% de marge. Volumes stables ~370 KT P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>. CA avec progression solide +18% vs 2024, +73% vs 2023.
- **FEEDS** : Marge globale en progression vs 2023, léger recul vs 2024 (-4%). Marges unitaires en amélioration, portées par la hausse des prix de vente. CA de 93 M\$ (+6% vs 2024 ) en progression portée par une dynamique de prix favorable. Volumes en retrait (-9% vs 2024).
- **MAP SOLUBLE** : Accélération commerciale — Volumes doublés (65 Mt vs 33Mt en 2024). Marge +104%. Hausse du CA (+125% vs 2024).
- **PRIX MOYENS EXPORT 2025 (\$/T)** : DAP: 694 | MAP: 654 | TSP: 511 | NPS: 594 | NPK: 468 | ACP STD P2O5: 1 103 | APS: 1229 | Phosphate: 161.

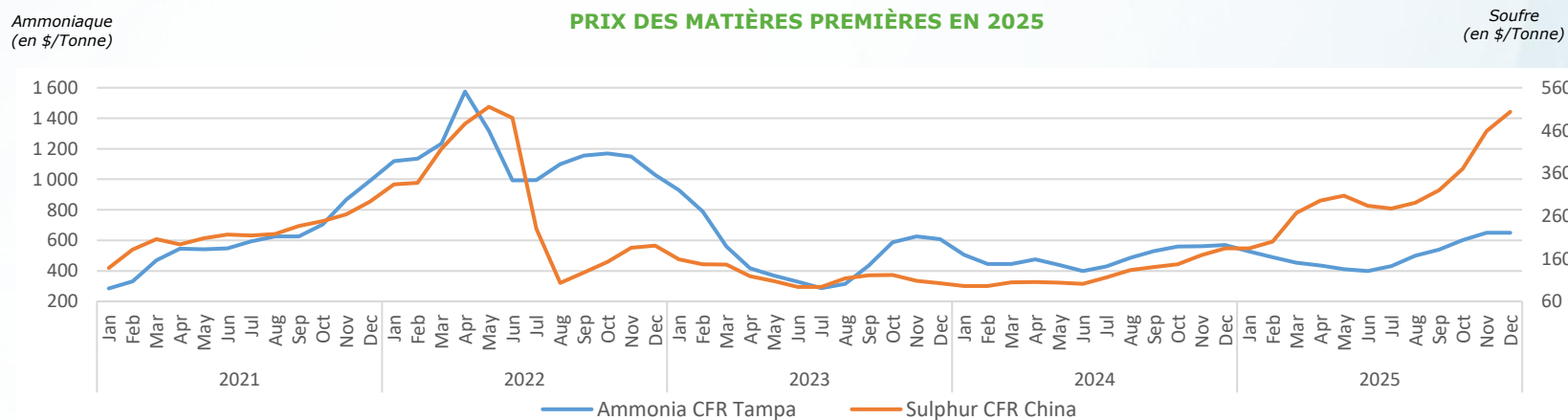
## ACTIVITÉ DURANT L'ANNÉE 2025 (2/3) MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES EN 2025

En 2025, le marché du soufre a connu une forte hausse des prix, passant d'environ 165 \$/T en début d'année à près de 520 \$/T FOB Moyen-Orient en décembre 2025. Au T1, la hausse a été alimentée par une augmentation de la demande d'Indonésie et une forte demande chinoise. Au S2, la forte hausse a été provoquée par des perturbations de l'offre (absence des volumes russes depuis septembre, épuisement des stocks au Kazakhstan, Turkménistan et Iran, et opérations de maintenance non planifiées en Arabie Saoudite, au Koweït et aux Émirats arabes unis T4).

Au S1 2025, le marché de l'ammoniac était orienté à la baisse, avec des niveaux de production records aux États-Unis. Le prix CFR Tampa s'établissait à 392 \$/T en juin (-146 \$/T vs janvier). Au S2, des arrêts non planifiés chez Ma'aden, une disponibilité limitée en Afrique du Nord et la fermeture de quatre unités Nutrien à Trinidad, conjugués à la demande saisonnière, ont entraîné une hausse. Le prix CFR Tampa atteignait 650 \$/T en décembre.

OCP Nutricrops a réalisé un approvisionnement compétitif grâce au pilotage optimisé de ses contrats long terme, la gestion proactive des stocks et la stratégie d'achat du Crush. Stock stratégique de ~1Mt constitué en 2024 à 115 USD/T CFR. En 2025, prélèvement de 891 kt (11% de la consommation).

- Soufre : importations d'environ 7,07 MT à 277 \$/T CFR en 2025 (vs 324 \$/T CFR équiv. FOB ME + Fret) contre environ 7,89 MT à 112 \$/T CFR en 2024.
- Ammoniac : importations d'environ 1,67 MT à 483 \$/T CFR (vs 516 \$/T CFR équiv. FOB Caribbean + Fret) contre 1,85 MT à 472 \$/T CFR en 2024.



\* Prix correspondant aux volumes déchargés aux ports marocains durant l'année calendaire

# ACTIVITÉ DURANT L'ANNÉE 2025 (3/3)

## ACTIVITÉS D'EXTRACTION ET PRODUCTION

### ACTIVITÉ MINIÈRE

- La production minière illustre les efforts d'adaptabilité et d'optimisation opérationnelle (programme "Mine Up").
- Cette dynamique s'inscrit dans le cadre du programme de transformation visant l'excellence à chaque étape de la chaîne de valeur.

### ACTIVITÉ EXTRACTION

- Records annuels absolus : Épierrage/Criblage 30,6 MT à Khouribga (+2,3% vs record) et 6,5 MT à Gantour (+1,1%).
- Production ajustée -4% vs 2024 pour adaptation à la demande et gestion de stock.

### PRODUCTION MARCHANDE

- Performance record : 38 MT en 2025 (vs 35,3 MT en 2024), +7,6%. Constitution d'un stock stratégique de ~3 MT.
- Livraisons locales : 24,7 MT à Khouribga (+14,4% vs record). 4,4 MT à Youssoufia. Phosboucraâ : 2,1 MT (+61,5%).

### ACTIVITÉ DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE

- Record absolu de production d'engrais de 12,7 MT à Jorf (vs 11,8 MT en 2024). Production ACP : 7,7 MT P2O5 (+12%). ACP29 : 6,2 MT à Jorf. ACS : 18,6 MT. TSP : 1MT à Safi.
- Dessalement : 139 Mm<sup>3</sup> (vs 71 Mm<sup>3</sup> en 2024). Fusion : record 6,1 MT à Jorf.
- Transition vers engrais faible Cadmium (<20 mg Cd/kg P2O5) : ~3 Mt produits pour l'Europe et destinations réglementées.

### CROISSANCE DES VENTES D'ACIDE ET D'ENGRAIS EN 2025

- Acide phosphorique (hors APP) : ventes totales à 1,4 MT P2O5.
- Engrais : ventes globales +10%. Ventes totales (hors Feeds) : 12,9 MT (vs 11,9 MT en 2024). Record chargement : 11,9 MT à Jorf.



**RÉSULTATS DE L'EXERCICE  
2025 D'OCP S.A**



## CHIFFRE D'AFFAIRES

La chiffres d'affaires à fin décembre 2025 s'élève à 55 664 MMAD

- Ce chiffre d'affaires correspond pour 32.822 MMAD aux ventes de l'activité Mine et pour 11.621 MMAD aux ventes de l'activité chimie. Ces ventes sont réparties comme suit :

Activité Mine	Quantité en Ktonnes	Montant en MMAD	Prix moyen de vente en MAD
Export	4 808	6 931	1 442
Local	26 929	25 891	961
<b>Total</b>	<b>31 737</b>	<b>32 822</b>	
Activité Chimie	Quantité en Ktonnes	Montant en MMAD	Prix moyen de vente en MAD
Acides	871	9 761	11 207
Engrais	270	1 860	6 889
<b>Total</b>	<b>1 142</b>	<b>11 621</b>	

Le chiffre d'affaires réalisé sur les autres activités correspond principalement à :

- Prestations « Opération et Maintenance » O&M au profit de Nutricrops pour 5 995 MMAD
- Prestations « Opération et Maintenance » O&M au profit de OCP GW pour 302 MMAD
- Refacturation des opérations de fret pour 634 MMAD
- Refacturation à OCP Nutricrops des achats d'acide de retour pour 431 MMAD
- Autres ventes (prestations de services, fourniture d'électricité, locations, personnel détaché...) pour 3 858 MMAD

## CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation se présentent de la manière suivante :

Charges d'exploitation en MAD	
Achats revendus de marchandises	64 467 732,85
Achats consommés de matières et fournitures	13 463 116 785,63
Autres charges externes	10 162 438 982,47
Impôts et taxes	237 729 164,78
Charges de personnel	11 213 885 869,48
Autres charges d'exploitation	28 568 612,61
Dotations d'exploitation	6 094 282 468,44
<b>Total</b>	<b>41 264 489 616,26</b>

- Les achats revendus de l'exercice 2025 correspondent majoritairement aux achats d'engrais auprès de Nutricrops pour revente à l'export.
- Les achats consommés de matières et de fournitures correspondent principalement aux consommations de matières premières (Acide phosphorique, Soufre liquide...), de consommations énergétiques (mazout de chauffe, pièces de rechange, énergie électrique, eau, gasoil,...), de prestations de services et autres matières et fournitures consommables.
- Les autres charges externes sont composées essentiellement des charges de transport (ONCF, camions, fret sur ventes et transport de personnel), des honoraires de consulting, des cotisations et dons octroyés, des frais d'entretien et réparation et de la facturation du personnel externe.
- Les impôts et taxes comprennent essentiellement la taxe minière (3 MAD/tonne extraite) et les taxes locales (professionnelle et des services communaux).
- Les charges de personnel regroupent principalement les salaires, les indemnités et les primes accordées ainsi que les charges sociales y afférentes.

# RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2025 D'OCP S.A

**LES DOTATIONS D'EXPLOITATION** sont détaillées comme suit :

Dotations d'exploitation en MAD	
Dotations d'exploitations aux amortissements	5 391 520 008,66
Dotations d'exploitations aux provisions pour dépréciation des immobilisations	0,00
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges momentanés	459 393 448,37
Dotations d'exploitation aux provisions pour dépréciation des stocks	60 008 133,79
Dotations d'exploitation aux provisions pour dépréciation créances de l'actif circulant	636 356 847,32
Dotations d'exploitation des exercices antérieurs	- 452 995 969,70
<b>Total</b>	<b>6 094 282 468,44</b>

**LE RÉSULTAT FINANCIER** se présente comme suit :

Résultat financier en MAD	
Produits des titres de participation	4 498 780 496,88
Gains de change	910 595 567,33
Intérêts et autres produits financiers	1 774 889 109,39
Reprises financières, transferts de charges	1 240 058 765,26
<b>Total produits financiers</b>	<b>8 424 323 938,86</b>
Charges d'intérêts	5 856 343 451,48
Pertes de change	772 058 861,18
Autres charges financières	193 967,80
Dotations financières	1 247 648 151,99
<b>Total charges financières</b>	<b>7 876 244 432,45</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>548 079 506,41</b>

## INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS FINANCIERS

- Les produits des titres de participation correspondent aux dividendes versés par OCP Nutricrops pour 3 500 000 00,00 MAD, par JESA pour 500 001 750,00 MAD, par PMP pour 300 000 000,00 MAD, par IMACID pour 133 299 570,00 MAD ainsi que TTS, COMATAM et PRAYON pour respectivement 29 588 526,88 MAD, 20 010 000,00 MAD et 15 880 650,00 MAD.
- Les intérêts et autres produits financiers comprennent les éléments suivants :

Intérêts et autres produits financiers en MAD	
Intérêts et autres produits assimilés	388 714 183,98
Revenus des créances rattachées à des participations	1 259 671 577,44
Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	123 935 200,12
Autres produits financiers	2 568 147,85
<b>Total</b>	<b>1 774 889 109,39</b>

Quant aux **charges d'intérêts**, celles-ci se décomposent comme suit :

Charges d'intérêts en MAD	
Intérêts sur dettes extérieures	4 055 348 011,19
Intérêts sur dettes locales	1 359 853 219,19
Autres	441 142 221,10
<b>Total</b>	<b>5 856 343 451,48</b>

## COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

Le résultat net de l'exercice 2025 s'élève à 10 691 798 638,62 MAD. Celui-ci se décline comme suit :

Montants en MAD	
Résultat d'exploitation	17 353 786 918,71
Résultat financier	548 079 506,41
Résultat non courant	- 987 947 359,51
Résultat avant impôts	16 913 919 065,62
Impôts sur les résultats	- 6 222 120 427,00
Résultat net	10 691 798 638,62

## ANALYSE DES COMPTES DE BILAN

Au 31 décembre 2025, les masses de bilan se présentent ainsi :

Synthèse des masses du bilan en MAD	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Financement permanent	169 522 616 692,01	155 253 650 940,18	14 268 965 751,83
Actif immobilisé	132 380 737 515,87	115 362 673 159,61	17 018 064 356,26
Fonds de roulement	37 141 879 176,14	39 890 977 780,57	- 2 749 098 604,43
Actif circulant	82 009 933 053,17	89 864 693 006,96	- 7 854 759 953,79
Dettes circulantes	41 368 710 672,72	41 852 087 629,44	- 483 376 956,72
Besoin en fonds de roulement	40 641 222 380,45	48 012 605 377,52	- 7 371 382 997,07
Trésorerie *	- 3 499 343 204,31	- 8 121 627 596,95	4 622 284 392,64
* dont titres et valeurs de placements	3 657 586 085,95	5 177 058 785,41	- 1 519 472 699,46

# RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2025 D'OCP S.A

## FONDS DE ROULEMENT

Les principaux événements qui ont impacté le fonds de roulement durant l'exercice 2025 sont :

### Au niveau des capitaux propres :

Baisse des capitaux propres en 2025 expliquée par l'effet combiné entre le résultat net bénéficiaire de l'exercice 2025 de 10.7 Mds MAD et la distribution de dividendes nets pour 7.5 Mds MAD.

### Au niveau des dettes de financement:

- Emission de 2 Emprunts obligataires de 1 Milliard de \$ et 0,75 Milliard de \$ soit respectivement 9,3 Milliards de MAD et 6,9 Milliards;
- Nouveaux tirages courant 2025 pour 25.336 MMAD avec :
  - 3,8 Milliards de MAD équivalent à 365 millions € auprès de la BNPP;
  - 2,1 Milliards de MAD équivalent à 200 millions € auprès de AFD;
- Remboursements de la tranche résiduelle du bond émis en 2015 de 555 Millions de USD.
- Autres remboursements de crédits pour 4,8 Milliards de MAD

### Au niveau des provisions long terme :

- Baisse de la provision pour risque de change sur les emprunts pour - 87 MMAD, correspondant aux écarts de conversion des emprunts en devise
- Baisse de la provision pour risque juridique pour - 411 MMAD, suite au dénouement des litiges.

Partiellement compensés par:

- Hausse de la provision caisse maladie pour 180 MMAD suite à la baisse du taux d'actualisation relatif aux plans médicaux combinée à l'effet de la courbe de consommation.

### Au niveau des investissements :

- Hausse des immobilisations en non-valeurs à la suite de l'émission d'emprunts obligataires en 2025 avec une prime de remboursement des obligations pour 286 millions de MAD et des frais d'émission pour 221 millions de MAD.
- Hausse des investissements de la période pour 19,8 Milliards de MAD

### Au niveau des titres de participation :

Hausse des participations de 10,1 milliards de MAD suite à :

- Augmentation du capital de:

- OCP Green Water SA de 3,669 MMAD via conversion du compte de courant;
- SAEDM de 1,000 MMAD via conversion du compte de courant;
- OCP AFRICA de 933 MMAD via conversion du compte de courant;
- OIFFA de 3,405 MMAD dont 2.905 via conversion du compte courant;
- OCP GREEN ENERGY SA de 225 MMAD;
- ZMPPL de 20 M\$ via conversion des obligations en actions.

- Libération du capital de OCP HOSPITALITY, souscrit en 2024 par OCP SA, d'une valeur de 250 MMAD, pour atteindre un capital de 5 420 MMAD.
- Création des filiales :
  - OCP RE au Luxembourg, filiale détenue à 100% par OCPsa avec un capital de 20 millions d'Euros entièrement libéré pour une valeur MAD de 215 millions de MAD
  - OCP SPS SA avec un Capital de 500 millions de MAD libéré à hauteur de 25% au 31.12.2025
- Constatation d'une provision pour dépréciation des titres de OCP HOSPITALITY d'un montant de 689 MMAD suite essentiellement à la dépréciation des titres SMG (Société Michlifen et Golf) chez MHC en décembre 2025 et ce en raison des pertes constatées.

## BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (hors titres et valeurs de placements)

Hausse du besoin en fonds de roulement entre 2024 et 2025 suite principalement à l'effet compensé entre :

- Baisse des créances clients pour 8,2 Mds MAD
- Hausse des dettes envers l'Etat pour 6,1Mds MAD
- Baisse des dettes fournisseurs de 4,6 Mds MAD
- Hausse des autres débiteurs de 3,2 Mds MAD
- Hausse des stocks de 2 Mds MAD

## TRÉSORERIE (y compris titres et valeurs de placements)

La trésorerie nette s'établit à -3,5 Mds MAD à fin 2025 contre -8,1 Mds MAD à fin 2024, soit une hausse de 4,6 Mds MAD, expliquée par la hausse de la trésorerie pour 6 Mds MAD suite à la baisse des Crédits Spots pour 5,9 Milliards, et la baisse des valeurs mobilières de placement (DAT et OPCVM) pour 1,5 Mds MAD.

## Fiche Synthétique sur les Instruments et Méthodes du Performance Management Corporate

### I- Dispositif et principes de pilotage du Groupe OCP

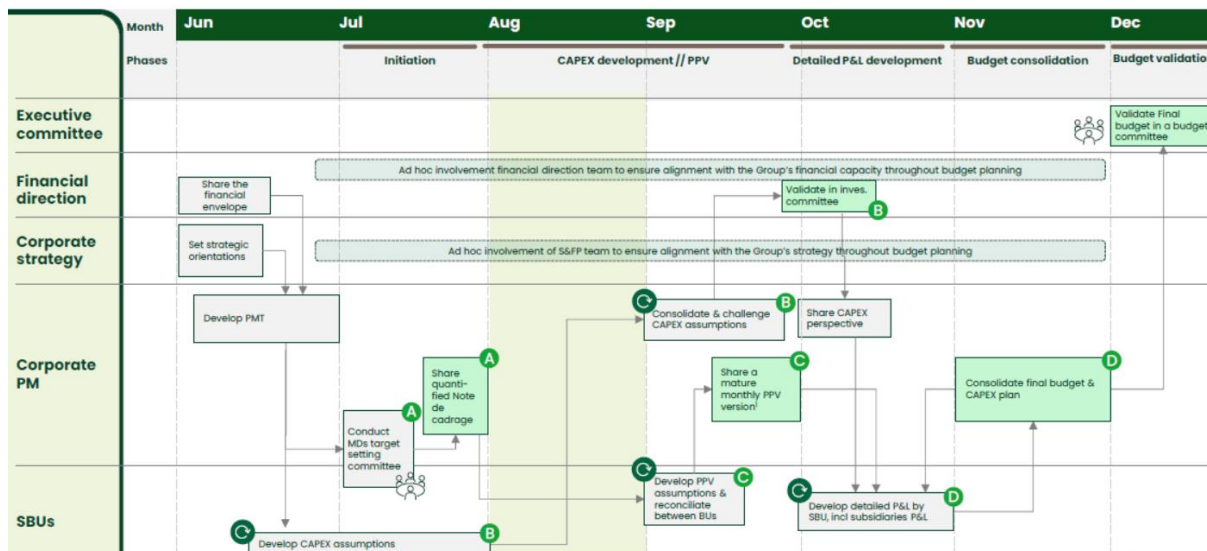
Le Groupe OCP a fait évoluer son Operating Model vers un Groupe multi-business, composé d'unités de performance cohérentes en termes de stratégie et responsabilisées de bout en bout sur leur P&L (i.e Strategic Business Units (SBU)), ainsi d'un Corporate réinventé, orchestrant les interdépendances stratégiques entre SBUs pour veiller à la réalisation des synergies et à l'atteinte de l'optimum Groupe :



### I- Principes de pilotage

Le cycle de management repose sur les principes structurants suivants :

- Le Cycle de Management doit garantir la complémentarité, synchronisation et la cohérence d'ensemble de la séquence stratégique (ensemble des exercices de planification) du Groupe OCP de la stratégie au pilotage opérationnel.
- Le cycle de management traduit l'engagement des différentes strates managériales à la réalisation des objectifs stratégiques.
- Performance management Corporate assure l'animation et l'orchestration du Cycle de Management à l'échelle du Groupe : elle définit le calendrier global et s'assure de la bonne intégration des différentes étapes du cycle
- Les SBUs ont une totale autonomie dans le déroulement et l'animation du cycle de management relevant de leur périmètre
- Le Strategic Committee examine, revoit et valide les livrables du cycle de management relevant du périmètre Groupe.
- Le suivi des réalisations est assuré à travers les reporting remontés par les différentes SBU et les revues de performance

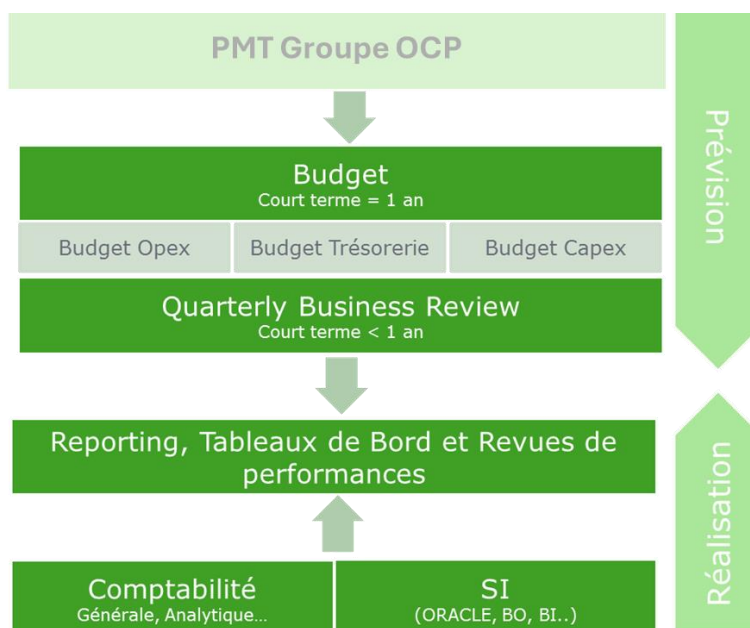


Séquence stratégique du Cycle de Management

### 1- Cycles de gestion du Groupe :

Différents cycles de gestion sont présentés dans le schéma ci-dessous, il s'agit de deux macros processus à savoir les prévisions et les réalisations.

#### 2.1- Le cycle prévisionnel :



- **Le Plan à Moyen/Long Terme :**

Le PMT du Groupe a pour vocation de matérialiser et de chiffrer les grandes orientations stratégiques du Groupe, et les programmes d'investissements les accompagnant, sur un horizon pluriannuel.

- **Le Budget :**

Le Budget correspond à la première année du PMT. Il est la référence annuelle d'objectifs de résultat fixé

par le Groupe, et est construit avec le niveau de détail nécessaire et suffisant, qui permettra une comparaison du réalisé la plus pertinente possible. Il détaille les objectifs de chaque responsable budgétaire.

Le processus d'élaboration budgétaire vise donc :

- Le cadrage de l'exercice budgétaire du Groupe OCP ;
- L'élaboration du budget du Groupe au niveau de granularité requis ;
- L'approbation du budget par le Conseil d'Administration ;
- La communication du budget à toutes les parties prenantes.

▪ **La Quarterly Business Review (QBR):**

La Quarterly Business Review est à la fois une analyse trimestrielle du réalisé, et une re-prévision du Budget sur le reste de l'année, permettant d'affiner l'atterrissage annuel. Le processus de QBR est trimestriel, et se fait avec le même niveau de détail que le Budget sur les prévisions de production et de ventes, le Compte de Produits et Charges et les CAPEX.

## **2.2- Le cycle de réalisation :**

▪ **Les Reportings et tableaux de bord :**

Les Reportings et tableaux de bord mensuels déterminent le résultat réel du Groupe, qu'ils comparent aux prévisions (Budget, Reforecast, N-1). Ils permettent d'identifier les écarts par rapport aux objectifs et de préconiser les plans d'actions adéquats.

➤ **Reporting Groupe :**

Ce reporting de gestion à vocation économique permet de présenter les états financiers consolidés du groupe en normes IFRS.

➤ **Rapports de production et tableaux de bord :**

On distingue deux types de rapports de production : le rapport journalier et le rapport mensuel de production, ce dernier est issu de la consolidation mensuelle des résultats journaliers, après la cubature des stocks. Les rapports sont produits aux niveaux Sites et Groupe.

➤ **Revue de la performance opérationnelle et économique :**

Ces revues sont préparées par le Performance Management des SBU. Elles permettent d'analyser et de suivre mensuellement la performance opérationnelle et économique des SBUs / sites industriels. Les éléments présentés constituent un détail de la performance globale des SBUs / sites, en mettant en avant les indicateurs de la performance opérationnelle (volumes de production par stade, consommations spécifiques, rendements, ratios de consommation), financiers et RH. Les réunions de performance sont tenues mensuellement dans le cadre des comités SBUs /sites, l'entité Performance Management Corporate assure la consolidation des réalisés mensuels et des revues de performance (y compris les KPI) à remonter au Startegic Committee.

## **II- Principes structurants de l'organisation de la fonction Performance Management :**

En phase avec la dynamique de transformation et la création des SBU, La fonction Performance Management est repensée afin de satisfaire les nouvelles exigences,

La fonction performance management groupe est aujourd'hui organisé de la manière suivante :

- **Performance Management Corporate :**
  - Soutenir l'Exécutif du Groupe OCP dans l'atteinte des objectifs stratégiques en orchestrant le pilotage de la performance à l'échelle du Groupe,
  - Répondre avec efficacité et qualité aux besoins de pilotage de l'Exécutif Groupe,
  - Animer et coordonner l'ensemble des cycles de planification du Groupe
  - S'assurer que les modalités de ce support soient robustes, appropriées dans l'ensemble du Groupe, simples, efficaces et flexibles aux meilleures pratiques et technologies
  - Être gardienne des Systèmes, Pratiques et du Langage de gestion qui assurent la « colonne vertébrale » du Pilotage de Groupe
  - Animer la filière Performance Management pour assurer la cohésion de la communauté, la cohérence des livrables et la complémentarité des moyens
- **Performance Management SBUs**
  - Les PM SBUs sont responsables de l'animation (orientation, animation et orchestration) du Cycle de Management sur leurs périmètres respectifs.
  - Fournissent les données et hypothèses pour le PMT Groupe
  - Animent et construisent leurs budgets détaillés avec les hypothèses de l'année 1 du PMT
  - Assurent le suivi du réalisé mensuel, les révisions trimestrielles et le suivi des plans d'action dans le respect du budget validé et pilote l'atterrissage de fin d'année sur le périmètre SBU

### III- Projets structurants

#### 1. Top 10 des Engagements CAPEX Développement Industriel (en MMAD) :

Intitulé Projet	Engagements 2025	Paiements 2025
Complexe chimique Mzinda	12 611	5 404
Plateforme de stockage SPH (Safi Phosphate Hub)	5 283	764
Mine de FOKRA	3 728	62
Laverie Louta	2 754	670
Dessalement Safi Wave 2	2 727	926
Port de Safi	917	1 547
Port de laâyoune	2 277	419
TSP Hub phase 2 à Jorf Lasfar	2 081	695
2ème et 3ème lignes de la laverie Benguerir	1 665	683
Stockage du phosphogypse	1 638	24

#### 2. Top 10 des Engagements CAPEX Hors Industriel (en MMAD) :

Intitulé Projet	Engagements 2025	Paiements 2025
Université Mohammed VI Polytechnique - Rabat	2 160	848
Université Mohammed VI Polytechnique - Benguerir	1 873	1 199
Université Mohammed VI Polytechnique - Laayoun	911	32
Projets Sociaux Immobiliers à Gantour	221	16
Centre Hospitalier Universitaire de Benguerir (CHU)	172	147
Réhabilitation de l'ancien bâtiment de colonies de vacances à I	109	42
Palais de congrès Khouribga	84	14
Travaux de construction du lycée Phosphore Al Fath à El Jadida	75	-
Centre d'accueil OCP à Khouribga	53	0
Digitalisation de l'activité commerciale - Roche & Acide	34	10

## IV- Réalisations 2025

### 1. Activité Minières

#### 1.1. Production (en Mt)

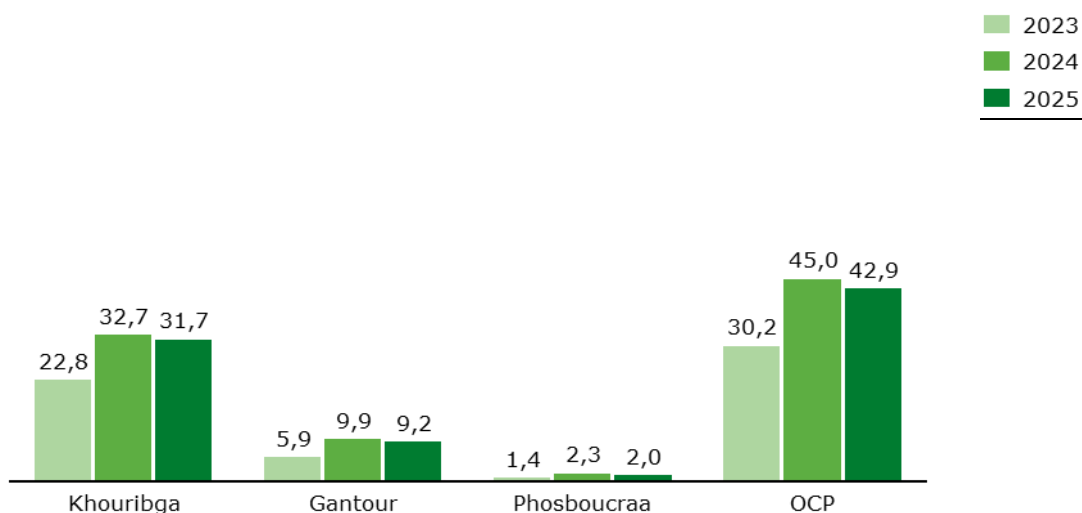
L'année 2025 a été marquée par l'enregistrement de plusieurs records annuels absolus, principalement au stade Épierrage/Criblage avec 30,6 MT à Khouribga et 6,5 MT à Gantour ce qui représente respectivement +2,3% et +1,1% du dernier record enregistré.

Pour répondre aux objectifs d'adaptation à la demande et de gestion de stock, la production a diminué de 4% par rapport à 2024.

La production marchande de phosphate a progressé de 35,3 MT en 2024 à 38 MT en 2025, enregistrant une hausse de +7,6%, avec constitution d'un stock stratégique de qualité riche d'environ 3 MT.

Cette performance a été marquée par des records absolus en matière de livraisons locales, atteignant 24,7 MT à Khouribga et 4,4 MT à Youssoufia.

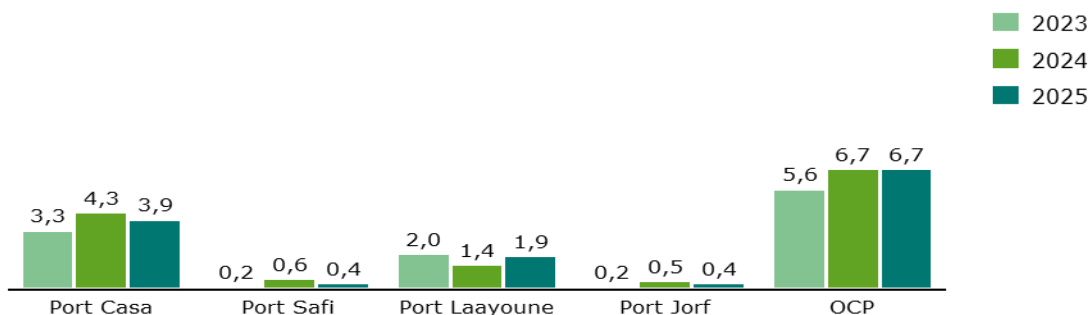
Phosboucraâ a également réalisé une performance exceptionnelle en 2025 réalisant 2,1 MT en Production marchande, enregistrant une hausse de +61,5%.



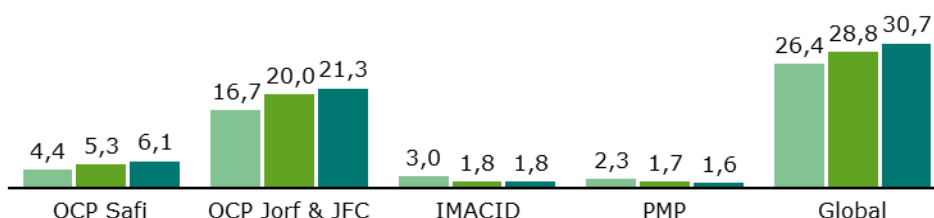
#### 1.2. Ventes (en Mt)

Les volumes de phosphates exportés en 2025 se sont établis à 6,7 MT, soit le même niveau qu'en 2024.

Les quantités livrées aux industries de transformation du Groupe s'élèvent à 30,7 MT contre 28,8 MT en 2024, soit une hausse de 7%.



(1) Tonnage facturé



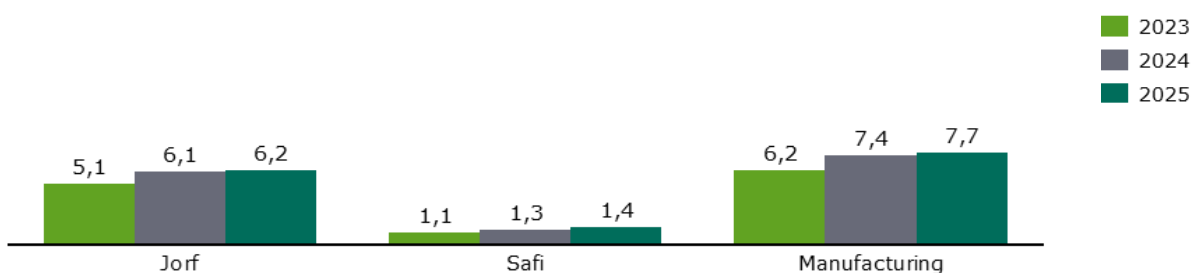
(2) PV des réceptions Mine-Chimie

## 2. Activités des Industries Chimiques

### 2.1. Production (en Mt)

#### 2.1.1. Acide phosphorique

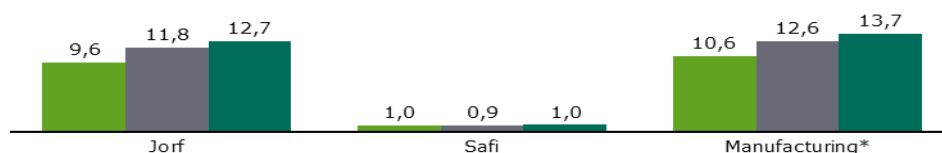
La production totale d'acide phosphorique à fin décembre 2025 est de 7,7 MT P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> contre 7,4 MT P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> en 2024.



(2) Production totale Acide 29%

#### 2.1.2. Engrais

La production totale d'engrais du Groupe OCP à fin décembre 2025 est de 13,7 MT contre 12,6 MT en 2024, soit une augmentation de 8%.

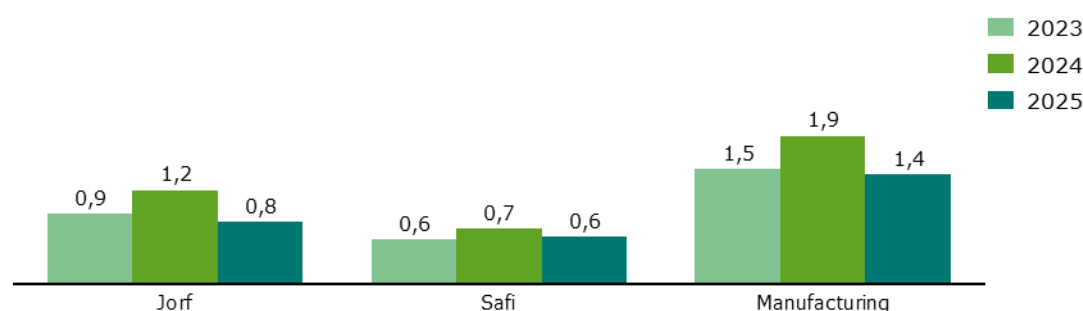


\* Hors production Feeds, et hors production engrais en façonnage par Fertinagro

### 2.2. Ventes (en Mt)

#### 2.2.1. Acide phosphorique

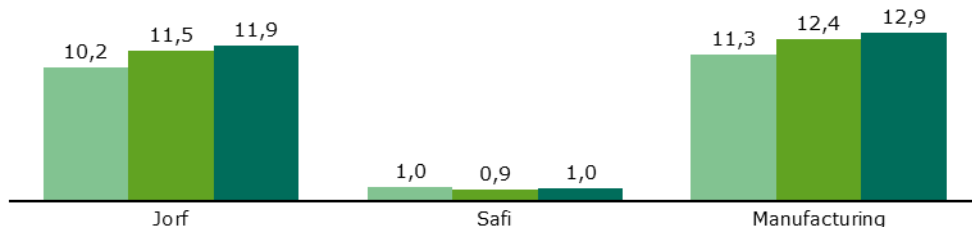
Les ventes totales de l'acide hors APP ont enregistré une baisse de 26% par rapport à 2024, Cette performance reflète le maintien de niveaux élevés de disponibilité industrielle



## 2.2.2. Engrais

Les ventes globales des engrais ont enregistré une augmentation de 4%. Celles à l'export sont passées de 12,2 MT en 2024 à 12,4 MT en 2025, soit une hausse de 2%.

Cette évolution a été soutenue par la montée en puissance des capacités industrielles et une meilleure disponibilité de produits conformes aux exigences réglementaires internationales, notamment les produits à faible taux de Cadmium.



(4) ENGM/MOP : Engrais mélange/Muritae of Potash

### 1. Faits marquants de l'exercice

=> **Concrétisation du programme de développement industriel et excellence opérationnelle**

#### **Activité d'extraction :**

La production minière illustre les efforts d'adaptabilité et d'optimisation opérationnelle des sites, alignés sur les orientations stratégiques du groupe.

Cette dynamique s'inscrit dans le cadre du programme de transformation "Mine Up", visant l'excellence à chaque étape de la chaîne de valeur de l'ensemble des sites miniers.

#### **Zoom sur les performances à Khouribga :**

Records annuels absolus:

- Epierrage: 30,6 MT +2,3% vs. dernier record (2021),
- Lavage: 27,7 MT +6,6% vs. dernier record (2021)
- Expédition pipe: 24 MT, +2,8% vs. dernier record (2024)
- Ventes Locale: 24,7 MT, +14,4% vs. dernier record (2021)

#### **Zoom sur les performances à Gantour :**

Records annuels absolus:

- Criblage: 6,53 MT, +1,1% vs. dernier record (2017)
- Séchage: 2,9 MT, +4% vs. dernier record (2016)
- Ventes Locales: 4,4 MT, +2,1% vs. dernier record (2021)

#### **Zoom sur les performances à Phosboucraa :**

Record mensuel absolu enregistré au mois de décembre 2025 au stade Séchage : 289 KT, +26% du dernier record enregistré dans la même année en mars.

### **Activité chimique**

L'année 2025 se distingue par l'atteinte de plusieurs records sur l'ensemble des stades de production, la montée en puissance des capacités TSP, ainsi qu'une progression majeure des capacités de dessalement.

En parallèle de cette croissance en capacité, l'année 2025 a connu une transition notable vers les engrais à faible teneurs en Cadmium (<20 mg Cd/kg P2O5) avec une production de l'ordre de 3 Mt d'engrais permettant ainsi de satisfaire la demande de l'Europe et des destinations réglementées avec des produits faible en Cadmium (<20 mg Cd/kg P2O5).

- **Activité de production d'acide phosphorique :**

L'année 2025 confirme une trajectoire de performance croissante sur la production d'acide, portée par les programmes d'excellence opérationnelle, tout en accélérant la production de grades à plus forte exigence réglementaire (acide à faible taux de Cadmium)

- **Activité de production d'engrais et feeds :**

De façon similaire à la production d'acide, l'année 2025 confirme la croissance soutenue des capacités de production d'engrais, tiré notamment par l'augmentation de la capacité TSP (démarrages et adaptation d'entités) et la consolidation du dispositif industriel au service de la stratégie commerciale

- **Zoom Performance sites chimiques :**

- **Jorf Lasfar :**

- Record annuel de production d'ACP29 de 6,2 MT dépassant l'ancien record de 6,1 MT enregistré en 2024 et de production d'ACS de 18,6 MT contre 17,7 MT enregistré en 2024
- Record annuel absolu de production d'engrais de 12,7 MT contre 11,8 MT réalisé en 2024 et de chargement des engrais de 11,9 MT contre 11,5 MT enregistré en 2024
- Record annuel de fusion de 6,1 MT dépassant l'ancien record de 5,9 MT enregistré en 2024 Capacité annuelle de dessalement de 139 Mm<sup>3</sup> dépassant le niveau de 71 Mm<sup>3</sup> enregistré en 2024

- **Safi :**

- Record annuel de production TSP de 1MT contre 0,96MT enregistré en 2024
- Niveaux record de fusion et de production d'ACS par rapport à l'historique

=> Données financières et économiques

	Réalisé déc.-24	Réalisé déc.-25	Var. /2024	
			MMAD	%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>96 989</b>	<b>113 942</b>	<b>16 953</b>	<b>17%</b>
<b>Ventes à l'export</b>	<b>81 373</b>	<b>91 402</b>	<b>10 029</b>	<b>12%</b>
Roche	8 584	10 077	1 493	17%
Acide Phosphorique	6 999	5 873	-1 126	-16%
Engrais	65 790	75 452	9 662	15%
<b>Ventes locales</b>	<b>4 795</b>	<b>8 355</b>	<b>3 560</b>	<b>74%</b>
Roche	1 290	4 728	3 438	266%
Acide Phosphorique	2 350	2 084	-265	-11%
Engrais	1 156	1 543	388	34%
<b>Autres CA</b>	<b>7 618</b>	<b>11 097</b>	<b>3 479</b>	<b>46%</b>
<b>Fret</b>	<b>3 203</b>	<b>3 088</b>	<b>-115</b>	<b>-4%</b>
<b>Variation des stocks de produits</b>	<b>2 171</b>	<b>2 350</b>	<b>180</b>	<b>8%</b>
<b>Production par l'E/se pour elle-même</b>	<b>2</b>	<b>38</b>	<b>36</b>	<b>2238%</b>
<b>Achats revendus de M/ses</b>	<b>3 683</b>	<b>4 500</b>	<b>818</b>	<b>22%</b>
<b>Achats consommés</b>	<b>32 794</b>	<b>39 650</b>	<b>6 856</b>	<b>21%</b>
<b>Matières premières</b>	<b>22 732</b>	<b>27 735</b>	<b>5 003</b>	<b>22%</b>
Phosphate	-65	-25	40	-62%
Soufre	8 344	16 238	7 894	95%
Ammoniac	8 609	7 836	-773	-9%
Acide Sulfurique	2 364	1 991	-373	-16%
KCL	813	811	-2	0%
Autres matières premières	2 667	884	-1 783	-67%
<b>Energie</b>	<b>3 753</b>	<b>4 229</b>	<b>476</b>	<b>13%</b>
Energie électrique	1 783	2 283	500	28%
Fuel	1 223	1 298	75	6%
Gasoil	645	541	-104	-16%
Gazoline	10	9	0	-5%
Gaz de chauffe	87	95	8	10%
Vapeur	6	4	-2	-30%
<b>Prestations de services</b>	<b>3 419</b>	<b>4 001</b>	<b>582</b>	<b>17%</b>
<b>Pièce de rechange</b>	<b>868</b>	<b>602</b>	<b>-267</b>	<b>-31%</b>
<b>Autres Achats</b>	<b>2 021</b>	<b>3 082</b>	<b>1 061</b>	<b>53%</b>
Explosif	349	324	-25	-7%
Fourniture d'eau	68	58	-11	-16%
Lubrifiants	53	59	6	12%
Matières auxiliaires	866	1 197	331	38%
Autres achats consommés	685	1 444	759	111%
<b>Autres charges externes</b>	<b>11 399</b>	<b>12 015</b>	<b>616</b>	<b>5%</b>
ONCF	720	843	124	17%
Brouettage	66	70	4	6%
Fret	3 621	3 437	-184	-5%
Transport par camions	463	495	32	7%
Transport du personnel	105	155	50	48%
Autres transports	415	440	25	6%
Déplacements, mission et réceptions	506	638	132	26%
Locations	257	393	136	53%
Entretien et réparations	1 839	945	-894	-49%
Consulting et honoraires	703	1 237	534	76%
Rémunérations du personnel extérieur	460	531	71	15%
Cotisations et dons	595	902	307	52%
Frais bancaires	109	111	2	2%
Publicité et relations publiques	334	316	-18	-5%
Frais postaux et télécommunications	184	188	4	2%
Assurances	366	345	-20	-6%
Etudes, recherches et documentation	36	11	-25	-69%
Autres Charges externes	620	955	335	54%
<b>Impôts et taxes</b>	<b>407</b>	<b>435</b>	<b>28</b>	<b>7%</b>
<b>Charges de personnel</b>	<b>13 059</b>	<b>15 669</b>	<b>2 610</b>	<b>20%</b>
<b>Quote-part de résultat des MEE</b>	<b>700</b>	<b>761</b>	<b>61</b>	<b>9%</b>
<b>Résultat de change opérationnel</b>	<b>119</b>	<b>-1 828</b>	<b>-1 947</b>	<b>-1640%</b>
<b>Autres pdts et chgs récurrents</b>	<b>430</b>	<b>208</b>	<b>-222</b>	<b>-52%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>39 068</b>	<b>43 201</b>	<b>4 133</b>	<b>11%</b>



# **Annex: Extra Financial Disclosures-according to the circulaire 03/19 of the AMMC**

**At 31 December 2025**



This report serves as the official record of OCP Group's sustainable efforts and performance for 2025, encompassing all activities and entities of OCP S.A. It has been prepared in compliance with Circulaire de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux n° 03/19 covering the fiscal year from January 1<sup>st</sup> to December 31<sup>st</sup>, 2025. The next edition, which will highlight OCP Group's sustainable progress for 2026, will be released in 2027.

Additionally, a more detailed report will soon be available, offering in depth insights into OCP's alignment with globally recognised sustainability standards such as GRI, TCFD, SASB, and UN Global Compact principles. We encourage you to review this document for a comprehensive overview of our sustainability initiatives and performance.

All our publications are available on our website: [www.ocpgroup.ma](http://www.ocpgroup.ma). OCP Group remains committed to transparency and is available to provide further information regarding our sustainability strategy. To this end, we are providing an email address dedicated to our stakeholders to give feedback on their expectations and concerns: [sustainability@ocpgroup.ma](mailto:sustainability@ocpgroup.ma).

# Contents

<b>1. OCP at a glance</b>	<b>4</b>
1.1. HOW OCP CREATES VALUE	4
1.2. OCP SUSTAINABILITY STRATEGY	6
1.3. STAKEHOLDER ENGAGEMENT	7
<b>2. Environment</b>	<b>11</b>
2.1. ENVIRONMENTAL MANAGEMENT SYSTEM	11
2.2. CLIMATE CHANGE ADAPTATION AND MITIGATION	14
2.3. DEVELOPING RENEWABLE AND CLEAN ENERGY AND ENERGY EFFICIENCY	15
2.4. WATER MANAGEMENT	19
2.5. RESPONSIBLE WASTE MANAGEMENT	20
<b>3. Social</b>	<b>23</b>
3.1. RESPONSIBLE EMPLOYEE MANAGEMENT	23
3.2. DIVERSITY AND EQUAL OPPORTUNITY	28
3.3. PROFESSIONAL DEVELOPMENT AND ENGAGEMENT	30
3.4. DIALOGUE, JOINT DEVELOPMENT, AND ENGAGEMENT	32
3.5. HEALTH AND SAFETY	33
3.6. RESPONSIBLE PROCUREMENT MANAGEMENT	34
<b>4. Governance</b>	<b>35</b>
4.1. DRIVING SUSTAINABILITY: OCP CORPORATE GOVERNANCE	35
4.2. TRANSPARENT, INNOVATIVE, AND ETHICAL GOVERNANCE	36
4.3. ETHICS AND INTEGRITY	42
<b>5. Commitments to shared value</b>	<b>43</b>
5.1. ACT4COMMUNITY	43
5.2. OCP FOUNDATION	45
5.3. PHOSBOUCRAA FOUNDATION	47
5.4. OTED: TERRITORIAL EMPOWERMENT AND DEVELOPMENT	49
5.5. SMART LIVING ENVIRONMENT	51
<b>6. About this report</b>	<b>54</b>
6.1. DOUBLE MATERIALITY ANALYSIS	54

# 1 OCP at a glance

## 1.1 HOW OCP CREATES VALUE

OCP is a prominent global leader in the production of phosphate rock and phosphate fertilisers, with a workforce of approximately 27,000 employees, based in Morocco with the headquarters in Casablanca. Established in 1920 as Office Chérifien des Phosphates, its initial mandate was to manage the country's phosphate reserves, a role OCP continues to fulfil today. In 2008, OCP transitioned to a joint-stock company known as OCP S.A, independently managed by a Board of Directors. Drawing on over a century of agricultural expertise OCP is dedicated to promoting sustainable practices that support farmers around the world in addressing the challenges of feeding a growing population. At OCP, our role is to help drive a just agricultural transition, powered by both natural intelligence, which is natural mechanisms that help increase yields while remaining protective of the environment and climate, and AI, to combat climate change and biodiversity loss and improve food security in parallel.

### Our Activities and Products

#### EXTRACTION & WASHING

Phosphate is extracted from three surface mining sites, with the process involving key stages: exploration, feasibility studies, mine development and construction, and mining, closure, and reclamation. The extraction process primarily consists of two operations: drilling and blasting. Once the phosphate rock is extracted, it is transported via a conveyor belt system to washing facilities, where it undergoes enrichment. The enriched phosphate is then conveyed through a slurry pipeline or by rail to processing platforms. Subsequently, the phosphate rock can either be exported directly or further processed into phosphoric acid or phosphate-based fertilisers.

#### Phosphate Rock

Phosphate serves various industrial purposes and is used in the food industry and animal feed supplements. Phosphate rock's primary application lies in agriculture, either through direct application or as a key integrated in phosphate-based fertilisers. Today OCP stands as the most sustainable suppliers for phosphate rock, committed to advancing decarbonisation mining and beneficiation processes. By developing innovative business models and rock-related solutions, we are enhancing the sustainability of our operations and supporting the global agricultural sector.

#### PROCESSING

In phosphate production, processing is a vital step that takes place at two platforms located in Jorf Lasfar and Safi. During processing, phosphate rock is combined with sulphuric acid to create

phosphoric acid, which can be directly exported or processed with ammonia and other nutrients to create fertilisers. These processing sites are equipped with sulphuric acid and phosphoric acid production lines, as well as granulation lines that are fully integrated.

### **Phosphoric acid**

Phosphoric acid is manufactured in two forms depending on its end use. Purified phosphoric acid is mainly used for high-value applications such as the food and pharmaceutical industries, as well as detergents, animal feed, metal processing, textiles and pigments. Merchant phosphoric acid is primarily used as an input for fertiliser production and fertigation. Phosphate rock and sulphuric acid are the key raw materials used in the production process.

### **Fertilisers**

Fertilisers can either be directly applied or used to create compound fertilisers. The production of complex fertilisers involves the use of several key raw materials, including phosphate rock, phosphoric acid, ammonia, potash, and micronutrients such as zinc and iron.

### **TRANSPORTATION & STORAGE**

Phosphate rock is supplied to the processing platforms from the extraction sites either via slurry pipeline or rail operated by the ONCF, the national railway operator.

### **DISTRIBUTION AND SALES**

OCP has a well-established industrial and commercial presence in major markets, with over 350 clients across 5 continents. The company delivers phosphate rock, phosphoric acid, and fertilisers and other speciality products by sea, truck, or on-site storage, managing docks through the National Ports Agency (ANP). OCP partners with public and private players in Africa, collaborate to create a dense distribution network that provides farmers with cost-effective fertilisers, relying on logistic centres, sales representatives, subsidiaries, and production plants dedicated to regional markets.

### **DEVELOPMENT OF SUSTAINABLE AGRICULTURE**

OCP supports, where it is most needed, the end users of its products through sustainable farming practices programmes (soil mapping, digital agronomic advice, sustainable agriculture, etc.) as well as customised and smart products, having as a primary purpose to create value for farmers.

## Our mission and vision

### Our greater purpose: bringing phosphorous to life

As the custodian of 68% of the world's phosphate reserves (source: U.S. Geological Survey, January 2025), we play a vital role in helping farmers around the world produce sufficient nutritious food to feed the growing global population. This role begins with increasing production of phosphate-based products to meet growing demand, understanding the unique needs of soils and crops, and helping farmers in the sustainable use of plant nutrition.

By enhancing soil health and long-term productivity, and empowering farmers and communities, we aim to ensure that agriculture is not only high-yield but also nature- and climate-positive.

Restoring soil health could absorb up to half of today's annual global CO<sub>2</sub> emissions by enhancing the natural ability of plants and soils to capture carbon from the atmosphere and store it underground, an approach known as soil carbon sequestration.

### Our vision: To create a better future for all humanity

As the world's leading provider of soil and plant nutrition solutions, we envision a world where food security can be ensured while simultaneously combating climate change. To achieve this, we are working to connect and balance three key elements:



**Innovation:** We invest in innovation across OCP Group, from employee-led initiatives to extensive R&D, start-up programmes, partnerships, and skills development projects. This mindset unlocks new opportunities and propels us toward a sustainable future.



**Education:** We are building an ecosystem of knowledge that makes expertise more accessible, develops skills, and transforms ideas into reality. Through our partnership with UM6P, we are helping to train Africa's future leaders and attracting top researchers in sustainable agricultural science from across the continent and beyond.



**Customisation:** We are developing sustainably produced, customised plant and soil nutrition solutions. This approach enhances soil health, boosts agricultural productivity, and increases the potential for soil organic carbon sequestration – a vital tool in combating climate change.

We aim to expand our production capacity to 20 million tons by 2027, a critical step in meeting the growing global demand for sustainable agricultural solutions.

## Our values

These core values shape who we are:

- **NIYA** means trusting the sincerity of intent that supports the essence. It begins with the conviction that sincerity of intention is a strength. It is a state of mind that we instil not only within OCP Group but also across our wider ecosystem, with the belief that sharing this philosophy allows us to dare more and go further together.
- **NEFS** is the creative impetus that carries this essence forward. Where there is Niya, Nefs naturally follows. When we are sincere in pursuing our goals, Nefs emerges to provide the drive and the energy within us all.

Together, NIYA and NEFS form the foundation of OCP Group's identity. They are not just values we uphold, but a way of being that guides our actions, fuels our ambition, and unites us with our ecosystem to shape a more sustainable and prosperous future.

At OCP, sustainability is not a standalone goal. It is deeply embedded in our values of Nefs and Niya. Nefs fuels our operational excellence, and it is Niya that gives it direction and meaning. Nefs exists only in the presence of Niya: it is the energy that brings our collective Purpose to life through action. Together, they ensure that every innovation in extraction, processing, and efficiency is aligned with our environmental and social responsibilities.

Niya, as our guiding ethical compass, ensures that our pursuit of excellence is rooted in integrity, empathy, and collective growth. It fosters a culture where trust and responsibility empower every employee to contribute meaningfully to sustainable development. Together, Nefs and Niya form the foundation of a sustainability-driven culture that aspires not only to meet today's challenges but to shape a better future for generations to come.

Our efforts are focused on supporting the people around us, promoting environmental protection and developing economic growth. Everything we do is guided through our values Niya and Nefs.

## Change to a just agricultural transition

Agriculture plays a dual role as both a key solution to global food security and the world's second-largest carbon-emitting industry. Addressing these interconnected challenges simultaneously is vital for a sustainable future. Consequently, it is essential to prioritise collaboration and implement systemic change to facilitate a just agricultural transition. This transition is crucial for advancing two key Sustainable Development Goals (SDGs) in parallel: eradicating hunger (SDG 2) and mitigating climate change (SDG 13).

At OCP, our role is to help drive a just agricultural transition, by supporting farming systems that are productive and respectful of natural ecosystem. We recognise that biodiversity loss is one of the most urgent environmental challenges of our time, directly threatening soil health, ecosystem resilience, and long-term food security. As stewards of the land, we are committed to promoting practices that preserve and restore biodiversity from encouraging crop diversification and regenerative agriculture.

We are developing the science, technology and products to improve soil health and accelerate a just transition to climate- and nature-positive agriculture, limiting cropland expansion and deforestation while making food systems more resilient globally.

### 1.2 EMBEDDING SUSTAINABILITY IN OUR BUSINESS STRATEGY

OCP is the leading global soil and plant nutrition solutions company, focused on transforming soil health and long-term productivity by helping farmers to apply exactly the right nutrient, in the right amount, at the right time and in the right place depending on the soil profile, crop and climate.

Our business strategy is designed to drive long-term value creation while addressing the pressing environmental and social challenges of our time. Sustainability is not a separate agenda; it is embedded at the core of our strategic plan. This strategic shift is anchored in the Group's long-term vision, transitioning from being a "Sustainable Business" to making "Sustainability a Business", transforming ESG opportunities into a value creation engine across all operations.

Structured around nine strategic pillars, the strategy places **People and Planet Positivity** at its core, embedding environmental and social considerations into every business decision and growth trajectory. It aims to achieve carbon neutrality, promote resource circularity, enhance nature positivity, and drive meaningful social impact. This vision supports OCP's broader ambition to innovate to deliver the Economy of Life, strengthening its contribution to global food security, climate action, and biodiversity preservation.

## OCP'S 9 Strategic pillars:



The nine strategic pillars are operationalised through a set of clearly defined Must-Win Battles, critical priorities that translate our ambition into focused, measurable action. These battles cascade into execution strategies and detailed implementation roadmaps that guide our day-to-day operations and long-term planning. Each initiative is anchored by a clearly designated owner team, ensuring accountability, clarity of purpose, and strong alignment across entities. This structure reinforces a culture of ownership and execution excellence, enabling us to drive consistent progress across all strategic pillars.

OCP also reaffirmed its commitment to innovation as a core driver of its organisational model. In the face of accelerating energy, agricultural, technological, and environmental transitions, innovation plays a central role in enhancing the Group's resilience, driving sustainable performance, and generating long-term value.

### **1.3 STAKEHOLDER ENGAGEMENT**

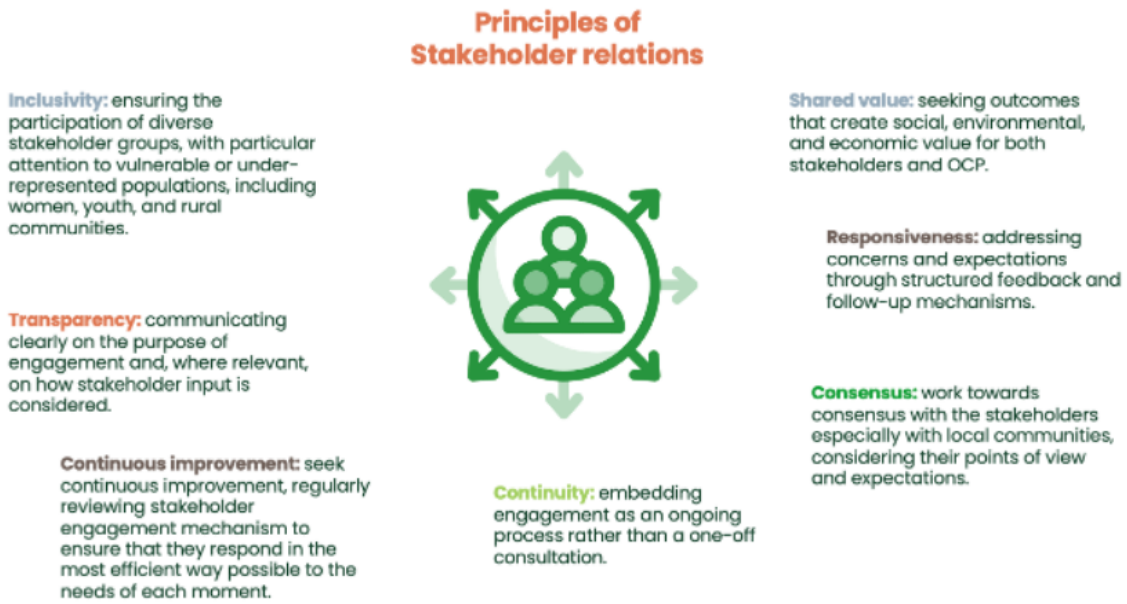
Constructive and continuous dialogue with stakeholders is an integral part of OCP Group's sustainability and governance approach. As a leading global player operating across complex agricultural and food systems, OCP interacts with a wide range of stakeholders whose perspectives are essential to understanding material impacts, identifying risks and opportunities, and generating long-term shared value.

Stakeholder engagement enables OCP to better anticipate societal expectations, strengthen trust, and ensure that its activities are developed and implemented responsibly. Through ongoing dialogue and, where appropriate, meaningful collaboration, OCP aims to align its strategic priorities and operational practices with stakeholder needs, while contributing positively to sustainable development across the regions in which it operates.

OCP's stakeholder engagement practices are informed by internationally recognised standards and best practices, including the Global Reporting Initiative (GRI), notably GRI 2-29 on stakeholder engagement, the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, the IFC Performance Standard 1, and the European Sustainability Reporting Standards (ESRS), particularly ESRS 1 and the relevant social and environmental standards.

These references provide a common framework to ensure engagement is conducted in a transparent, consistent and accountable manner and supports OCP's double materiality assessment and sustainability reporting under the Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) requirements.

The Group's engagement approach is guided by a set of core principles:



### Stakeholder identification and prioritisation:

OCP Group's stakeholder engagement model is designed to ensure that individuals and groups of strategic relevance are systematically identified, prioritised and, wherever possible, engaged. Stakeholder engagement is a foundational element of OCP's governance and sustainability approach and supports alignment with international reporting frameworks, including the GRI Standards and the CSRD double materiality requirements.

Stakeholders are broadly grouped according to their relationship with OCP and their connection to its activities. These include institutional and systemic actors, stakeholders directly affected by operations, internal and strategic partners that support value creation, and broader societal and civil society audiences. This structured view helps ensure that engagement remains inclusive and responsive to diverse expectations and needs, while remaining adaptable to local contexts.

In 2026 OCP Group will further strengthen its stakeholder engagement mechanisms to ensure they are systematic, measurable, and decision oriented. Engagement performance will be monitored through Key Engagement Indicators, supporting transparency, accountability, and continuous improvement.

Stakeholder group	Engagement mechanisms	Frequency	Key topics
Employees	<ul style="list-style-type: none"> <li>OneOCP digital platform</li> <li>Internal surveys</li> <li>ESG retreats</li> <li>Grievance channels aligned with international labour standards</li> </ul>	Quarterly / annual	<ul style="list-style-type: none"> <li>Working conditions</li> <li>Equality</li> <li>Just transition</li> </ul>
Trade unions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formal social dialogue committees; collective bargaining</li> </ul>	Monthly / per negotiation cycle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Labour rights, health and safety, diversity</li> </ul>
Farmers (Africa, Latin America, India, Europe)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agri-AI Hub; demonstration plots; training programmes aligned with FAO guidance</li> </ul>	Ongoing	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soil health, fertiliser efficiency, climate-smart agriculture</li> </ul>
Local communities	<ul style="list-style-type: none"> <li>Open forums, grievance mechanisms aligned with UNGP effectiveness criteria; participatory water governance councils</li> </ul>	Bi-annual	<ul style="list-style-type: none"> <li>Employment, water, health, land rehabilitation</li> </ul>
Suppliers and SMEs	<ul style="list-style-type: none"> <li>ESG due diligence</li> </ul>	Annual / ongoing	<ul style="list-style-type: none"> <li>Human rights, climate transition, innovation</li> </ul>
Investors and rating agencies	<ul style="list-style-type: none"> <li>ESG investor days; ESG disclosures aligned with TCFD.</li> </ul>	Quarterly	<ul style="list-style-type: none"> <li>Carbon neutrality, ESG risks and opportunities</li> </ul>
Governments and authorities	<ul style="list-style-type: none"> <li>Policy dialogues; regulatory reporting; engagement through international platforms</li> </ul>	Semi-annual	<ul style="list-style-type: none"> <li>Food security, climate policy, compliance</li> </ul>
NGOs and associations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Roundtables; co-designed social and environmental projects</li> </ul>	Annual	<ul style="list-style-type: none"> <li>Human rights, biodiversity, inclusive entrepreneurship</li> </ul>
Academia (UM6P and international)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Research partnerships; innovation labs; joint publications</li> </ul>	Ongoing	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soil carbon, AI in agriculture, innovation</li> </ul>
General public and media	<ul style="list-style-type: none"> <li>OCP TV; podcasts; transparency and information platforms</li> </ul>	Quarterly	<ul style="list-style-type: none"> <li>ESG performance, food systems narrative</li> </ul>

At OCP, stakeholder engagement is designed to drive action, with outcomes systematically reviewed and translated into governance and strategic decision-making at Group level. Feedback collected during the reporting period contributed to refining OCP's material topic prioritisation, informing updates to its sustainability strategy, and shaping the scope of disclosures in this report. Where engagement identified concerns or expectations not fully addressed within the current reporting cycle, these have been logged and will be considered in subsequent planning processes.

This closed-loop approach ensures that stakeholder engagement remains a meaningful driver of continuous improvement rather than a reporting formality. Looking ahead, OCP Group intends to deepen the quality, frequency, and geographic reach of its stakeholder engagement, with particular attention to communities located near operational sites and smallholder farmers across its value chain.

Engagement outcomes will be increasingly integrated into OCP's impact measurement frameworks. Through this evolving approach, OCP reaffirms its commitment to open, accountable, and impact-driven dialogue, recognising stakeholder trust as both a social responsibility and a strategic asset.

## 2 Environment

### 2.1 ENVIRONMENTAL MANAGEMENT SYSTEM



[General environmental management policy](#)

Building on its commitment to environmental stewardship, OCP continues to strengthen its environmental governance by aligning its operations with internationally recognised standards. The Group's certified environmental management systems not only provide a roadmap for continuous improvement but also support the integration of environmental considerations into every stage of its value chain. This approach ensures that environmental impact assessments are not just a regulatory requirement but a core part of OCP's project development process.

By proactively managing its footprint and obtaining certifications for the majority of its operational sites, OCP demonstrates a long-term vision that prioritises ecological responsibility, operational transparency, and accountability to both local communities and global stakeholders.

	JORF LASFAR	SAFI	KHOURIBG A	GANTOUR	BOUCRAA
IFA's product stewardship initiative covers the main quality, environment, health, and occupational safety aspects of ISO 14001, 50001, 9001 and 45001 certifications	✓	✓	✓	✓	✓
ISO 14001	✓	✓	✓	✓	✓
ISO 50001	✓	✓	✓	✓	✓

Best-in-class certifications rewarding the quality of our activities and products, are regularly renewed and expanded to relevant processing and industrial sites, including but not limited to:

- Occupational Health & Safety: ISO 45001:2018 / OHSAS 18001:2007
- Corporate Carbon Footprint: ISO 14064-1:2018 8
- Quality management: ISO 9001:2015
- Laboratory requirements: ISO 17025:2005
- Food safety, GMP+ - Good Manufacturing Practices,
- Food hygiene – HACCP: ISO 22000:2005

## 0 MONETARY & NON-MONETARY FINE in 2025

Our environmental governance integrates clear objectives and defined responsibilities at all levels of management. Dedicated committees regularly review environmental performance at both executive and operational levels, supported by environmental correspondents to streamline risk management. We have automated compliance monitoring systems and effective grievance mechanisms. In addition, we conduct continuous training campaigns to foster a culture of continuous improvement and responsible practices among all stakeholders. Standards have been adopted internally while being a continuous source of improvement:

Category	Name	Description & Goal
Operational	<b>Environmental Measurement and Reporting</b>	Standardising environmental performance testing and using it for OCP's industrial performance, while considering environmental regulations and international best practices in positioning the company.
Operational	<b>Waste management standard</b>	Determining OCP's prevention and waste management requirements based mainly on applicable regulations and best practices. This standard ensured that reduction principles are applied at the source and that OCP waste is managed in an environmentally friendly and safe manner throughout the entire waste disposal life cycle (pre-collection, collection, storage, sorting, transport, disposal, beneficiation, and elimination).
Operational	<b>Secondary product management</b>	Developing and implementing management principles for the safe and eco-friendly use of secondary products (SP) while protecting employees from risk exposure and preventing uncontrolled leakage or loss of these products.
Management & governance	<b>Visible commitment, exemplary &amp; HSE performance control</b>	This standard defines the HSE (Health, Safety and Environment) actions that managers have to follow at OCP sites and entities in order to demonstrate visible and exemplary commitment, control performance and promote HSE culture.

<b>Management &amp; governance</b>	<b>Incident accident safety environment management</b>	<p>Tool for achieving and maintaining the Zero Incident and Accident goal that makes it possible to identify, record, communicate, and analyse incidents and ensure that the associated preventive and corrective actions are taken. The standard includes incidents as well as dangerous product emanations and accidents involving people or property.</p>
<b>Operational</b>	<b>Workstation risk analysis</b>	<p>As part of the Zero Accident goal, the ADRPT standard defines the method for controlling workstation risks by identifying, evaluating, and mitigating them. It provides input data for establishing and/or updating work directives and operating methods.</p>
<b>Operational</b>	<b>HSE Management of External Companies</b>	<p>Controls HSE risks and prevents accidents and incidents when external companies intervene at OCP sites.</p>
<b>Operational</b>	<b>Safety and Environment Visits and Observation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observe employees at their workstations, working conditions and practices, and safe or unsafe behaviours.</li> <li>• Start interactive and positive dialogue about safety and the environment based on the observations.</li> <li>• Take immediate action to stop any dangerous situations or actions.</li> <li>• Ensure that employees are committed to working in a safe and environmentally friendly manner.</li> <li>• Provide immediate feedback on the observations and recommendations to the person directly responsible for the visited sector in order to define additional action.</li> </ul>
<b>Management &amp; governance</b>	<b>Health, safety &amp; environment audit standard</b>	<p>Standard aimed at measuring and attaining objectives and steering HSE performance through structured and systematic audits.</p>

## 2.2 CLIMATE CHANGE ADAPTATION AND MITIGATION

As a leading player in Morocco and globally, OCP is dedicated to aligning with national (53% greenhouse gas emissions reduction by 2035, with the phosphate sector contributing 11%) and international goals (Paris Agreement's aim to limit global warming at 1.5°C). Our strategy focuses on reducing CO<sub>2</sub> emissions and minimising N<sub>2</sub>O emissions from fertiliser use. Our aim is carbon neutrality across all scopes by 2040 through innovative projects and industrial development targets.

### Climate action and decarbonisation programmes

In line with our Sustainability strategy, our climate action & decarbonization program represents our roadmap to ensure our industrial development while reducing year on year our emissions until we reach our target of becoming carbon neutral on all 3 scopes by 2040. This target has been set taking into account the Group's industrial roadmap, which defines the decarbonization levers entry into effect whilst always ensuring mitigating technical risks and lowering price pressure on farmers.

OCP collaborates with strategic institutional and economic partners to achieve its ambitious environmental objectives.

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Total GHG emissions († CO<sub>2</sub> eq.)</b>	<b>23,015,865</b>	<b>21,202,071</b>	<b>20,007,312</b>	<b>20,388,394</b>	<b>21,251,993</b>
<b>Direct (Scope 1) GHG emissions</b>	3,151,701	2,731,463	2,620,099	3,365,208	3,495,921
<b>Energy indirect (Scope 2) GHG emissions</b>	649,694	624,559	624,408	767,239	1,558,969
<b>Other indirect (Scope 3) GHG emissions</b>	19,217,470	17,846,048	16,762,804	16,255,947	16,632,086

To comply with the SBTi recommendations, we have recalculated our 2021 GHG emissions, taking into account Category 10.

Please be advised that the 2025 data presented is subject to potential revisions as a result of third-party assurance audits.

## Alignment with Morocco's national sustainability strategy

OCP's decarbonization trajectory is directly anchored in Morocco's national climate commitments. Morocco's NDC 3.0 (Nationally Determined Contributions, United Nations Framework Convention on Climate Change), submitted in October 2025, sets a GHG emissions reduction target of 53% by 2035, with an unconditional commitment of 21.6% and a conditional target of 31.4% subject to international support. Morocco's NDC explicitly integrates the phosphate sector into its industrial reduction targets, and OCP's contribution to the NDC 3.0 accounts for 11% of the national targets, through concrete sectoral actions including cogeneration, slurry pipeline, and renewable energy deployment, among others. As the dominant player in this sector, OCP is therefore an important enabler of Morocco's ability to meet its national commitments.

OCP has also actively contributed to the development of Morocco's National Low Carbon Strategy 2050 (SNBC), reinforcing its role as a strategic partner of the State in shaping the country's long-term decarbonization pathway.

## 2.3 DEVELOPING RENEWABLE & CLEAN ENERGY AND ENERGY EFFICIENCY



### Energy Policy

OCP's energy demand is increasing as operations expand and the use of desalinated water grows. In parallel, the Group is undergoing a major transformation toward 100% clean electricity, which is expected to be achieved by 2027. Decoupling production growth from environmental impact is central to OCP's industrial strategy, enabling the company to meet the rapidly rising global demand for fertilisers while limiting its environmental footprint. OCP believes that balancing improved crop productivity with ambitious environmental objectives is essential to ensuring long-term sustainability. To support this approach, the Group has implemented a responsible and innovative energy programme, managed through a specific business unit, OCP Green Energy, aimed at leveraging its decarbonisation path and executing the Group's renewable energy transition.

The energy programme is based on the following strategic pillars:

- **Energy efficiency:** Reducing our consumption.
- **Clean energy:** Increasing renewable energies and cogeneration.

OCP is committed to 100% of clean electricity by 2027. This will significantly reduce OCP's carbon footprint, and it will lower the cost of the electricity, allowing for more industrial competitiveness.

This ambition is powered by the country's vast renewable energy resources and its exceptional potential in both solar and wind energy.

### 68% of OCP's electrical needs are covered by clean electricity in 2025.

The Group's decrease in clean electricity ratio from 2024's data (80%) has been caused by the pressure in accelerating the water programme, this accelerated increase of desalination capacity has led to the decoupling of the energy and water programmes, and desalination efforts have had to rely on purchased electricity. The energy and water programmes are designed to cover each other's demand whilst supplying the whole group's needs with a surplus.

		2021	2022	2023	2024	2025
<b>Total energy consumption within the organisation from non-renewable sources</b>	Industrial fuel	10,213.32	7,284.21	6,991.83	9,696.22	8,733.34
	Diesel	2,038.66	2,001.17	1,880.87	2,417.66	2,119.81
	Natural gas	1,120.04	968.33	879.19	833.85	748.36
	Purchased electricity from National Grid	2,898.68	2,734.32	2,720.03	3,356.72	5,873.35
	<b>Total (TJ)</b>	<b>16,270.70</b>	<b>12,988.04</b>	<b>12,471.92</b>	<b>16,304.45</b>	<b>17,474.87</b>
<b>Total energy consumption within the organisation from clean sources</b>	Wind From PPA	1,598.47	1,438.80	1,480.93	2,074.26	1,442.32
	Self-generated clean electricity	10,895.07	10,272.24	10,245.93	10,575.96	10,692.24
	Solar PV from OCP Green Energy	-	-	-	-	468.36
	<b>Total (TJ)</b>	<b>12,493.54</b>	<b>11,711.04</b>	<b>11,726.86</b>	<b>12,650.2</b>	<b>12,602.92</b>
<b>Total energy consumption</b>	<b>Total (TJ)</b>	<b>28,764.24</b>	<b>24,699.07</b>	<b>24,198.78</b>	<b>28,954.67</b>	<b>30,077.79</b>
<b>Total energy production</b>	Electricity auto consumed	10,895.07	9,324.36	9,323.54	10,381.24	10,661.68
	Electricity sold	840.84	947.88	731.55	194.72	30.55
	<b>Total (TJ)</b>	<b>11,735.91</b>	<b>10,272.24</b>	<b>10,055.09</b>	<b>10,575.96</b>	<b>10,692.24</b>

Please be advised that the data 2025 presented is subject to potential revisions as a result of third-party assurance audits.

## OCP Green Energy

OCP Green Energy (OGE) is a dedicated subsidiary established under OCP Group's current investment plan to consolidate and accelerate energy development across the Group. Its mandate is to support OCP's energy transition by developing, financing, constructing, commissioning, and operating renewable energy assets that deliver reliable, competitive, and clean electricity to mining and industrial operations. This strategy responds to the Group's rapidly growing energy demand driven by fertiliser production, mining, and desalination activities, while supporting OCP's objective of achieving carbon neutrality by 2040.

To meet these objectives, OGE is deploying an integrated renewable energy roadmap based on three complementary pillars: large-scale solar photovoltaic generation, the progressive integration of wind power, and the deployment of battery energy storage systems (BESS). Together, these solutions aim to enable OCP Group to cover 100% of its electricity needs with clean energy by 2027, with full temporal coverage expected by 2030 through the hybridisation of renewable generation and storage. This approach strengthens energy sovereignty, improves cost competitiveness, and enhances supply reliability across OCP's industrial and mining sites.

### Solar Energy

Solar power is the cornerstone of OCP's renewable energy strategy. In 2025, OGE successfully commissioned Phase I of its photovoltaic programme, with 202 MWp of installed capacity across four plants, marking the first large-scale integration of renewable electricity into OCP's mining and industrial operations. This programme, supported by a €200 million green loan from IFC, targets a total solar capacity of 1.2 GW for industrial use, and delivers substantial environmental and socio-economic benefits, including significant CO<sub>2</sub> emissions avoidance and strong participation of Moroccan companies across the value chain.

### Wind Energy

From 2029 onward, wind power will become a key component of OCP Group's energy mix, further strengthening system resilience and long-term energy autonomy. The wind strategy will rely on projects developed directly by OGE, complemented by potential partnerships with experienced international developers. Together with solar generation and storage, wind energy will contribute to ensuring reliable renewable electricity supply across all operating hours and achieving full temporal coverage by 2030.

## **Battery Energy Storage Systems (BESS)**

Battery storage is a critical enabler of large-scale renewable integration and industrial decarbonisation. OGE has launched Morocco's first large-scale BESS programme, beginning with a 125 MWh project in Benguerir scheduled for commissioning in summer 2026 and representing the first large-scale deployment of LFP battery technology in the country. In the medium to long term, storage capacity is expected to exceed 2 GWh, enhancing system flexibility, optimising renewable self-consumption, reducing electricity costs, and reinforcing OCP Group's leadership in the national energy transition.

## **Flagship programme**

SBU Mining decarbonisation strategy is being implemented through the Decarbonisation R&D Flagship Programme, a structured initiative supporting OCP Group's pathway toward carbon neutrality by 2040. Building on the framework introduced in 2024, the programme was significantly strengthened in 2025 with a dedicated budget of 9.6 million USD, reinforcing SBU Mining contribution to emissions reduction while aligning mining operations with the Group's long-term climate roadmap. The programme also serves as a central R&D platform to accelerate decarbonisation through technological innovation and operational transformation.

## **Green Energy**

The Green Energy pillar, developed and supported by OCP Green Energy (OGE), focuses on the progressive replacement of conventional electricity with renewable energy across mining activities. By commissioning renewable energy projects aligned with SBU Mining's operational needs, this pillar directly contributes to OCP Group's objective of achieving 100% clean electricity by 2027 and reducing the carbon intensity of mining operations.

## **Clean Drying**

Clean Drying addresses one of the most energy and carbon-intensive stages of phosphate rock production. Each year, around 21 million tonnes of rock are dried and approximately 2.3 million tonnes are calcinated, representing a significant share of OCP's energy use and about 12% of total carbon emissions. This workstream aims to replace fuel and gas-based drying and calcination technologies with low-carbon alternatives, tackling one of the most strategic technological challenges on the pathway toward green mining.

## Green Mobility

The Green Mobility pillar targets emissions from transport and logistics activities at mining sites. It focuses on reducing diesel consumption through fleet electrification, deployment of low-carbon transport solutions, development of charging infrastructure, and improvements in fleet management and operational efficiency, contributing to lower operational emissions and improved performance.

## Carbon Sequestration

Going beyond direct operational emissions, the Carbon Sequestration pillar combines mine rehabilitation and nature-based solutions with innovative carbon capture, storage, and utilisation approaches. Initiatives such as agroforestry, biosaline agriculture, soil improvement, and ecosystem restoration contribute to long-term carbon sequestration while creating environmental value at and around mining sites.

Through this portfolio of initiatives, SBU Mining is establishing a scalable, structured decarbonisation pathway that combines operational performance, technological innovation, and ecosystem restoration, reinforcing its role in OCP Group's long-term climate strategy.

## 2.4 WATER MANAGEMENT



### [Water Management Policy](#)

Climate change is exacerbating global water risks, driving more frequent and severe droughts, altering precipitation patterns, and increasing pressure on water availability for local communities. OCP Group recognises the urgency of the water crisis, particularly in Morocco, a region facing acute water stress, as confirmed by the Group's water scarcity risk assessment conducted using the Aqueduct Water Risk Atlas. In response, OCP has accelerated its Water Programme to mitigate these risks by reducing water intensity and expanding the use of unconventional water sources. This approach aims to preserve freshwater resources and support a more sustainable and resilient water future for all.

Leveraging its continuous risk assessment process, OCP is working on a two-pronged water mitigation programme, non-conventional water, and water efficiency:

- Non-conventional water: Using treated wastewater and desalinated seawater.
- Water efficiency: Reducing our consumption.
- Commitment: 100% non-conventional water capacity by 2025, achieved
- Performance 2025: 81% OCP's water demand covered by non-conventional water.

	2021	2022	2023	2024	2025
Total water consumption (MI)	123,840	105,636	95,951	115,212	127,784

Please be advised that the data presented is subject to potential revisions as a result of third-party assurance audits.

## OCP Water Programme

OCP's water programme aims to eliminate reliance on fresh water by 2025 through innovative techniques and alternative sources. In 2022, the programme accelerated, leading to the creation of OCP Green Water (OGW), dedicated to supplying non-conventional water and supporting communities facing water stress in Morocco.

OCP Green Water has set three strategic objectives:

- To meet 100% of the Group's industrial water needs through unconventional sources while supporting the growth of OCP and its ecosystem.
- To contribute to the supply of drinking water to cities, particularly in regions where OCP Group operates.
- To support the development of high-value agricultural projects in partnership with UM6P and INNOVX.

### Key highlights 2025:

In 2025, OCP reached a decisive milestone in its water strategy, with 81% of the Group's total water use covered by non-conventional resources and 100% non-conventional water capacity reached. This performance reflects the large-scale deployment of seawater desalination at Jorf Lasfar, Safi and Laayoune, combined with expanded wastewater treatment and reuse across multiple inland sites. As a result, OCP operations operated in 2025 with only marginal reliance on conventional freshwater, demonstrating a near-complete decoupling of industrial growth from water stress.

- 81% of total water demand supplied by non-conventional water.
- A capacity to operate on 100% non-conventional water on any given moment, achieving 100% non-conventional water capacity.
- 246 Mm<sup>3</sup>/year of desalination capacity in operation.
- 17 Mm<sup>3</sup>/year of installed wastewater treatment capacity.
- 80 Mm<sup>3</sup>/year Jorf Lasfar-Khouribga desalinated water pipeline commissioned (July 2025) 100%

- Drinking water supply to the cities of El Jadida, Moulay Abdallah, Haouzia, and Azemmour, adding them to those being supplied since 2024, Safi, El Jadida, Casablanca and Khouribga.

Several strategic assets were commissioned or became fully operational in 2025. Most notably, OCP brought into service the Jorf Lasfar–Khouribga desalinated water transfer pipeline in July 2025, enabling large-scale substitution of freshwater abstraction at inland mining and processing sites. In parallel, new wastewater treatment plants were commissioned at Safi, Kasba Tadla and Fquih Ben Salah, alongside water conveyance connections to Beni Mellal and Marrakech, increasing total installed STEP capacity to 50 Mm<sup>3</sup>/year and reinforcing circular water use across the Group.

Building on foundations laid in 2023 and 2024, 2025 marked the transition from site-level autonomy to regional water system scaling. Desalination units at Jorf Lasfar and Safi, which achieved full industrial autonomy earlier, operated throughout 2025 at scale and continued to supply surrounding cities, confirming reliability beyond industrial use. At the same time, OCP launched Wave 2 of its Central Axis Water Programme, placing orders for a new seawater intake at Safi, an additional 150 Mm<sup>3</sup>/year desalination phase, and new Safi–Gantour transfer pipelines, setting the basis for further capacity increases and multi-city water supply from 2026 onward.

## 2.5 RESPONSIBLE WASTE MANAGEMENT



### [Waste Management Policy](#)

OCP, as a company committed to the principles of the circular economy, has established a waste management policy aimed at reducing its environmental impact across all stages of its value chain, with a strong focus on the development of recovery systems in collaboration with its partners. The objective of this policy is to prevent waste generation and optimise waste management practices.

### Our approach to waste management

OCP Group's Waste Management Standard has been developed in line with international best practices to ensure the effective identification, classification and treatment of waste according to its type. The standard governs waste identification and classification, collection, sorting and recovery processes, as well as the required infrastructure, resources, audit mechanisms and training programmes. Waste recovery is promoted to maximise both the environmental and economic value of waste and to generate added value for OCP Group and its broader ecosystem. Incineration and landfilling are only used when recovery and valorisation pathways are not yet sufficiently developed. Subcontractors and service providers are subject to a rigorous selection process and must hold the necessary government approvals to be contracted for waste

collection and sorting activities. In addition, OCP Group requires certificates of recovery and treatment for all waste removed, ensuring full traceability.

		2022	2023	2024	2025		
<b>WEIGHT OF WASTE GENERATED</b>	Weight of waste generated	<b>Total, Metric tons (t)</b>	<b>161,368,806</b>	<b>187,967,362</b>	<b>199,850,010</b>	<b>229,152,824</b>	
		Mining waste (waste rock + sludge) (t)	160,019,077	186,739,776	197,889,619	227,690,447	
		Other waste (operation & maintenance) (t)	78,688	78,490	92,919	88,848	
		Inert waste (construction and green waste) (t)	1,271,041	1,149,096	1,867,472	1,371,413	
<b>WASTE DIVERTED FROM DISPOSAL</b>	Waste diverted from disposal	<b>Total Metric tons (t)</b>	<b>160,769,413</b>	<b>187,066,984</b>	<b>198,157,269</b>	<b>227,745,355</b>	
		Mining waste (waste rock + sludge) (t)	160,019,077	186,739,776	197,889,619	227,690,447	
		Other waste (operation & maintenance) (t)	20,007	19,986	8,639	29,628	
		Inert waste (construction and green waste) (t)	730,329	307,222	259,011	25,280	
	Hazardous waste diverted from disposal	<b>Total Metric tons (t)</b>	<b>1,923</b>	<b>1,349</b>	<b>987</b>	<b>2,910</b>	
		Preparation for reuse	Onsite	-	-	52	-
			Offsite	30	51	30	-
		Recycling	Onsite	358	43	92	-
			Offsite	1,535	795	710	773
		Other recovery operations	Onsite	-	460	103	1,746
			Offsite	-	-	-	392
	Non-hazardous waste diverted from disposal	<b>Total Metric tons (t)</b>	<b>160,767,552</b>	<b>187,065,634</b>	<b>198,156,406</b>	<b>199,057,827</b>	
		Preparation for reuse	Onsite	160,022,949	186,485,488	197,561,950	184,880,936
Offsite			49	499	31	19	
Recycling		Onsite	726,400	303,680	179,392	24,405	
		Offsite	16,955	18,384	7,022	18,725	
		Onsite	1,199	257,583	180,440	14,372,409	

		Other recovery operation	Offsite	-	-	-	8.848
<b>WASTE DIRECTED TO DISPOSAL</b>	<b>Waste directed to disposal</b>	<b>Total Metric tons (t)</b>		<b>599,393</b>	<b>900,378</b>	<b>1,692,742</b>	<b>1.405.353</b>
		Mining waste (waste rock + sludge) (t)		-	-	-	-
		Other waste (operation & maintenance) (t)		58,681	58,504	84,280	59.220
		Inert waste (construction and green waste) (t)		540,712	841,875	1,608,462	1.346.133
	<b>Hazardous waste directed to disposal</b>	<b>Total Metric tons (t)</b>		<b>52,840</b>	<b>54,012</b>	<b>55,698</b>	<b>411.918</b>
		Incineration (with energy recovery) (t)	Onsite	-	-	-	-
			Offsite	667	702	56	148,3
		Incineration (without energy recovery) (t)	Onsite	-	-	-	-
			Offsite	2	2	2	-
		Landfilling (inert waste) (t)	Onsite	-	-	7,762	8.591
			Offsite	-	-	-	-
		Other disposal operations (t)	Onsite	52,171	53,308	47,278	46.821
			Offsite	-	-	540	356.358
		<b>Non-hazardous waste directed to disposal</b>	<b>Total Metric tons (t)</b>		<b>546,552</b>	<b>846,367</b>	<b>1,637,044</b>
	Incineration (with energy recovery) (t)		Onsite	-	-	-	-
			Offsite	-	-	60	4
	Incineration (without energy recovery) (t)		Onsite	-	-	-	-
			Offsite	1,681	1,635	1,289	-
	Landfilling (inert waste) (t)		Onsite	-	-	9,636	3.340
			Offsite	81,814	153,209	180,225	1.636
Other disposal operations (t)	Onsite		451,757	682,891	1,397,759	960.754	
	Offsite		11,300	8,632	48,135	27.684	

Main data change from 2024 into 2025 is due to construction work, especially regarding Khouribga, which has modified the tendency for the Hazardous waste directed to disposal data.

## **OCP reaches a new exploration milestone and sets a new objective related to brine mining**

In 2024, OCP launched OCP Circular Technologies, an innovation initiative that continued to advance throughout 2025, building on successful laboratory results for the extraction of magnesium and other minerals from seawater brine. The initiative is now being structured as a dedicated program aligned with the Manufacturing Strategic Business Unit and supported by the technological expertise of Mohammed VI Polytechnic University (UM6P). Its objective is to develop and industrialise innovative processes to extract high-purity “green minerals” from brine streams generated by OCP’s desalination plants, transforming a by-product into a strategic resource.

With OCP’s desalination capacity expected to exceed 600 million m<sup>3</sup> of freshwater per year, the program focuses on brine valorisation using green energy and minimal chemical inputs, thereby reducing marine impacts associated with brine discharge while creating new sources of value. Following laboratory-scale validation, the initiative will progress to industrial demonstration pilots before large-scale deployment. In parallel, the program continues to explore additional circular pathways, including mineral recovery from seawater and green processes for phosphogypsum and other mining by-products, reinforcing OCP’s leadership in circular economy innovation and sustainable industrial development.

## **Transformation of Wastewater Treatment Plants sludge into a high value-added product for OCP and its ecosystem**

From 2024 through 2025, OCP advanced a circular economy initiative focused on transforming sewage sludge from wastewater treatment plants into value-added products for agriculture and land restoration. Implemented in partnership with Sustainability–ManufacturiX and UM6P at the Agricultural Innovation and Technology Transfer Centre (AITTC), the program combined scientific characterisation, controlled trials and field validation to identify safe and effective sludge valorisation pathways. Two complementary treatment routes (sludge-based composts and solar-dried sludge) were assessed using materials from OCP’s Khouribga and Youssoufia WWTPs, with Marrakech’s WWTP serving as a benchmark.

In 2025, the initiative progressed from research to agronomic and environmental performance validation under greenhouse and open-field conditions, across different soil textures and forage crops adapted to arid and semi-arid contexts. Results confirmed the importance of sludge quality, soil characteristics and application rates in determining outcomes, while demonstrating the potential of selected composts to achieve performance comparable to mineral fertilisers. The scope was further expanded to include mine-site rehabilitation trials using resilient tree

species, supporting soil stabilisation and organic matter restoration. Together, these outcomes strengthen OCP's pathway to scale sludge valorisation as an alternative to disposal, integrating resource efficiency, soil health and nature-based solutions into its broader sustainability strategy.

## Social

### 2.6 RESPONSIBLE EMPLOYEE MANAGEMENT



[Working Conditions Policy](#)

[General Human Capital Policy](#)

At OCP Group, we focus on building an environment where our employees can excel. We offer high-quality training, attractive salaries, and comprehensive benefit, while promoting a culture of teamwork and leadership growth. Our dedication to safety, diversity, and inclusion shapes our approach to managing talent. Additionally, we support the four core rights established by the International Labour Organisation and are dedicated to ethical and socially responsible practices.

Under the recent organizational restructuring, the Talent & Organizational Development (TOD) team has been integrated into the Innovation & Learning pillar, reflecting the Group's intention to more closely connect talent development with innovation and long-term transformation. This integration positions TOD at the heart of OCP Group's transformation ecosystem, alongside research and development, digital, data and AI capabilities. It enables a more coordinated approach to anticipating skills needs, accelerating workforce upskilling, strengthening leadership capabilities and enhancing organizational effectiveness, in direct support of technological change and new business models. By embedding TOD within Innovation & Learning, the Group reinforces the strategic role of human capital as a driver of performance, agility and sustainable value creation.

Distribution of workforce by gender		2022	2023	2024	2025
Men	Employees	16,037	15,726	15,568	15,393
	%	91%	89%	90%	89%
Women	Employees	1,651	1,616	1,732	1,882
	%	9%	9%	10%	11%
<b>TOTAL Core Business Morocco</b>		<b>17,688</b>	<b>17,342</b>	<b>17,300</b>	<b>17,275</b>
<b>All OCP Subsidiaries</b>		<b>20,587</b>	<b>21,170</b>	<b>22,331</b>	<b>27,176</b>

\* The total core business Morocco refers to the personnel of OCP S.A. and PHOSBOUCRAA, as well as those deployed to subsidiaries, joint ventures, and representative offices through secondment, assignment, or expatriation. In contrast, the total of all OCP subsidiaries correspond to the workforce of all OCP Group subsidiaries consolidated according to IFRS standards through full integration. The increase between 2024 and 2025 is primarily due to the integration of JESA and the expansion of the scope

of several entities within the UM6P ecosystem.

Distribution of total staff by professional category and gender		2021	2022	2023	2024	2025
Workers and employees, small and large categories	Men	8,297	7,365	5,955	5,804	4,228
	Women	189	182	164	161	141
	<b>Total</b>	<b>8,486</b>	<b>7,547</b>	<b>6,119</b>	<b>5,965</b>	<b>4,369</b>
Technicians, supervisors, and administrative employees	Men	6,351	7,004	8,073	7,945	8,968
	Women	672	646	629	622	609
	<b>Total</b>	<b>7,023</b>	<b>7,650</b>	<b>8,702</b>	<b>8,567</b>	<b>9,577</b>
Junior, Middle & senior management	Men	1,655	1,668	1,698	1,819	2,197
	Women	797	823	823	949	1,132
	<b>Total</b>	<b>2,452</b>	<b>2,491</b>	<b>2,521</b>	<b>2,768</b>	<b>3,329</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17,961</b>	<b>17,688</b>	<b>17,342</b>	<b>17,300</b>	<b>17,275</b>	

Types of contracts by gender		2021	2022	2023	2024	2025
Permanent Contract	Men	16,200	15,934	15,649	15,512	15,334
	Women	1,656	1,648	1,613	1,731	1,881
	<b>Total</b>	<b>17,856</b>	<b>17,582</b>	<b>17,262</b>	<b>17,243</b>	<b>17,215</b>
Temporary Contract	Men	103	103	77	56	59
	Women	2	3	3	1	1
	<b>Total</b>	<b>105</b>	<b>106</b>	<b>80</b>	<b>57</b>	<b>60</b>
<b>Total</b>	<b>17,961</b>	<b>17,688</b>	<b>17,342</b>	<b>17,300</b>	<b>17,275</b>	
Full Time	Men	16,303	16,037	15,726	15,568	15,393
	Women	1,658	1,651	1,616	1,732	1,882
	<b>Total</b>	<b>17,961</b>	<b>17,688</b>	<b>17,342</b>	<b>17,300</b>	<b>17,275</b>
Part time	Men	0	0	0	0	0
	Women	0	0	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>Total</b>	<b>17,961</b>	<b>17,688</b>	<b>17,342</b>	<b>17,300</b>	<b>17,275</b>
--------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

<b>Distribution by seniority</b>		<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
Less than 5 years	Men	627	565	389	285	528
	Women	286	293	195	192	335
	<b>Total</b>	<b>913</b>	<b>858</b>	<b>584</b>	<b>477</b>	<b>863</b>
5-10 years	Men	4,720	4,637	4,707	1,304	1,014
	Women	619	573	631	508	382
	<b>Total</b>	<b>5,339</b>	<b>5,210</b>	<b>5,338</b>	<b>1,812</b>	<b>1,396</b>
More than 10 years	Men	10,956	10,835	10,630	13,979	13,851
	Women	753	785	790	1,032	1,165
	<b>Total</b>	<b>11,709</b>	<b>11,620</b>	<b>11,420</b>	<b>15,011</b>	<b>15,016</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17,961</b>	<b>17,688</b>	<b>17,342</b>	<b>17,300</b>	<b>17,275</b>	

<b>Number of resignations by category and gender</b>		<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
Workers and employees, small and large categories	Men	0	0	0	0	0
	Women	0	0	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Technicians, supervisors, and administrative employees	Men	3	2	2	1	0
	Women	0	0	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Junior, Middle & senior management	Men	51	41	35	21	23
	Women	22	19	19	12	13
	<b>Total</b>	<b>73</b>	<b>60</b>	<b>54</b>	<b>33</b>	<b>36</b>
<b>TOTAL</b>	<b>76</b>	<b>62</b>	<b>56</b>	<b>34</b>	<b>36</b>	
<b>Total (only permanent contracts)</b>	<b>74</b>	<b>61</b>	<b>55</b>	<b>34</b>	<b>36</b>	

Number of dismissals by category and gender		2021	2022	2023	2024	2025
Workers and employees, small and large categories	Men	3	8	1	2	1
	Women	0	0	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
Technicians, supervisors, and administrative employees	Men	1	3	3	2	1
	Women	0	0	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
Junior, Middle & senior management	Men	1	2	5	1	11
	Women	0	0	3	0	3
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>14</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>16</b>	
<b>Total (only permanent contracts)</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>16</b>	

Number of new employees by category and gender		2021	2022	2023	2024	2025
Workers and employees, small and large categories	Men	15	13	6	4	10
	Women	0	2	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>10</b>
Technicians, supervisors, and administrative employees	Men	39	31	11	20	18
	Women	1	2	1	0	0
	<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>33</b>	<b>12</b>	<b>20</b>	<b>18</b>
Junior, Middle & senior management	Men	5	20	8	175	298
	Women	5	29	4	141	141
	<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>49</b>	<b>12</b>	<b>316</b>	<b>470</b>
<b>TOTAL</b>	<b>65</b>	<b>97</b>	<b>30</b>	<b>340</b>	<b>498</b>	
<b>Total (only permanent contracts)</b>	<b>10</b>	<b>57</b>	<b>13</b>	<b>318</b>	<b>474</b>	

Number of new employees by age group and gender		2021	2022	2023	2024	2025
< 30 years	Men	0	15	1	135	176
	Women	2	21	1	124	113
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>36</b>	<b>2</b>	<b>259</b>	<b>289</b>
30-50 years	Men	3	9	7	40	125
	Women	3	11	3	17	59
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>20</b>	<b>10</b>	<b>57</b>	<b>184</b>
> 50 years	Men	56	40	17	24	25
	Women	1	1	1	0	0
	<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>41</b>	<b>18</b>	<b>24</b>	<b>25</b>
<b>TOTAL</b>	Men	59	64	25	199	326
	Women	6	33	5	141	172
	<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>97</b>	<b>30</b>	<b>340</b>	<b>498</b>

The year 2025 was marked by a significant strengthening of OCP's visibility and attractiveness efforts, driven by a strong on-the-ground presence and a proactive talent acquisition strategy. These initiatives helped strengthen OCP's employer brand, expand its talent pool, and maintain a strong connection with academic and professional communities both nationally and internationally.

### Recruitment Campaign

The achievements delivered in 2025 reflect the growing maturity of OCP's Corporate Talent Acquisition function. This evolution is evidenced by a strengthened capacity to attract strategic and high-potential profiles, an expanded presence within key academic and professional ecosystems, and the consolidation of a renewed and distinctive employer value proposition aligned with the Group's global ambitions. As a result, Corporate Talent Acquisition has increasingly positioned itself as a strategic lever, supporting the development of the human capital required to accompany OCP's medium and long-term transformation.

In 2025, OCP further accelerated its talent agenda in line with the Group's strategic priorities and long-term development objectives. Throughout the year, the organisation continued to reinforce its internal capabilities, enhance its employer brand, and broaden its outreach across priority talent ecosystems, both nationally and internationally.

Within this dynamic, and with the objective of further diversifying its talent pipelines, OCP launched the “OCP Meets Talents” international roadshow across three strategic hubs of the Moroccan diaspora: Dubai, Montreal, and Paris. These initiatives enabled meaningful engagement with nearly 350 high-potential candidates, highlighting strong interest in career opportunities within the Group. The final event held in Paris also served as a platform to showcase the renewed employer brand, reinforcing coherence in employer messaging and strengthening OCP's attractiveness among international talent.

The progress achieved in 2025 has established a solid foundation for accelerating the attraction and integration of high-potential profiles in 2026. As OCP continues its transformation journey, Talent Acquisition will remain a central driver for building critical capabilities and supporting the delivery of the Group's long-term vision and sustainable performance.

### **Annual short-term performance bonus**

#### **Individual performance bonus:**

This variable bonus is awarded annually to Junior, Middle, and Senior management employees.

The principles governing the bonus are as follows:

- Performance evaluation: A structured evaluation system assesses employees based on operational objectives.
- Calibration of performance scores: Performance scores are calibrated using a Gaussian distribution within Performance Review Committees to ensure fairness and consistency.
- Percentage allocation: The evaluation process determines a target percentage of the annual bonus based on individual performance.

#### **Group performance bonus:**

The Group performance bonus is designed to align OCP employees with OCP Group's overall financial performance. This incentive aims to foster employee engagement and commitment by directly linking individual contributions to the company's financial outcomes.

It is distributed in two instalments, typically in July and December, as follows:

- Advance Payment (July): Eligible employees receive an advance payment based on the Group's net income for the first half of the reference year. The minimum amount of this

advance is equivalent to 0.5 months of the employee's reference salary.

- Balance Payment (December): The final bonus amount, calculated based on the Group's estimated annual net income, is disbursed through the regular payroll.

## 2.7 DIVERSITY AND EQUAL OPPORTUNITY



### Diversity and Inclusion Policy

At OCP Group, we foster an inclusive workplace where every employee can thrive, irrespective of their background. We embrace diversity and reject discrimination in all forms, including gender, disability, age, and more. Our aim is to create an environment where everyone feels valued and supported. We are committed to social responsibility, prioritising employee well-being and community impact. By promoting inclusivity, we drive innovation and success. We ensure non-discrimination at all career stages, implement diversity measures, and raise awareness among employees. Communication of our commitment to diversity is key. We continually evaluate hiring practices, collaborate with diverse educational institutions, and maintain diverse selection teams. Discrimination based on gender and age is strictly prohibited in our hiring and talent management processes.

### People with disability inclusion

We are committed to creating an inclusive workplace and community by implementing a formal policy and offering tailored employment opportunities for people with disabilities. We ensure accessible workplaces and provide support for career advancement. Hiring people with disabilities is integrated into our recruitment strategy, and we contribute to their training through internships and partnerships. We actively promote equal opportunities and support the employment of people with disabilities.

#### **Our inclusion commitment for 2030:**

- *Proactive recruiting policy for people with disabilities: 2% of our annual recruitment will be dedicated to qualified candidates with disabilities.*
- *Internships and work experience for people with disabilities: our internships are offered for qualified interns with disabilities.*

### Gender and Diversity

The Group is dedicated to eliminating the gender gap at each company site, paying particular attention to career paths, training, access to positions of responsibility and remuneration. This

commitment relies on making industrial positions within our sites more attractive to young women and upholding equal opportunity for the women and men at OCP at each step of their career.

The company aims to increase women's presence in operational and leadership roles. Over the past 15 years, sustained efforts have led to a significant increase in women's representation, with the feminisation rate rising from 16% in 2009 to 34% in 2025 and aiming for 50% in all management positions in 2030. This upward trend reflects the Group's sustained efforts to create a more inclusive and equitable workplace across all levels of the organisation.

OCP has reviewed its diversity ambitions for 2030 and 2040, with the objective of achieving gender parity across all hierarchical levels, including a target of 50% women in management positions by 2030. Progress is supported by targeted levers in recruitment, promotion and leadership development, as well as by continued efforts to strengthen inclusive practices, raise awareness and foster a culture where diversity is recognised as a driver of performance, innovation and sustainable value creation.

OCP continued to advance diversity, equity and inclusion in 2025 through targeted initiatives promoting gender balance, inclusion and female leadership across the Group. Flagship actions such as the Women at OCP podcast enhanced role modelling and visibility of women, reinforcing a culture of empowerment and continuous development.

Several entities translated this commitment into concrete results: SPS maintained gender parity (50% women) supported by inclusive recruitment, internal mobility and hybrid work arrangements; SP2M significantly increased female representation to 38%, strengthening inclusive hiring, leadership development and work-life balance support; and the SBU Manufacturing embedded gender diversity into its transformation agenda through awareness initiatives, leadership storytelling and active female participation as change agents. Collectively, these efforts position diversity as a key driver of engagement, innovation and sustainable performance.

### **Maternity and paternity leave**

At OCP, we firmly believe in fostering a supportive and inclusive work environment that recognises the importance of work-life balance and family responsibilities. To ensure that our employees can fully embrace this special time, we provide maternity leave that goes beyond legal requirements.

Paid maternity leave more than legally minimum required.

All female employees are entitled to 14 weeks of fully paid maternity leave. Upon request, they may receive an additional 14 weeks at half pay, followed by up to 6 months of unpaid leave if

needed. This flexible approach allows new mothers to better manage their work-life balance during this important period.

To further support working mothers, OCP grants one hour of breastfeeding leave per day for 24 months, extended from the previous 18 months. The well-being of pregnant employees and mothers, including breastfeeding support, is also fully integrated into all of the Group's health and safety programmes.

Paternity leave is equally prioritised. All male employees are entitled to 15 continuous days of fully paid paternity leave from the birth of the child, replacing the previous 3-day leave. This extended leave ensures greater support for co-parenting from the very first days of a child's life.

As part of its commitment to gender equality, OCP monitors performance assessments and bonus allocations for women during pregnancy, maternity leave, and after their return. The Group seeks to maintain, at minimum, the same level of bonuses awarded prior to maternity leave.

Finally, to celebrate and support the arrival of a newborn, OCP offers all new mothers and fathers a childbirth bonus.

### **Edge certification IFC**

In line with its commitment, the Group achieved the second level "Move", of EDGE (Economic Dividends for Gender Equality) Certification, the leading global standard for evaluating corporate gender equality. This certification underscores our commitment to fostering equality and diversity among our employees and throughout our ecosystem. In 2026, OCP continued its efforts on gender equality initiatives and action plans, focusing on equal pay and creating an inclusive workplace, with the aim of achieving the highest level of EDGE Certification, known as "Lead" to an ambitious action plan for a more inclusive work environment.



EDGE Move Certification indicates that the organisation has not only made a commitment to gender equality but has taken concrete steps to transform that commitment into action. EDGE Move showcases this commitment, while giving organisations further support as they progress their gender equality strategy.

## 2.8 PROFESSIONAL DEVELOPMENT AND ENGAGEMENT

### [Training & Development Policy](#)

At OCP, we understand the value of continuous learning to stay competitive in the evolving business landscape. We believe in nurturing a culture of critical thinking and entrepreneurship among our employees to drive our success. Our commitment involves providing various learning opportunities and professional growth programmes tailored to individual needs and aspirations. Our approach to learning and talent management is personalised, fair, agile, and inclusive, aligning with our business strategy and employees' goals. Alongside on-the-job training, we offer a range of tools to meet each employee's specific training needs.

	2022	2023	2024	2025
Number of employees who received training during the period	13,398	12,995	12,028	11,520
	2022	2023	2024	2025
Average amount (\$) spent per employee on training and development	1,391	1,410	2,042	2,388

### Talent development

As part of implementing its new social pact, OCP develops and continuously improves systems serving talent development. 3 main processes serve this purpose:

#### 1. Individual Development Plans

Annually, associates collaborate with their manager to create an Individual Development Plan (IDP), tailored to their personal and professional aspirations, the Group's needs, and feedback received.

- The IDP can be updated throughout the year to reflect changing needs and emerging development opportunities.
- Associates are supported in maintaining their performance in their current role while acquiring new skills that align with their career goals.
- They are also encouraged to contribute to the development of their colleagues and the broader community, fostering a culture of learning within the organisation by utilizing resources such as OCP Professors.

The goal is to facilitate a meaningful, targeted development conversation between the employee and manager, ensuring alignment with the Learning Universe and the ongoing definition of Individual Development Plans.

## **2. Performance Management**

OCP believes that regular feedback is necessary for the continuous development of its employees. OCP promotes a culture of performance at all levels of the organisation that ensures the achievement of results, by fairly encouraging and recognising employee performance. The performance appraisal is based on management by objectives, multidimensional feedback and objectives and key results (OKR - Objectives and Key Results - methodology).

The associates rely continuously on performance feedback, allowing them to better understand where they stand in terms of performance, and thus optimise their individual performance and actively participate in the overall performance. A new AI Talent management Solution “Workday” has been implemented in 2025, to enhance leadership and performance, and to support career development and personal growth.

The performance appraisal is based on six pillars:

- Continuous and multidimensional feedback.
- Self-evaluation of performance.
- Collection of annual feedback.
- Management by objectives.
- Performance review and objectives and key results (OKR methodology).

To support the sustainability commitment, Environmental, Social, and Governance (ESG) criteria are embedded in the performance evaluations of all associates. OCP also recognises employees who propose innovative ideas related to climate change, encouraging an ambidextrous approach that balances operational goals with exploration and innovation. Ultimately, the performance management system is designed to foster engagement, drive innovation, and align individual objectives with the company's strategy, particularly in climate action and decarbonisation.

## **3. Career Mobility**

At OCP, frequent mobility of functions is seen as an opportunity to foster the development of agile talent, while ensuring high employee engagement and self-fulfilment. In addition, they have access to an e-career platform that provides them with daily support and resources for their development within the Group.

This platform offers many functionalities through four areas:

- Explore the Group's roles: It allows employees to discover opportunities within the Group and broaden their professional experience in line with their career projections.
- Internal exposure: Employees can communicate their skills and interests through their personal profile, increasing their visibility and professional network.
- Internal job exchange: It facilitates the search functionality for internal job opportunities and enables the setting of alerts to receive real time notifications.
- Talent search: Allowing HR teams and top management to identify employee profiles.

## 2.9 DIALOGUE, JOINT DEVELOPMENT, AND ENGAGEMENT



### Social Dialogue Policy

At OCP, we are committed to cultivating a workplace culture that encourages leadership and enables every employee to flourish and contribute to our organisation's growth. We believe that trust, mutual respect, dialogue, and open feedback are fundamental values that underpin this culture. As such, we have implemented a comprehensive and proactive labour relations process that promotes consensus and fosters sustainable relationships.

The promotion of social dialogue is at the heart of OCP Group's strategy, which requires respect for freedom of association and the establishment of social dialogue mechanisms at all levels of the company. The Group promotes social dialogue beyond legal and regulatory requirements and has implemented a social dialogue charter that aims at strengthening and structuring the partnership and social commitment relationship between the Group and its social partners. This charter signed, by all the trade unions and OCP management, enables lasting relationships to be maintained between the Group and its social partners. The charter puts in place the very best standards of trade union rights.

### **Highlights 2025:**

- 6 union representatives, with 180 staff representatives and 4 main labour unions that represent the Group's employees.
- 80% of associates covered by collective bargaining agreements.
- 0 Strikes, the Group has not experienced any strikes in the last five years.
- 0 Number of social disputes, collective or individual, in the last three years.

## 2.10 HEALTH AND SAFETY



### Occupational Health and Safety Policy

At OCP, we recognise that maintaining a safe and healthy workforce is decisive for the long-term sustainability of our business. In pursuit of our goal to achieve zero-sustainable accidents, we take a proactive approach to establish a safety culture that aligns with global standards. By prioritising safety and implementing preventive measures, we aim to minimise safety risks and go beyond international safety standards. Our commitment to safety extends to promoting a safety-conscious culture where all employees take ownership of their safety and well-being.

Employees		2021	2022	2023	2024	2025
Fatalities as a result of work-related injuries	Number	3	2	1	0	0
	Rate	0.11	0.06	0.03	0	0
High-consequence work-related injuries (excluding fatalities)	Number	29	38	17	5	11
	Rate	1.03	1.16	0.51	0.16	0.35
Recordable work-related injuries	Number	84	89	44	37	37
	Rate	2.99	2.71	1.33	1.17	1.19
Lost Time Injury Frequency	Rate	1.14	1.22	0.54	0.44	1.19
Process safety events- Tier 1	Number	0.06	0.01	0.01	0.07	0.01

Sub-contractors		2021	2022	2023	2024	2025
Fatalities as a result of work-related injuries	Number	1	1	4	1	4
	Rate	0.02	0.02	0.06	0.02	0.06
High-consequence work-related injuries (excluding fatalities)	Number	27	23	28	6	32
	Rate	0.63	0.36	0.41	0.1	0.51
Recordable work-related injuries	Number	125	128	127	113	136
	Rate	2.89	1.99	1.85	1.91	2.17

Lost Time Injury Frequency	Rate	0.65	0.66	0.47	0.62	0.56
----------------------------	------	------	------	------	------	------

Employees and Sub-contractors		2022	2023	2024	2025
Recordable work-related injuries	Number	217	171	150	172
Lost Time Injury Frequency	Rate	0.66	0.49	0.56	0.49

(Calculated per 1-million-man hours worked)

### 2.11 RESPONSIBLE PROCUREMENT MANAGEMENT



[Responsible Procurement Policy](#)



[Supplier Code of Conduct](#)

OCP Group is a vertically integrated organisation that relies on a rich supply chain featuring around 5,870 suppliers for essential procurement categories such as raw materials, energy, infrastructure, and transportation. To minimise potential negative impacts on the economy, environment and society, the organisation continuously improves its risk management approach.

To go beyond regulatory compliance, at OCP we have a Purchasing Policy to strengthen due diligence and optimise processes related to quality, cost, transparency, suppliers' relationships, the development of a local industrial ecosystem and sustainability excellence. In addition, the Supplier Code of Conduct, aligned with the Responsible Procurement Policy is shared with all suppliers to ensure they act in accordance with OCP's ethical business standards.

Our local industrial ecosystem strategy still aims to:

- Prioritise safety while enhancing OCP Group local suppliers' competitiveness and industrial performance.
- Promote co-development of products and equipment for import substitution.
- Maximise local content and local integration around OCP Group sites.
- Encourage socioeconomic development in the areas where OCP Group operates.

## Performance assessment and development

OCP has implemented a supplier rating system across strategic purchasing categories to foster supplier professionalisation and enhance capacity development within the company's ecosystem. This system involves:

- Continuous monitoring and follow-up of supplier performance through field audits, progress plans, and meticulous oversight.
- Implementation of an HSE qualification process for all suppliers, assessed through documentation, project manager evaluations and final HSE committee harmonisation of assessments. Contractors seeking participation in tenders must attain a minimum qualification score, determined based on project risk and safety evaluation. Regular on-site audits form an integral part of OCP's safety management system. These audits, conducted by OCP personnel, ensure contractors working on OCP projects fully comprehend and adhere to safety guidelines and requirements. During these audits, OCP personnel diligently monitor and assess contractors' safety practices and procedures to identify any deficiencies or areas necessitating improvement.

## Suppliers' Environmental, social and governance performance

Beyond our local industrial ecosystem empowerment strategy, we are working on sustaining our whole supply chain. We partially integrate suppliers' environmental, social and governance performance into our procurement approach through:

- Tendering criteria on Health, Safety and Environment (HSE) requirements as well as social regulatory obligations under the Moroccan labour legislation.
- Contractual social and environmental obligation.
- Audits – in line with our HSE management of external companies' standard – to control HSE risks and prevent accidents and incidents when external companies intervene at OCP sites as well as to ensure compliance with the Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), which covers the most important procurement categories.

### 3 Governance



[Anti-Corruption Policy](#)

#### 3.1 DRIVING SUSTAINABILITY: OCP CORPORATE GOVERNANCE

OCP Group's governance model is designed to permeate the entire organisation promoting alignment, transparency, and disciplined oversight across subsidiaries and affiliated entities. Group level governance sets the expectations and common rules for subsidiary boards and committees, enabling consistent decision making and performance tracking against the Group's strategic objectives. This approach is anchored in international benchmarks (OECD Principles, ICGN Guidelines) and Morocco's Code of Good Governance Practices for Public Establishments and Enterprises and related guidance.

Sustainability sits at the heart of OCP Group's strategy, shaping both governance practices and operating models. As global dynamics evolve, especially in food security, sustainable development, and technological advancement, OCP has undertaken a multidimensional transformation.

The Group is now entering its third wave of growth under the new Investment Plan, requiring a shift toward a multi business group model structured around high performing Strategic Business Units (SBUs). This transformation reflects the Group's strategic Must Win Battles and its dual imperative of exploration and exploitation. In many cases, this requires a structural separation between these activities, enabling innovation while safeguarding operational excellence.

#### 3.2 TRANSPARENT, INNOVATIVE, AND ETHICAL GOVERNANCE

OCP SA, a State Owned Company whose improvement in governance as a management tool, remains its long-term priority, is at the heart of the country's development model. This priority is driven by its strong commitment to governance, transparency, social and environmental responsibility, and the consolidation of Morocco's intangible capital.

##### OCP Board of Directors

OCP SA has a Board of Directors that determines the general directions of the company's activities and oversees their implementation, subject to powers that are expressly reserved to the shareholders and in accordance with OCP SA's corporate purpose. For decisions to be valid, the effective presence of at least half of the Directors is required. The Board met on six occasions in 2025.

During its meeting of 12 March 2026, the Board of Directors proposed the renewal of the following:

Board member	Gender	Age	Primary occupation	Status	Since	Renewal of mandate	Expiration date of their mandate	Number of mandates by members (*)	Attendance to board meetings	Sector expertise
<b>Mostafa TERRAB</b>	M	71	OCP Chairman and Chief Executive Officer	E-NI	2008	2023	Accounts 2028	4	<b>100%</b>	-
<b>Nadia FETTAH</b>	F	55	Minister of Economy and Finance	NE-NI	2021	2023	Accounts 2028	2	<b>83%</b>	Economy/Finance
<b>Abdelouafi LAFTIT</b>	M	59	Minister of Interior	NE-NI	2018	2023	Accounts 2028	2	<b>83%</b>	Public Administration / Territorial Governance
<b>Nasser BOURITA</b>	M	57	Minister of Foreign Affairs, African Cooperation and Moroccans Abroad	NE-NI	2018	2022	Accounts 2027	2	<b>67%</b>	International Relations / Diplomacy
<b>Ryad MEZZOUR</b>	M	55	Minister of industry and trade	NE-NI	2021	2026 (**)	Accounts 2031	2	<b>100%</b>	Industry and trade
<b>Ahmed EL BOUARI</b>	M	62	Minister of Agriculture, Maritime Fisheries, Rural Development, Water and Forests	NE-NI	2024	2024	Accounts 2028	1	<b>100%</b>	Agriculture
<b>Leila BENALI</b>	F	48	Minister of energy transition and Sustainable Development	NE-NI	2021	2024	Accounts 2029	2	<b>67%</b>	Energy / Sustainability
<b>Abdellatif ZAGHNOUN</b>	M	66	Director General of the National Agency for the Strategic Management of State Holdings and Monitoring the Performance of Public Establishments and Enterprises	NE-NI	2023	-	Accounts 2028	1	<b>100%</b>	Public Finance / Sovereign Investment
<b>Banque Centrale Populaire</b>	F, CE	58	Represented by its President and CEO Ms Naziha BELKEZIZ	NE-NI	2009	2021	Accounts 2026	3	<b>100%</b>	Banking / Financial Services
<b>Ilham KADRI</b>	F	57	Independent Director	NE-I	2026	-	Accounts 2031	1	<b>NA (***)</b>	Chemicals / Specialty Materials/Finance
<b>Ismahane El Ouafi</b>	F	55	Independent Director	NE-I	2026	-	Accounts 2031	1	<b>NA (***)</b>	Agriculture / Food Systems / Agricultural Research/

**Mustapha Ouhadi:** Secretary of the Board.

**E:** Executive (linked to the management of the company) **NE:** Non-Executive **I:** Independent **NI:** Non-Independent **M:** Male  
**F:** Female **CE:** Corporate Entity

(\* ) A mandate is not necessarily a full six-year term. A board director may be appointed during an ongoing mandate to replace another and serve the remaining period.

(\*\* ) At its meeting of 12 March 2026, the Board of Directors proposed the renewal of Mr Ryad MEZZOUR's term of office for a period of six (6) years to the next Annual General Meeting.

(\*\*\*) Independent directors were appointed in January 2026.

In this regard, the Board of Directors is formed by a large group of professionals with a diversity of skills, profiles, backgrounds, age, and gender. The aim is to add value to the company through integrity, transparency, and responsible supervision.

Defined by the main shareholder, the directors are several ministries represented by the Minister, and their appointment is made in accordance with SA law. These directors change with each change of Minister.

### Board Independence

OCP's Board of Directors has been strengthened through the recent appointment of two independent directors, reflecting the ongoing evolution of Morocco's governance framework aimed at reinforcing Board independence, oversight quality and strategic decision-making within state-owned enterprises.

This evolution is driven by national reforms designed to enhance governance standards and performance across public entities. A key development in this context is the establishment of the National Agency for Strategic Management of State Holdings and Monitoring of Public Establishments and Enterprises' Performance (ANGSPE) under Law No. 82-20, promulgated on 26 July 2021. ANGSPE oversees all state-owned enterprises, including OCP, and plays a central role in strengthening governance by protecting the State's interests, managing public holdings and improving decision-making quality across Public Establishments and Enterprises (EEP).

In line with this framework, the review and proposal of appointments to the Board of Directors fall within the Ad Hoc Committee, a standing committee of the Board. In accordance with its mandate, the Ad Hoc Committee examined the proposed candidatures, assessed their compliance with the applicable independence criteria, and issued a duly reasoned opinion and recommendation to the Board of Directors.

The selection process was based on a comprehensive set of criteria, including professional experience, skill matrix, technical expertise, independence, reputation and integrity, alignment

with OCP's strategic vision, and complementarity with the profiles and competencies of existing Board members. The assessment further took into account the absence of conflicts of interest, gender diversity, as well as candidates' availability and expected level of commitment required to effectively perform their duties.

Acting within this mandate, the Ad Hoc Committee proposed the appointment of two independent directors—both women—which was submitted to the Board of Directors at its meeting of 24 December 2025 and subsequently approved by the General Meeting of Shareholders on 12 January 2026.

As a result, the Board is now composed of 11 members, including five women, representing a positive step forward in terms of both Board independence and gender diversity.

OCP defines the independence of Board members in accordance with Section 41 of Law 20-19, amending and supplementing Law 17-95 on Société Anonyme (SA). Under this legal framework, an independent Board member must meet strict criteria ensuring objectivity and the absence of conflicts of interest. In particular, an independent director must not have, over defined look-back periods:

In line with Article 41 bis, the assessment of director independence for the first five criteria is based on a three (3)-year look-back period preceding the appointment. This assessment considers whether, during this period, the individual has:

- 1 Held a management or employment position within the OCP Group;
- 2 Been a shareholder of OCP Group or acted as a shareholder representative;
- 3 Held management responsibilities in an entity in which OCP holds an equity stake;
- 4 Worked for a company managed by OCP or in which an OCP executive has held a management role;
- 5 Acted as a business, financial or advisory partner of OCP;
- 6 Had close family ties (up to the second degree) with shareholders or members of the Board;
- 7 Served as OCP's statutory auditor over the past six years.

The newly appointed independent directors have joined the Audit, Risk and ESG Matters Committee as well as the Strategy and Investment Committee, whose composition has been expanded accordingly. This further strengthens Board-level oversight, internal control, risk supervision and the quality of strategic and long-term decision-making.

## Remuneration

The terms of the remuneration of our Board of Directors are aligned with the Moroccan Law 17-95 on SA. The members of the Board do not receive remuneration.

## Executive remuneration

The total aggregate compensation of key management personnel, comprising Senior Management, Executive Vice-Presidents, Vice-Presidents, and advisors to the Chief Executive Officer, for the year ending on December 31, 2025, amounted to 182 million MAD. This figure includes payroll taxes, social security and retirement contributions, healthcare, and workers' compensation insurance, paid short-term employee benefits, as well as compensation for termination of employment.

## Board Committee

### **Audit, Risk and ESG Matters Committee**

The Audit, Risks, and ESG Matters Committee supports the Board of Directors in its control operations and reviews half year and year-end results. In 2023, in accordance with the decision of the previous Board of Directors, the Audit and Risk Committee has extended its prerogatives to cover subjects related to the environmental, social and governance (ESG) matters.

The Audit, Risk and ESG Matters Committee's responsibilities have been expanded to include ESG matters since the decision of the OCP SA Board of Directors in 2023. The main responsibilities of the Audit, Risks, and ESG Matters Committee include evaluating the mechanisms implemented by the Group to ensure the quality and transparency of disclosure of non-financial information related to ESG topics, ensuring the implementation of appropriate policies and procedures to manage ESG issues, and aligning them with relevant current standards and report periodically to the Board of Directors.

The Audit, Risk, and ESG Matters Committee held two meetings during 2025, with the participation of the ESG and Finance team, ensuring regular reporting to the Board of Directors. Notably, ahead of the annual accounts closing of the Board (usually held in March), the committee provides a comprehensive overview of the previous year's performance and defines the priorities and direction for the upcoming year. In terms of ESG matters, 2025 was marked by discussions on topics such as carbon neutrality, renewable energy, non-conventional water sources, and the implementation of duty of vigilance obligations through corporate citizenship and responsible business conduct initiatives. Progress in these areas including ESG ratings and reputation, along

with performance against established ESG targets, is reported to the Board of Directors reinforcing the company's commitment to sustainability, and responsible governance.

These regular communications ensured that the Board remained well-informed and actively engaged with the company's ESG strategy and progress.

As part of its ongoing organisational transformation, the Group is strengthening its internal governance system, designed to be both flexible and scalable.

The Committee is composed of:

- Ilham Kadri: Independent Director, Chairwoman.
- Ismahane El Ouafi: Independent Director, Member.
- Naziha Belkeziz: Chairwoman and Chief Executive Officer BCP (Banque Centrale Populaire), Member.
- Fatiha Belghiti: Government Commissioner, permanent participant.
- Khalid El Hattab: Deputy CEO of the National Agency for the Strategic Management of State Participations and for monitoring the performance of public establishments and enterprises, permanent participant.

### **Strategy and investment Committee**

Strategy and Investment Committee plays a central role in supporting the Board of Directors by preparing its deliberations on the Group's strategic orientations, notably with regard to development policies and the financing of strategic initiatives. At its meeting held on 12 March 2026, the Board of Directors approved a revision and expansion of the composition of the Strategy and Investment Committee, reinforcing its capacity to address the Group's evolving strategic and investment priorities and to ensure robust oversight of long-term value creation.

The Committee is composed of:

- Mostafa Terrab: Chairman.
- Nadia Fettah: Member.
- Abdellatif Zaghoun: Member.
- Laila Benali: Member.
- Ilham Kadri: Independent director, member.
- Ismahane El Ouafi: Independent director, member.

## Executive Committees

### Strategic Committee

The Strategic Committee is a high-level governance body responsible for steering the long-term strategy of the OCP Group, in alignment with the orientations approved by the Board of Directors. Drawing on in-depth analysis of economic trends, technological developments, and market dynamics, it defines the strategic priorities for implementation and oversees their execution.

The Committee ensures ongoing coordination of strategic directions, maintains coherence between Strategic Business Units and Corporate functions, and continuously monitors the Group's overall performance. It is also responsible for the oversight of major investments and long-term projects, ensuring their strategic alignment and rigorous follow-up. Additionally, the Committee plays a key role in adapting the organisation to internal and external changes, fostering a culture of continuous improvement, and maintaining alignment with the Group's evolving priorities.

The Committee is composed of Managing Directors of the Strategic Business Units and strategic entities, alongside Managing Directors and Directors of the strategic pillars and corporate functions. This composition includes the Managing Director in charge of Sustainability and Green Utilities, ensuring that strategic deliberations systematically integrate sustainability, climate, and social considerations alongside economic and operational dimensions.

As sustainability is an integral component of the Group's strategic roadmap, the Strategic Committee is directly involved in key decision-making processes and exercises oversight of OCP Group's Planet and People Positivity strategic pillar. Through this role, it ensures that sustainability considerations are embedded into strategic orientations, investment decisions, and long-term transformation programmes.

### ESG Committee

The ESG Committee acts as a transversal advisory body supporting the OCP Group in the coordination, advancement, and effective implementation of its ESG agenda across the organisation. It provides a cross-functional forum to advise senior management on ESG- and ethics-related matters and to support progress on priority sustainability topics at key moments of the Group's transformation.

Its core responsibilities include establishing a unified view of ESG aspects and ensuring the integration of ESG principles into the Group's overall operations. In addition, the Committee is responsible for advancing the ethics roadmap, guiding key initiatives aimed at reinforcing ethical standards, across all levels of the Group.

The ESG Committee is chaired by, and operates under the leadership of, the Managing Director in charge of Sustainability and Green Utilities, who plays a central role in steering the ESG agenda and ensuring coherence between strategic priorities, operational execution and sustainability commitments. In this role, the Managing Director reports to the Audit, Risk and ESG Matters Committee, ensuring appropriate oversight and alignment between executive-level ESG management and Board-level governance.

### **3.3 ETHICS AND INTEGRITY**

At OCP, we are dedicated to upholding the highest standards of ethical conduct and integrity throughout our organisation. Our commitment to these principles ensures that we foster a culture of trust, respect, and fairness in all our interactions. Central to this commitment is our Code of Conduct, which serves as a guiding framework for ethical decision-making and professional behaviour. The Code encompasses a broad range of ethical guidelines, ensuring that all employees and stakeholders adhere to the highest standards of integrity and professionalism.

We actively promote a culture of integrity and transparency, reinforced by a robust anti-corruption policy that aligns with international standards. This policy advocates a zero-tolerance approach to corruption and bribery, setting clear expectations for ethical conduct across all levels of our organisation.

Our Code of Conduct is a comprehensive framework addressing critical ethical issues, including but not limited to:

- Anti-corruption and anti-money laundering
- Health and safety
- Human rights
- Fair treatment and non-discrimination

In addition to these guidelines, the Code includes procedures for reporting and addressing unethical behaviour, ensuring that all concerns are handled promptly and effectively.

#### **Anti-Corruption Policies and Measures**

OCP's Anti-Corruption Policy establishes a comprehensive framework to prevent, detect, and address corruption across all levels of the organisation. It provides clear and practical guidelines that reinforce OCP's commitment to ethical conduct, transparency, and compliance with international anti-corruption standards. The policy prohibits facilitation payments and sets strict rules for gifts and hospitality to prevent undue influence. Grants, donations, and sponsorships

require due diligence to ensure legitimacy and avoid misuse. Political contributions are provided where permitted by applicable law. It also ensures integrity in corporate transactions through third-party assessments and mandates accurate financial records to uphold transparency and accountability.

Moreover, our Supplier Code of Conduct establishes ethical principles and expectations for our suppliers and business partners, guaranteeing that our supply chain operates with integrity, fairness, and accountability.

Through ongoing training, oversight, and enforcement, we ensure that every employee is equipped to identify and address potential corruption risks. By adhering to the values of transparency, integrity, and accountability, we not only protect our company's reputation but also contribute to its long-term sustainability.

### **Robust control and monitoring systems**

To prevent and detect corruption, we have implemented robust policies and control systems. Our internal audit and control teams closely monitor the effectiveness of our processes, procedures, and commitments, ensuring full compliance with ethical standards, laws, and regulations. These measures help safeguard both the reputation and financial stability of our business.

In the event of corruption allegations, our Control Team initiates thorough investigations using various methodologies. Team members are trained and certified as Professional Fraud Examiners (CFE), a credential awarded by the ACFE to those who pass the CFE exam and have relevant auditing and control experience. Crucially, our teams remain unbiased and independent throughout the investigation process.

### **Training and capacity building**

Throughout 2025, the General Counsel Office delivered a series of compliance-focused trainings addressing key risk areas relevant to the Group's operations. Training sessions covered anti-corruption, fraud prevention, data protection, and economic sanctions topics that are essential to safeguarding the organisation's ethical standards and regulatory obligations.

In addition, a dedicated training session brought together participants from corporate functions, Strategic Business Units and selected subsidiaries. This session included a refresher on the principles of the Code of Conduct and core anti-corruption requirements, reinforcing a shared understanding of ethical expectations across the organisation.

Further training was also delivered under the Business Law Programme, primarily targeted at the Group's legal teams as well as functions identified as being more exposed to compliance risks, such as procurement and sales. The programme was attended by 36 participants and aimed to ensure consistent understanding of compliance obligations, strengthen risk awareness, and enhance employees' ability to identify and mitigate potential compliance issues.

**Whistleblowing and complaint management**

We maintain a secure whistleblowing system through which complaints are received and recorded. While the complaints are not subject to audits, our team ensures that they are properly documented and tracked for further processing. They conduct initial assessments to determine whether further investigation is required, maintaining confidentiality to protect whistleblowers from potential retaliation.

If an accusation of corruption is substantiated, appropriate disciplinary actions and/or legal proceedings are taken in accordance with applicable laws. Additionally, we implement stricter measures and internal controls to prevent similar incidents in the future.

At OCP, ethics and integrity are not just principles but integral elements of our corporate identity. Through continuous improvement, training, and enforcement of our policies, we remain firm in our commitment to ethical excellence, fostering a sustainable and responsible business environment.

**4 Commitments to shared value**

OCP Group's responsibility goes beyond our value chain, with a commitment to creating meaningful and lasting impacts in the communities we serve. We understand that the long-term success of our organisation is deeply intertwined with the prosperity and well-being of these communities. As such, we are dedicated to fostering positive social and economic outcomes through proactive engagement, responsible business practices, and targeted initiatives that address local needs. By leveraging the collective strength of our organisation's ecosystem, we focus on empowering communities, strengthening their resilience, and promoting sustainable development. Through collaboration and shared efforts, we aim to build a more inclusive, resilient, and sustainable future that benefits both local communities and the world at large.

	2023	2024	2025
Direct Beneficiaries	1.288.728	161.478	287.587

	2023	2024	2025
Community Investment (\$ millions)	\$1.254 millions	\$1.445 millions	\$1.369 millions

*\*The information on direct beneficiaries and community investment is based on estimates and is subject to change*

## 4.1 ACT4COMMUNITY

Launched in 2018, the initiative aims to develop projects that foster local growth around OCP sites, creating sustainable value that impacts the ecosystem, local communities, and OCP itself. Each site deploys a strategy adapted to local needs and strengths. These localised approaches ensure that initiatives are both relevant and impactful, considering the socio-economic, cultural, and ecological contexts of each area. Employees are encouraged to participate in this corporate volunteering programme, which offers a community leave of one to four weeks per year, in addition to their annual leave. This allows them to engage with their communities by volunteering at associations or even contributing to entrepreneurship efforts.

### Advancing education and empowerment through Act4Community

Act4Community (A4C) is strongly committed to advancing education as a key pillar of community development. Our focus lies in empowering youth and women through initiatives that promote digital literacy, provide scholarships and deliver educational training. Across OCP sites, A4C support programmes that build critical thinking, creativity, innovation, and communication—essential tools for personal growth and social inclusion. In addition to educational efforts, A4C also promotes access to sports and physical activity, recognising their vital role in building confidence, teamwork, discipline, and well-being among community members, especially young people.

### Mzinda Village: Integrated Community Education Initiative

Under its Education pillar, ACT4COMMUNITY strengthens access to quality education in rural areas through a participatory, long-term approach. In Mzinda Village, the Integrated Community Education Initiative improved the main primary school for over 180 pupils by upgrading learning conditions, providing materials, training teachers, and promoting extracurricular activities to enhance motivation and reduce dropout rates.

In 2025, ACT4COMMUNITY also delivered a flagship infrastructure project with the Mzinda Recreational and Sports Park, developed on a 5,000 m<sup>2</sup> site at the heart of the village and open to the public. The park includes a 7 a side synthetic football pitch, a multi purpose sports court, a children’s playground, a running and cycling track, outdoor fitness areas, pergola covered spaces

for board games, and an open-air cinema. Since its opening, the park has become a central gathering place for residents of all ages, particularly during afternoons and weekends. Following completion of the infrastructure phase, ACT4COMMUNITY is now implementing a second phase focused on activating the space through regular sports and cultural programming, including the annual ACT4CFOOTBALL tournament, children's village fairs and open-air cinema screenings, in close collaboration with local civil society. These initiatives contribute to strengthening social ties, encouraging healthy lifestyles and reinforcing community cohesion for more than 2000 residents at the village.

By 2025, Act4Community (A4C) in Gantour had delivered a range of impactful education, sports, and cultural initiatives benefiting local youth and schools. Flagship education programmes included Engineering for Kids & Youths, which provided 160 primary students with 192 hours of robotics training and strengthened local capacity through training for 11 teachers across eight neighbouring schools. The ENNAJAH 4 EVERYONE project supported 126 students from middle and high school through tutoring sessions in core subjects, contributing to a marked improvement in academic performance. In parallel, the Explora' Mine initiative enabled 230 schoolchildren to take part in educational outings.

In parallel, ACT4COMMUNITY promotes educational equity through complementary awareness and engagement initiatives. In 2025, as part of the National Road Safety Day, an immersive educational programme was delivered to 200 primary school pupils from the rural communes of Boucraa, Dcheira and Foug El Oued, combining playful and hands-on workshops in partnership with NARSA, SOTREG, the Ministry of National Education and civil society actors. In Safi, education efforts focused on improving infrastructure and student engagement through the upgrade and accessibility of seven educational establishments, including access to drinking water, school transport and facility improvements. These actions were complemented by ten educational animation events and nine academic conferences held in secondary and higher education institutions, collectively benefiting around 10,000 pupils and students. Overall, these initiatives support learning continuity, motivation and equal access to education across territories.

### **Promoting entrepreneurship as a driver of local transformation**

At Act4community, entrepreneurship is a key tool for building resilient, inclusive and sustainable communities. With a clear focus on empowering women and youth, at Act4community we design initiatives that go beyond skill-building — enhancing both technical and managerial capacities while creating tangible opportunities for economic development in the regions where we operate. Through our initiatives, we place a strong emphasis on strengthening the skills of

entrepreneurs, with a particular focus on young entrepreneurs. At the same time, A4C is deeply committed to promoting women's empowerment in business, focusing on initiatives that are specifically designed to support and elevate female entrepreneurs.

Through its Entrepreneurship pillar, ACT4COMMUNITY supports the development of a resilient and inclusive local economic ecosystem by strengthening entrepreneurial capacities, promoting income-generating activities and facilitating access to markets. In Safi, the programme focused on accelerating very small enterprises (TPEs) and cooperatives through tailored support combining skills development, business structuring and integration into OCP's value chain. This approach enabled 11 local enterprises to benefit from acceleration programmes, supported the qualification and integration of 12 TPEs into the OCP ecosystem, and facilitated market access for more than 150 TPEs. In parallel, 22 cooperatives, particularly women-led initiatives, were supported through training in entrepreneurship, financial management and commercialisation, including access to the Kherbalda.ma e-commerce platform, while 8 local products benefited from targeted technical support to strengthen their viability and market readiness.

In Jorf Lasfar, ACT4COMMUNITY reinforced entrepreneurship and social economy dynamics through targeted support to project holders, women and cooperatives. In partnership with the INDH, the programme accompanied young entrepreneurs through listening, guidance, training and coaching, benefiting 980 project holders in the pre-creation phase and 400 post-creation entrepreneurs. Women's entrepreneurship was strengthened through the implementation of 14 income-generating projects, including the provision of essential equipment. Support to the social and solidarity economy included digital marketing reinforcement for 20 cooperatives, the organisation of a solidarity souk benefiting 30 cooperatives, and certification support for three cooperatives in line with ONSA requirements. Additionally, the "Boost TPE" programme supported 30 local TPEs through structured training modules, while 200 OFPPT students received entrepreneurship training, contributing to job creation, economic empowerment and sustainable local development.

### **Sports and recreational projects**

ACT4COMMUNITY implements a comprehensive programme dedicated to strengthening local sports ecosystems and promoting well-being through proximity sport and inclusive access to physical activities. The "Sport and Culture in the Service of Local Development" initiative supported 29 local sports associations, benefiting more than 3,300 people across neighbouring villages. This support included the acquisition of adapted sports equipment, the training of over 24 sports instructors, and the regular organisation of training sessions and local tournaments.

Multidisciplinary sports tournaments (football, basketball, kickboxing and tennis) mobilised over 1,200 young participants from local communities and schools, while initiation and skills-development programmes in swimming, football and basketball benefited more than 700 participants, supervised by qualified educators. In parallel, school sports development initiatives reached over 600 pupils, and targeted actions to promote women's sports benefited approximately 75 young participants in a safe and inclusive environment.

In 2025, ACT4COMMUNITY also delivered a flagship infrastructure project with the Mzinda Recreational and Sports Park, developed on a 5,000 m<sup>2</sup> site at the heart of the village and open to the public. The park includes a 7-a-side synthetic football pitch, a multi-purpose sports court, a children's playground, a running and cycling track, outdoor fitness areas, pergola-covered spaces for board games, and an open-air cinema. Since its opening, the park has become a central gathering place for residents of all ages, particularly during afternoons and weekends. Following completion of the infrastructure phase, ACT4COMMUNITY is now implementing a second phase focused on activating the space through regular sports and cultural programming, including the annual ACT4CFOOTBALL tournament, children's village fairs and open-air cinema screenings, in close collaboration with local civil society. These initiatives contribute to strengthening social ties, encouraging healthy lifestyles and reinforcing community cohesion at the local level. Sports and cultural engagement were also strongly promoted, notably through the installation of 15 ping-pong tables in local schools and the organisation of several football tournaments, engaging more than 300 young people from surrounding communities.

As part of the Health and Social Solidarity, ACT4COMMUNITY implemented a medical awareness campaign during "Octobre Rose", focused on the early detection of breast and cervical cancer. This initiative was aligned with national efforts marking the anniversary of the Green March and responded to the call for greater territorial and social equity. Organised in partnership with the Provincial Delegation of Health and Social Protection of Laayoune, the campaign promoted preventive healthcare and improved access to essential medical services in rural areas.

The initiative benefited more than 80 rural women from the commune of Fom El Oued – El Jerradi, reinforcing awareness of women's health issues and the importance of early screening. By combining health prevention with proximity action, the campaign contributed to strengthening local healthcare outreach and supporting vulnerable populations through targeted, community-based interventions.

## 4.2 OCP FOUNDATION

OCP Foundation enhances OCP Group's social impact through a "Servant Leadership" model that empowers communities and fosters resilience. OCP Foundation works hand in hand with its partners to design and scale sustainable solutions that address pressing social, environmental, and economic challenges, both in Morocco and internationally. OCP Foundation also supports OCP knowledge ecosystem, including the University Mohammed VI Polytechnic and the Lycées d'Excellence in Benguerir and Rabat.

In 2025, OCP Foundation reinforced its role as a strategic enabler of sustainable and inclusive development, delivering measurable impact across key priority areas: education, climate-resilient agriculture, research and innovation, entrepreneurship, and territorial development.

Through a partnership-driven and impact-oriented model, OCP Foundation continues to contribute to long-term socio-economic transformation, aligned with ESG principles and the GRI reporting framework.

### A high-quality educational ecosystem to meet future challenges

In 2025, OCP Foundation continued to position education as a cornerstone of social mobility and long-term systemic transformation. Through 98 projects implemented in partnership with 64 organisations, the Foundation reached 40,774 beneficiaries, 64% of whom were women and girls. Interventions focused on strengthening pathways of excellence, enhancing teacher capacity, and advancing inclusive education models tailored to vulnerable populations. In parallel, youth engagement initiatives promoted civic responsibility and active participation, contributing to the emergence of a new generation of socially committed and engaged leaders.

A flagship illustration of this commitment is Attamkine Academy, a scalable and inclusive digital learning platform developed in partnership with UM6P, for the National Union of Women in Morocco (UNFM). Designed to foster the socio-economic empowerment of women, particularly those in rural and vulnerable contexts, the platform leverages digital technology to reduce barriers to learning and expand access to education. Attamkine Academy offers flexible and personalised learning pathways across entrepreneurship, digital literacy, soft skills and civic education, accommodating diverse educational profiles ranging from non-literate users to formally educated learners.

### **Impact in 2025:**

- 4,436 beneficiaries.
- 10 training modules deployed.
- 60 trainers trained nationwide.

### **Enabling Inclusive and Scalable Economic Opportunities**

The Social Experience Programme (SEP) is one of several flagship initiatives deployed by OCP Foundation to support entrepreneurship, across both innovative ventures and the social and solidarity economy. It contributes to fostering youth engagement, civic responsibility, and social innovation, as part of a broader and diversified approach.

Through its second edition in 2025, SEP delivered an immersive experience combining experiential learning, community engagement, and structured ecosystem support. It also contributed to strengthening the UM6P Career Center.

Key initiatives included Summer of Citizenship and ReBuild Challenge. The programme also featured Seed to Lead, which supports student-led entrepreneurial solutions to real-life challenges identified by ecosystem partners, as well as Community Week, designed to promote volunteerism and enhance local impact.

### **Impact in 2025:**

- 437 students engaged.
- 115 NGOs and local associations supported.

### **Climate-Smart Agriculture: Building Resilience and Sustainable Value Chains**

In response to increasing climate pressures, OCP Foundation scaled up resilient, science-based agricultural models aimed at strengthening farmers' adaptive capacity and supporting sustainable value chains. In 2025, more than 11,300 beneficiaries, including 7,000 farmers, of whom 68% were women, were supported across 16 countries through 48 projects. Interventions focused on capacity building, soil health improvement, and the deployment of integrated community farming models, contributing to more resilient and productive agricultural practices.

In partnership with OCP Nutricrops, OCP Foundation implemented the Agri-Extension programme in India to support farmers in adopting more efficient and sustainable agricultural practices, with a strong emphasis on science-based nutrient management. The initiative combines scientific research and field-level implementation, notably through trials on phosphorus use efficiency, complemented by targeted capacity-building activities and large-scale awareness campaigns.

#### **Impact in 2025:**

- 3 states covered: Rajasthan, Karnataka, Maharashtra.
- 6 Farmer Producer Organizations (FPOs) mobilised.
- 4013 farmers reached, including 660 women.
- 200 field demonstrations conducted.

### **4.3 PHOSBOUCRAA FOUNDATION**

Aligned with the OCP Group's strategy for inclusive and sustainable development in southern Morocco, the Phosboucraa Foundation empowers local communities through excellence in education, innovative entrepreneurship, and targeted research and development. In partnership with Mohammed VI Polytechnic University (UM6P), the Foundation supports regional growth and resilience, ensuring lasting impact through expertise and collaboration.

In 2025, the Phosboucraa Foundation has significantly scaled its impact across Morocco's Southern Regions through its three integrated pillars: educational excellence, applied research, and innovative entrepreneurship. The Foundation reached 6,872 beneficiaries in education and 1,145 in applied research, while expanding its entrepreneurship programs with a steadfast commitment to inclusion, reaching a milestone of 53.2% female participation.

#### **Enabling pathways to excellence**

Building on last year's ambitious programme, the Phosboucraa Foundation is strengthening its commitment to promoting academic excellence and skills development among young people in the southern regions. In this continuity, it is further consolidating its school excellence programme around two complementary pillars, designed to fully support students in accessing leading higher education institutions and universities and to empower them to realize their full potential.

As a key lever to guide students in making informed academic and career choices, this pillar focuses on providing comprehensive orientation and exposure opportunities. The Phosboucraa Foundation supports students in the southern regions of Morocco throughout their educational pathways by combining orientation, academic preparation and STEM outreach.

Through mobile counselling caravans, school-to-career exchanges and participation in national education fairs, the Foundation provides tailored guidance to high school students, helping them better understand academic opportunities, admission requirements and scholarship options. Additional support includes access to university open days outside the region, personalised mentorship, assistance with application procedures and preparation for entrance examinations.

Complementing these efforts, the Science Outreach Programme (“Maison des Sciences”) strengthens academic foundations and promotes STEM pathways through interactive, practice-based learning. Delivered in partnership with educational actors, the programme combines teacher training, science clubs, FabLab capacity building and scientific caravans, contributing to informed educational choices and the territorial anchoring of scientific culture across the southern regions.

### **Strengthening the industrial capabilities of SMEs in the Boujdour Es-Semara and Tarfaya provinces**

The Technix programme forms part of a regional economic development approach aimed at strengthening the industrial capabilities of Very Small Enterprises (VSEs) and project holders in the provinces of Boujdour, Es Semara and Tarfaya. Building on its initial deployment in Laayoune in 2023 and its expansion to Dakhla and Guelmim in 2024, the programme entered a new phase of territorial scale up in 2025, responding to growing demand from local economic actors for structured skills development and professionalisation.

Implemented in partnership with AAIT-UM6P and AMIDEAST, the 2025 programme supported 90 beneficiaries through a structured training pathway combining soft skills development, Hygiene Safety Environment (HSE) training and specialised technical workshops. Training was first delivered locally across the three provinces, before being complemented by a practical immersion phase at UM6P Benguerir, enabling participants to apply acquired skills in a modern industrial environment.

The programme contributed to improving managerial capabilities, strengthening safety culture and developing concrete technical skills in key industrial trades, thereby enhancing the competitiveness and operational performance of local VSEs. Overall, Technix 2025 supported the

creation or maintenance of at least 90 jobs, reinforcing the local industrial fabric and contributing to sustainable economic development in the region.

#### **Impact in 2025:**

- 30 beneficiaries in Dakhla
- 30 beneficiaries in Guelmim
- 30 beneficiaries in Boujdour
- 3 provinces reached
- 90 jobs maintained

#### **Innovating to bring out the best in local know-how and promote our heritage**

Following a first edition implemented in 2024 in Laayoune, focused on the brassware sector, the local heritage valorisation programme demonstrated the importance of structured support in enhancing traditional craftsmanship and strengthening artisans' technical capacities.

Building on these achievements, the Phosboucraa Foundation expanded the programme in 2025 to three southern provinces, Boujdour, Es-Semara, and Tarfaya, through a second edition dedicated to brassware. The programme reflects the Foundation's commitment to strengthening brassware craftsmanship by addressing key challenges such as limited diversification, weak branding, and evolving market demands. Targeting 60 artisans across three provinces, it combined technical training with market-oriented support, including product line development and branding, over 63 days, contributing to heritage preservation, economic resilience, and sustainable income opportunities.

#### **Impact in 2025:**

- 20 Brass artisans from Boujdour.
- 20 Brass artisans from Tarfaya.
- 20 Brass artisans from Es-Semara.

#### **Driving inclusive growth with targeted R&D**

As part of its commitment to research and development, the Phosboucraa Foundation supports applied research that responds to local needs in southern Morocco and ensures that results are effectively disseminated and adopted by communities. The goal is to help communities engage in innovation and apply knowledge to deliver practical, lasting results. In partnership with UM6P Laayoune's ASARI institute, the Foundation brings innovation to the field through mobile science caravans, technology transfer workshops, and community-based experimental platforms. These initiatives make research a practical tool tangible lever for resilience, inclusion, and sustainable development across the region southern Morocco.

- We support 22 applied research projects that address key challenges facing the southern regions.
- Our scientific caravans have reached 100% of the territories across these regions, ensuring broad access to knowledge and innovation.
- A total of 44 experimental platforms (2 platforms in 2025) currently fostering hands-on learning and technology adoption.
- In 2025, LAFOBA3 held in Laayoune focused on biosaline and arid land agriculture (soil salinity, water scarcity, climate change), bringing together researchers, policymakers, and industry experts, and reaching over 300 participants (in person) from 55 countries, with key outcomes including scaling salt-tolerant crops, integrating AI/IoT, and strengthening farmer capacity and international collaboration.
- A cumulative total of 425 indigenous plant species have been identified and characterized through the Atlas Book project, contributing to the advancement of scientific knowledge on local biodiversity and supporting their valorisation across high-potential value chains.

As part of its applied research and innovation agenda, the Phosboucraa Foundation supports the development of sustainable livestock value chains in southern Morocco through partnerships with UM6P–ASARI and academic institutions. Key initiatives include strengthening the camel milk value chain, from production to commercialisation, through applied research, field diagnostics and capacity building, aimed at improving productivity, quality and the development of high-value products. In parallel, the Foundation supports the restoration and valorisation of the Hassania goat breed in the Laayoune–Sakia El Hamra region, using scientific tools such as genetic analysis and biotechnological reproduction to safeguard biodiversity, improve herd performance and create new economic opportunities. Together, these programmes contribute to improving breeders' livelihoods, enhancing food and nutritional security, and promoting sustainable local development.

#### **4.4 OTED: TERRITORIAL EMPOWERMENT AND DEVELOPMENT**

OTED, established in 2016, fosters multi-stakeholder collaboration for inclusive, sustainable and environmentally friendly projects. Through collective intelligence, OTED drives sustainable development through Territorial Innovation Labs. This approach emphasises the inclusion and active participation of different stakeholders, developing innovative territorial solutions in an iterative way with the collaboration of volunteer experts from the OCP Group's skills sponsorship programmes and partner companies.

## Scaling up and structuring new initiatives for systemic transformation

In 2025, OTED consolidated its role as a structuring actor in territorial educational innovation by combining large-scale programme deployment with the launch of initiatives designed to generate systemic impact. Through close collaboration with the Ministry of National Education and institutional partners, OTED contributed to strengthening the education ecosystem by promoting inclusive access to innovation, territorial co-construction and evidence-based approaches.

A key milestone was the roll-out of the Coding for All programme, implemented with the Ministry of National Education and the INDH, which reached more than 500 schools and nearly 70,000 students. The programme strengthened pedagogical capacities through teacher training and the provision of AI kits, demonstrating strong execution at scale while also revealing territorial disparities and operational challenges that informed improvement. In parallel, OTED supported new structuring initiatives addressing critical challenges, including the national programme to combat bullying, combining School Climate Labs and Territorial Observatories, and a pilot project for the pedagogical deployment of 50,000 tablets donated by the High Commission for Planning. Anchored in territorial experimentation, rapid learning cycles and multi-stakeholder governance, these initiatives reflect a shift towards more inclusive, agile and sustainable education models aligned with equity and territorial development objectives.

Impact in 2025:

- 533 target schools covered under the Coding for All programme.
- 68,879 students directly benefited from digital and coding education.
- 907 teachers trained, strengthening pedagogical and digital capacities.
- 320 educational institutions equipped with artificial intelligence kits.

## A Structured Methodology in Support of Territorial Transformation

In 2025, OTED consolidated a structured intervention methodology based on the activation of collective intelligence, the mobilisation of expert skills and the transformation of territorial dynamics into operational solutions. This approach is grounded in a core principle: co-constructing with local stakeholders to ensure the relevance, ownership and long-term sustainability of projects.

In practical terms, interventions are organised around several complementary phases: strategic scoping involving stakeholders, consultation mechanisms designed to identify real needs,

on-the-ground experimentation phases, followed by capitalisation aimed at structuring replicable models. This approach makes it possible to transform complex challenges into concrete responses adapted to local contexts.

In 2025, this methodology resulted in the mobilisation of 203 stakeholders engaged through collective intelligence processes, with a satisfaction rate of 95%, reflecting the quality of facilitation mechanisms and the relevance of the dialogue frameworks implemented. Consultation and field investigation processes also involved 5,860 people, contributing qualitative and contextualised inputs that enriched project outcomes.

Community engagement represents another structuring pillar of this model. OTED mobilised 21,300 hours of volunteer work, equivalent to 569.5 person-days of expertise, representing an estimated value of MAD 12.5 million for the benefit of local territories. This skills-based volunteering model makes high value-added expertise accessible to local stakeholders, generating significant leverage in terms of impact.

Finally, capacity building plays a central role in this methodology. In 2025, 60,061 beneficiaries were trained across the various programmes, with high satisfaction levels reflecting the quality of the training schemes and their alignment with identified needs.

#### **Impact 2025:**

- 203 stakeholders engage through collective intelligence.
- 95% satisfaction rate.
- 21,300 hours of volunteers.
- Consultation and field investigation processes involved 5,860 people.
- 60,061 beneficiaries trained.

#### **Ecotourism and territorial development: activating local resources**

The Rhamna Geopark project, aiming for UNESCO Global Geopark recognition, entered a key structuring phase in 2025 focused on consolidating multi-stakeholder partnerships, identifying sites with high ecotourism potential and strengthening community engagement. Pilot on the ground activations around emblematic heritage assets helped test mediation and cultural animation formats, laying the groundwork for a structured ecotourism offer with long term territorial benefits. In parallel, initiatives in Toulkine demonstrated an innovative, community-based post-earthquake tourism model rooted in cultural valorisation and solidarity. Additionally, support to the National

Agency for Water and Forests contributed to the definition of a shared and sustainable valorisation strategy for the Bouskoura Forest, balancing preservation, public access and long-term vision.

Together, these projects reflect a coherent strategy aimed at transforming territorial resources into sustainable development assets, grounded in community engagement, experimentation and the structuring of strong institutional and local alliances.

### **Impact in 2025:**

Heritage valorisation and structuring:

- Rhamna Geopark project entered a macro-structuring phase.
- 150+ sites with high ecotourism potential identified.
- Multi-stakeholder partnership ecosystem consolidated at territorial level.

Community engagement and on-the-ground activation:

- +140 local participants mobilised through mediation and facilitation activities in Rhamna.
- ~100 visitors reached through pilot activations combining heritage, science and culture.
- +100 participants engaged in territorial memory workshops in Toulkine.
- ~50 stakeholders (artists, experts, institutions) mobilised during the DDays Ar'Toulkine.

Territorial experimentation and tourism prefiguration:

- Pilot ecotourism and cultural mediation formats tested in Rhamna.
- Signposted hiking trails linking heritage and rock art sites initiated in Toulkine.
- Volunteer engagement weekend organised to test a hybrid model combining tourism, civic action and local impact.

Governance and sustainability:

- Multi-stakeholder consultation process conducted for the sustainable valorisation of the Bouskoura Forest.
- Shared vision defined balancing environmental preservation and citizen experience.

Long-term ambition

- 37,000 direct and indirect jobs targeted across the Geopark value chain (tourism, hospitality, facilitation, crafts, services and upstream sectors).

## **4.5 Al Moutmir**

Al Moutmir brings OCP's Bring Phosphorus to Life mission to life by transforming research and innovation into tangible impacts for farmers. As an extension team, it acts as a bridge between science and the field, identifying the real needs of farmers and their ecosystems, feeding them back to researchers, and thereby helping to shape the Group's research agenda. On the ground, through its Soil Health, Conservation Agriculture, Water and Animal Production programmes, Al Moutmir translates research and innovation into practical solutions tailored to farmers' realities. It

also deploys the most advanced solutions, such as balanced fertilisation, digital technologies, demonstration platforms and appropriate mechanisation, serving as a living showcase of the best the Group offers farmers worldwide. As a scaling platform, AI Moutmir enables both internal and external innovations to be tested, assessed and disseminated at scale. Through this continuous feedback loop, from laboratory to field and from field back to science, AI Moutmir co-creates productive, sustainable and resilient farming models with farmers, empowering them to contribute fully to food security in the face of climate challenges.

Entrepreneurship is a powerful engine for the economic and social development of communities. Access to tailored resources, mentorship, and collaborative networks empowers entrepreneurs to overcome structural challenges and unlock their full potential.

### **Young Leaders: preparing the next generation**

Complementing these efforts, the Young Leaders initiative supports a new generation of farmers and rural entrepreneurs by combining agronomic expertise, entrepreneurial skills and mastery of digital tools. Through training, mentoring, innovation and access to markets, the programme promotes sustainable, inclusive and value-creating agriculture.

Impact and achievements:

The entrepreneurial pathways supported by AI Moutmir demonstrate the programme's tangible impact:

- 450+ young leaders supported.
- Creation of Smart Blender units producing customised fertilisers, serving thousands of farmers.
- Launch of more than 10 agricultural service cooperatives by young rural entrepreneurs, enabled through training, financing, and access to technologies and markets.
- Support for the creation of 10 agricultural service start-ups".

Carrying out projects focused on building resilience is fundamental to ensuring that communities can address environmental and global challenges in a sustainable manner.

### **Sustainable water management**

In response to increasing water stress, Al Moutmir has implemented an integrated sustainable water management programme aimed at improving irrigation efficiency, strengthening the resilience of agricultural systems and supporting farmers in the responsible use of water resources.

The programme is built on several complementary pillars:

- Capacity building and knowledge transfer: farmer field schools and training sessions on efficient irrigation, water management and the adaptation of technical practices.
- Demonstration platforms: comparison of irrigation practices and measurement of their impact on water productivity.
- Integrated crop management: optimisation of plant nutrition, soil health and conservation practices to enhance overall efficiency.
- Awareness of non-conventional water resources: promotion of treated wastewater reuse and desalination as long-term adaptation levers.

These practices contribute to improved water efficiency, secured yields and enhanced farm resilience, while supporting feed crop production and the sustainability of livestock systems.

The programme is further supported by a connected digital irrigation solution (“smart irrigation”), enabling plot-level irrigation management through soil moisture sensors, real-time farmer support and the long-term optimisation of water use.

Impact 2025:

- 3,000+ theoretical training sessions and Farmer Field Schools (FFS).
- 200+ cooperatives supported in water-saving and water-recycling practices.
- +25% improvement in water productivity in arboriculture.
- +7% to +15% improvement in water productivity for horticultural crops.
- 100+ training sessions and 100+ farmer field schools dedicated to water management.
- 60+ demonstration platforms focused on irrigation and integrated crop management.

## **4.6 SMART LIVING ENVIRONMENT**

### **The way we create smart living environment**

The Société d'Aménagement et de Développement Vert (Green Development and Planning Company-SADV), a subsidiary of OCP Group and Mohammed VI Polytechnic University (UM6P), is

the Group's reference operator for the design, development and management of sustainable and smart territories. Building on over 12 years of experience with the Benguerir Green City, SADV initiated a major transformation in 2025, evolving towards integrated, sustainability driven urban solutions and placing sustainable development at the core of its value creation model. Aligned with OCP Group's territorial vision and Morocco's New Development Model, SADV positions itself as a living laboratory for resilient, low carbon and inclusive African cities, with sustainability formally established as a transversal strategic pillar across all activities.

To structure its sustainability commitments, SADV conducted a comprehensive diagnostic that confirmed strong capabilities in urban design and project delivery, while identifying the need for a unified ESG framework, harmonised indicators and strengthened governance. These findings informed Phase 1 of the sustainable development strategy, establishing a shared ESG vision across the organisation. Building on this foundation, the strategy is articulated around four pillars: sustainable project management, innovation and partnerships, intelligent mobility and connectivity, and circularity with local economic impact embedding sustainability into operations, governance and decision making, in alignment with OCP Group ambitions and the Benguerir Model City programme.

### **Initiatives developed at SADV**

SADV's new plan reflects a clear commitment to embedding sustainable development at the core of its identity and operations. Formalised in 2025 through a transversal strategy, sustainability now guides the entire project lifecycle, integrating energy efficiency, carbon reduction, responsible water use and climate resilient design. The company has evolved towards an integrated urban development model focused on inclusive, future ready environments, supported by smart technologies, sustainable mobility and nature-based solutions. Strong governance and monitoring mechanisms ensure alignment with OCP Group's long-term commitments on carbon neutrality, water stewardship and territorial development.

Achievements 2025:

- Commissioning of the University Hospital (CHU), the rehabilitation centre, and the oncology clinic.
- Completion of the Urban Control Centre and the Green Corridor.
- Continued development of the Green Corridor and expansion of green infrastructure.
- Formal completion of Phase 1 of SADV's sustainable development strategy, including diagnostic, benchmarking and governance foundations.

## Benguerir Green City

Benguerir Green City represents the flagship embodiment of SADV's vision for sustainable, smart and inclusive urban development. Anchored by UM6P at its core, the city aims to promote a healthier, more sustainable living environment through high-quality services, efficient infrastructure and innovative urban solutions. SADV is defining and implementing this vision with the ambition of creating a green and smart city that enhances the quality of life of its residents while strengthening territorial resilience.

Through an integrated approach to planning, infrastructure and services, Benguerir Green City demonstrates how sustainability principles can be translated into tangible outcomes, improving environmental performance, fostering social inclusion, encouraging healthier lifestyles and supporting long-term economic attractiveness.

### **Achievements:**

- 350 ha under development & over 600,000 m<sup>2</sup> developed
- 7000 students and researchers
- 30 laboratories and centres of R&D
- 234 apartments
- Start-up incubator Inc.200 workplaces
- 114 villas
- 3,800 Student beds
- +30,000 trees and shrubs, including 15,000 in the green corridor

Building on this foundation, SADV is advancing a Smart City model designed to reinforce sustainability across all urban systems. A central Urban Control Centre is being developed to coordinate and optimise these interconnected smart services. Leveraging real-time data and predictive analytics, the Centre will improve traffic flow, strengthen public safety, support emergency response and facilitate citizen engagement through interactive digital platforms. These capabilities position Benguerir Green City as a model for responsive, inclusive and efficient urban development.

This vision is deployed through five strategic initiatives, LEED ND, City Attractiveness and Citizens' Quality of Life, Energy and Water Stewardship, The Smart Health City and Sustainable Integrated Mobility across UM6P campuses. Together, they create a cohesive smart-city ecosystem aligned with the Smart City framework and underline SADV's commitment to shaping a sustainable, efficient and human-centred urban environment. In 2025, SADV continues to reinforce this

ambition through new and evolving initiatives that demonstrate progress across key smart-city pillars.

The Green City is designed as a benchmark for sustainable urban development, aligned with international best practices and guided by the LEED Neighbourhood Development certification. The project integrates smart urban planning, bioclimatic design and responsible infrastructure to create resilient, low-impact communities that balance environmental performance with quality of life.

Social sustainability is central to the city's vision, with accessible services, inclusive mobility and green public spaces supporting well-being and social cohesion. By 2027, integrated systems for mobility, energy, waste and biodiversity aim to position the city as a sustainability model. Economic resilience is driven by the TechPark ecosystem, fostering innovation, research and employment in close connection with UM6P. Ambitious energy and water strategies, alongside investments in healthcare and electric mobility, further reinforce the city's environmental performance and liveability.

### **SAEDM Projects**

SAEDM (Société d'Aménagement et de Développement de Mazagan), a subsidiary of the OCP Group, plays a central role in the planning, coordination and implementation of the Mazagan Urban Pole (PUMA), one of Morocco's most strategic urban development projects. Acting as the project's integrator, SAEDM ensures a long-term, future-oriented vision aligned with OCP Group's commitment to sustainability, territorial development and shared value creation. Through PUMA, SAEDM contributes to structuring a high-performance ecosystem around the Jorf Phosphates Hub, reinforcing the resilience, competitiveness and attractiveness of the territory.

Sustainability is embedded at the core of the Mazagan Urban Pole through an eco-urbanism approach that integrates environmental protection, efficient land use and ecosystem preservation. More than 30% of the area is dedicated to green and open spaces, forming continuous ecological networks that support biodiversity, climate resilience and quality of life. This approach is strengthened by advanced resource-management systems, including renewable energy integration, water-efficiency measures and high energy-performance building standards aligned with international certifications.

Urban planning and mobility follow a transit-oriented development model designed to promote accessibility, sustainability and reduced car dependency. Pedestrian-first design, cycling infrastructure, public transport and shared mobility solutions encourage soft mobility and inclusive

access across the urban pole. These principles contribute to a human-centred urban environment that balances functional efficiency with social cohesion and environmental performance.

The Mazagan Urban Pole promotes inclusive economic and social development through a mixed-use model combining residential areas, economic and innovation zones, academic and research hubs, tourism functions and public amenities. By fostering job creation, supporting local SMEs and suppliers, strengthening the knowledge-based economy and integrating productive landscapes into urban life, the project delivers long-term shared value for local communities while advancing a sustainable and resilient territorial development model.

## **5 About this report**

In order to achieve long-term sustainable profitability, it is essential to adopt an approach focused on creating value for all stakeholders. OCP Group has integrated this principle into its strategy promoting a positive impact on employees and society at large, with a particular focus on the most vulnerable groups. Its 2025 sustainability report reflects this commitment, detailing how the company addresses corporate sustainability and contributes to responsible development. Through a rigorous process of qualitative and quantitative data collection, based on interviews, reviews and regulatory guidelines, OCP ensures transparency and effective monitoring of its initiatives, reaffirming its commitment to a more equitable and sustainable future.

OCP Group maintains an annual reporting cycle to disclose the performances, achievements of the year as well as ambitious targets for the future. The present report covers the period from January 1 to December 31, 2025, corresponding to the company's fiscal year. This Report has been prepared in accordance with the Circulaire de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux n° 03/19.

All our publications are available on our website: [www.ocpgroup.ma](http://www.ocpgroup.ma). OCP Group is at your disposal to provide any other information on our sustainability approach. To this end, we are providing an email address dedicated to our stakeholders that we encourage to give feedback on their expectations and concerns:

### **5.1 DOUBLE MATERIALITY ANALYSIS**

In 2025, OCP strengthened its approach to Double Materiality in alignment with EFRAG, recognising its central role in shaping a comprehensive and sustainable strategy.

Throughout the reporting year, we deepened our commitment to Double Materiality principles by refining and expanding our stakeholder consultation processes. Our approach this year placed greater emphasis on focused and inclusive engagement with stakeholders at all levels. These

efforts have enabled us to validate and refine our material topics with greater precision, ensuring they reflect both the evolving sustainability landscape and our business strategy. The outcome is a more robust and dynamic Double Materiality matrix, better aligned with global sustainability challenges and opportunities, and more responsive to the voices of those who are fundamental to our long-term success.

The Double Materiality analysis is essential to identify the priority topics to report on, according to the Stakeholder Inclusiveness and Materiality principles. To achieve this, we have explored crucial elements, including the thorough identification and evaluation of Impacts, Risks, and Opportunities (IROs), with the support of an independent party. The IRO process helps us prioritise our most critical issues and assess the relevance of each topic. It guides the development of specific action plans and targets, which are later incorporated into the Group's sustainability strategy.

OCP identifies issues that significantly influence stakeholder decisions and the company's long-term sustainability. Using the double materiality analysis, OCP prioritises key issues affecting both the company and stakeholders.

- An Inside-out evaluation (Impact materiality): which enables the identification and evaluation of the most significant actual and potential impacts of OCP on the economy, the environment and the society.
- An Outside-in evaluation (Financial materiality): which highlights the material issues that may reveal risks or opportunities for OCP influencing its future cash flows and ultimately the enterprise value.
- A stakeholder consultation process: which enables the identification of main issues and concerns that are most significant for OCP's main stakeholders.

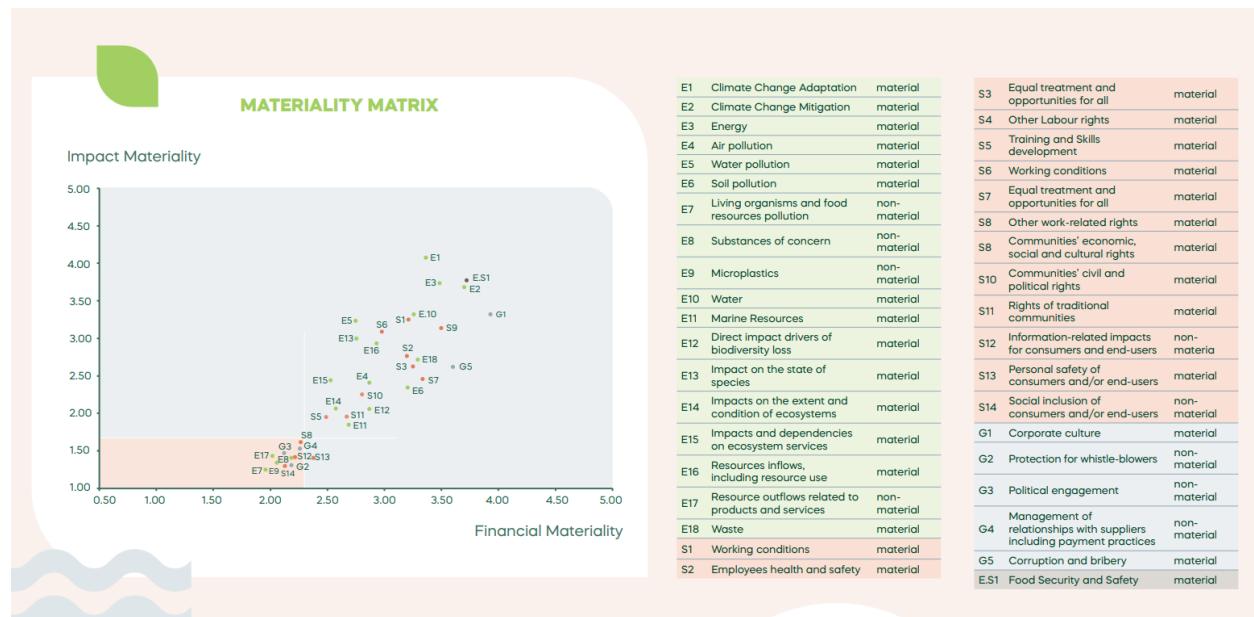
OCP identifies issues that significantly influence stakeholder decisions and the company's long-term sustainability. Using the double materiality analysis, OCP prioritises key issues affecting both the company and stakeholders.

### **Double Materiality Process**

To conduct the Double Materiality assessment, OCP has followed the following four steps:



## Materiality matrix



# AMMC Content Index

## GENERAL ELEMENTS

AMMC Indicator	Page
Describe the profile of the issuer and its group, its strategy in terms of social and environmental responsibility, as well as the benchmarks adopted for the preparation of the report, if any.	Chapter 1.1, 1.2,2.3
Describe the scope of ESG reporting and the group entities for which information is provided, justifying, where appropriate, any deviations from the issuer's scope of consolidation	Preamble
Insert a materiality analysis of the different ESG aspects. This section should explain the analysis underlying the issuer's choice in relation to the ESG areas considered relevant and presented in the ESG report. Present, where applicable, the materiality thresholds adopted.	Chapter 6.1
Insert a methodological note describing the process of identification, collection, processing, and compilation of non-financial information.	Chapter 6
External auditor certificate	NA

## SPECIFIC ELEMENTS

AMMC Indicator	Page	
ENVIRONMENT	Present all activities that have an impact on the environment	Chapter 2
	A description of the issuer's environmental policy, including measures taken to limit the environmental impact of its activities and the standards and targets set.	Chapter 2
	Describe any disputes or legal actions relating to environmental jurisdiction issues in which the issuer is involved.	Chapter 2.1
	Actions and measures put in place to assess and minimise the environmental impacts of the activity.	Chapter 2
	Information on waste management and disposal measures	Chapter 2.5
	Indication on the consumption of water and energy as well as measures implemented to optimise these consumptions	Chapter 2.3 Chapter 2.4
SOCIAL	Recruitment	Chapter 3.1 Chapter 3.2
	Remuneration	Chapter 3.1
	Professional career management	Chapter 3.3
	Training (including the number of employees who received training during the period and the training budget for the period compared to the overall payroll)	Chapter 3.3
	Measures put in place for the employment and integration of people with disabilities	Chapter 3.2
	Measures taken for equality between women and men	Chapter 3.2
	Distribution by activity	NA

	Distribution by type employment contract (Permanent contract, fixed-term contract etc.)	Chapter 3.1
	Distribution by category	Chapter 3.1
	Overall gender distribution	Chapter 3.1
	Distribution by seniority	Chapter 3.1
	Number of staff representatives	Chapter 3.4
	Number of strike days per year	Chapter 3.4
	Number of occupational accidents per year	Chapter 3.5
	Number of dismissals per year (by category)	Chapter 3.1
	Number of resignations per year (by category)	Chapter 3.1
	Number of recruitments per year	Chapter 3.1
	Number and nature of social litigations (collective or individual) per year	Chapter 3.4
<b>GOVERNANCE</b>	Composition of the Board of Directors	Chapter 4.2
	Executive and non-executive members	Chapter 4.2
	Independent members	Chapter 4.2
	Criteria used for the qualification of independent directors	Chapter 4.2
	Dates of appointment of the members of the governing body and date of expiry of their term of office	Chapter 4.2
	Functions within the governing body, representation of stakeholders	Chapter 4.2
	Parity and rules followed in this regard	Chapter 4.2
	Number of mandates per director	Chapter 4.2
	Existence of specialised committees, and their respective compositions	Chapter 4.2
	Attendance at board meetings (number of board meetings during the period, actual attendance rate of each director)	Chapter 4.2
	Remuneration of directors	Chapter 4.2
	Executive remuneration (lump sum, stock options per executive, in-kind benefits)	Chapter 4.2
	Shareholder relations: information communicated to shareholders	NA
	Process for evaluating governance body performance against economic, environmental, and social themes	Chapter 4.2
	Commitments to prevent corruption	Chapter 4.3
Measures taken in response to incidents of corruption	Chapter 4.3	
<b>EXTERNAL STAKEHOLDERS</b>	Economic and social impact of business activity on neighbouring or local populations. Regional development: job creation, investment in health, culture, and education.	Chapter 5
	Impact of investments in infrastructure and public services	Chapter 5.5
	Corrective actions implemented within the activities including potential or proven significant negative impacts on local communities	Chapter 5
	Stakeholder dialogue conditions	Chapter 1.3
	Policies and selection criteria with suppliers	Chapter 3.6

OTHER	The issuer's objectives and commitments in terms of the CSR approach	<b>Chapter 1.2</b>
	Achievements in this area over the last three years	<b>Full report</b>



## Liste et liens des Communiqués des Presses d'OCP pour l'exercice 2025

Tous les communiqués de presse du Groupe OCP sont téléchargeables sur le lien suivant :

<https://www.ocpgroup.ma/fr/investisseurs/resultats-financiers>